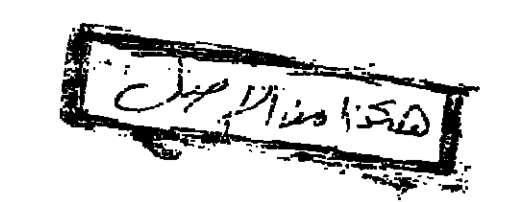


# Le Monde

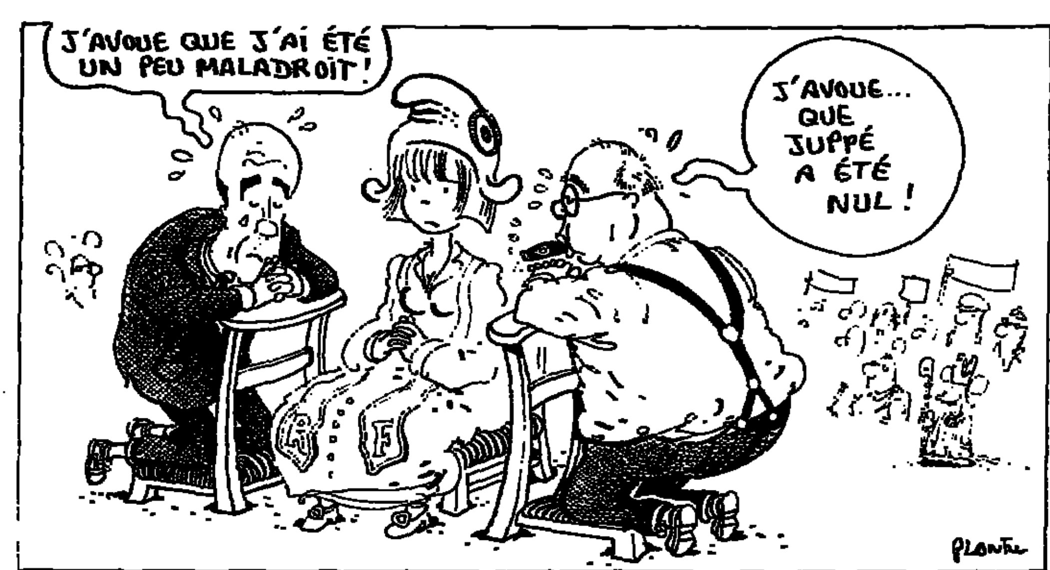
CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 15829 – 7 F · MARDI 19 DÉCEMBRE 1995 · FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## M. Juppé compte sur le sommet social pour relancer l'économie

● Dans un entretien au « Monde », Louis Viannet met en garde contre « un retour de flamme en cas d'échec »
● Jeudi 21 décembre, au sommet sur l'emploi, le premier ministre fera des propositions pour stimuler la croissance, favoriser l'activité des jeunes et réduire le temps de travail ● Les négociations ne porteront pas sur les salaires

**ALORS QUE LA REPRISE** du travail se confirmait, lundi matin 18 décembre, à la SNCF et à la RATP, Alain Juppé a maintenu la date et l'ordre du jour du sommet sur l'emploi, qui se réunira jeudi 21 décembre. Le premier ministre veut faire des propositions pour *« stimuler davantage »* la croissance, mais aussi sur l'emploi des jeunes et sur la réduction de la durée du travail.

Toutes les confédérations syndicales devraient participer à cette réunion, comme le confirme Louis Viannet, dans un entretien au *Monde*. *« En cas d'échec du sommet social, gare au retour de flamme ! »*, prévient le secrétaire général de la CGT, qui demande des réponses concrètes sur les salaires, le SMIC, la durée du travail et les emplois précaires. Afin de maintenir la pression, la CGT appelle à une *nouvelle journée d'action*, mardi. M. Juppé ayant confirmé que les salaires ne seront pas *abordés lors de ce sommet*, le CNPF devrait y participer.






## « On a refait la société et c'étaient pas des discussions de comptoir »

**LA GARE DU NORD** est un fief de lutte chez les cheminots. Les mouvements de *1986 avaient démarré* entre ses rails. Dimanche 17 décembre, les grévistes qui occupaient le poste d'aiguillage des grandes lignes, le GPL 1, ont remis les clés au chef d'établissement. Puis ils se sont assis autour d'une table pour un banquet de fin de grève, en dessous du bureau du *« patron »*, avec femmes et enfants.

On a chanté, sablé le champagne, les enfants couraient dans les allées. Des habitants du quartiers étaient là. On a écrit sur un mur : *« Les vivants sont ceux qui luttent »*.

Lundi 18 décembre, l'assemblée générale de reprise du travail s'est donc déroulée dans le hall de la direction. Certains jeunes mécaniciens racontent l'embauche, ce lundi matin. Elle s'est faite dans une ambiance *« bizarre »* : *« Dans mon équipe, sur neuf gars, on était seulement trois grévistes. Mais les autres, ce matin, faisaient la gueule. C'étaient eux les penauds. »*

Un délégué CGT regrette qu'*« aujourd'hui, on se batte seulement pour conserver quelque chose et pas pour obtenir plus, sur les salaires, la réduction du temps de travail »*. Mais la grève, selon lui, a reçu des centaines de messages de soutien des quatre coins de l'Europe, venus des militants syndicaux qui subissent, eux aussi, les contraintes de Maastricht. Il demande que tous les constats d'huissier, les plaintes et les sanctions envisagées par la direction aillent maintenant à la poubelle. Il aimerait bien qu'on ne laisse plus les patrons agir comme avant à l'égard des contrats emploi-solidarité (CES).

Pour ce cheminot, *« les patrons du privé ont eu le nez creux dans certaines entreprises. Ils ont accordé des augmentations de salaire quand les gens étaient prêts à débrayer. Mais la grève générale reconductible a été importante, même pour ceux qui ne nous ont pas suivis. Les mentalités ont changé, la pensée unique, maintenant, c'est fini. »*

Un délégué FO considère que l'arrêt du mouvement pourrait n'être qu'une « trêve des confiseurs ». *« On ne va pas être vigilants, on va être à l'affût. Reprendre les trains pour les fêtes n'est pas une si mauvaise idée à l'égard des usagers. Mais en janvier, on est là, on va être prêts, on va leur sauter sur le paletot. Cette grève, c'est l'histoire de la démocratie directe. Des gens ont décidé pour eux-mêmes et par eux-mêmes. »* Un gréviste, lui, a peur qu'au lendemain du sommet social *« on se réveille assez douloureusement avec ce qui* [...] *menace sur l'annualisation du temps de travail, par exemple »*. Un autre regrette que les salariés du privé aient vécu cette grève *« par procuration »*. *« La mauvaise explication serait de dire que les gens sont des cons*, explique-t-il. *Il y a eu le poids du chômage, la peur de la répression. On aurait dû davantage mettre en avant le retour aux trente-sept annuités pour tout le monde. »*

Un agent se réjouit que le mouvement ait pris *« la bonne direction »*. *« On a refait la société, et c'étaient pas des discussions de comptoir. Quand on bosse, on n'a pas le loisir de parler comme ça. Ce sont ces discussions qui font peur aux patrons, quand les travailleurs qui détiennent l'outil de travail commencent à réfléchir. Il faut s'en souvenir pour les prochains mouvements. Les patrons sont gentils avec nous en ce moment parce qu'ils ont peur. Mais dès qu'ils le pourront, ils nous referont une crasse. »*

***Dominique Le Guilledoux***

## Une autre France

**TROIS SEMAINES.** Trois semaines de privations pour les *grévistes, de lourds désagréments* pour les autres, et de difficultés accrues pour une économie menacée, afin d'en arriver là : que le premier *ministre* accepte enfin de changer de ton, *de ne plus* se comporter comme s'il détenait *seul la vérité*, d'ouvrir un large dialogue social, bref de faire son métier en considérant qu'il *n'est de bonne réforme que dans* l'adhésion et par la négociation.

**ÉDITORIAL**

S'en tenir à ce bilan, comme s'il s'agissait de compter les points, serait toutefois une erreur. Plutôt que de saluer des vainqueurs et de désigner un vaincu, mieux vaut prendre conscience de la France inédite qui émerge. Une « autre » France, à défaut d'une autre politique. Une France sereine malgré l'angoisse, la peur du lendemain et les difficultés de tous ordres ; une France en mouvement, calme et maîtresse d'elle-même, à côté d'une France en suspens, forte de sa patience et de sa conscience professionnelle. Une France adulte, qui ne veut pas avancer à n'importe quel prix.

Décembre 1995 pourrait bien rester comme un tournant, qui témoigne de changements profonds. Prendre prétexte d'un heureux retour à la normale pour n'y voir qu'une fièvre sociale parmi d'autres, s'arrêter aux catégories en grève – notamment les cheminots – pour ne retenir que le caractère sectoriel et corporatiste du mouvement serait le plus sûr moyen de retomber dans l'aveuglement et le dédain contre lesquels s'est dressée une partie du pays.

***J.-M. C.***

*Lire la suite page 17*

## Russie : les communistes en tête des élections législatives

**LES PREMIERS** résultats des élections législatives russes du dimanche 17 décembre semblaient confirmer la poussée attendue du Parti communiste. Après le décompte de près de la moitié des voix, les communistes arrivent en tête avec un peu plus de 22 % des suffrages exprimés, recueillant ainsi environ deux fois plus de suffrages que la formation ultra-nationaliste de Vladimir Jirinovski (11,2 %), arrivée en deuxième position.

Même si le parti gouvernemental, Notre maison la Russie, n'enregistre pas la déroute annoncée, son score (9,5 %) sonne néanmoins comme un désaveu pour le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine. Dans le camp des démocrates libéraux, seul le parti Iabloko (8,4 %) de Grigori Iavlinski paraît en mesure de franchir la barre éliminatoire des 5 % pour siéger à la Douma. L'une des grandes surprises du scrutin est le score médiocre (4 %) réalisé par le parti soutenu par le très populaire général Alexandre Lebed.

*Lire page 2 et notre éditorial page 17*

## Un nouveau président pour Haïti



RENÉ PRÉVAL

**À PEINE 20 %** des électeurs haïtiens se sont rendus aux urnes, dimanche 17 décembre, pour élire René Préval, un proche du président sortant, Jean-Bertrand Aristide. D'après les premières estimations, il aurait obtenu environ 75 % des suffrages exprimés. Ce fort niveau d'abstention a deux causes : de nombreux Haïtiens ont exprimé leur déception devant l'absence d'amélioration de leurs conditions de vie ; puis, les partisans du président Aristide désiraient que celui-ci reste trois ans de plus au pouvoir. Ancien premier ministre (1991-1993), ingénieur agronome, René Préval, âgé de cinquante-deux ans, devrait prendre ses fonctions en février. Il a promis de créer un *« espace pour le capital privé et les investissements étrangers »* en Haïti. Il s'est montré ouvert à l'idée de privatiser des entreprises d'Etat inefficaces, comme le souhaitent les bailleurs de fonds internationaux.

*Lire page 5*

## Dilemme post-madrilène

**LE CONSEIL EUROPÉEN** de Madrid n'a produit que du « politiquement correct ». Tout s'est déroulé selon le scénario prévu ; le nom de la monnaie unique a été choisi, les étapes arrêtées, l'entrée dans la troisième phase confirmée pour le 1ᵉʳ janvier 1999. Les critères de sélection des Etats participants étant considérés comme intangibles, il reste à espérer que les pays attendus seront au rendez-vous. Sans l'Allemagne, l'Union monétaire n'aurait pas de sens, et, sans la France, elle ne serait qu'une zone mark déguisée.

Plutôt changer le calendrier que les critères, entend-on de plus en souvent de l'autre côté du Rhin, où les doutes sur la capacité française à réduire les déficits en deux ans sans provoquer d'explosion sociale ont grandi avec les grèves du secteur public. Un report d'un an ou deux ne serait pas un drame, aurait confié le chancelier Kohl en privé. S'il en est ainsi, pourquoi ne pas le reconnaître ouvertement, plutôt que de continuer à se bercer d'illusions et à prendre le risque de devoir se contredire dans quelques mois en portant un nouveau coup à une crédibilité européenne déjà bien faible ?

La première raison est ce que les Allemands appellent *« l'effet éducatif »* de l'Union monétaire. Pour satisfaire aux critères de convergence, les gouvernements sont appelés à mettre en œuvre une rigueur financière qu'ils auraient beaucoup plus de mal à décider et à faire accepter sans cette contrainte extérieure. C'est vrai de ceux qui aspirent à être dans le peloton de tête – telle la France – comme de ceux qui le rejoindront à l'étape suivante – telle l'Italie. Mais l'argument est à double tranchant ; outre que cet *« effet éducatif »* risque d'être vécu comme un *« processus de germanisation »* (selon l'expression de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*), il peut entraîner des déchirures du tissu social qui éloignent la perspective de l'UEM plutôt que de la rapprocher.

Mais cette première raison à l'entêtement officiel n'est sans doute pas la principale. Plus important est le fait que les Douze, puis les Quinze, ont mis tous leurs œufs dans le même panier. La réalisation de l'Union économique et monétaire est quasiment devenue la seule mesure de la réussite européenne. L'union politique qui devait aller de pair est dans les limbes ; la politique extérieure et de sécurité commune est inexistante ; le programme de grands travaux et de création d'emplois est resté lettre morte. Après le marché unique, *la monnaie unique* est donc la seule grande aventure européenne de ces années 90.

***Daniel Vernet***

*Lire la suite page 17*



## L'ambition d'une banque asiatique

La Hongkong and Shangai Bank poursuit son redéploiement vers l'Europe *après avoir acquis, en 1992, la Midland* Bank. On lui prête l'intention de s'emparer de la Royal Bank of Scotland. p. 18

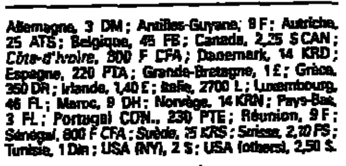
## La vie masquée de Maurice Papon

Tout au long de sa carriere, l'ancien ministre Maurice Papon, poursuivi pour complicité de crimes contre l'humanité, a glisse d'un camp à l'autre. p. 15

## La culture en CD-ROM

Complément des livres d'art et de la visite des musées, les CD-ROM s'installent *solidement sur le marche.* *p. 27*




Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 25 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,50 $.


M 0147 - 1219 - 7,00 F

**ÉLECTIONS** Après le dépouillement de 40 % des suffrages exprimés lors des élections législatives *russes du dimanche 17 décembre*, le Parti communiste arrivait en tête avec 22 % des voix. ● LES COMMUNISTES devancent largement le mouvement ultra-nationaliste de Vladimir Jirinovski qui recueille 11,2 % des suffrages. Suivent le parti gouvernemental Notre Maison Russie (9,5 %) du premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, et le parti réformateur d'opposition Iabloko (8,4 %). La participation (64,95 %) a été plus forte que prévu. ● *LE DIRIGEANT* communiste Guennadi Ziouganov, longtemps associé à l'aile orthodoxe du défunt PCUS, entretient le flou sur sa politique. Tout en excluant un *« retour vers le passé »*, il cultive la nostalgie et son vocabulaire est toujours fortement empreint de rhétorique marxiste. *(Lire notre éditorial page 17.)*

# Les communistes russes réalisent la percée annoncée aux législatives

## Le scrutin sonne comme un vote-sanction contre le pouvoir. Les communistes et les nationalistes de Vladimir Jirinovski, qui ont recueilli plus du tiers des voix, ne semblaient toutefois pas en mesure de contrôler la future Douma

**MOSCOU**
*de notre correspondante*

Les premiers résultats partiels *des élections législatives russes* n'ont apporté, lundi 18 décembre, que des demi-surprises : moins que la très confortable avance du Parti communiste (PCRF), annoncée et *confirmée, c'est* l'échec probable du Congrès des communautés russes (KRO), le parti dont le numéro deux est le fameux général *Alexandre Lebed*, qui a surtout frappé. Ce dernier, « locomotive » d'une formation *récemment créée*, a toutefois été facilement élu individuellement dans sa circonscription de Toula (au sud de Moscou).



ÉLECTIONS RUSSES

Quant au parti gouvernemental conduit par le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, il risque d'être dépassé par la formation de Vladimir Jirinovski (le LDPR, qui est cependant loin de son record de 1993), tout en étant talonné par Iabloko, le mouvement de l'opposant démocrate-libéral Grigori Iavlinski, qui améliore ses positions *acquises il y a deux ans. Mais au fil* de l'arrivée des résultats et de la prise en compte de ceux des grandes villes de la Russie occidentale, Notre Maison la Russie de M. Tchernomyrdine tendait à améliorer son score, alors que le LDPR voyait *le sien se tasser. Des résul*tats très partiels pour Moscou donnaient, en effet, l'avantage au *« parti du pouvoir »* sur Iabloko et le Parti communiste. Et la formation de M. Jirinovski y recueillait moins de 3 % des voix.

*Lundi* matin, les résultats après dépouillement de plus de 40 % des suffrages donnaient ainsi 22 % aux communistes, 11,2 % au parti de Jirinovski, 9,5 % à Notre Maison la Russie et 8,4 % à Iabloko. Ce qui laisserait sous la barre des 5 % de voix des partis tels que Femmes de Russie (4,7 %), le Choix démocratique d'Egor Gaïdar (4,5 %) ou le *Parti d'autogestion des travailleurs* de l'ophtalmologiste et homme d'affaires Sviatoslav Fedorov (4,1 %). Cela risquerait de priver le parti de Viktor Tchernomydine d'alliés sur lesquels il pouvait compter pour éviter une majorité de l'opposition à *la Douma. Les al*liés potentiels de cette dernière suivent en plus mauvaise position, si ce n'est l'étonnant score (4,3 %) des communistes orthodoxes de Viktor Anpilov, qui accusent le PCRF de révisionnisme... Le KRO du général Lebed (4 %) ainsi que les agrariens (3,7 %) enregistrent donc des résultats médiocres.

*Tout comme lors des précé*dentes élections législatives de 1993, le scrutin majoritaire, comptabilisé en dernier, devrait favoriser les candidats *« indépendants »*, généralement des responsables locaux proches du pouvoir central. Ces derniers formaient le plus large groupe de la Douma de 1993, avec 131 sièges contre 63 *pour le LDPR de M. Jirinovski, qui* était pourtant arrivé en tête du scrutin par liste avec 22,9 % des voix. Choix de la Russie, qui était le *« parti du pouvoir »* de l'époque, avait obtenu 76 sièges avec seulement 15 % des voix au scrutin proportionnel. C'est cette alchimie électorale russe qui a sans doute aidé Boris Eltsine à paraître tout sourire en déposant, devant des journalistes judicieusement choisis, ses bulletins de vote dans l'urne installée dans sa maison de repos proche de Moscou. Affirmant *« qu'aucune circonstance »* ne le ferait renoncer au cours des réformes, il a précisé *« partir du principe que c'est Viktor Tchernomyrdine qui dirigera le prochain gouvernement »*.

LES ÉLECTEURS AIMERAIENT UN PREMIER MINISTRE MOINS RÉFORMISTE ET PLUS SOCIAL...

... UN JUPPÉ, QUOI !

Ce qui a laissé sceptique le candidat déclaré à l'élection présidentielle Grigori Iavlinski : il a rappelé que le président avait fait les mêmes promesses à Egor Gaïdar après son échec électoral en 1993, avant de le remplacer un mois plus tard.

Mais le chef du parti Iabloko *parlait alors que n'étaient connus* que les premiers et piètres résultats partiels du parti de M. Tchernomyrdine en Extrême-Orient, où le premier ministre ne recueillait que 6 % des voix, alors que le Parti communiste atteignait 25 % et le LDPR 19 %. Un petit vent de panique a alors couru au siège du parti Notre Maison la Russie, le seul à avoir organisé sa propre soirée électorale. Mais ces émotions semblaient loin du climat de tension extrême qui régnait lors des *élections de 1993, deux mois* à peine après l'entrée en action des chars *« démocrates »* contre l'ancien Parlement *« conservateur »*.

Dans la nuit de dimanche à lundi, on pouvait ainsi voir les chefs de l'opposition russe, le communiste Ziouganov et le libéral Iavlinski, se succéder sur les écrans de télévision pour parler de *« coalitions »* à former, de gouvernement *« à remanier »* et pas nécessairement à renverser, ainsi que de *« travail à mener »* en vue d'un changement démocratique de régime lors de l'élection présidentielle de juin 1996. Grigori Iavlinski précisant même que le premier point de ce *« travail »*, outre bien sûr sa propre inscription comme candidat à la *présidentielle, doit* être de mettre fin à la guerre en Tchétchénie, domaine où il n'exclut pas d'avoir les communistes comme alliés.

L'élection comme député à Moscou de Sergueï Kovalev, destitué de son poste parlementaire de délégué aux droits de l'homme pour s'être opposé à la guerre tchétchène, *était un autre petit signe* encourageant des premiers résultats d'une élection dont certains craignaient qu'elle ne marque un *« grand retour au passé »*.

***Sophie Shihab***

### *105 millions d'inscrits, deux scrutins et 43 partis*

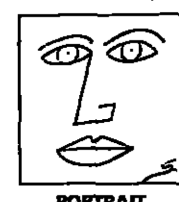
**Près de 105 millions d'électeurs, sur 148 millions d'habitants, étaient appelés, dimanche 17 décembre, à renouveler, pour quatre ans, les 450 députés de la Douma, la Chambre basse du Parlement. La moitié des députés (225) sont élus au scrutin proportionnel sur des listes nationales présentées par des partis. Une liste doit rassembler plus de 5 % des suffrages pour avoir des élus, sinon ses voix sont redistribuées. 43 partis étaient en lice.**

**L'autre moitié des députés (225) est élue au scrutin majoritaire uninominal à un tour. Près de 2 687 candidats, soit en moyenne une dizaine pour chacune des 225 circonscriptions, se présentaient. Beaucoup de ces candidats se font élire sans étiquette, rendant ainsi difficile l'évaluation du rapport de force exact au Parlement. La Douma approuve la nomination du premier ministre choisi par le président et adopte des lois à la majorité simple. Mais elle ne peut surmonter un veto présidentiel que par un vote à la majorité des deux tiers. Elle peut être dissoute par le président un an après avoir été élue. – *(Corresp.)***

# Guennadi Ziouganov veut donner « tout le pouvoir aux soviets »

**MOSCOU**
*de notre correspondant*

Avant même de se poser en *« ennemi numéro un »* du président russe, Guennadi Ziouganov, président du « nouveau » Parti communiste de la fédération de Russie, est d'abord et toujours un opposant à... Mikhaïl Gorbatchev. Avant d'être l'adversaire des réformes de Boris Eltsine, cet homme à la carrière classique de médiocre apparatchik du PCUS s'est distingué par sa contestation de la *perestroïka* et de la *glasnost* – bref, par son opposition farouche à la tentative de réformer le communisme. Né prématuré à sept mois – *« comme Winston Churchill »*, dit-il – en 1944 à Oriol, de parents instituteurs, il a fait toute sa carrière soviétique dans cette région au sud de la capitale et dans le parti, avant d'être promu en 1983 à Moscou au Comité central (secteur « idéologie et propagande »), où il animera l'aile « orthodoxe ».



PORTRAIT

Aujourd'hui encore, cet homme sans charisme ni talent oratoire mais bien enveloppé et servi par une solide organisation ne manque d'ailleurs jamais une occasion de faire conspuer M. Gorbatchev. Il a même juré de faire juger l'ex-numéro un soviétique. Il ne réfute pas le titre d'*« idéologue des putschistes »* conservateurs d'août 1991. C'est dire combien cet apparatchik – qui déjeune aujourd'hui avec les hommes d'affaires américains, se vante de ses voyages en Occident et au Japon, de ses relations avec les capitaines de l'industrie capitaliste et tente parfois de se faire passer pour un social-démocrate de type scandinave – est profondément conservateur. Son modèle préféré ne se trouve ni parmi les ex-camarades polonais, hongrois ou même bulgares, mais en Chine. Sa couleur favorite est le rouge. Il est contre la liberté des prix, la liquidation des kolkhozes, *la propriété privée de la terre.*

Son parcours dans le parti explique sans doute sa fidélité au dogme qu'ont tour à tour abandonné les « administrateurs », les « directeurs rouges » ou les « guébistes » ; Guennadi Ziouganov est, lui, resté un « idéologue ».

**RECONVERSION PROBLÉMATIQUE**

Professeur de « philosophie », c'est-à-dire de marxisme-léninisme, sa reconversion s'est révélée problématique après l'interdiction du PC lors du putsch raté de 1991. Avant de pouvoir devenir un communiste respectable, il s'est d'abord laissé tenter par l'ultranationalisme. Il fut l'un des chefs de plusieurs mouvements extrémistes et nationalistes : le Front de salut national, l'Union civique russe de Sergueï Babourine, l'Assemblée nationale russe d'Alexandre Sterligov. Il fut même membre du comité éditorial du journal *Dien* (« Le Jour »), réputé pour son parfum antisémite et fasciste. Aujourd'hui, il s'est éloigné de ses sulfureux alliés d'hier, même s'il a conservé une partie de leur rhétorique. Ses partisans vendent aussi bien la littérature du parti que des écrits antisémites.

Pourtant Guennadi Ziouganov se distingue des autres communistes orthodoxes : cet idéologue rigide s'est fait *« flexible »* en s'inspirant, dit-il, de *« l'exemple de Lénine »*. Il dit ne pas vouloir prendre le pouvoir par les armes. Il a *« accepté »* le pluripartisme et le droit à la propriété. Du bout des lèvres. Car il *« prévient »* que ces élections sont la *« dernière chance »* d'éviter *« un bain de sang »* en Russie. Il considère son parti comme *« l'avant-garde »*, le plus égalitaire parmi tous. Il milite pour la formation avec d'autres *« forces patriotiques »* d'un gouvernement de salut national, qui rappelle les structures mises en place par les communistes en Europe de l'Est après la deuxième guerre mondiale pour s'emparer du pouvoir. Et il estime que l'espace à laisser à la propriété privée doit être déterminé *« scientifiquement »*. Devant certains auditoires, il se dit *« convaincu que, pour la Russie, la propriété collective est la plus efficace »*.

Son seul virage idéologique semble toucher la religion. Spécialiste de la propagande athéiste, il ne va pas jusqu'à s'afficher comme un croyant modèle, à l'instar de bon nombre d'ex-apparatchiks. Guennadi Ziouganov fait cependant des efforts pour séduire les Russes replongés dans l'orthodoxie. Il n'y a pas de contradiction entre les deux croyances : *« Jésus*, explique-t-il, *fut le premier communiste. »*

**NOUVELLE FLEXIBILITÉ**

Malgré sa nouvelle flexibilité, Guennadi Ziouganov a un handicap : il a peu de chances d'être élu au Kremlin où réside le pouvoir suprême en Russie. Cela explique sans doute sa croisade pour réformer la Constitution, pour le parlementarisme, contre les pouvoirs présidentiels, qui sont aujourd'hui, dit-il, *« plus grands que ceux du pharaon égyptien, du tsar russe et du premier secrétaire soviétique réunis »*. Contre la confiscation du pouvoir, aujourd'hui *« comme en 1917 »*, Guennadi Ziouganov a trouvé une formule magique ou presque : *« Tout le pouvoir aux soviets ! »*

***Jean-Baptiste Naudet***

### *Combats et « élections » en Tchétchénie*

**Le bilan de quatre journées « électorales » imposées par Moscou en Tchétchénie fut sanglant. En témoignent les rares récits recueillis sur ce qui s'est passé à Goudermès, la deuxième ville du pays, reprise le 14 décembre par les indépendantistes, puis encerclée par l'armée russe et soumise, semble-t-il, à des raids aériens et à des tirs d'artillerie. *« Les morts, des soldats russes, jonchent les rues, une partie de la ville est détruite »*, a déclaré, à Radio-Liberté, un soldat russe blessé à Goudermès au lendemain de la première contre-offensive ouverte menée par les Tchétchènes depuis l'été. Dimanche, les combats avaient baissé d'intensité. Moscou a qualifié les « élections » de *« succès inespéré »*, mais les correspondants de Radio-Liberté ont raconté leurs efforts vains pour trouver un seul bureau électoral ouvert à Grozny, sans parler des villages, contrôlés en majorité par les indépendantistes. – *(Corresp.)***

# Scènes de vote à Moscou : « Le pire socialisme est préférable au meilleur capitalisme »

**MOSCOU**
*de notre correspondant*

Policiers sur le qui-vive, en uniformes et en armes, *ou bien non*chalants, discrets, en civil et équipés de talkies-walkies : les secondes élections législatives libres en Russie se sont déroulées dans des bureaux de vote plus ou moins surveillés, selon l'humeur ou les consignes. Près de 700 000 policiers avaient été mobilisés pour prévenir des attentats. Mais à part une grenade hors d'usage trouvée dans une poubelle du métro de Moscou, aucun incident grave *n'a perturbé les élections.* Si l'on veut bien excuser le fait que deux héros, les cosmonautes de la station Mir, n'ont *pas pu prendre* part au scrutin. Si l'on veut bien oublier que la Tchétchénie, où les combats se sont poursuivis, est l'un des sujets de la Fédération de Russie.

Rien, pas même le risque d'une attaque terroriste (à laquelle personne ne semblait croire), pas même l'épidémie de grippe ou la *violente tempête de neige qui* se sont abattues sur Moscou, pas même le sentiment largement partagé, semble-t-il, que cela *« n'allait pas changer grand-chose »*, n'a dissuadé ceux qui s'étaient décidés d'aller voter, en toussant, pataugeant dans la neige. Sans toujours savoir pour qui. Vous avez voté pour qui ? *« Si je savais, je ne sais même pas pour quoi »*, disait une femme en s'enfuyant...

Dès l'ouverture des bureaux de vote à Moscou, *la foule s'est* souvent faite pressante, plus nombreuse qu'annoncé par les experts *qui se disputaient pour savoir le* pourquoi, et à qui cette participation pouvait nuire ou bénéficier. L'attraction numéro un des élections de l'époque soviétique n'était pas en cause : le fameux *« bouffict »* (buffet) gratuit et bien fourni, qui récompensait ceux qui avaient voté pour le candidat unique du parti, a disparu. Mais, signe *que la Russie change sans* négliger ses traditions, certains avaient profité de l'affluence pour organiser un *« bouffict »*, payant.

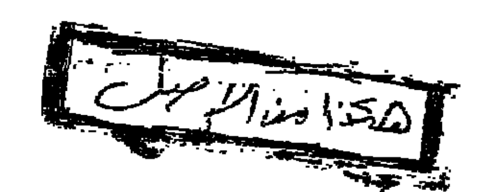
**« NOSTALGIE »**

L'électeur non honteux du parti gouvernemental Notre Maison la Russie était une denrée rare et prisée par les journalistes fatigués par la rengaine des opposants. *« J'ai voté pour le Parti communiste, certes un peu à cause de la nostalgie, mais pas pour revenir en arrière. Pour avoir des réformes qui ne soient pas tordues, pour des privatisations, mais honnêtes, avec de l'argent gagné, pas volé »*, explique Valentin, soixante-sept ans, ex-directeur dans une entreprise d'import-export, retraité et ruiné. Avant les réformes, explique-t-il, *« j'avais des économies, de quoi m'acheter une voiture et une datcha, elle suffisent aujourd'hui pour deux bouteilles de vodka »*. Un *autre mécontent, qui a 300 000* roubles de retraite par mois (300 F), juste de quoi payer son loyer et se nourrir, s'en prend au premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, qui *« nous dit qu'avec lui, on ne fait plus la queue pour acheter le saucisson dans les magasins. Mais ce n'est pas parce qu'il y en a assez, c'est parce que c'est trop cher ! »*. *« On est 30 millions de retraités, il semble que l'on nous a oubliés »*, ajoute-t-il.

Evgueni, quarante-huit ans, aurait pu voter pour le *« parti du pouvoir »*, Notre Maison la Russie. Mais il a voté pour Iabloko, le parti d'opposition libéral et réformateur. Car, raconte-t-il, le cinéaste Mikhalkov *« a expliqué qu'il fallait choisir Notre Maison la Russie parce que les hommes au pouvoir avaient assez volé et qu'ils allaient maintenant s'occuper de nous. Et personne de ce parti n'a démenti ! »*, s'exclame-t-il : *« Les gens votent contre les voleurs, c'est normal. »* Elena, professeur d'anglais à la retraite, a voté pour les communistes, mais, cela *semble* plutôt rare, par conviction : *« Le pire socialisme est préférable au meilleur capitalisme, car le capitalisme se moque de la vie humaine »*, assure-t-elle. Alexandre, directeur dans un institut du complexe militaro-industriel, a aussi voté pour les communistes, mais parce que *« ça peut aider »* à remettre au goût du jour le social. Parce qu'il y a *« des sans-abri, des réfugiés, des enfants abandonnés, et qu'avant on s'en occupait, même si on était sûrement aussi pauvre qu'aujourd'hui »*.

Quelques jeunes – ils semblent plutôt rares – se sont déplacés. L'un d'eux parce qu'il est mécontent de la nouvelle loi qui allonge le service national à deux ans. Il a choisi de soutenir un bloc composite où des syndicalistes s'allient à une célèbre voyante qui promet de guérir le pays grâce à une machine magique. Un autre travaille pour les services de sécurité (ex-KGB). Il a voté pour le parti du général Lebed, le seul *« qui est normal avec Iavlinski »*, et parce que beaucoup de ses copains sont morts en Tchétchénie, parce que le leader ultranationaliste Vladimir Jirinovski *« est un clown, comme le ministre de la défense Pavel Gratchev »*, parce que les hommes au pouvoir *« ont assez volé »*, parce que les communistes *« appartiennent au passé »*. Ces élections *« ne changeront rien »* dit, comme beaucoup d'autres, un électeur bien décidé à attendre la présidentielle du 16 juin 1996, *« mais ce sera un signal »*.

***J.-B. N.***





# Les Bosno-Serbes contestent l'accord de paix mais acceptent l'OTAN

**LE « PARLEMENT »** des Serbes de Bosnie a refusé, dimanche 17 décembre, de se prononcer sur l'accord de paix pour la Bosnie-Herzégovine, en jugeant *« imprécis »* le rapport présenté par ses représentants. Les députés ont toutefois autorisé leurs dirigeants à *« conclure un accord avec la force de paix »* de l'OTAN (IFOR) pour son déploiement sur le territoire de la République serbe (RS, entité serbe en Bosnie). Réuni sur le mont Jahorina, près de Sarajevo, le « Parlement » a également accordé un vote de confiance au cabinet remanié du « président » Radovan Karadzic.

Le chef des Serbes de Bosnie a nommé « vice-premier ministre » Velibor Ostojic, un dirigeant de son parti accusé d'être impliqué dans la campagne de nettoyage ethnique, et il a confié le *« ministère de l'intérieur »* à Dragan Kijac, le chef du service de sécurité. Devant les députés, Radovan Karadzic a jugé *« desastreux »* – pour les Serbes – l'accord de paix, et a estimé que le dénouement des négociations de Dayton aurait pu être *« plus favorable, si la délégation de la République serbe* [de Bosnie] *avait été autorisée à participer aux pourparlers sur un pied d'égalité »*.

### DIFFICULTÉS CLIMATIQUES

Le déploiement de la force de l'OTAN en Bosnie se déroule de façon satisfaisante, a par ailleurs estimé, dimanche, le général américain George Joulwan, qui a *cependant reconnu être « préoccupé »* par les conditions climatiques régnant à Tuzla, le futur centre de commandement, au nord-est de la Bosnie-Herzégovine, des 20 000 soldats américains. Un brouillard persistant a en effet contraint à l'annulation des vols prévus, pour la quatrième journée consécutive. A Sarajevo, le général Robert Rideau, futur commandant de la division française de l'IFOR, est arrivé samedi. Quelque 10 000 soldats français doivent stationner en Bosnie au début de l'opération « Effort concerté ».

La Conférence sur le désarmement et les mesures de confiance en ex-Yougoslavie s'est d'autre part ouverte lundi à Bonn. Les représentants de trente Etats, dont seize ministres des affaires étrangères, vont lancer les négociations, qui se dérouleront sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), afin d'éviter une course aux armements entre les anciens belligérants. Les mesures de désarmement visent à assurer une réduction des différentes forces au niveau le plus bas possible et à créer un équilibre entre la partie croato-musulmane et la partie serbe en Bosnie, d'une part, la Bosnie, la Croatie et la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), d'autre part. Pour les mesures de confiance, l'accord laisse aux protagonistes jusqu'à la fin janvier pour se mettre d'accord sur les échanges d'informations concernant les arsenaux et leur localisation. – *(AFP, Reuter.)*

# Le Parti social-démocrate du chancelier Franz Vranitzky sort renforcé des élections législatives autrichiennes

## Les conservateurs manquent leur percée et le populiste Joerg Haider ne progresse plus

***En faisant une campagne de gauche sur le maintien des acquis sociaux, les sociaux-démocrates ont non seulement confirmé dimanche 17 décembre leur place de premier parti d'Autriche, mais regagné des voix perdues lors du précédent scrutin, en octobre 1994. Leur partenaire dans la coalition sortante, l'OeVP de Wolfgang Schuessel, n'a pas réussi à faire passer son message d'austérité, tandis que le FPOe (droite nationaliste) de Joerg Haider, mal à l'aise sur le terrain économique, maintient à peine son score de l'an dernier.***

**VIENNE**
*correspondance*

Le Parti social-démocrate (SPOe) du chancelier Franz Vranitzky ne souhaitait pas les élections anticipées qui ont eu lieu dimanche 17 décembre en Autriche, quatorze mois seulement après le précédent scrutin. C'est pourtant ce parti, au pouvoir depuis vingt-cinq ans, qui remporte la victoire avec 38,3 % des voix, en progression de 3,4 %. Le Parti populaire (OeVP, conservateur), dont le chef, Wolfgang Schuessel, était à l'origine de la rupture de la coalition avec les sociaux-démocrates, ne réalise pas la percée espérée, obtenant 28,3 % des voix (+ 0,6 %). Quant au parti libéral (FPOe, droite nationaliste), il recule légèrement (– 0,4 %) avec 22 %, démentant certains pronostics alarmistes sur l'ascension de Joerg Haider, *le jeune démagogue qui* a bousculé ces dernières années la vie politique autrichienne.

A quoi bon ? se sont sans doute demandé dimanche soir de nombreux électeurs devant des résultats qui ne laissent prévoir aucun changement spectaculaire du paysage politique. Le vote a surtout exprimé le désir de stabilité sociale des Autrichiens, qui ont rejeté toute aventure politique, en l'occurrence une éventuelle alliance gouvernementale entre l'OeVP et le FPOe. La campagne anti-Haider menée par le SPOe et deux petits partis d'opposition, le Forum libéral, dissidence du FPOe, et les Verts, a porté ses fruits, brisant pour la première fois depuis 1986 la lancée de l'ambitieux politicien de droite. L'opération n'a d'ailleurs pas bénéficié aux « petits », nombre de leurs électeurs ayant préféré voter utile, c'est-à-dire pour un des deux grands partis gouvernementaux. Ainsi, la chute des Verts serait essentiellement due au report d'un grand nombre de voix vers le SPOe, ce qui rapproche dangereusement le parti écologiste de la barre des 4 % des suffrages nécessaires pour pouvoir entrer au Parlement.

### Un Parlement peu modifié

**Le nouveau Parlement issu des législatives anticipées du dimanche 17 décembre en Autriche n'est guère différent du précédent, élu en octobre 1994. *Les sociaux-démocrates du SPOe* confirment leur statut de première formation avec 72 sièges (contre 65 dans l'assemblée sortante), les conservateurs de l'OeVP restent seconds avec 53 sièges (52), suivis du FPOe de Joerg Haider, 41 sièges (42), *du Forum libéral, 9 sièges (11) et des Verts 8 sièges (13).***

**En nombre de voix, le SPOe progresse de 3,4 %, les conservateurs de 0,6 %, et la droite nationaliste enregistre une perte, modeste, de 0,4 %. Les deux petits partis d'opposition, le Forum libéral (5,2 %) et les Verts (4,5 %), reculent par rapport à l'an dernier au profit des deux grands partis gouvernementaux. Après une campagne plus animée qu'à l'habitude, le taux de participation a été de 82,74 %.**

Le grand perdant de dimanche soir est sans conteste Wolfgang Schuessel. Chef depuis peu de l'OeVP et ministre des affaires étrangères du gouvernement sortant, ce quinquagénaire, qui porte le nœud papillon et joue du jazz au piano, avait choisi d'en appeler aux électeurs pour obtenir une politique de plus grande rigueur budgétaire. Il ne cachait pas son ambition de refaire de son parti le numéro un et de devenir chancelier d'Autriche. Le verdict est clair et accablant pour lui : il ne sera pas numéro un. Quant au poste de chancelier, ce sera l'enjeu des négociations des semaines à venir.

Le scénario traditionnel prévoit que le président de la République Thomas Klestil chargera dans les prochains jours le chancelier sortant de former un gouvernement qui sera le cinquième cabinet Vranitzky – le chancelier dirigeant depuis 1986 un gouvernement de coalition avec l'OeVP – à condition qu'il retrouve un partenaire pour former un cabinet. Le chancelier a annoncé dimanche soir qu'il inviterait en premier l'OeVP à des négociations sur une future coalition. M. Schuessel a accepté cette invitation mais est resté prudent sur l'issue des négociations.

Paradoxalement, le perdant du scrutin a incontestablement les meilleures cartes pour ces négociations car il a, contrairement au chancelier, une alternative pour le cas où il ne pourrait pas s'entendre avec le SPOe. L'OeVP et le FPOe disposent en effet ensemble d'une majorité absolue de 94 sièges et M. Schuessel n'a jamais explicitement écarté l'éventualité d'une coopération avec M. Haider qui, personne n'en doute, n'hésitera pas à saisir la première occasion d'avoir voix au chapitre, s'il est sollicité.

### DÉBAT SUR LA RIGUEUR

*La joie du SPOe devant les résultats* favorables de dimanche soir risque donc de tourner bientôt à l'amertume, devant les conditions *que ne manquera pas de poser* l'OeVP pour reconduire la coalition, notamment un plan draconien d'assainissement des comptes publics. M. Schuessel demandera sans doute le portefeuille des finances, qu'il avait déjà détenu dans un précédent gouvernement. Bien que son cheval de bataille électoral – la nécessité d'économies substantielles et d'une réforme du système de protection sociale – n'ait apparemment pas été apprécié par les électeurs, M. Shuessel devrait maintenir sa ligne, l'enjeu étant la participation de l'Autriche à l'union économique et monétaire à partir de 1999.

L'Autriche est en effet le seul pays de l'Union européenne qui ait enregistré en 1995 à la fois une hausse du déficit budgétaire (5,5 % du PIB) et de la dette (68 % du PIB). Elle doit donc redoubler d'efforts pour être prête en 1999. M. Schuessel ne compte pas – à la différence du chancelier et de plusieurs experts économiques de gauche – sur un assouplissement des critères de Maastricht ou sur le report de l'entrée en vigueur de l'union monétaire.

Le chancelier Vranitzky risque donc de se trouver dans une position délicate pour, d'une part, tenir ses promesses électorales – défense des acquis sociaux et réforme au compte-gouttes du systèmes des retraites – et, d'autre part, ne pas contrarier son seul allié possible *pour former un gouvernement. Le* chancelier a lui-même admis dimanche soir que les tensions sociales en France avaient plutôt servi *son parti en démontrant aux électeurs* autrichiens que des changements dans le paysage politique d'un pays peuvent déboucher sur des conflits. Il n'a cependant pas précisé comment il comptait faire accepter aux syndicats certaines réformes douloureuses qu'ils ont catégoriquement refusées sous le précédent gouvernement.

En cas d'échec des négociations entre le SPOe et l'OeVP, le président de la République n'aurait pratiquement pas d'autre choix que de charger le chef du deuxième parti, l'OeVP, de tenter sa chance pour former un gouvernement.

***Waltraud Baryli***

# L'armée américaine va enquêter sur la « gangrène » des « groupes de la haine » dans ses rangs

***WASHINGTON***
*de notre correspondant*

Le général Larry Jordan a été choisi pour prendre la tête d'une commission d'enquête appelée à se rendre dans la plupart des bases militaires des Etats-Unis, d'Europe et d'Asie, afin, selon la terminologie officielle, d'évaluer *« le climat* [régnant] *parmi les soldats américains »*. Officieusement, cette mission est plus précise : il s'agit de déterminer la gravité de la *« gangrène »* constituée par la présence au sein de l'armée de soldats membres ou sympathisants de « groupes de la haine », qui professent la suprématie de la race blanche.

La décision du Pentagone est la conséquence d'un fait divers récent qui s'est déroulé en Caroline du Nord, à Fayetteville. La localité jouxte Fort Bragg (deuxième garnison du pays avec 44 000 hommes), qui abrite la 82e division aéroportée. Ce soir-là, le 7 décembre, peu après minuit, deux soldats, James Burmeister et Malcom Wright, respectivement âgés de vingt et vingt et un ans, font la tournée des bars. Ils sont en civil, enfin presque : blouson militaire, lacets blancs sur leurs rangers noirs, bretelles rouges, chaînes – autant de signes distinctifs permettant à certains groupes de skinheads de se reconnaître entre eux.

La nuit est propice pour commettre un « crime de la haine ». L'un de leurs camarades les emmène en voiture pour cette chasse nocturne. Ils circulent au hasard, jusqu'au moment où ils tombent sur Michael James et sa compagne Jackie Burden, âgés de trente-six et vingt-sept ans, tous deux Noirs.

> Il existe aux Etats-Unis entre 25 000 et 30 000 activistes dans les mouvements de la « suprématie blanche », dont environ 4 000 skinheads

Les deux soldats descendent de voiture et tirent cinq balles dans la tête de leurs victimes, qui meurent immédiatement. L'enquête est rapide : grâce au chauffeur, la police remonte jusqu'à Burmeister. Celui-ci loue un mobile home dans lequel on trouve un drapeau nazi, des manuels pour assembler une bombe, un pistolet 9 mm et des livres *supremacists*, c'est-à-dire prônant la supériorité de la race blanche.

Un incident isolé ? C'est ce que veulent d'abord croire responsables militaires et policiers. Mais les deux hommes sont connus pour leurs propos haineux envers les Noirs et leur prosélytisme extrémiste. Du coup, des recoupements sont faits : le phénomène est plus profond qu'il n'y paraît. D'ailleurs, chacun se souvient que Timothy McVeigh, le suspect numéro un dans l'attentat terroriste d'Oklahoma City, qui a fait *169 morts, était un sympathisant* de ces « groupes de la haine ». McVeigh, lui aussi, est passé par Fort Bragg, en 1991, pour suivre un stage des bérets verts.

Les autorités militaires font preuve de prudence : jusqu'à présent, seuls une douzaine d'extrémistes ont été identifiés à Fort Bragg. Pas de quoi parler de conspiration. Mais c'est aussi dans cette garnison qu'un groupuscule clandestin, les Special Forces Underground (les forces spéciales souterraines), publie une lettre d'information appelée *The Resister*, un brûlot qui véhicule toutes les « valeurs » de l'extrême droite. Ces dernières années, une multiplication d'incidents a démontré une progression du mouvement skinhead au sein de l'armée. Ce n'est pas un hasard si, en 1992, la hiérarchie militaire a publié un manuel destiné aux commandants d'unités, afin de les conseiller sur la meilleure manière de circonvenir ces activités.

Un rapport de la commission de la défense de la Chambre des représentants a cependant conclu que les relations raciales ne sont pas si mauvaises dans l'armée de terre (où les Noirs constituent 30 % des effectifs), même si un racisme rampant perdure dans plusieurs unités. De toute façon, il est hasardeux d'établir un lien entre les groupuscules extrémistes qui prolifèrent sous les drapeaux et les principales organisations civiles de *white supremacists*, comme la National Alliance.

*Le Centre pour le renouveau dé*mocratique, dont le siège est à Atlanta, s'est fixé pour but la surveillance des « groupes de la haine ». *Selon ses chiffres, il existe* aux Etats-Unis entre 25 000 et 30 000 activistes dans les mouvements de la « suprématie blanche », dont environ 4 000 skinheads. S'y ajoutent près de 200 000 sympathisants, sans compter les *quelque 100 000 membres des di*verses milices de « patriotes » antigouvernementaux, qui ne sont pas nécessairement racistes. Il est difficile, dans cette nébuleuse, de faire un tri. Les responsables militaires, d'autre part, sont attentifs à tout dérapage vers l'autoritarisme : les soldats sont des citoyens et, à ce titre, ils bénéficient des droits sur la liberté d'expression, garantis par le premier amendement de la Constitution.

Accrocher un drapeau nazi au-dessus de son lit, est-ce exercer ses droits constitutionnels ? C'est manifester une adhésion *« passive »* à un *« groupe de la haine »*, a estimé un porte-parole de Fort Bragg, par *opposition à une participation mi*litante *« active »*. Il n'empêche : en attendant les conclusions de l'enquête, de telles manifestations seront interdites, pour maintenir *« l'ordre et la discipline »*.

***Laurent Zecchini***

# Appels en faveur de la libération des prisonniers politiques à Cuba

**LIBÉRER** sans condition tous les prisonniers d'opinion cubains, dont le nombre se situe entre 500 et 1 400 en fonction des estimations : telle est la première *« recommandation »* que formule, dans son rapport publié vendredi 15 décembre, la mission des droits de l'homme à dominante française, qui avait été autorisée à se rendre à Cuba, du 28 avril au 5 mai, à la suite de la visite que le président Fidel Castro avait effectuée à Paris en mars.

Cette mission, qui comprenait des représentants de l'association France-Libertés, de la Fédération internationale des droits de l'homme, de Médecins du monde et de l'organisme américain Human Rights Watch/Americas, demande que les prisonniers politiques soient au moins séparés des détenus de droit commun dans les prisons. *Elle réclame aus*si l'abolition de la détention pré*ventive dans les locaux des ser*vices de sécurité (comme la Villa Marista de La Havane), où les traitements infligés, jugés *« cruels et inhumains »*, sont assimilables, selon elle, à de la *« torture psychologique »* (cellules de 2 à 3 mètres carrés où la lumière reste toujours allumée, conditions d'hygiène déplorables, rats, cafards, etc.). Elle souligne cependant qu'aucun cas de *« torture physique »* ne lui a été signalé.

La mission prône enfin la suppression dans le code pénal cubain de tous les délits portant atteinte à la liberté d'opinion et d'expression (comme celui dit de *« propagande ennemie »*) et invite le gouvernement cubain à abolir la peine de mort.

Les travaux de la mission furent limités à la visite de vingt-quatre prisonniers (d'après une liste fournie par Amnesty International), *rencontrés dans des locaux* administratifs et non pas dans leurs cellules. Le gouvernement cubain argua que la délégation n'avait *pas été autorisée à faire* une *« inspection des prisons cubaines »*. La délégation a obtenu, fin mai, la libération de six détenus *politiques (sur les huit* qu'elle réclamait d'urgence) et souhaite, dans le cadre d'une politique dite des *« petits pas »*, être autorisée à retourner à Cuba poursuivre ses enquêtes auprès d'autres prisonniers politiques.

La tonalité de la réponse du gouvernement cubain (publiée dans le rapport de la mission) au premier document de travail de la mission ne laisse pas espérer de grandes avancées. La Havane considère que la mission a agi *« en flagrante violation de tous les principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires internes du pays en mettant en question le système juridico-pénal du pays »*, notamment. La mission, dans son rapport final, demande *aussi à La Havane de reconnaître* la liberté d'association pour les organisations indépendantes des droits de l'homme et réclame une réforme de la procédure *pénale* pour que les procès aient un véritable caractère public et que les droits de la défense soient respectés.

Les dirigeants de l'Union européenne ont aussi dit espérer, samedi 16 décembre à Madrid, que Cuba entamera rapidement une réforme de son code pénal et libérera ses prisonniers politiques, avant l'ouverture de négociations en vue d'un premier accord de coopération avec l'île.

***Martine Jacot***

# Les socialistes espagnols veulent que Felipe Gonzalez soit leur tête de liste

## Le PSOE est donné perdant des législatives de mars

**MADRID**
*de notre correspondant*

Jusqu'au dernier moment, Felipe Gonzalez s'est refusé à dévoiler ses intentions sur les élections législatives espagnoles de mars prochain. Malgré l'insistance des questions qui lui ont été adressées, samedi 16 décembre, *lors de la conférence de presse de clôture du Conseil européen de Madrid*, le président du gouvernement n'a pas indiqué s'il était candidat pour prendre la tête de la liste socialiste. Il a encore répété : « *Je crois que c'est une décision que mon Parti doit adopter, et c'est à ce moment que je donnerai mon opinion.* »

*Lundi 18 décembre, le comité exé*cutif du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) devait en effet se réunir pour décider du nom du chef de file socialiste après avoir entendu notamment les avis des dix-neuf secrétaires régionaux des fédérations. Leur choix ne fait cependant plus aucun doute. Pour eux, ainsi qu'ils l'ont déjà fait savoir, il n'y a qu'un seul candidat possible : Felipe Gonzalez.

Toute la question est donc de savoir si le secrétaire général du PSOE résistera à la pression et refusera de conduire une septième fois les troupes du PSOE pour une bataille qui s'annonce décisive contre le Parti populaire. Les sondages placent le parti de José María Aznar loin devant le PSOE, même si l'écart a eu de plus en plus tendance à se réduire au cours des derniers mois. Comment Felipe Gonzalez pourrait-il renoncer, alors que, selon toutes les enquêtes d'opinion publique, sa candidature ferait gagner près de 5 % des voix à son parti ? Comment pourrait-il dire non, alors qu'à moins de trois mois du *scrutin – si celui-ci a lieu le 10 mars –* il n'y a aucun candidat de substitution annoncé ?

Il y a quelques mois, le président du gouvernement paraissait bien décidé à passer la main après avoir mené à bien la présidence espagnole de l'Union européenne, ce qui vient d'être fait. Javier Solana, ministre des *affaires étrangères et fidèle second*, semblait être le dauphin naturel, même si le nom de José Borrell, ministre des transports et des travaux publics, était avancé comme un concurrent. La nomination de Javier Solana au poste de secrétaire général de l'OTAN a laissé un grand vide, et la possible ascension de son rival catalan suscite des oppositions au sein de la direction du parti.

Les partisans de José Borrell ne se sont pas privés de faire des parallèles avec la France, en rappelant qu'après la défection de Jacques Delors Lionel Jospin était arrivé en tête lors du premier tour de l'élection présidentielle. Un nouveau venu, surtout s'il a l'expérience politique de José Borrell, pourrait donc à leurs yeux rapidement combler le vide politique que laisserait le départ de Felipe Gonzalez. Cette situation, disent les adeptes du changement, aurait l'avantage d'apporter du sang nouveau dans la campagne, alors que Felipe Gonzalez est, de son avis même, usé par treize années de pouvoir. Il ne fait cependant guère de doute que Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste depuis vingt et un ans, sera *considéré comme* le meilleur candidat possible par la quasi-totalité de l'exécutif socialiste.

Dix-neuf intellectuels et parlementaires socialistes ont exprimé, il y a dix jours, dans une lettre ouverte, le désir que Felipe Gonzalez soit remplacé, en raison notamment des scandales des deux dernières années. Le chef du gouvernement *avait d'ailleurs parfai*tement résumé lui-même la situation en déclarant qu'il était à la fois « *la solution* » et « *le problème* » du PSOE. Des voix se sont également élevées pour faire savoir que le moment serait malvenu pour Felipe Gonzalez de reculer face à la plus difficile des batailles et à une assez probable défaite.

*Michel Bole-Richard*

### *Attentat meurtrier à Valence*

**Le directeur général de la police espagnole, Angel Olivares, a déclaré, dimanche 17 décembre, que l'attentat commis la veille à Valence (côte est) avait pu être perpétré par deux hommes et deux femmes d'un commando itinérant de l'organisation séparatiste basque ETA. Une femme de quarante-trois ans a été tuée et neuf autres personnes ont été blessées dans l'explosion d'une bombe déposée dans la cafétéria d'un magasin de la chaîne Corte Inglès. Selon la police, quelque 500 personnes se trouvaient dans la cafétéria au moment de l'attentat. Commis un jour de repos et avant les fêtes de Noël, il aurait pu être encore beaucoup plus grave. L'attentat de Valence ressemble dans sa conception à celui perpétré par l'ETA en juin 1987 au supermarché Hipercor de Barcelone (nord-est), qui avait tué 21 personnes.**

# Le sommet de Madrid a remis l'Europe en route, mais de nouveaux conflits sont prévisibles

## Le rendez-vous avec la monnaie commune a été réaffirmé

**Le conseil européen de Madrid s'est achevé, samedi 16 décembre, par la promesse des Quinze d'entamer avant la fin de la décennie les négociations sur le nouvel élargissement de l'Union. Leur engagement à tenir le calendrier prévu pour le remplacement des monnaies nationales par l'« euro » a apporté une clarification attendue avant les prochains rendez-vous à venir.**

IL FALLAIT couper court à un vent d'euro-pessimisme ravivé par les dissonances sur la future monnaie européenne, les politiques de rigueur, les déboires de l'Europe en Yougoslavie, voire la polémique sur les essais nucléaires français : Le Conseil européen de Madrid, qui *s'est achevé samedi 16 décembre en* fin d'après-midi après une séance de travail avec les pays associés de l'Est et de la Méditerrannée, n'a pas eu réponse à tout. Mais il aura au moins remis en lumière l'intention des Quinze de mener à bout l'intégration de leurs marchés en tenant le rendez-vous fixé par le traité de *Maastricht avec la monnaie* commune. Il a également réaffirmé que rien ne se fera si l'on ne tient pas compte de la dimension sociale de cette intégration.

La défense de l'emploi figure en tête des priorités énoncées dans les conclusions de la présidence espagnole que les Quinze ont adoptées. *Parmi les souhaits des dirigeants eu*ropéens figure notamment une action soutenue en faveur des PME. Dans les autres chapitres de ce sommet, on relèvera également l'intention des Quinze de renforcer leur coopération dans le domaine de la lutte contre la criminalité, et plus spécialement la drogue. Le président de la République, Jacques Chirac, a confirmé qu'une rencontre triangulaire aurait lieu prochainement entre lui-même, le chancelier Kohl et le premier ministre néerlandais pour discuter du rapprochement des législations en la matière.

Ces progrès ne peuvent cependant cacher les nouvelles tourmentes qui pointent à l'horizon. Sur *la réforme des institutions*, les Quinze savent qu'ils ne couperont pas à des décisions s'ils veulent pouvoir procéder à l'intégration progressive du reste du continent. Ils n'ont pu cependant que se mettre d'accord sur une procédure pour la Conférence qui s'ouvrira à Turin le 29 mars prochain. Sur les objectifs, *ils sont restés extrêmement géné*raux : rapprocher la construction européenne du citoyen et renforcer sa légitimité démocratique, améliorer le fonctionnement de l'Union, renforcer sa capacité d'action pour développer une politique extérieure et de sécurité commune, approfondir la coopération dans le domaine *de la justice et des affaires inté*rieures.

**CONFLIT FRANCO-ITALIEN**

Entre des pays comme l'Allemagne et la France, qui ont une ambition pour eux-mêmes et pour l'Europe, les petits pays qui redoutent de perdre leur âme, et la Grande-Bretagne, toujours pas convaincue de la nécessité d'un projet politique pour cette Europe, les débats sont programmés pour les mois à venir.

On retrouve une ligne de fracture similaire à propos de l'Union monétaire. Elle sépare ceux qui acceptent de se plier à une discipline commune, et qui constituent la grande majorité aujourd'hui des Quinze, même parmi ceux qui ne sont pas encore prêts à la monnaie unique, et les francs-tireurs comme la Grande-Bretagne et l'Italie, qui n'ont pas pour le moment la volonté ou la capacité de se plier aux règles que cherchent à se donner leurs partenaires. Une chose est certaine : ceux qui voudraient se ménager l'option des dévaluations compétitives ne pourront pas rester dans le marché unique. Ce serait sa perte.

Les Quinze ont donc prévu de définir d'ici à 1999 un code de conduite entre les pays qui adopteront l'euro et ceux qui resteront à l'écart. Les *déclarations de John Major, qui* a qualifié la monnaie unique d'« *incroyable folie* » et récusé d'avance, à Madrid, un retour de la livre dans un mécanisme de change européen, sont cependant loin d'être encourageantes.

Comme ne le sont pas les circonvolutions interminables de la crise politique *italienne, qui font de* l'Italie un partenaire difficilement prévisible au moment où elle assure à son tour, à partir du 1er janvier, la présidence de l'Union. La détérioration des rapports franco-italiens n'est pas *pour arranger les choses*. Le cavalier seul de Jacques Chirac sur la reprise des essais nucléaires français a rendu furieuses beaucoup de capitales européennes. Mais, seule des quatre grands partenaires européens (Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne, Italie), Rome a pris la mouche, provoquant une violente réplique de Jacques Chirac, *qui a* annulé le sommet franco-italien annuel. La petite guerre a continué à Madrid. Rome voulait marquer sa présidence en ouvrant solennellement la Conférence intergouvernementale, à Turin, par un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze. Furieux de voir le président français s'y opposer, le premier ministre, Lamberto Dini, en a fait une affaire d'Etat, accusant Jacques Chirac d'avoir voulu se ven*ger du vote par l'Italie* de la résolution des Nations unies condamnant les essais français. « *Si le président français se trouvait à ce moment-là à Mururoa, il est clair qu'il ne pourrait pas venir à Turin* », ironisait au cours d'une conférence de presse Susana Agnelli, ministre des affaires étrangères.

***Henri de Bresson***

# Les Quinze s'entendent sur la procédure d'élargissement à l'Est

**MADRID**
*de notre envoyé spécial*

Les Quinze se sont mis d'accord sur le processus devant conduire, au début du siècle prochain, à l'élargissement de l'Union européenne aux *pays d'Europe de l'Est*. La ligne définie, fondée sur une égalité initiale de traitement, a été bien accueillie par les dirigeants des pays candidats présents à Madrid, mais elle reste imprécise sur la date d'ouverture des négociations d'adhésion et la liste des pays conviés.

Première phase de la procédure : la *Commission européenne*, conformément a ce que prévoit le traité de Rome pour tout élargissement, présentera un « avis » sur chacun des pays candidats « *dès que possible* » après la conclusion de la conférence intergouvernementale sur la réforme de l'Union. Plusieurs pays de l'Est ont déjà déposé leur candidature, d'autres devraient *le faire* incessamment. Y sont autorisés les pays qui ont conclu un « *accord d'association* » avec l'Union. L'exercice concernera au bout du compte dix pays : Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie, Estonie, Lettonie, Lituanie, ainsi que la Slovénie, d'emblée considérée comme ayant vocation à l'adhésion.

Faut-il envisager, à terme, l'adhésion des Etats issus de l'ex-Yougoslavie, ou encore de l'Albanie ? La Commission européenne s'est fait mal voir, au moins à Paris, en présentant récemment un projet d'accord avec la Macédoine, alors que la ques*tion des contours ultimes de l'Union* n'a encore jamais été débattue, pas plus à Madrid qu'avant.

**ÉGALITÉ DE TRAITEMENT**

Madrid n'a pas fixé de date pour la fin de la conférence intergouvernementale. Cependant, le scénario le plus vraisemblable étant, à ce stade, celui d'une négociation relativement courte, les avis de la Commission devraient être soumis aux Quinze vers la fin de 1997.

La Commission est également invitée à présenter « *une communication sur le futur cadre financier de l'Union, à partir du 31 décembre 1999, en tenant compte de la perspective de l'élargissement* » (les disponibilités financières de la Communauté ont été fixées en 1992 jusqu'à la fin du siècle) et à « *approfondir son évaluation* » sur les aménagements à apporter à la politique agricole commune (PAC) et aux politiques structurelles (aides régionales notamment). Ses « avis » prendront en compte ces travaux. « *Ce ne seront pas des avis de pure forme, ce seront des radiographies fondées sur des critères politiques et économiques* », a expliqué Jacques Santer, le président de la Commission.

La balle se trouvera ensuite dans le camp des Quinze, qui devront décider avec qui et quand ouvrir les négociations. Avec qui ? Ce sera alors, selon la formule d'usage, en fonction des mérites de chacun. « *Les candidats savent qu'il ne pourront pas se croiser les bras en attendant l'ouverture des négociations ; on les jugera entre autres sur la bonne marche des privatisations* », a commenté Helmut Kohl. L'idée, un moment envisagée d'une ouverture collective des négociations, avec tous les candidats, a été exclue à Madrid.

La stricte égalité de traitement n'existera donc qu'au stade des avis. « *Les pays candidats peuvent repartir avec le sentiment que l'Union a à leur égard une disponibilité entière et une disponibilité égale, et que le reste dépend d'eux... Le choix des pays avec lesquels le Conseil décidera d'engager les négociations ne sera pas fondé sur des préférences politiques ou sur une proximité géographique* », a estimé Hervé de Charette, le ministre français des affaires étrangères.

A quand le coup d'envoi, tant attendu à l'Est, de ces négociations d'adhésion ? On lit, dans le communiqué : « *Le Conseil aspire à ce que la phase initiale des négociations coïncide avec le commencement des négociations avec Chypre et Malte.* » En mars dernier, pour faciliter un accord en son sein sur l'établissement d'une union douanière avec la Turquie – en fait, donc, pour amadouer la Grèce –, le Conseil avait décidé que les négociations d'adhésion avec Chypre et Malte seraient engagées au plus tard six mois après la fin de la conférence intergouvernementale. Ce qui est proclamé maintenant, c'est que, dans *la mesure du possible*, le même traitement sera appliqué aux pays d'Europe centrale et orientale.

On peut donc considérer désormais comme plausible l'hypothèse selon laquelle les négociations d'adhésion seront ouvertes au cours du premier semestre 1998 avec une première vague de pays : probablement la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, les cas de la Slovaquie, de la Slovénie ou des Républiques baltes étant déjà plus aléatoires. Rien n'est dit, ni même envisagé, à ce stade, sur ce que pourrait être la durée de ces négociations ; ni sur les arrangements de pré-adhésion qui pourraient éventuellement être offerts aux pays de l'Est. Le cadre décidé à Madrid ne pouvait tout résoudre ; il permet indéniablement d'y voir plus clair.

***Philippe Lemaître***

# Un million de personnes ont été naturalisées en quatre ans dans l'Union européenne

**ACQUÉRIR** la nationalité d'un des quinze pays membres de l'Union européenne reste « *attractif* » pour les étrangers « non communautaires » qui y résident, et l'Union *n'est pas fermée à l'intégration* des étrangers, selon une étude publiée récemment par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. De 1990 a 1993, un million de personnes ont acquis la nationalité de l'un des quinze Etats membres : la plupart des naturalisés sont marocains, turcs, ou originaires de l'ex-Yougoslavie. Le nombre de naturalisations a doublé entre 1981 et 1993 : sur cette dernière année, il atteignait 300 000, dont 43 000 Turcs, 31 000 Marocains et 26 000 ex-Yougoslaves. Ce total annuel n'est pas tout à fait négligeable : il représente environ 2,6 % de la population étrangère « non-*communautaire* » résidant dans les quinze pays de l'UE actuelle (11,6 millions de personnes, sur 390 millions d'habitants au total).

Deux éléments principaux ont contribué à cette croissance (outre l'« attractivité » de l'Union européenne). D'une part, l'ancienneté de résidence des étrangers, nécessaire pour pouvoir prétendre à une naturalisation : ainsi le nombre de Maro*cains naturalisés* français a-t-il augmenté régulièrement. D'autre part, les assouplissements apportés récemment aux conditions de naturalisation dans certains pays (Belgique, Pays-Bas, Danemark). En particulier, le fait que la double nationalité soit ou non reconnue paraît jouer un rôle important. Depuis que les Pays-Bas ont accordé cette possibilité, le nombre de naturalisations a sensiblement augmenté. En revanche, son absence est une des raisons du faible taux de naturalisation des Turcs en Allemagne.

Ces facteurs expliquent aussi les différences entre les pays. Sur les années 1990-1993, *c'est la France qui* accordé le plus grand nombre de naturalisations (233 000), suivie par le Royaume-Uni (218 000), l'Allemagne (129 000), les Pays-Bas (120 000) et la Suède (116 000). Mais, par rapport au nombre de résidents étrangers sur leur territoire – et par rapport à leur population –, la Suède et les Pays-Bas sont les plus « accueillants ». Toutefois il faudrait ajouter aux naturalisés, seuls pris en compte par l'étude, les enfants qui, dans certains pays (notamment en France, en Belgique et en Espagne), peuvent *acquérir la nationalité* à la naissance ou avant la majorité en vertu du « droit du sol » : en France, par exemple, ces derniers représentaient environ 18 % du total.

En revanche, le nombre de naturalisations de citoyens des pays membres de l'Union a diminué des deux tiers depuis 1981 (seule l'Allemagne fait exception) : en 1993, on n'en a enregistré que 26 000 (soit un taux de 0,5 %), alors que 5 millions environ résidaient hors de leur pays d'origine. *La liberté* d'établissement et de circulation dont ils jouissent dans l'Union les incite moins à changer de nationalité.

***G. H.***

# Elu sans enthousiasme, René Préval sera le nouveau président d'Haïti

## Bien organisé et solidement surveillé, le scrutin de dimanche s'est déroulé sans incident, mais seulement 20 % des électeurs se seraient rendus aux urnes

**René Préval, le candidat de la coalition gouvernementale Lavalas, *a nettement* remporté l'élection présidentielle, qui a été marquée par une très forte abstention, de l'ordre de 80 %. René Préval a obtenu plus de 75 % des suffrages exprimés, *selon les premières estimations* basées sur des résultats partiels. Le président du Conseil électoral provisoire (CEP), Pierre-Michel Sajous, a reconnu que la participation avait été faible. Il a *promis des résultats définitifs* avant la fin du mois. Le porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis en Haïti, Stanley Schrager, a estimé que l'élection avait été *« pour les Etats-Unis un pas significatif pour la consolidation de la démocratie en Haïti »*. Près de 6 000 soldats de l'ONU (dont 2 400 Américains), 4 900 policiers nationaux et 400 policiers internationaux ont surveillé le scrutin. Ils ont largement contribué à éviter tout incident violent. Contrairement aux législatives de juin, les opérations de vote avaient été bien préparées.**

PORT-AU-PRINCE
*de notre envoyé spécial*

A Saint-Marc, une banlieue à l'entrée de la plaine de l'Artibonite, au nord de la capitale, les bureaux de vote étaient déserts. Carl-Henri Brizeus, président du bureau installé dans l'école Armand-Thoby, comptait 10 votants sur 412 inscrits, quatre heures après l'ouverture du scrutin. *« Ce n'est pas la crainte de violences qui a dissuadé les gens de voter »*, reconnaissait-il. Deux jeunes policiers affectés à la protection du bureau attendaient face aux pupitres d'écoliers, et des unités de la Mission des Nations unies (Minuha) patrouillaient dans les rues de Saint-Marc.

A l'exception d'un incident à Petit-Goave, au sud de Port-au-Prince, où un véhicule de la Minuha a essuyé des tirs qui n'ont pas fait de victime, la journée s'est déroulée sans incident. A la différence des élections législatives de juin, marquées par une grande désorganisation et de nombreuses irrégularités, le Conseil électoral provisoire (CEP) a, cette fois, distribué le matériel électoral à temps et recruté des milliers de mandataires qui ont veillé au bon déroulement des opérations. Ces jeunes rétribués et nourris par le CEP ne cachaient pas leur ennui, et beaucoup avaient déserté dans l'après-midi, faute d'électeurs. Seul le candidat indépendant Léon Jeune, cousin du président Aristide, a publiquement évoqué des irrégularités dans l'organisation du scrutin, demandant son annulation.

**DÉCEPTION**

Le climat de sécurité et la bonne organisation du scrutin n'ont pas empêché la population de bouder les isoloirs. Dans l'interminable bidonville de Cité-Soleil, en bas de Port-au-Prince, la plupart des partisans d'Aristide, qui se bousculaient devant les bureaux de vote en décembre 1990 (la précédente présidentielle), sont cette fois restés chez eux.

*« Les gens sont découragés par la vie chère. Les Américains nous obligent à voter encore. Nous avons déjà voté trois fois cette année, et pourtant la faim et les prix ne cessent d'augmenter »*, explique Montas Rosius, un chômeur âgé de trente-quatre ans. En refusant de voter dimanche, de nombreux Haïtiens ont exprimé leur déception. Ils espéraient que le retour à la démocratie se traduirait par une amélioration de leurs conditions de vie, par plus d'emploi et de nourriture.

L'attitude ambiguë du président Aristide, qui n'a soutenu René Préval que du bout des lèvres dans les dernières heures de la campagne, sans appeler ses concitoyens à se rendre massivement aux urnes, a aussi contribué à démobiliser les électeurs.

*« De nombreux supporters d'Aristide voulaient qu'il reste trois ans de plus au pouvoir pour compenser son temps d'exil. Il les a confortés dans l'idée qu'il n'abandonnait son fauteuil présidentiel qu'en raison de la pression internationale. Leur abstention est une forme de protestation »*, analyse un journaliste.

Dimanche encore, après avoir déjeuné avec un groupe d'enfants des rues dans sa résidence, Jean-Bertrand Aristide a déclaré qu'il fallait faire une place *« autour de la table »* (devenue le symbole de la coalition au pouvoir) à ceux qui ont choisi de ne pas voter parce qu'ils souhaitaient les trois ans supplémentaires.

**MESSAGE REÇU**

Ce jeu dangereux donne des arguments aux chefs des partis traditionnels, qui avaient choisi de boycotter l'élection présidentielle sous prétexte que le CEP avait organisé les législatives dans des conditions contestables l'été dernier. Dès dimanche soir, sur les ondes de plusieurs radios de Port-au-Prince, des responsables de partis minoritaires revendiquaient la masse des abstentionnistes. Evans Paul, ancien maire de la capitale et dirigeant du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), soulignait que le prochain président risquait de manquer de légitimité *« alors que le pays a besoin de stabilité »*.

Gérard Pierre-Charles, le fondateur et l'idéologue de l'Organisation politique Lavalas (OPL), la principale force qui a soutenu la candidature de René Préval, paraît avoir bien reçu le message transmis par les abstentionnistes. *« Pour enraciner la démocratie, la priorité, c'est aujourd'hui la bataille économique, afin de réduire la souffrance humaine qui atteint un niveau insupportable dans ce pays »*, assure-t-il.

Sans cacher une certaine déception face à l'ampleur de l'abstention, les représentants de la communauté internationale se félicitaient du déroulement pacifique et ordonné de la journée électorale. Une élection qui va permettre, pour la première fois dans l'histoire d'Haïti, la transmission du pouvoir (prévue pour février) entre deux présidents démocratiquement élus.

*Jean-Michel Caroit*

**Haïti**

BAHAMAS
Port-au-Prince
MER DES ANTILLES
200 km

| Régime présidentiel | |
|---|---|
| Capitale : | Port-au-Prince |
| Superficie : | 27 750 km² |
| Population (94) : | 7,03 millions |
| Densité : | 253 hab./km² |
| Espérance de vie : | 57 ans |
| 85 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté absolue. | |
| PIB/hab | 260 $ |
| Dette extérieure | 773 millions de $ |

# L'« ami », le « frère », le « complice » de Jean-Bertrand Aristide

PORT-AU-PRINCE
*de notre envoyé spécial*

PORTRAIT

*« Jean-Bertrand Aristide est un ami, un frère, un complice. Nous partageons les mêmes convictions sur le plan politique et humain. »* Durant sa brève campagne électorale, René Préval n'a cessé d'insister sur ses liens étroits avec celui dont il se présente comme l'héritier. Même si les relations entre les deux hommes se sont compliquées au cours des dernières semaines, il demeure, pour la grande masse des Haïtiens, le *marassa*, le jumeau du premier président élu démocratiquement en Haïti.

Né le 17 janvier 1943 à Port-au-Prince, René Préval est le fils de l'agronome Claude Préval, qui fut ministre de l'agriculture dans le gouvernement de Paul Magloire, au début des années 50. Sa famille appartient à la classe moyenne noire. A dix-neuf ans, avec un groupe de jeunes chrétiens, il fonde Haïti-Progrès, une organisation de gauche clandestine. Le dictateur François Duvalier, « Papa Doc », est alors au pouvoir.

Après son bac obtenu au collège des Pères du Saint-Esprit, il part en Belgique, où il s'inscrit à l'institut d'agronomie de Gembloux, puis à l'université catholique de Louvain. A la fin de ses études, René Préval estime plus prudent de ne pas rentrer en Haïti et s'exile pendant près de dix ans aux Etats-Unis. Il y retourne en 1975, à la suite de la mort de « Papa Doc » et de l'accession de son fils Jean-Claude au pouvoir. Il travaille pendant deux ans à l'Institut national de ressources minières, puis à l'aéroport international de Port-au-Prince.

Il abandonne la fonction publique à la fin des années 70 et crée avec quelques amis la Boulangerie du centre, à Port-au-Prince. L'entrepreneur reste un militant. Peu après la chute de Jean-Claude Duvalier, en février 1986, il fonde avec Patrick Elie une petite organisation, qui s'intégrera au Mouvement d'action démocratique (MAD), un rassemblement d'intellectuels et de bourgeois soucieux d'accompagner la profonde transformation qui s'annonce dans la société haïtienne.

Préoccupé par le sort des plus démunis, René Préval milite aussi au sein de « La famille c'est la vie », l'association d'aide aux enfants de la rue, dont le principal animateur est Jean-Bertrand Aristide, le jeune curé de Saint-Jean-Bosco connu pour ses prêches enflammés contre la dictature duvaliériste et les macoutes. C'est à cette époque que se noue une forte amitié entre « Ti-René » et « Titid ». En 1990, René Préval est l'un des membres du groupe Honneur et respect pour la Constitution, qui joue un rôle important dans le processus menant à la tenue des élections de décembre et à la victoire de Jean-Bertrand Aristide. Les proches du jeune président ne sont pas surpris par sa nomination comme premier ministre en février 1991. Les ténors de la classe politique, eux, critiquent ce choix d'un homme qui n'est pas des leurs.

Après le sanglant coup d'Etat militaire du 30 septembre 1991, il se réfugie avec ses ministres à la résidence de l'ambassadeur de France. Il parvient à quitter Haïti en février 1993 et rejoint Jean-Bertrand Aristide à Washington. « Ti-René » retrouve tout naturellement sa place prépondérante dans l'entourage du président en exil. Après le débarquement des troupes américaines et le retour du président Aristide en Haïti, à l'automne 1994, René Préval est nommé à la tête du Fonds d'action économique et social (FAES), ce que les Américains ne voient pas d'un bon oeil. Ce fonds, qui gère un grand nombre de projets communautaires financés par l'aide internationale, est un tremplin rêvé pour un futur candidat à la présidence.

**HOMME DE TERRAIN**

Au cours des derniers mois, les relations entre l'ex-premier ministre Smarck Michel, un commerçant libéral, et le patron du FAES n'ont pas toujours été au beau fixe. Et lorsque Smarck Michel, qui n'arrive pas à faire progresser le dossier des privatisations, est contraint à la démission, René Préval neutralise habilement sa principale rivale pour la succession d'Aristide : mise en demeure, contre son gré, d'accepter le poste de premier ministre de transition, Claudette Werleigh est écartée de la course à la présidence.

Personne ne conteste l'honnêteté de cet homme de taille moyenne, au visage encadré par une barbe grisonnante. Il est considéré par ses proches comme un homme de terrain plus que de dossier. *« Ti-René » est incapable de s'asseoir deux heures pour étudier un rapport »*, affirme un responsable de Lavalas, le mouvement pro-Aristide qui s'est rallié à sa candidature après avoir souhaité présenter Chavannes Jean-Baptiste, un dirigeant paysan.

Il devra aussi faire preuve d'habileté pour gérer des relations qui s'annoncent délicates avec son *marassa* Jean-Bertrand Aristide, l'homme qui lui a transmis sa légitimité et n'a abandonné le pouvoir qu'à contrecœur.

*J.-M. Ca.*

# Amorce de détente entre le président sud-africain et le chef de l'opposition zouloue

## MM. Mandela et Buthelezi vont lutter contre la violence dans la province du Natal

***Après huit mois de boycottage de l'Assemblée constituante par le parti Inkatha à dominante zouloue du chef Mangosuthu Buthelezi, et alors que la violence politique dans la province du Kwazulu Natal a fait plus de 750 morts depuis le début de l'année, la rencontre, vendredi 15 décembre, entre le président Mandela, M. Buthelezi et les chefs traditionnels de la région a permis d'envisager un règlement négocié du conflit.***

JOHANNESBURG
*correspondance*

Après des mois de tension, les relations entre Nelson Mandela et Mangosuthu Buthelezi semblent connaître une accalmie. Le président sud-africain et le chef du parti de l'Inkatha à dominante zouloue sont, en effet, tombés d'accord pour mettre fin aux violences politiques dans la province du Kwazulu-Natal. A l'issue d'une réunion avec les chefs traditionnels zoulous réunis à Durban, M. Mandela a annoncé, vendredi 15 décembre, qu'il était convenu avec M. Buthelezi de se rencontrer de nouveau après les fêtes de fin d'année pour mettre au point les modalités pratiques de cet accord.

Depuis le milieu des années 80, les violences entre le Congrès national africain (ANC) et l'Inkatha ont fait plus de dix mille morts dans le Kwazulu-Natal. Aujourd'hui, on dénombre encore plusieurs dizaines de victimes par mois, la violence étant désormais de plus en plus alimentée par les rivalités au sein de la mouvance zouloue. Au total, 750 personnes ont trouvé la mort pour des raisons politiques depuis le début de l'année dans cette région.

Depuis les élections d'avril 1994, l'opposition entre l'ANC et l'Inkatha s'est déplacée sur le terrain institutionnel. Ayant conquis le Kwazulu-Natal à l'occasion de ces élections, le parti de M. Buthelezi revendique la quasi-autonomie de la province.

### POURSUITES JUDICIAIRES

En avril, l'Inkatha a quitté l'Assemblée constituante, chargée d'élaborer la nouvelle Constitution sud-africaine, son chef appelant les siens à la révolte contre le gouvernement central pour appuyer sa revendication. M. Mandela avait alors menacé de supprimer les aides de l'Etat à la province.

Son parti, l'ANC, s'oppose à la demande de l'Inkatha et, dans la perspective des élections municipales dans le Kwazulu-Natal, prévues le 29 mai 1996 après avoir été reportées, l'ANC essaie de miner le soutien dont dispose son rival au sein de la population zouloue. C'est ainsi qu'il a fait adopter une loi permettant au gouvernement central de rétribuer les chefs traditionnels. Ces derniers, payés jusqu'alors par la province, constituent le principal soutien de l'Inkatha au sein de la population rurale. Mais la loi laisse les chefs libres de choisir la source de leur rémunération, gouvernement central ou provincial. En outre, la récente décision de la Cour électorale de refuser l'intégration des circonscriptions tribales dans les villes, comme le demandait l'ANC, devrait laisser intacte l'influence des chefs traditionnels, acquis dans leur majorité à l'Inkatha.

La volonté d'apaisement de M. Buthelezi s'explique aussi par sa possible mise en cause à l'occasion des poursuites judiciaires lancées contre l'ancien ministre de la défense, le général Magnus Malan. Le secrétaire général adjoint de l'Inkatha, Zakhele Khumalo, figure déjà parmi les inculpés, et l'acte d'accusation cite à de nombreuses reprises le nom du chef de l'Inkatha. Le procès doit avoir lieu en mars. Deux mois avant le scrutin municipal, l'implication de M. Buthelezi dans ce procès corroborerait la thèse de l'ANC selon laquelle l'Inkatha a été utilisée par les forces de l'ordre du régime de l'apartheid contre ses militants.

*Frédéric Chambon*

■ **L'incendie d'une usine de produits chimiques**, près du Cap, qui a fait deux morts et provoqué l'évacuation de 3 000 personnes pendant le week-end, a été maîtrisé, dimanche 17 décembre. Le feu a atteint un entrepôt de sulfure du complexe chimique AECI, provoquant des émanations toxiques de dioxyde de soufre. Une centaine de personnes ont dû être hospitalisées. Selon la compagnie, qui emploie 18 000 personnes en Afrique du Sud, l'incendie a été provoqué par un feu de broussailles qui s'est propagé jusqu'à l'entrepôt. – *(AFP.)*




# Le Yémen et l'Erythrée concluent un cessez-le-feu

SANAA. Une conversation téléphonique, dans la soirée du dimanche 17 décembre, a permis aux présidents yéménite et érythréen, Ali Abdullah Saleh et Issiais Afeworki, de conclure un cessez-le-feu après deux jours de violents combats sur la Grande Hanish, un îlot de la mer Rouge revendiqué par les deux pays. Vendredi, des vedettes érythréennes avaient débarqué des troupes – plusieurs milliers d'hommes, selon certaines sources – sur cette île située à 42 km des côtes yéménites, qui commande l'entrée du détroit de Bab el-Mandel. Plusieurs soldats de la garnison yéménite, forte de 500 hommes, ont été tués ou blessés et Sanaa a réagi en envoyant son aviation bombarder les navires érythréens. – *(AFP, AP, Reuter.)*

# Affrontements au Vietnam entre la police et des jeunes

HÔ CHI MINH-VILLE. Des affrontements entre jeunes supporters de l'équipe nationale de football et forces de l'ordre ont éclaté, dans la nuit de samedi 16 à dimanche 17 décembre, dans le centre de Hô Chi Minh-Ville, après la défaite du Vietnam face à la Thaïlande en finale des Jeux d'Asie du Sud-Est. Les incidents se sont produits après qu'une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux jeunes surexcités, se fut rassemblée en pleine nuit sur les grands boulevards du centre de l'ancienne Saïgon. Des jeunes ont été vus essayant de casser les trottoirs pour récupérer des projectiles à lancer contre la police. Equipées de matraques et de boucliers, les forces de police ont chargé à plusieurs reprises la foule. – *(AFP.)*

### EUROPE

■ **ALBANIE : quatorze anciens dirigeants communistes** ont été arrêtés dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 décembre, à Tirana. Ils ont été interpellés en vertu de la « *loi sur le génocide et les crimes communistes* », et sont accusés de « *déportations massives de citoyens pour des raisons politiques* ». – *(AFP.)*

■ **TCHÉTCHÉNIE : un journaliste américain**, Steve Levine, reporter pour le *New York Times* et *Newsweek*, ainsi que son assistant géorgien, Nana Kiknadze, ont été atteints aux jambes par des éclats de grenades antitank, samedi 16 décembre, dans la ville d'Ourous-Martan. Les séparatistes tchétchènes se sont emparés, vendredi, de plusieurs bâtiments de la ville. – *(Reuter, AFP.)*

### PROCHE-ORIENT

■ **BAHREÏN : près de 150 prisonniers** ont été amnistiés, samedi 16 décembre, par l'émir de Bahreïn, à l'occasion de la fête nationale. Ce sont pour la plupart des personnes arrêtées lors des troubles du début de l'année. Des opposants vivant à l'étranger ont été autorisés à rentrer, mais un dignitaire chiite expulsé en janvier, Cheikh Ali Salmane, ne bénéficiera pas de cette mesure. – *(AFP.)*

■ **IRAK : malgré la masse des documents remis**, Bagdad dissimule aux inspecteurs des Nations unies des informations sur ses programmes d'armement, a déclaré vendredi 15 décembre, devant le Conseil de sécurité, Rolf Ekeus, président de la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak. – *(AFP.)*

■ **ISRAËL : le voyage du pape en Terre sainte serait proche**, selon Mgr Jean-Louis Tauran, chef de la diplomatie vaticane, qui effectue sa première visite en Israël, où il rencontrera son homologue Ehud Barak, le président Weizman et Shimon Peres. Jean Paul II avait reçu, jeudi 14 décembre, Lea Rabin et fait une allusion remarquée au statut de Jérusalem comme capitale d'Israël. – (AFP.)

### ASIE-PACIFIQUE

■ **CAMBODGE : le prince Norodom Sirivudh**, demi-frère du roi Norodom Sihanouk, a accepté, dimanche 17 décembre, l'exil plutôt que d'être jugé pour tentative d'assassinat sur la personne du deuxième co-premier ministre Hun Sen. « *Il est trop tôt pour dire à quelle date le prince partira, mais ce devrait être très rapide* », a déclaré un haut responsable gouvernemental. – *(AFP.)*

■ **AUSTRALIE** : l'écrivain britannique Salman Rushdie a été légèrement blessé, dimanche 17 décembre, lors d'un accident de la circulation survenu à 200 kilomètres de Sydney. L'auteur des *Versets sataniques* a été soigné quelques heures dans un hopital à proximité du lieu de l'accident. M. Rushdie se trouve en Australie pour assurer la promotion de son dernier livre, *Le Dernier Soupir du Maure*. – (*AFP.*)

### AFRIQUE

■ **MAROC : cheikh Abdessalam Yassine**, chef de l'association islamiste al-Adl wal Ihsan (Justice et Bienfaisance), a été informé officiellement, dimanche 17 décembre, de la levée de son assignation à résidence. Il a accueilli, dans l'après-midi, à son domicile de Salé, des dizaines de sympathisants de son mouvement. Son assignation à résidence avait été levée une première fois jeudi, mais rétablie le lendemain après l'afflux massif de centaines de ses partisans. – *(AFP.)*

■ **CAP VERT : les élections législatives** ont donné, dimanche 17 décembre, la majorité absolue au Mouvement pour la démocratie (MPD), le parti du président Antonio Mascarenhas Monteiro et du premier ministre sortant Carlos Veiga. Le scrutin, au cours duquel s'affrontaient cinq partis, s'est déroulé dans le calme. – *(AFP.)*

■ **NIGER : la mort de Mano Dayak**, dirigeant de la rébellion touarègue, a été officiellement confirmée dimanche 17 décembre à la télévision d'Etat nigérienne. L'explosion de l'avion de Mano Dayak a aussi coûté la vie à Hubert Lassier, collaborateur de l'hebdomadaire *VSD*, à trois autres responsables touaregs et au pilote. Différentes fractions de la rébellion ont demandé l'ouverture d'une enquête, requête à laquelle le président nigérien Mahamane Ousmane a accédé après avoir déploré la mort de Mano Dayak. – *(AFP, Reuter.)*

### AMÉRIQUES

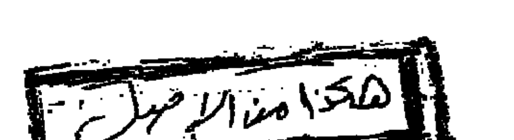
■ **ÉTATS-UNIS : 280 000 fonctionnaires devaient être renvoyés dans leurs foyers**, lundi 18 décembre, pour une durée indéterminée en raison de la crise budgétaire entre la Maison Blanche et le Congrès qui n'a trouvé aucune solution pendant le week-end. Cette nouvelle impasse, la deuxième en un mois, est due à l'expiration, vendredi 15 décembre à minuit, d'une loi de finances provisoire. Le budget américain se compose de treize chapitres dont sept (soit 80 % de l'enveloppe totale) ont déjà été approuvés par le Congrès et le président Clinton. – *(AFP.)*

■ **BRÉSIL : un conseiller municipal de Corumbiara** (Etat amazonien du Rondonia), Manuel Ribeiro, qui avait dénoncé le massacre de neuf paysans sans terre par la police lors d'un conflit agraire en août, a été assassiné par balles samedi 16 décembre, a affirmé dimanche le président du Parti des travailleurs (PT, gauche), José Dirceu. – *(AFP.)*

### ÉCONOMIE

■ **ÉTATS-UNIS : les prix à la consommation** n'ont pas augmenté en novembre, après une hausse de 0,1 % en septembre et de 0,3 % en octobre, a indiqué le département du Travail. C'est la première fois depuis plus de quatre ans que les prix ne progressent pas sur un mois. Sur un an, la hausse est de 2,6 %. – *(AFP.)*

■ **IRAK : pour réduire le marché noir**, le dinar « touristique » a été fortement dévalué, a-t-on appris dimanche de source bancaire. Désormais, un dollar vaut 1 000 dinars, contre 600 dinars auparavant. Deux autres taux de change du dinar existent : le taux officiel (3,2 dollars pour un dinar) utilisé par le gouvernement et le taux de marché noir (plus de 2 500 dinars pour un dollar). – *(AFP.)*



# Les négociations entre Israël et la Syrie prennent un « nouveau départ »

## Les deux parties ne posent plus de préalable

**Israël et la Syrie reprendront, le 27 décembre, près de Washington, les négociations de paix interrompues depuis le mois de juin. Cette session devrait mettre au point une nouvelle procédure de discussions avant une nouvelle rencontre, au début de janvier, entre les deux parties.**

**JÉRUSALEM**
*de notre correspondant*

Nul n'en connaît précisément la date, mais, à en croire les médias israéliens, l'événement, rendu possible par la prochaine reprise, annoncée samedi 16 décembre, des négociations israélo-syriennes après six mois d'interruption, pourrait bien se produire rapidement. *« Avant le 15 janvier »*, avancent certains, le premier ministre, Shimon Pérès, déclarera solennellement à la Knesset la reconnaissance par Israël de la souveraineté syrienne sur un territoire hautement stratégique, conquis pendant la guerre de 1967, colonisé depuis lors, et annexé *de facto* par l'Etat juif en 1980 : le plateau du Golan.

Cette petite *révolution diplomatique*, qui ne réglerait rien quant au fond, mais qui renforcerait sérieusement l'espoir d'une paix durable entre Israël et son voisin syrien, n'aura évidemment lieu que si les deux sessions de *« négociations intensives »* annoncées par le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, se passent bien. La première de ces sessions, qui se déroulera à huis clos et dans un endroit discret près de Washington, commencera le 27 décembre et devrait durer trois jours. La seconde session, de trois jours minimum elle aussi, s'ouvrirait au début de janvier. Côté israélien, ce n'est plus un militaire, mais un diplomate chevronné, Ouri Savir, directeur général du ministère des affaires étrangères, qui dirigera la délégation. Côté syrien, on ignore encore qui accompagnera l'ambassadeur à Washington, Walid Moualem, mais il pourrait s'agir d'un *« proche du président »*. Le modèle « Camp David » ou « Dayton » – des négociations sans relâche, à l'intérieur d'un endroit clos, jusqu'à leur aboutissement – est toujours envisagé et fera peut-être l'objet de la première session. En tout état de cause, M. Christopher a prévu une nouvelle navette Jérusalem-Damas-Jérusalem pour le 10 janvier.

**« LE PRIX TOTAL »**

*« C'est un nouveau jeu, un nouveau ton, un nouveau départ »*, a commenté, dimanche, M. Pérès. Le secrétaire d'Etat américain, qui a profité de sa seizième navette au Proche-Orient pour rendre aussi visite au président égyptien, Hosni Moubarak, au roi Hussein de Jordanie et au chef de l'Autonomie palestinienne, Yasser Arafat, affichait, le même jour, au Caire, un rare optimisme. *« Certes, les deux parties ont encore de difficiles décisions à prendre*, a-t-il noté, *mais il est clair qu'un nouveau chapitre s'ouvre et qu'il y a de sérieux motifs d'espérer à nouveau. »*

Alors qu'Itzhak Rabin faisait un préalable – inacceptable par Damas – du maintien sur le Golan d'une station d'alerte militaire israélienne en cas de retrait du plateau, M. Pérès a décidé de ne poser aucune précondition et il a proposé une négociation de type « table ouverte » où tous les sujets – frontières, relations diplomatiques, partage de l'eau, etc. – peuvent être abordés.

Cette nouvelle approche, qui, selon le prudent Ouri Savir, *« n'est pas une garantie de succès »*, a cependant plu au président Hafez El Assad, lequel a cessé, pour le moment, de réclamer d'Israël l'engagement public d'un retrait de *« la totalité du Golan syrien »*. De toutes les manières, comme disait M. Pérès à la veille du week-end, dans un entretien accordé au journal de droite *Maariv* : *« Je ne doute pas qu'Israël devra payer le prix total pour une paix totale avec la Syrie. Sinon, il n'y aura jamais de paix. »*

Il en fallait moins pour convaincre Benyamin Netanyahou, le chef des droites à la Knesset, que la promesse d'un retrait total du Golan a déjà été faite secrètement : d'abord par Rabin, puis, *via* les Américains, par son successeur. C'est sur cette conviction, partagée par de nombreux Israéliens, que M. Netanyahou, qui refuse le retrait du Golan, comme il avait déjà rejeté les redéploiements nécessaires à l'accord avec les Palestiniens, a sonné, dimanche, le branle-bas de combat.

Il s'agit de *« mobiliser l'ensemble du camp national, parlementaire et extraparlementaire, contre l'abandon du Golan et le retour des Syriens sur les rives du lac de Tibériade »*. Selon M. Netanyahou, le projet qui se dessine *« n'aboutira pas à la paix, mais à une nouvelle guerre »*.

Un récent sondage montre que l'opinion israélienne demeure partagée : 35 % des sondés sont favorables à un retrait total du Golan en échange de la paix, 46 % sont contre.

*« Hafez El Assad est notre meilleur allié, car il n'acceptera jamais les conditions d'Israël »*, avaient coutume de dire ceux qui, parmi les treize mille colons du Golan, luttent contre l'éventuelle restitution du plateau à la Syrie. Ils le disent un peu moins. On raconte, dans les milieux diplomatiques de Jérusalem, l'anecdote suivante : alors que M. Christopher lui demandait, vendredi, à Damas, s'il accepterait, en cas de retrait militaire israélien, que certains colons demeurent sur le Golan, M. El Assad aurait éclaté de rire : *« Vous autres Américains êtes quand même surprenants*, aurait-il dit. *Pendant des années, vous m'avez réclamé le départ de tous les juifs de Syrie, et vous me demandez maintenant d'en prendre d'autres ?... »*

*Patrice Claude*

### *Le président Assad « souple et créatif »*

**Le ministre israélien des affaires étrangères, Ehoud Barak, a estimé que, *« pour la première fois »*, le président syrien, Hafez El Assad, *« s'est montré souple et créatif »* et a adopté une attitude nouvelle. *« Assad ne dit plus que le verre est à moitié vide, mais qu'il est à moitié plein »*, a déclaré M. Barak, dans un entretien publié, lundi 18 décembre, par *Le Figaro*. Selon lui, *« la profondeur du retrait »* israélien du plateau du Golan *« dépendra de la profondeur de la paix »*. *« Les deux camps n'ont pas les mêmes cartes en main*, a-t-il expliqué. *Le retrait est (...) une réalité mesurable »*, tandis que du côté syrien *« il s'agit de la nature de la paix, de son ampleur, de sa qualité – des concepts difficiles à traiter »*. Il n'a pas exclu une déclaration de Shimon Pérès devant la Knesset reconnaissant la souveraineté syrienne sur le Golan, ajoutant : *« [...] menons d'abord les deux premières séries de négociations à Washington. (...) Nous devons être sûrs qu'il y a accord sur les principes de la paix avec la Syrie »*, a-t-il dit.**

# L'Autorité palestinienne a rétabli l'ordre à Naplouse

## Le chef des Faucons du Fatah, un groupe armé qui régnait dans la vieille ville, s'est rendu aux policiers de Yasser Arafat

**JÉRUSALEM**
*de notre correspondant*

Moins d'une semaine après avoir pris le contrôle de Naplouse, évacuée, le 11 décembre, par Israël, la police palestinienne a dû faire usage de ses armes, dimanche 17 décembre, dans l'antique casbah surpeuplée de la ville pour procéder à l'arrestation de plusieurs dizaines d'activistes théoriquement alliés à Yasser Arafat. Assiégé pendant plusieurs heures en compagnie de cinq de ses lieutenants et de ses trois enfants, Ahmed Tabouk, chef d'un groupe armé, les Faucons du Fatah, s'est finalement rendu aux policiers sans tirer un coup de feu.

Tenu pour un bandit par les notables de la ville, et pour un héros de la résistance anti-israélienne par les plus pauvres, l'intéressé s'était arrogé le droit, au cours de ces derniers mois, de faire régner son ordre personnel dans la cité. Suspecté d'avoir tué trois personnes soupçonnées de collaboration avec l'occupant et d'avoir tiré dans les jambes de plusieurs dizaines d'autres, coupables, à ses yeux, de mauvaise conduite politique, morale ou économique, Ahmed Tabouk était invité depuis trois jours, par les nouvelles autorités, à déposer ses armes et à se *rendre à la police pour interrogatoire*.

L'homme, qui protestait d'une loyauté sans faille envers M. Arafat et qui assurait vouloir intégrer sa police, a finalement été mis en détention avec cinq de ses compagnons. Quelques heures plus tôt, alors que les policiers le recherchaient dans la casbah, plusieurs dizaines de ses partisans, armés, avaient été arrêtés, parfois après échange de coups de feu. Deux Faucons ont ainsi été blessés par balles.

Animée à Naplouse, la prise de contrôle par l'Autorité palestinienne de la ville de Kalkilya avait eu lieu, en revanche, la veille, dans le calme. Il est vrai que cette petite ville, située dans le nord-ouest de la Cisjordanie, sur la ligne même de la démarcation avec Israël, ne compte que quarante mille habitants, contre cent trente mille pour Naplouse. En tout état de cause, le redéploiement israélien hors de six villes palestiniennes continue jusqu'alors sans retard. *« Le calendrier est respecté et la coopération avec Israël est parfaite »*, a assuré, dimanche, M. Arafat. Kalkilya, évacuée avec vingt-quatre heures d'avance, est la quatrième ville « libérée » depuis un mois. Bethléem devrait être évacuée le 21 décembre et Ramallah dans les jours suivants.

*P. C.*

■ **Une délégation de l'OLP** a quitté Gaza, dimanche 17 décembre, pour se rendre au Caire, en Egypte, où elle devait rencontrer le Mouvement de la résistance islamique Hamas. L'OLP et le Hamas souhaitent rétablir un dialogue malgré leurs divergences. Opposé au processus de paix mené par Yasser Arafat, le Hamas prône en effet le boycottage des élections palestiniennes du 20 janvier. – *(AFP.)*



# Les musulmans critiquent la déclaration des évêques libanais

**BEYROUTH**
*de notre correspondant*

L'appel final du synode organisé au Vatican sur le Liban, qualifié de *« musclé »* par les milieux chrétiens eux-mêmes, a reçu un accueil réservé, voire franchement critique, dans les milieux musulmans, y compris modérés. Deux passages du document ont hérissé l'islam libanais : le premier qui préconise qu'*« aucune* [communauté] *n'impose à la nation ce qui ne convient qu'à une communauté »*, et le second qui souligne que *« la paix intérieure doit se traduire par le départ du Liban des forces syriennes »*, après, il est vrai, qu'a été aussi exigée la fin de *« l'occupation israélienne »* (*Le Monde* du 16 décembre).

Dans les mosquées, vendredi, de nombreux prêches ont visé le texte du synode. Le plus incisif a été un homme de dialogue, parmi les plus conciliants des dignitaires musulmans, Cheikh Mohamed Mehdi Chamseddine, président du Conseil supérieur chiite. Il a estimé que certains termes *« suscitent le doute »*, et que l'appel *« doit être rectifié car il est source de conflits »*. Il a exprimé l'espoir que le pape corrigera cet appel. Le journal *As Safir*, pourtant peu enclin à soutenir les thèses des courants islamistes, a fait de ce vœu sa manchette.

De son côté, le secrétariat général des chefs religieux musulmans du Liban a publié un communiqué circonspect. Le mouvement islamiste pro-iranien Hezbollah a réservé son commentaire. Le président de l'Assemblée et le premier ministre, tous deux musulmans, en ont fait de même.

*Lucien George*

**MOUVEMENTS SOCIAUX** Alain Juppé a indiqué dimanche 17 décembre que le « sommet » qu'il entend réunir à l'hôtel Matignon jeudi 21 décembre portera sur l'emploi et le temps de travail, et non sur les salaires. Dans l'entretien qu'il nous a accordé *(page 9)*, Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, met en garde le premier ministre contre un *« retour de flamme »* si la réunion du 21 décembre ne permet pas d'évoquer l'ensemble des problèmes soulevés par le mouvement social. ● LE CNPF, qui refuse une négociation d'ensemble incluant les salaires, devrait être finalement représenté par son président, Jean Gandois, à la réunion de Matignon. ● LES EXCLUS, par l'intermédiaire de la plupart des associations de défense des chômeurs et des sans-abri, demandent à participer au sommet social. Plusieurs appels en ce sens ont été lancés aux syndicats *(page 11)*.

# M. Juppé refuse d'aborder la question des salaires au « sommet » de Matignon

## Les dirigeants syndicaux et patronaux acceptent la réunion souhaitée par le premier ministre pour jeudi 21 décembre, mais ne sont pas d'accord sur son ordre du jour. Le chef du gouvernement prépare des mesures de soutien à la croissance et d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes

**APRÈS TROIS SEMAINES** d'un conflit social sans véritable précédent, Alain Juppé s'était voulu apaisant, le 10 décembre, en décidant de retirer sa réforme des régimes spéciaux de retraite et de renégocier le contrat de plan Etat-SNCF. Dimanche 17 décembre, il s'est montré presque repentant en disant *« assumer la responsabilité »* d'une crise qu'il n'a pas vue venir. A la veille d'une semaine qui doit être marquée par la réunion d'un « sommet » sur l'emploi jeudi 21 décembre, le premier ministre a tenté, au cours de l'émission de TF 1 « 7 sur 7 », de tirer les premiers enseignements du conflit et d'ouvrir la voie à une sortie de crise.

D'emblée, M. Juppé a exprimé sa *« compréhension »* du mouvement, dû selon lui à la crainte qu'éprouvent les Français face à un avenir incertain, et il a appelé à la *« réconciliation » (lire ci-dessous)*. Celle-ci passe, selon lui, par le « sommet » qui doit réunir à Matignon toutes les confédérations syndicales et, probablement, le CNPF. Le premier ministre estime qu'il y a *« deux grands chantiers pour le dialogue social »* : la réforme de la Sécurité sociale et la relance de la politique de l'emploi, notamment en faveur des jeunes.

Il n'est pas question, pour M. Juppé, de renoncer à son plan sur la « Sécu ». Il entend *« aller de l'avant »* sur *« le fond, les principes et les orientations »* de la réforme : renforcement du contrôle du Parlement, clarification des rôles entre l'Etat et les partenaires sociaux, création d'un *« régime universel »* d'assurance-maladie et élargissement de son financement à l'ensemble des revenus (salaires, pensions, allocations de chômage, revenus du patrimoine) à travers une cotisation sociale généralisée déductible de l'impôt sur le revenu et une réforme de l'hôpital.

### SORTIR PAR LE HAUT

Pour la *« mise en œuvre concrète »* de ce plan, il y a *« un immense champ pour la discussion et la négociation au cours des six prochains mois »*, a affirmé le premier ministre. Cette négociation a été confiée au ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, qui va organiser des *« ateliers »* de travail. Dans deux lettres distinctes qu'il a adressées, samedi, au secrétaire général de la CGT, Louis Viannet, et à son homologue de FO, Marc Blondel, le premier ministre affirme que *« l'ensemble des organisations syndicales et professionnelles* [doivent être] *parties prenantes dans le processus d'élaboration et de mise au point des mécanismes, des procédures et des textes »*.

Dans l'immédiat, M. Juppé et M. Barrot préparent la réunion de jeudi. *« C'est un sommet sur l'emploi, ce n'est pas un Grenelle »*, a prévenu le premier ministre. Excluant toute discussion sur les salaires, que réclamait M. Blondel, il souhaite surtout *« donner de nouveaux aliments à la croissance »*, trouver des formules plus efficaces pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et se montrer *« plus imaginatif »* et *« plus audacieux »* en matière d'aménagement et de réduction du temps de travail. *« Je compte faire des propositions dès jeudi aux partenaires sociaux*, a-t-il ajouté. *Nous en discuterons, bien entendu, avec eux avant de les décider. »*

Ce sommet social constitue, pour M. Juppé, un moyen de sortir par le haut d'un conflit qui pénalise lourdement l'activité économique. Il n'en arrive pas moins à un moment où le dialogue conventionnel est reparti sur des bases solides, même si certains accords signés ces derniers mois entre le patronat et les syndicats se sont révélés insuffisants ou demandent à être déclinés au niveau des branches professionnelles et des entreprises.

Sur les deux thèmes fixés par M. Juppé, les partenaires sociaux sont parvenus à deux accords en 1995. Le 14 juin, ils ont signé un texte prévoyant de nouvelles aides pour les entreprises embauchant des jeunes en grande difficulté ou à la recherche d'un emploi depuis au moins six mois (de 1 000 francs à 3 000 francs par mois). Le 31 octobre, le patronat et quatre syndicats ont paraphé un accord qui prévoit que des négociations devront s'ouvrir dès 1996 dans les branches professionnelles sur l'annualisation du temps de travail en contrepartie de sa réduction.

### LA CFDT : « UN BON MENU »

La secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, qui n'a pas ménagé ses efforts pour cette reprise du dialogue social, ne considère pas l'intervention de l'Etat comme une mise en cause du rôle des partenaires sociaux ni une intrusion dans leur domaine réservé. Elle n'en a pas moins précisé, lundi matin, sur France 2, que le « sommet » du 21 décembre ne doit pas être *« un point d'orgue, ce qui serait une erreur, pour terminer les conflits, mais un coup d'accélérateur »* donné aux réformes. Il ne doit pas être, non plus, a-t-elle ajouté, un *« sommet fourre-tout »*, mais une rencontre débouchant sur *« des décisions et des orientations précises, qui montrent que l'on ouvre un grand chantier »*.

Mme Notat estime que la croissance, l'emploi des jeunes et la réduction du temps de travail constituent *« un bon menu »*. Il est vrai que la CFDT a activement participé à sa composition : en inscrivant la durée du travail au programme du sommet social, M. Juppé a, à sa manière, remercié Mme Notat du soutien appuyé qu'elle a apporté à la réforme de l'assurance-maladie.

En revanche, les autres confédérations ont, semble-t-il, trouvé le menu trop frugal. En dépit des ouvertures du gouvernement, la CGT et FO ne désarment pas et continuent d'inscrire leur démarche dans une stratégie de tension avec les pouvoirs publics. Louis Viannet estime que *« si aucune réponse n'est donnée* [sur le Smic, la réduction du temps de travail] (...), *si l'on persiste dans la pratique des cadeaux aux entreprises sous couvert d'aide à l'emploi, la montagne aura accouché d'une souris, et le retour de flamme pourrait bien ne pas se faire attendre »* (lire page 9).

Interrogé lundi matin sur RMC, M. Blondel a souligné que la reprise du travail marquait davantage *« une trêve »* qu'un abandon des revendications. Le secrétaire général de FO regrette que l'ordre du jour de ce sommet social – *« un peu surréaliste »*, selon lui – soit trop limité. Il souhaite l'étendre, notamment, aux salaires et aux revenus dépendant d'une décision gouvernementale. La veille, sur France 3, il avait expliqué que l'une des priorités du gouvernement devait être de *« redonner du pouvoir d'achat »* aux plus défavorisés, en augmentant le Smic (relevé de 4 % au 1er juillet) et les minima sociaux (RMI, allocations adultes handicapés, allocations de chômage).

Quant à Alain Deleu, président de la CFTC, il souhaite que *« le gouvernement facilite les accords de création d'emplois par la réduction du temps de travail, en participant au maintien du pouvoir d'achat des salariés »*. Il entend aussi demander, jeudi, une relance de la politique familiale, que M. Juppé a dû reléguer au second plan en raison du déficit de la Caisse nationale d'allocations familiales.

*Jean-Michel Bezat*

# « Compréhension » et « réconciliation »

**INVITÉ** de l'émission de TF 1 « 7 sur 7 », dimanche 17 décembre, Alain Juppé a utilisé les mots *« compréhension »* et *« réconciliation »* pour caractériser son état d'esprit au sortir du conflit social que vient de connaître le pays. Le premier ministre souhaite que les partenaires sociaux sachent se mettre autour d'une table pour régler cette *« querelle de famille »*.


VERBATIM

Parlant du *« sommet sur l'emploi »* du jeudi 21 décembre, le premier ministre a précisé : *« Ce n'est pas Grenelle. S'agissant des salaires, il y a des procédures qui existent, dans le secteur privé, des procédures conventionnelles. Il faut les respecter ; ça se discute entre organisations syndicales et patronales. De même, dans la fonction publique, j'ai annoncé que, le moment venu, les discussions reprendront. » « Nous n'allons pas casser les efforts que nous avons entrepris depuis cinq ou six mois pour remettre de l'ordre dans les finances de la France »*, a dit M. Juppé, qui a annoncé son intention de faire *« des propositions. »*

Le chef du gouvernement a indiqué que trois chapitres seront abordés : *« la croissance »* à laquelle *« il faut donner de nouveaux aliments »* ; *« l'emploi des jeunes »*, car *« les mécanismes que nous avons mis en place, ça ne marche pas »* ; et *« le temps de travail »*. *« On peut être plus imaginatif et, aussi, plus audacieux sur l'organisation du travail »*, a-t-il dit, évoquant *« le temps partiel, pour qu'il ne soit pas un temps subi, mais choisi, et la réduction du temps de travail »*. *« Ce mot ne me fait pas peur »*, a-t-il précisé.

A propos du plan sur la Sécu, M. Juppé a déclaré : *« Il est faux de dire qu'il n'y a pas eu de concertation* [avant la présentation du plan]. *Ce n'est pas mon plan, c'est le plan de réforme de la Sécurité sociale qui a été présenté par le gouvernement et approuvé par la majorité. Ses principes et ses orientations sont donc posés. (...) Quand on va passer à la mise en œuvre concrète, il y a un immense champ pour la discussion et la négociation au cours des six prochains mois (...). Nous n'avons pas changé de perspective. Le but à atteindre est toujours la lutte contre l'exclusion, la réduction de la fracture sociale et le pacte républicain. (...) La réalité a imposé des mesures de redressement, mais Jacques Chirac n'a pas varié dans sa détermination et sa conviction profonde. »*

Au sujet des prélèvements obligatoires, M. Juppé a affirmé : *« Quand les efforts nécessaires ont été réalisés, il faut arrêter d'augmenter les prélèvements, c'est un engagement que je prends. »* Sur « l'autre politique », le premier ministre a indiqué : *« Ceux qui la préconisent ne disent jamais de manière très claire ce qu'elle serait. (...) Je suis prêt à réfléchir à ce que pourrait être une autre politique, je n'ai pas en permanence la conviction que j'ai raison sur tout. » « Est-ce qu'on a vraiment le temps, Maastricht ou pas Maastricht ? (...) Parce que si l'on ne réduit pas* [les déficits] *aujourd'hui, ce sont nos enfants qui vont payer. (...) La politique que je mène, sous l'impulsion de Jacques Chirac, est la seule qui permette (...) de sortir des difficultés actuelles et de donner aux Français la possibilité d'une vraie harmonie sociale. »*

## *« Principes » et « orientations » de la réforme*

Dans son intervention du 15 novembre à l'Assemblée nationale, Alain Juppé avait fixé les *« trois idées fortes »* qui ont guidé le gouvernement pour le plan de réforme de la Sécurité sociale , en citant *« une exigence : la justice »* ; *« un principe : la responsabilité »* et *« une contrainte : l'urgence »*. La réforme des régimes spéciaux de retraite ayant été abandonnée, les *« principes »* et les *« orientations »* rappelés par le premier ministre, dimanche 17 décembre, à « 7 sur 7 » sur TF 1, peuvent principalement concerner :

- ● Instauration progressive du *« régime universel »* d'assurance-maladie qui ouvrira droit aux mêmes prestations et harmonisera les niveaux de cotisation de tous les assurés.
- ● Établissement d'une politique familiale plus équitable et plus efficace, en soumettant, sous certaines conditions, les allocations familiales à l'impôt sur le revenu.
- ● Réforme du financement de l'assurance-maladie, grâce à un élargissement de l'assiette de la CSG, celle-ci remplaçant progressivement les cotisations maladie pesant sur les salaires.
- ● Adoption d'une réforme constitutionnelle autorisant le Parlement à fixer les orientations générales et les objectifs des politiques de protection sociale, les ressources et le taux d'évolution des dépenses permettant de garantir l'équilibre du système.
- ● Modification des modes de gestion du système de soins (hôpital, médecine de ville).

## *Jacques Chirac prône « un dialogue social plus affirmé »*

**« *Partout où la monnaie est forte, l'emploi est moins touché* », s'est défendu le président Jacques Chirac, samedi 16 décembre, à Madrid, en commentant, lors d'une conférence de presse, les conclusions du conseil européen. Soulignant l'importance attachée par le conseil européen à l'emploi, le président français a déclaré : « *Les gens sont sceptiques, méfiants, certains sont agressifs. Il y a des raisons : la crise, mais la gestion de caractère trop technocratique en est une autre. Il faut redonner une grande ambition à l'Europe.* »**

**« *L'Europe doit intégrer davantage la dimension humaine* », a-t-il ajouté, en appelant de ses vœux « *un dialogue social plus affirmé* ». Le chef de l'Etat a insisté sur l'importance que le conseil avait attribuée aux PME, à la préservation du service public, qui « *participe de la culture d'une Nation* », aux discussions sur le temps de travail ou encore à la formation, domaines dans lesquels « *nous avons des leçons à prendre en France* ». Rejetant l'idée que l'Europe était en panne de recette pour créer des emplois, il a déclaré : « *Il n'y a pas de lutte possible contre le chômage sans une grande rigueur sur le plan de la gestion des finances publiques.* »**

# Le premier ministre prépare des mesures pour soutenir la croissance

## La crise sociale semble avoir accentué la baisse des rentrées fiscales

**FAUT-IL** que le gouvernement infléchisse sa politique et mette en œuvre des mesures nouvelles pour soutenir la croissance ? A cette question qui, depuis plusieurs semaines, suscite des controverses, aussi bien dans les milieux des économistes que dans les milieux politiques, le premier ministre a apporté, dimanche 17 décembre, sur TF 1, une réponse positive, sans vouloir lever le voile sur les mesures qu'il compte prendre. Les quelques indications apportées par Alain Juppé ne laissent, toutefois, guère de doute : les dispositions à l'étude ne devraient guère être spectaculaires. Elles pourraient même n'être que purement symboliques.


ANALYSE

En guise de constat, M. Juppé n'a fait que prendre acte des sombres prévisions établies depuis le début de l'automne par tous les grands instituts de conjoncture. Evoquant la croissance, il a, en effet, eu cette formule laconique : *« Elle ne va pas bien. »* Soulignant que le ralentissement économique avait, pour une part, une origine internationale, il a admis qu'il se nourrissait aussi, pour une autre part, *« d'éléments spécifiques »*, propres à la France. Pour n'être pas faux, le diagnostic est cependant laconique car, en réalité, l'économie française traverse actuellement une passe dangereuse. Au cours du deuxième et du troisième trimestre de 1995, l'activité a progressé à un rythme annuel très faible : tout juste 0,8 %. De l'avis des spécialistes, elle a même vraisemblablement cessé de croître depuis le début du quatrième trimestre.

Ce n'est pas encore la récession, puisque, par convention, les experts emploient ce terme quand ils ont constaté deux trimestres consécutifs un recul de l'activité, mais, indéniablement, le danger se profile. Il se profile d'autant plus que trois semaines de paralysie du pays auront, bien évidemment, contribué à accentuer encore plus cette tendance préoccupante et dissuadé les consommateurs de reprendre leurs achats. Or, tout le mal, ou presque, vient de là : si la croissance s'effondre, c'est d'abord parce que la consommation reste très faible.

Que peut faire, alors, le premier ministre ? ? C'est là que le bât blesse : pas grand-chose, car il s'est lui-même interdit de jouer de certaines manettes qu'actionnent d'ordinaire les gouvernements confrontés à ce genre de situation. La première manette est celle de la fiscalité, une baisse d'impôt pouvant constituer un coup de pouce en faveur du pouvoir d'achat. Or, dans le cas présent, c'est exclu. Pour redresser les comptes de la Sécurité sociale, de nouveaux prélèvements vont même, à l'inverse, venir ponctionner encore davantage les revenus des ménages. Sur TF 1, M. Juppé n'a donc pu annoncer qu'une seule bonne nouvelle, qui, en réalité, n'en est pas franchement une : ces hausses d'impôt seront les dernières. Ensuite, a assuré le premier ministre, le pays sera *« à niveau »*. Mais d'ici là – le premier ministre l'a admis –, il n'y aura pas de miracle : la hausse des prélèvements va se poursuivre au début de 1996, alors que *« c'est aussi un élément qui pourrait contrarier »* le retour de la confiance.

### DÉRIVE DU DÉFICIT

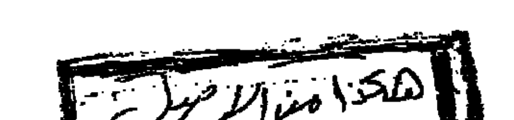
La seconde manette est celle des salaires. Les socialistes recommandent fermement au gouvernement de s'en servir, tout comme les syndicats, CGT et FO en tête, qui souhaitent l'inscription de cette question à l'ordre du jour du sommet social de Matignon. Mais, le patronat, lui, ne veut pas en entendre parler. M. Juppé non plus. En réponse à une question sur le gel, en niveau, des rémunérations des fonctionnaires, annoncé en septembre, le premier ministre a clairement dit qu'il était hors de question pour le gouvernement de lâcher du lest dans ce domaine. *« Nous n'allons pas casser les efforts déjà entrepris »*, a expliqué le chef du gouvernement, avant de souligner qu'il convenait de *« trouver d'autres moyens »*.

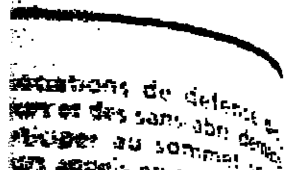
Lesquels ? La vérité, c'est que, ces deux pistes étant exclues, il n'en reste plus guère d'autres vraiment efficaces. On pourrait, certes, imaginer que le gouvernement prenne d'autres dispositions plus sectorielles, du type de la prime à la casse pour l'automobile, connue d'abord sous le nom de *« balladurette »*, puis sous celui de *« juppette »*. Mais là encore, le gouvernement bute sur une difficulté majeure : pour financer ce type de dispositions, il faut avoir des crédits. Or, précisément, de crédits disponibles, le gouvernement n'en a pas. C'est même l'inverse : même si les comptes définitifs de l'exercice budgétaire de 1995 ne sont pas encore arrêtés, on craint fortement au ministère des finances, depuis quelques jours, que la crise sociale ait une conséquence lourde : les rentrées dans les caisses de l'Etat de l'impôt sur les sociétés, en décembre, et dans une moindre mesure, les rentrées de TVA, pourraient être très inférieures à ce qui était prévu, ce qui ferait sensiblement déraper le déficit budgétaire par rapport à l'épure initialement dessinée.

Dans ces conditions, où trouver, alors, des sommes pour financer des mesures nouvelles ? C'est bien évidemment une mission impossible, et, d'ailleurs, au cours de ces derniers jours, aucune grande direction des ministères des finances ou du budget n'a été sollicitée pour réfléchir à d'éventuelles mesures de soutien. Le premier ministre a annoncé que la question était à l'étude mais, pour l'heure, seuls les experts de Matignon y travaillent.

Du chapeau du premier ministre, jeudi 21 décembre, lors du sommet social, il ne devrait donc rien sortir de vraiment spectaculaire. Ne s'agira-t-il, selon la formule d'un expert de Bercy, que de quelques *« mesures cosmétiques »* ? M. Juppé l'a lui-même suggéré, en soulignant que le retour de la croissance ne dépendait, au fond, que d'une seule chose : que les Français retrouvent *« le moral »*. Or – c'est la difficulté de l'exercice pour le gouvernement –, le moral, s'il faut en croire le bon sens populaire, cela ne se décrète pas. Surtout au terme d'un conflit social qui risque de peser encore longtemps dans les mémoires...

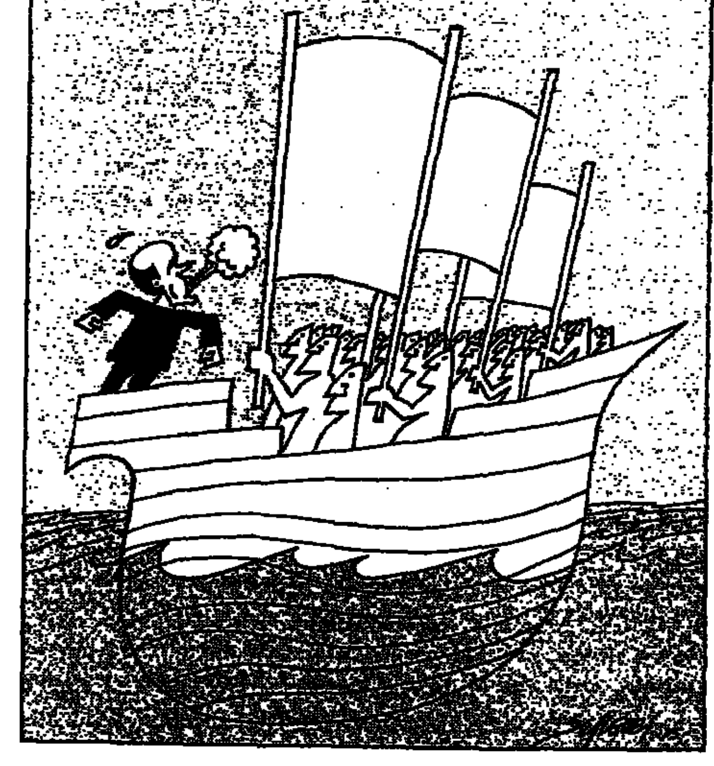
*Laurent Mauduit*











# Le patronat devrait participer à la réunion du 21 décembre

**LE CONSEIL EXÉCUTIF** du CNPF devait se prononcer, lundi 18 décembre dans l'après-midi, sur sa participation au sommet social de Matignon prévu jeudi 21 décembre. L'affirmation du premier ministre selon laquelle les salaires du secteur privé n'y seront pas discutés laisse penser que le patronat sera présent autour de la table, mais ce ne sera pas sans mal que la décision de participer au sommet aura été prise, et l'enthousiasme n'y sera pas.

Dès le 11 décembre, Jean Gandois, président du CNPF, avait exprimé les réserves de ses pairs, alors que patronat et syndicats n'ont pas attendu les derniers événements pour dialoguer. Depuis le début de l'année, le CNPF et les cinq grandes confédérations syndicales ont même conclu quatre accords, a rappelé Jean Gandois : sur l'emploi des jeunes, sur le départ en retraite anticipée des salariés ayant cotisé quarante ans, sur l'aménagement du temps de travail et sur la représentation syndicale dans les entreprises qui en sont dépourvues.

M. Gandois et ses mandants ne veulent pas entendre parler de discussions sur le temps de travail, et plus encore sur les salaires, ce dernier sujet ne relevant pas de surcroît, selon eux, de l'échelon national interprofessionnel. *« Légiférer actuellement sur le temps de travail serait une sottise »*, a déclaré M. Gandois, qui ne manque pas une occasion de souligner que la secrétaire de direction, le vendeur d'un grand magasin et le chauffeur-routier ne travaillent pas de la même manière. En renvoyant les négociations aux branches, il souligne que la réduction éventuelle de la durée du travail dépend aussi de la santé économique du secteur d'activité et de la concurrence internationale à laquelle il est exposé.

### LES PRÉCONISATIONS DE L'UIMM

En matière de salaires, les patrons, unanimes, déclarent que les augmentations éventuelles dépendent des entreprises, car elles seules savent ce qu'elles peuvent se permettre. D'ailleurs, la doctrine patronale n'est pas nette et l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) invite ses adhérents à la prudence : d'un côté, *« les perspectives de croissance pour 1996 demeurent très incertaines »* ; de l'autre, *« le monde de l'entreprise se doit de prendre en considération la motivation des salariés, et particulièrement de l'encadrement »*. L'UIMM préconise *« des augmentations qui prennent en compte le mérite, sans hypothéquer durablement les résultats de l'entreprise »* et *« l'intéressement, ou des primes liés aux résultats et donc non renouvelables automatiquement d'une année sur l'autre »*.

Autant dire qu'il n'y aura guère à négocier à Matignon sur les salaires dont la CGT et Force ouvrière persistent à vouloir débattre. Le CNPF aurait préféré parler de l'emploi des jeunes à la mi-janvier, lorsque le calme sera revenu, et se consacrer, d'ici là, à trouver les moyens de faire repartir la machine économique et à aider les entreprises en difficulté du fait des grèves et du gel de la consommation.

### « BONNES À TOUT FAIRE »

Certains patrons vont plus loin que Jean Gandois et ne cachent pas leur désir que le CNPF refuse le sommet social. *« La crise que nous vivons ne concerne que le secteur public*, explique l'un d'entre eux, parmi les plus virulents. *Il n'est pas question que celui-ci contamine le secteur privé, qui est calme. Le gouvernement a été incapable d'expliquer ses projets à ses agents et incapable d'assurer un dialogue social digne de ce nom dans les entreprises dont il a la charge. Qu'il fasse enfin son travail et tire la France de cette grève corporatiste où elle s'est enlisée. L'adaptation de l'Etat et du service public au monde moderne reste à faire. Il faut redessiner le champ de leurs compétences, les contraindre à la bonne gestion et à la souplesse qui s'imposent au privé, et non pérenniser dans la Constitution un service public à la française qui sera vite inappliquable. Et pourquoi conforter par un sommet social des syndicats irresponsables comme la CGT et FO, qui ne sont plus du tout représentatifs dans les entreprises privées qu'ils connaissent mal ? Pourquoi donner, par ces discussions, l'impression que les entreprises peuvent être les bonnes à tout faire de l'économie française, capables d'embaucher tout en payant plus d'impôts et de charges sociales et en abaissant leurs prix, alors que la concurrence nécessiterait plus de liberté et moins de règlements ? Il ne faut pas aller à Matignon, le 21 ! »*

Reste que le patronat peut difficilement demeurer sur son Aventin dans l'attente d'une réforme de l'Etat. Il serait nuisible à son image qu'il refuse de contribuer à la sortie de la crise. Cela compliquerait la poursuite de son dialogue avec les organisations syndicales, notamment le 19 janvier sur la protection sociale. Enfin, on voit mal comment Jean Gandois et Lucien Rebuffel, président de la CGPME, pourraient refuser un coup de main à un gouvernement où ils comptent beaucoup d'amis...

*Alain Faujas*



Louis Viannet, secrétaire général de la CGT

# « En cas d'échec du sommet social, gare au retour de flamme ! »

LOUIS VIANNET

**« Qu'attendez-vous du « sommet social » *organisé par Alain* Juppé le 21 décembre ?**

– Nous verrons si le contenu correspond à l'ambition du nom de baptême. Si aucune réponse n'est donnée sur les salaires, sur le SMIC – puisque le premier ministre parle de relance de croissance ; si rien de concret n'est proposé sur la réduction de la durée du travail, sur la transformation d'emplois précaires en emplois à temps complet ; si l'on persiste dans la pratique de cadeaux aux entreprises, sous couvert d'aides à l'emploi, la montagne aura accouché d'une souris, et le retour de flamme pourrait bien ne pas se faire attendre.

**– Quelle analyse faites-vous du mouvement social qui secoue la France depuis bientôt trois semaines ?**

– Ce mouvement n'est comparable à aucun autre. Il y a ceux qui *considèrent que la victoire des cheminots* amorce la fin du mouvement et il y a ceux qui pensent qu'elle va donner de la *confiance* et de la force à un mouvement qui continue d'exiger des choses fortes. Si vraiment le gouvernement s'imagine que la reprise du travail à la SNCF signifie la fin du mouvement, c'est qu'il se trompe sur les origines de cette explosion. Alain Juppé et sa politique ne sont pas les seuls responsables : il y a des racines qui remontent même avant le gouvernement Balladur. Cela étant, il a mis l'étincelle. A lui de gérer la suite !

» Nous avions dit au gouvernement qu'il s'avançait sur un terrain très dangereux. Mettre dans la même fusée le plan Juppé sur la protection sociale, les dispositifs s'attaquant aux régimes spéciaux, la remise en cause des retraites pour les fonctionnaires et le rapport Borotra sur les services publics, c'est réaliser les conditions optimales pour que se produise une réaction forte.

» Dans cette crise coexistent un ancrage professionnel, très précis, très concret, donc très *déterminé*, et un mouvement d'ensemble dont l'élément catalyseur est le plan Juppé. *Je crois que le gouvernement* a sous-estimé le degré de « ras-le-bol ». A plusieurs reprises, les *ministres sont intervenus* pour dire : *« Il faut arrêter de se faire peur »*, et je crois que M. Juppé a employé lui-même la formule. Mais ce n'est pas cela du tout ! Il y a une angoisse lucide, qui repose sur les réalités de l'emploi, la baisse du pouvoir d'achat, les difficultés d'insertion pour les jeunes, les plans sociaux à répétition.

**– Quel débouché proposez-vous à cette angoisse ?**

– Elle a des origines précises. Au niveau du secteur public, si vous demandez aux agents de France Télécom pourquoi ils sont dans la rue, ils manifestent contre le plan Juppé et contre la privatisation de France Télécom qui, quelle que soit la présentation qu'on en fait, est dans les plans du gouvernement ; *idem* pour La Poste et pour EDF-GDF. Ceux de la RATP refusent, entre autres, la régionalisation. La santé rejette le plan hospitalier...

» L'abandon, par le gouvernement, de la création d'une caisse autonome pour les fonctionnaires, *le recul sur les régimes spéciaux*, le maintien des conditions de départ à la retraite sont bien le fruit de la forte mobilisation. Ils nous permettent de penser que, dans les jours à venir, nous obtiendrons d'autres reculs sur le financement et le rationnement des soins, mais, pour cela, il faut rester mobilisés : c'est l'objet de la journée du 19 décembre.

» Il y a une cassure nette avec ce qu'on appelle l'« élite » : ces gens qui considèrent qu'ils ont la faculté d'élaborer ce qui est bon pour la France et de se passer de l'opinion des premiers intéressés. Les accusations de « grève politique » n'ont aucune prise. Récemment, je *défilais devant une petite troupe* de gars dont je ne savais pas qui ils étaient et qui criaient : *« Juppé démission ! »* Je me suis retourné et je leur ai dit : *« Mais qui proposez-vous à la place ? »* Ils se sont tus aussitôt, car la question est moins de savoir si c'est Juppé, Pierre, Paul ou Jacques, mais quelle politique on développe et comment on répond aux problèmes qui sont portés par ce mouvement social.

**– Au sujet de la réforme de l'assurance-maladie, dans un premier temps vous disiez que vous n'étiez pas d'accord avec « cette » réforme, mais que vous n'étiez pas hostile à « une » réforme. Dans un second temps, vous avez radicalisé votre discours en demandant le retrait du plan Juppé.**

– Ce n'est *pas contradictoire*. Je suis pour la rénovation de la protection sociale, mais le plan Juppé *porte comme perspective la fiscalisation* de la Sécurité sociale, et je ne peux accepter cela.

» L'objectif le plus pervers, dont personne ne veut parler, c'est que le gouvernement parvienne, dans cinq, huit ou dix ans, à ce que les sources de financement de la protection sociale ne soient plus liées aux lieux de production de richesse du pays, mais fiscalisées. Entre 1984 et 1994, les cotisations des salariés ont déjà augmenté de 22 %, tandis *que les cotisations* patronales, dans la même période, baissaient de 36 % . L'ensemble des *mesures prises ou annoncées* représentent près de 130 milliards de francs pris dans la poche des salariés *pour aller compenser des* dettes et un déficit qui ne sont pas de leur fait.

» *Que l'assiette des cotisations* repose uniquement sur les salaires constitue un vrai problème, au moment où les progrès technologiques conduisent à des gains de productivité. Depuis dix ans, la part des coûts salariaux dans les coûts de production diminue dans toutes les branches d'activité industrielle ; dans certaines, les coûts salariaux représentent 15 % des coûts de production et c'est sur eux que l'on veut faire supporter la totalité des fluctuations en matière de compétitivité ! C'est de la démence ! Le plan Juppé fait partie d'un dispositif de régression pour la protection sociale.

**– Est-ce que la pression du congrès ne vous a pas amené à aller plus loin que vous ne l'auriez souhaité ?**

– *Le premier jour, le 4 décembre*, il y a eu très vite un débat sur le thème : « grève générale ou pas *grève générale* ». *C'était un débat* sympa, parce qu'il parlait de choses vraies. Il y a des moments *où ce genre de débats se tiennent* alors qu'il ne se passe rien... Là, c'était un exercice pratique un peu plus intéressant. *Un jour sur deux*, nous avons adopté des textes nous situant par rapport à l'action. Chaque fois, il y a eu débat et, chaque fois, cela s'est terminé par des propositions en parfaite cohérence avec l'état réel du mouvement et de ses potentialités.

» Ce congrès a surtout traduit des progrès considérables – je reconnais que c'est un peu « langue de bois » – dans l'appropriation par les militants de notre démarche démocratique, qui en finit avec l'image d'une CGT qui dirige tout. La CGT joue son rôle de syndicat. *Elle sait qu'elle n'est pas* seule sur le terrain. Elle sait que le syndicalisme, en tant que force or*ganisée, ne représente que 10 %* des salariés, mais elle sait aussi que ce qu'elle dit, fait et propose a un *certain impact. La démarche poursuivie* vise à changer la vie à l'intérieur de la CGT, mais surtout à changer la qualité des rapports de la CGT avec les salariés.

> « Si vraiment le gouvernement s'imagine que la reprise du travail à la SNCF signifie la fin du mouvement, c'est qu'il se trompe sur les origines de cette explosion »

**– Depuis le début du conflit, vous semblez être situé au centre de l'échiquier syndical...**

– J'ai lu ça. Cela ne me déplaît pas, car cela reflète nos efforts unitaires vis-à-vis de toutes les forces syndicales et sociales. Depuis le début, cela m'a valu beaucoup de remarques, *quelquefois acerbes*, soit des uns, soit des autres, Blondel me reprochant mes infidélités *chaque fois que je travaillais au* rapprochement avec la CFDT, et Notat me traitant d'aventurier *chaque fois qu'elle voyait l'inverse*... Mais la situation est trop grave. On ne peut pas avoir une *approche sélective de l'unité d'action.*

**– Duquel vous sentez-vous le plus proche ?**

– Je vous ferai remarquer qu'à partir du moment où vous avez dit que j'étais au centre, ce n'est pas à moi de répondre à cette question...

**– Cette année, vous êtes venu au congrès de la CFDT à Montpellier et vous avez échangé une poignée de main historique avec Marc Blondel...**

– L'année du centenaire de la CGT, ce n'est pas rien ! Il y a seulement dix ans, je n'aurais jamais pu aller au congrès de la CFDT. Cela n'aurait pas été compris chez nous. Les polémiques restaient sur des terrains très durs idéologiquement. Ce que nous sommes en train de dépasser – cela va encore connaître des péripéties – et que j'avais commencé à lancer par une tribune publiée dans *Le Monde* [du *19 juin 1992*], c'est l'idée d'un besoin du renouveau du syndicalisme.

» *Aucune organisation syndicale*, dans ce pays, ne peut prétendre rassembler à elle seule tous *les salariés*. C'est *la même démarche* que je poursuis, avec l'idée du syndicalisme rassemblé, qui repose *sur* des formes de contacts, sur la recherche de travaux en commun qui ne portent pas comme condition pour avancer la remise en cause de l'identité de chacun. Il s'agit d'évoluer, après un demi-siècle de division syndicale qui a structuré, qu'on le veuille ou non, une façon de penser et d'être, des comportements et des pratiques.

**– Qu'est-ce qui vous sépare de Force ouvrière ?**

– *Il faudrait* faire un état des lieux, mais ce qui pèse, c'est l'histoire. J'aime autant regarder la vé*rité en face : nous sommes les deux* branches d'un même tronc qui, non seulement se sont séparés à *un moment donné à partir de clivages* idéologiques réels, mais qui ensuite se sont combattus idéolo*giquement*. *Aujourd'hui, avec cette* formidable donne nouvelle, les bases idéologiques sur lesquelles nous nous sommes combattus ont été, et pour l'un et pour l'autre, sérieusement secouées par l'histoire. Désormais, il y a besoin d'une réflexion nouvelle.

**– Quel cap fixez-vous à la CGT pour les trois ans à venir ?**

– La conception que l'on avait de la diversité dans la CGT n'a plus rien avoir avec les besoins d'aujourd'hui. Cette image que l'on voulait donner, par exemple, du bureau confédéral, avec 50 % de communistes et 50 % de non-communistes, qu'est-ce que cela veut dire aujourd'hui ? Les débats les plus vifs au sein du bureau confédéral ont eu lieu entre communistes ! Nous étions et nous sommes encore, *sans doute*, sous la chape de schémas et de clichés qui étaient à cent lieues de ce que *sont les préoccupations du syndiqué* CGT moyen d'aujourd'hui. Pour autant, nous n'abandonnons *rien, au contraire, d'une démarche* ouverte, d'une CGT qui met sa diversité au service du débat.

» *Je vais plus loin encore*, car cela me préoccupe : nous sommes dans une phase où il y a beaucoup d'entreprises qui se réengagent à travers des syndicats qui se reconstituent. C'est un processus qui peut très vite parvenir à ce qu'un nombre important, pour ne pas dire une majorité de syndicats soient dirigés par des gens qui n'ont pas d'engagement politique, mais qui n'ont pas, non plus, de culture politique. Il y a un lien entre la destructuration sociale et l'état d'esprit des gens. Nous avons maintenant une majorité de salariés qui échappent au champ d'influence normal des organisations : tous les « précaires », toutes les zones où il n'y a rien. »

*Propos recueillis par Alain Beuve-Méry et Patrick Jarreau*

# La mobilisation est restée forte dans les villes de province

## La fin annoncée du mouvement a pesé sur le dynamisme et l'ampleur des cortèges

**La mobilisation est restée forte, mais moins importante que mardi, samedi 16 décembre, malgré la fin annoncée du mouvement de grève et le sommet social du 21 décembre. Le ministère de l'intérieur a dénombré 165 manifestations rassemblant 586 000 personnes, dont 56 000 à Paris. Les syndicats annoncent un total de deux millions de manifestants, mais regrettent la faible mobilisation du privé.**

**QUATRE JOURS APRÈS** avoir battu ses records de mobilisation, Marseille est restée à la pointe du mouvement, pour la manifestation du samedi 16 décembre : certes, il était difficile de faire mieux que mardi ; difficile de franchir, de nouveau, la barre « historique » des 100 000 manifestants. Mais, dans un contexte de reprise du travail, avec des transports en commun pratiquement paralysés, la manifestation, en fin de matinée, a réuni malgré tout 120 000 personnes selon les organisateurs, moitié moins selon la police. En famille, les enfants perchés sur les épaules, les manifestants, partis des escaliers de la gare Saint-Charles, ont mis plus de deux heures pour rallier la place Castellane, trois kilomètres plus loin. « *Nous sommes toujours déterminés à balayer le plan Juppé et, c'est certain, on va gagner* », chantaient des manifestants qui brandissaient des caricatures du premier ministre barrées de l'inscription « *Tchao Pantin* ».

En tête du cortège, noyés dans les fumigènes, les cheminots scandaient leur victoire à tue-tête : « *Tous ensemble, nous les cheminots, on a gagné* ». Une pétardière de chantier, gros baril orange, poussée par des employés SNCF, tirait des salves assourdissantes. Déterminés à mettre un terme à leur grève lundi, les cheminots souhaitaient avant tout mesurer la mobilisation des salariés des autres secteurs d'activité. Leurs yeux cherchaient les banderoles autres que celles brandies par l'imposant bataillon d'enseignants, les postiers, les électriciens. Mais, à l'exception des libraires de la FNAC, des vendeuses de la grande distribution et des délégations d'Eurocopter, de Nestlé, de Pechiney et des raffineries de l'étang de Berre, les renforts du privé n'étaient pas au rendez-vous. Les dockers, eux, ne lâchent pas pied : le port était paralysé lundi, alors même que les autres grands ports autonomes, comme Dunkerque et Le Havre, fonctionnent normalement.

### CHANT DU CYGNE

Un peu partout, dans chaque ville où les manifestants étaient redescendus sur le pavé, le constat était le même qu'à Marseille : ce qui, à l'origine, devait être le point d'orgue du mouvement se révélait, bien souvent, un chant du cygne. Mais nulle part, même si, partout, les défilés étaient plus clairsemés, la mobilisation ne s'est démentie, y compris dans les villes petites et moyennes.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, alors que commençaient à rouler les premiers trains, les manifestants marchaient. Ils étaient encore 10 000 dans les rues de Lille samedi après midi, 6 000 à Dunkerque, 5. 000 à Arras, 1 500 à Calais, 1 000 à Boulogne... *C'était moins, bien sûr, que* le mardi précédent, qui avait vu 30 000 manifestants réunis dans la seule ville de Lille. Mais le cœur y était encore, même si ce nouveau rassemblement avait « *un goût de sortie* ». *Déjà*, les cheminots n'étaient plus en tête, disséminés dans une foule plus disparate comptant toutefois de gros bataillons de militants cégétistes du Douaisis et du Valenciennois, d'agents territoriaux et communaux ou d'enseignants. Là encore, le privé n'était toujours pas mobilisé, à l'exception, d'entreprises confrontées à des plans de restructuration comme Lever (lessive), à Haubourdin, près de Lille, ou la Lainière à Roubaix.

A Nantes, environ 10 000 personnes ont marché dans les grandes avenues du centre-ville : le défilé a pris soin ne pas emprunter les petites rues bordées de commerces pour éviter tout incident. Au Puy-en-Velay (Haute-Loire), où s'est révélée une fibre militante insoupçonnée jusque-là, les *quelques milliers de manifestants*, tenaces, ont eu la même attention, « *pour ne pas gêner les achats de Noël* », *ont expliqué les organisateurs*.

A Limoges, avec 25 000 manifestants, *la journée de samedi a été* comparable aux précédentes, avec un ambiance rendue plus combative *par la décision des cheminots* de la région SNCF de reconduire leur mouvement jusqu'à lundi après-midi. La CFDT était fortement présente dans le cortège avec des slogans opposés à « *la collusion Juppé-Notat* ». L'importance du mouvement à Limoges a d'ailleurs occulté la multiplication des manifestations dans les villes alentour, avec des participations très importantes au regard de la population : 6 000 manifestants à Brive-la-Gaillarde et à Périgueux, 4 000 à 5 000 à Tulle, plus de 1 000 à Ussel (Corrèze), Guéret (Creuse), Saint-Junien (Haute-Vienne).

### EN FAMILLE

En dépit d'un temps exécrable, la *mobilisation n'a pas décrû non plus* à Montpellier. Pendant deux heures, 20 000 manifestants *selon la police*, 35 000 *selon les syndicats*, ont marché dans le centre de la ville, protégés par une forêt de parapluies, en criant leur hostilité au plan Juppé et en réclamant, plus largement, une meilleure répartition des richesses, une société plus juste, le temps partagé... A Béziers, ils étaient entre 6 000 et 10 000.

A Toulon, 10 000 personnes ont participé à la manifestation du samedi 16 décembre. Malgré le froid, l'ambiance est restée festive. Les enseignants étaient largement représentés et quelques médecins de la fédération des syndicats médicaux du Var s'étaient joints au cortège.

La manifestation de Clermont-Ferrand (près de 25 000 personnes), s'est *agrémentée du transport symbolique*, en civière, d'un Père Noël à l'article de la mort par le personnel *du centre hospitalier universitaire*. Quelque 2 000 salariés du privé (Michelin, Alcatel, Atelier industriel de l'aéronautique, Verreries de Puy-Guillaume) ont grossi le cortège qui s'est dispersé à la tombée de la nuit.

A Bordeaux, environ 200 médecins et un groupe d'infirmières, porteurs d'un cercueil arborant l'inscription « *à notre regrettée Sécu* », ont précédé plusieurs dizaines de milliers de manifestants selon les organisateurs, 15 000 de source policière. La comptabilité était d'autant plus difficile que les gens, souvent en famille, venaient dans tous les sens, se joignaient quelques instant à la manifestation avant de rentrer dans les magasins des rues marchandes. Au sein du cortège, les syndicalistes commençaient à dresser le bilan politique de ce mouvement finissant : « *Le secteur privé ne nous a pas rejoints*, concluaient-ils, *mais ça a duré aussi longtemps que mai 68 et ça ne peut déboucher que sur un vrai travail politique.* »

***Avec nos correspondants***

## *Echauffourées à Toulouse*

***Des incidents assez violents et durables ont eu lieu*, samedi 16 décembre, à Toulouse, au terme de la manifestation qui a rassemblé, selon les sources, de 30 000 à 80 000 personnes et s'était déroulée dans une *atmosphère bon enfant*. *Plusieurs centaines de personnes* ont alors tenté de se rassembler place du Capitole, pour essayer de dérouler une banderole sur la façade de la mairie. Des échauffourées ont eu lieu dans les rues voisines entre les forces de l'ordre et des groupes de manifestants. CRS et gendarmes mobiles ont répliqué aux jets de pierres et de poubelles par des grenades lacrymogènes. Dominique Baudis, maire (UDF-FD) de la ville, a estimé que ces incidents étaient *« de type insurrectionnel »*. *« On a essayé de brûler la mairie »*, a-t-il dit, en ajoutant que la responsabilité incombait *« à quelques meneurs »*. Le maire a demandé aux autorités préfectorales une enquête approfondie. Une personne a été interpellée et placée en garde à vue.**



# Dans le défilé parisien : sentiment de victoire et petit air d'inachevé

## Claude, cheminot, va s'offrir le champagne

**LES YEUX BRILLANTS**, la chemise froissée, Claude, trente-trois ans, agent à l'entretien des voies, tient la banderole des cheminots *de Trappes comme un seigneur*. Les passants se sont amassés sur les trottoirs et il reçoit leurs applaudissements. « *Bravo les cheminots ! Bravo !* » Lui, il a envie de parler à tout le monde, il sourit, il rit. *Il s'est acheté un gros cigare* pour l'occasion et il tire dessus maladroitement. Les rues de Paris sont à lui, ce samedi, et les cheminots qui ouvrent le cortège s'avancent comme des résistants. Triomphants. Claude dit : « *On aurait pu aller plus loin... Jusqu'à " la sociale " !* » Il n'y a pas de musique, seulement ce chant qui n'est plus un slogan, mille fois répété, scandé par les rythmes des bidons comme s'il s'agissait de tambours de combat, une rumeur de *townships* : « *Tous-en-sem-ble, tous-ensem-ble, Ouais ! Ouais !* »

Au fil des semaines, ces mots sont devenus autre chose qu'une simple incantation. Les passants, les cheminots se regardent. Les uns avancent, les fumigènes rouges à la main, les autres ont le chant sur les lèvres, l'émotion dans les yeux. Et Claude est « *fier* ». « *Nous, les petits prolos, nous sommes arrivés à faire plier Juppé et tous les mecs qui ont de l'arrogance. Ils se sont aperçus qu'on pouvait être forts. Maintenant ils devront faire attention, écouter. Sinon, on fout le boxon !* » Le cortège passe devant la prison de la Santé, et les détenus sortent leurs bras à travers les barreaux, certains font le V de la victoire. Des Belges du Parti du travail portant un portrait de Karl Marx crient « *Faites payer la crise aux riches !* » Un manifestant brandit une pancarte : « *Deux pilotes choyés cachent 5 millions d'exclus. TV intox : faut dire la vérité.* » Un cheminot du Bourget voudrait continuer la grève. Un autre dit : « *On aura eu trois semaines de fraternité.* » Un roulant d'Ivry comprend l'hésitation du privé, « *j'ai un frère de quarante-cinq ans, il a été plusieurs fois au chômage.* » Deux agents d'Achères sentent que le mouvement peut reprendre à tout moment : « *On a ressoudé nos forces. Autrefois, on était catégoriels, et, là, on a parlé une seule langue, c'était joli.* »

Le cortège passe devant la gare d'Austerlitz, dont le piquet de grève a accroché une banderole : « *Pour une société plus juste.* » Une infirmière de l'hôpital de la prison de Fresnes se demande pourquoi « *on n'a pas marché jusqu'à l'Elysée* ». Un « métallo » d'Alsthom, délégué FO, est un peu amer : « *On a fait venir des cheminots, des enseignants grévistes dans l'usine. Les gars hésitaient. J'ai l'impression que le mouvement a été une sorte de répétition. Dans le privé, ça peut péter. Notre système n'a aucun moyen de surmonter ses contradictions : les salariés sont toujours tirés vers le bas, ça ne peut pas s'améliorer.* » En lecteur régulier de l'*International Herald Tribune*, il a été étonné de voir « *les syndicalistes américains s'enthousiasmer pour ce mouvement* ».

Les Anglais, eux, sont venus. Deux cars d'étudiants et de militants des syndicats de Birmingham scandent avec l'accent et le poing fermé : « *Solidarité avec la lutte française.* » L'un d'eux prédit que « *ça va exploser aussi* » outre-Manche. Des Allemands d'un groupe marxiste-léniniste demandent « *l'annulation des programmes antipopulaires de Bonn et de Paris* ».

> « Nous, les petits prolos, nous sommes arrivés à faire plier Juppé et tous les mecs qui ont de l'arrogance. Maintenant, ils devront faire attention, écouter »

Les militants d'Act-Up crient : « *Séropos, la France vous préfère morts !* » Et les chômeurs de l'association AC ! : « *Chaud, chaud, l'hiver sera chaud ! Qui sème la misère récolte la colère !* » Une « *attachée de presse* » a écrit sur sa pancarte : « *Merci ! les cheminots. La parole sociale retrouvée, ça n'a pas de prix. Et maintenant ?* » Une étudiante s'exclame auprès de son petit ami : « *Tu te rends compte, Jospin, il dit qu'il ne faut pas politiser le mouvement !* » Deux chauffeurs de la RATP se racontent que « *même les flics, il paraît qu'ils sont avec nous* ». Les machinistes de la RATP n'ont pas la joie des cheminots ; ils marchent en rangs serrés, avec l'impression d'être engagés encore dans le « *combat* ». Des agents EDF regrettent la faible ampleur de leur grève, « *les cheminots, c'est l'unité qui les a sauvés* ». Une responsable du syndicat des impôts SNUI éprouve de l'amertume « *sur la gestion du conflit par les grandes confédérations : elles ont eu peur de se laisser déborder, ce mouvement a très vite débouché sur une critique de société qu'elles ne pouvaient sans doute pas contrôler* ».

Des Parisiens non grévistes racontent qu'ils se sont pris au jeu des manifestations. Ils ont rendu visite à un piquet de grève de cheminots et se déclarent étonnés par le va-et-vient qu'ils ont vécu entre deux mondes. « *D'un côté, on découvrait l'émotion, du " pep's ", de la chaleur, une fraternité. De l'autre, c'était la vie qui continuait, les magasins, les petites conversations, la télé, la rue quand il n'y avait pas de manifestation. Comme si notre vie, c'était une sorte de simulation.* »

Claude, le cheminot triomphant du dépôt de Trappes, sait, lui, qu'il va se payer une bouteille de champagne « *à 150 balles* » avec les copains. Car, dit-il, « *maintenant, tout a changé* ».

***Dominique Le Guilledoux***

# *A Rouen, autant de monde, moins d'ambiance*

**ROUEN**

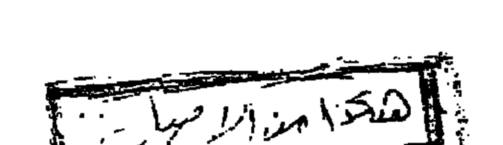
*de notre correspondant*

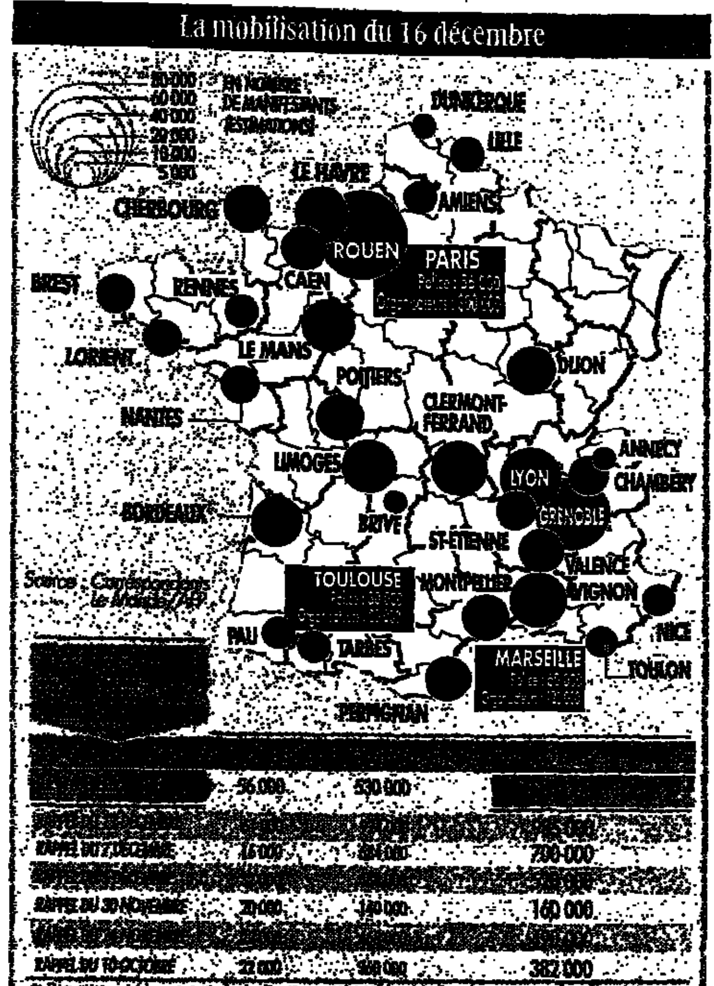
La capitale de la Haute-Normandie a retrouvé, samedi 16 décembre, pour la deuxième fois à quelques jours d'intervalle une affluence record pour une manifestation à laquelle appelaient CGT, FO, FSU et SUD-PTT. *La police* a compté autant de manifestants qu'elle en avait dénombrés pour la manifestation de mardi, soit 35 000 personnes. Selon les organisateurs, il y en avait au moins le double. Dans les deux cas, cela constitue un événement exceptionnel pour Rouen. Au même moment, au Havre, 30 000 personnes défilaient dans les rues.

Au total, environ 100 000 manifestants ont participé au mouvement dans le seul département de Seine-Maritime : autre record que les organisations syndicales se plaisaient à souligner, dans la soirée de samedi. *Autant de monde, mais sans doute moins de* vigueur. « *Mardi, il y avait plus d'ambiance* », constatait Brigitte, institutrice dans la banlieue de Rouen. Depuis le premier rendez-vous, fin novembre, elle n'a raté aucune « manif ». Samedi, son mari, salarié dans le privé, l'a accompagnée avec ses deux enfants. Comme pour beaucoup de ses collègues, le rejet du plan Juppé est devenu une affaire de famille. *L'appel à la manifestation du week-end était donc* l'occasion ou jamais.

Les retraités sont également venus en nombre grossir les rangs des salariés d'entreprises privées ou d'administrations. La diversité des manifestants était plus large que pour la manifestation de mardi, avec une part importante d'employés communaux des municipalités de l'agglomération de Rouen. Peut-être fatiguée par la fréquence des manifestations, la foule semblait néanmoins dubitative, alors que la reprise du travail à la SNCF se confirmait. Le dépôt de Sotteville-lès-Rouen, *point de repère, ici*, du mouvement, avait reconduit la grève le matin même et les cheminots emmenaient d'ailleurs le cortège avec la même détermination. Une question courait pourtant sur toutes les lèvres : « *Qu'est-ce qui va se passer la semaine prochaine ? Juppé n'a pas reculé sur la Sécu, et ça va nous coûter cher* », affirmait un manifestant non syndiqué, salarié d'une filiale d'une entreprise nationale. « *Il a lâché sur la SNCF et les retraites, pas sur le plan Sécu. Tout présenter en même temps, ce n'était peut-être de sa part qu'une manœuvre, et non pas de la maladresse.* »

***Etienne Banzet***






# Les exclus et leurs représentants veulent s'inviter au sommet social

## Droit au logement fête sans joie le premier anniversaire de la rue du Dragon

**Droit au logement et des associations de défense de chômeurs et de sans-abri tiennent, jusqu'au 20 décembre, dans une salle du Centre Georges-Pompidou, à Paris, un « forum permanent sur l'exclusion ». La plupart des associations de solidarité demandent à participer au sommet social annoncé par le premier ministre pour faire entendre *« la voix des sans-droits »*. Plusieurs appels ont été lancés aux syndicats.**

L'ASSOCIATION Droit au logement (DAL) avait espéré ne pas avoir à « fêter », lundi 18 décembre, le premier anniversaire de l'occupation de l'immeuble de la Cogedim, au 7, rue du Dragon, à Paris. Mais si le relogement des quelque soixante familles est acquis, les mouvements sociaux en ont retardé la mise en œuvre effective. Et « les Dragon » devront passer un deuxième Noël sur place.

Dans la contestation ambiante, les *« sans-droits »* ont toutefois obtenu d'ouvrir un deuxième lieu de parole dans la capitale. Ils disposent, jusqu'au 20 décembre, d'une salle du Centre Georges-Pompidou, où se tient un forum permanent, sur le thème : « Tous ensemble pour les droits et contre l'exclusion ». A l'initiative d'associations de défense des chômeurs, des sans-abri et des immigrés (Agir contre le chômage – AC ! –, Comité des sans-logis, DAL, Droits devant...), ces exclus veulent se faire entendre avant le sommet social du 21 décembre. Ils réclament de participer à cette rencontre, en y étant représentés d'une façon ou d'une autre.

Ils sont soutenus dans cette démarche par plusieurs associations de solidarité. Ainsi, la Fédération nationale des associations de relogement social (Fnars), qui gère plus de 400 centres d'hébergement et d'insertion, estime *« logique »* que le secteur social associatif soit *« partie prenante »* de ce sommet. *« Nous sommes aussi un partenaire social »*, assure la Fnars. Pour la Coordination des organismes d'aide aux chômeurs par l'emploi (Coorace), la société française n'est plus totalement représentée *« par les composantes assises autour de la table »*, et les exclus du travail sont *« des catégories qui n'ont plus de voix »*. ATD-Quart monde estime pour sa part que, *« plus que jamais, la loi annoncée contre l'exclusion doit entrer dans le grand débat national »*.

### L'APPEL DE L'ABBÉ PIERRE

L'abbé Pierre, Raymond Etienne, président d'Emmaüs-France, et Louis Besson, président du Haut-Comité pour le logement des défavorisés, ont adressé une lettre, le 8 décembre, aux organisations syndicales. Ils écrivent notamment : *« Vous qui dirigez les puissantes manifestations de la foule, de celles et ceux qui peuvent s'exprimer parce qu'ils disposent au moins d'un minimum pour vivre, nous vous crions : ces manifestations n'auront leur pleine dignité que si elles mettent au premier rang l'exigence première de ceux qui, muets dans leur accablement, se voient exclus même de vos luttes : les sans-logis, les sans-emploi. »*

Dans le même temps, un groupe de chercheurs du CNRS, de sociologues et de professionnels du secteur social a lancé un appel à la *« mobilisation »* des travailleurs sociaux *« afin que la question des inégalités et de l'exclusion revienne au centre d'*[un] *débat, où il y a un grand absent : ce sont les populations fragiles, les précaires, les chômeurs, les familles endettées, les sans-domicile. Ceux-là n'ont pas le droit à la parole, même si l'on comprend que, confusément, c'est bien la peur de tomber dans l'une ou l'autre de ces situations qui précipite les Français dans la rue. »*

Ces différents appels n'ont pas reçu un grand écho de la part des centrales syndicales, sauf chez les enseignants de la FSU, qui ont assuré l'abbé Pierre de leur soutien. Pour la CGT, *« le rôle naturel des syndicats est aussi de porter ces questions du chômage et de l'exclusion »*.

A la CFDT, *« on voit mal la façon dont* [cette rencontre] *pourrait s'ouvrir aux associations non représentatives »*, étant cependant entendu que le sommet traitera de l'exclusion *« par le biais de l'insertion des jeunes et de la réduction du temps de travail »*. Pour la CFTC, *« sur certains aspects, comme le RMI, il faudra mobiliser des corps intermédiaires autres que les organisations syndicales »*, mais cela *« le moment venu »*.

Pour grossir encore le flot des manifestants, les exclus ont été, en revanche, partout les bienvenus... *« Il n'y a aucune ambiguïté*, indique-t-on à la CGT, *sur le fait que les associations de chômeurs participent à la protestation »* dans la rue. Mais de là à faire entendre leur propre désarroi... Pendant trois semaines, il a été très difficile à DAL et à d'autres associations revendicatives de rassembler des gens par définition inorganisés. Il leur a été malaisé de les mobiliser contre une réforme de la Sécurité sociale qui ne pénalise pas les plus démunis et qui est censée permettre de maintenir une « couverture universelle ». Quant à la défense des régimes de retraite des fonctionnaires, ce n'était sans doute pas une préoccupation majeure de l'homme à la rue.

Aujourd'hui, les « sans-droits » risquent d'être les grands délaissés des prochaines discussions. L'abbé Pierre n'ayant plus la force physique de monter au créneau, il manque singulièrement un ténor, à l'instar des leaders syndicaux, pour « faire remonter » les détresses des plus démunis. Droits devant, malgré les professeurs Jacquard et Schwarzenberg et Mgr Gaillot, n'a pas encore créé le mouvement véritablement populaire dont il rêve.

### L'UNIOPSS EN PORTE-À-FAUX

Par ailleurs, il n'entre pas dans les principes des grandes associations de solidarité, comme le Secours catholique, le Secours populaire français ou l'Armée du salut, d'exposer leurs convictions dans des démonstrations de rue. La séparation demeure nette entre elles et les organisations qui se placent sur le terrain revendicatif. Mais, à partir du moment où il est décidé de se réunir autour d'une table, un organisme comme l'Uniopss, qui regroupe toutes les associations de l'action sociale et de la santé, pourrait se prévaloir de cette fonction de représentation du monde de l'exclusion.

Or, l'Uniopss n'a pas fait savoir, pour le moment, qu'elle souhaitait prendre part au sommet social. Ce grand organisme se trouve peut-être en porte-à-faux aujourd'hui : son conseil d'administration a, le 19 octobre, réélu à sa tête René Lenoir, qui a pourtant été nommé chargé de mission à l'Elysée par Jacques Chirac. Si le forum de Beaubourg n'a pas l'écho attendu, les acteurs de la solidarité devront-ils se contenter de déplorer, avec la Fnars, que *« le secteur social associatif* [ne soit] *jamais consulté dans les négociations »* ?

*Michel Castaing*

## *Trois mille médecins ont défilé à Paris pour protester contre le « rationnement des soins »*

**A l'appel de trois syndicats de médecins libéraux (Confédération des syndicats médicaux français, Fédération des médecins de France, Syndicat de la médecine libérale), plus de trois mille personnes ont défilé, dimanche 17 décembre, à Paris, pour protester contre le *« rationnement des soins »*. Les organisateurs ont estimé le nombre de manifestants à cinq mille ; la préfecture de police, à deux mille cent.**

***« Nous ne pouvons pas, pour l'avenir, cautionner une maîtrise qui risque d'entraîner une restriction des soins et un rationnement »*, a déclaré Claude Maffioli, président de la CSMF. Dans le cortège, une poignée de médecins vêtus du pyjama à rayures des bagnards brandissaient une banderole affirmant : *« Oui à la réforme, mais non à la médecine sous Barrot. »***

**Le principal syndicat de généralistes, MG-France, favorable au plan Juppé, ne participait pas à la manifestation, qui a été loin de retrouver le succès de celles de 1991 et 1992, lorsque les professions de santé s'étaient liguées contre les projets de réforme d'Edith Cresson et de Pierre Bérégovoy.**

# Les socialistes approuvent la ligne de conduite de M. Jospin vis-à-vis de la contestation sociale

## Le conseil national du PS estime que le parti « a joué son rôle », et « à sa place »

**Réuni, samedi 16 décembre à Paris, le conseil national du Parti socialiste a réaffirmé sa « *solidarité* » avec les mouvements sociaux. La résolution adoptée affirme qu'« *il est du devoir du PS d'exprimer et de prolonger cette contestation et ces revendications en mettant l'emploi au cœur de ses priorités* ». Le PS veut « *convaincre les Français qu'une alternative à la politique de la droite est possible* ».**

**LIONEL JOSPIN** n'a pas participé, samedi 16 décembre, à la nouvelle manifestation syndicale contre le plan Juppé. Fidèle à sa position depuis le début du mouvement social, il a exprimé sa solidarité aux manifestants, mais en veillant a ce que le Parti socialiste ne soit pas engagé en tant que tel dans les défilés. Les échanges téléphoniques qu'il a eus, le 11 décembre, avec les dirigeants de la CGT, de FO et de la CFDT, l'ont confirmé dans ce refus de toute « politisation ».

Le premier secrétaire du PS a donc réuni, samedi, le conseil national – avec deux cents présents sur les quatre cent huit membres de cette instance – pour la première fois depuis son élection, le 14 octobre, puis il a présidé un déjeuner qui a réuni un peu plus de la moitié des premiers secrétaires fédéraux. A l'un et aux autres, M. Jospin a exposé son art de s'opposer.

**« UN TRÈS NET RETOUR EN GRÂCE »**

« *Quelle que soit l'importance d'un mouvement social – et celui-là est considérable –, la vocation de la direction d'un grand parti politique de gauche n'est pas de s'y autodissoudre* », a lancé d'emblée M. Jospin, en répondant aux critiques de ses détracteurs, qu'il juge « *marginales* ». L'activité déployée depuis deux mois à la tête du PS est pour M. Jospin le signe que son parti se met au travail avec la « *volonté de construire un instrument politique qui tienne la route pour longtemps* ».

M. Jospin a analysé le mouvement social, « *puissant et original* », en essayant d'en dégager les raisons profondes. Il a mis en avant « *la force d'un attachement à un contrat social que l'on sent menacé* », en voyant dans la retraite, la protection sociale, l'enseignement supérieur, les services publics les fondements d'une « *certaine façon de vivre ensemble la République* », auxquels les salariés « *ne sont pas prêts à renoncer* ». M. Jospin a insisté, aussi, sur ce qu'il a jugé à la fois paradoxal et remarquable dans ce mouvement : « *Un syndicalisme faible, mais un mouvement fort* » ; « *un syndicalisme divisé, mais un mouvement uni* » ; « *un mouvement du public, mais une connivence du privé* » ; « *un mouvement qui gène la population, mais qui obtient son indulgence* » ; « *un mouvement corporatif, mais qui pose des questions d'intérêt général* ».

Cette analyse l'amène à justifier son attitude : « *Ni timides dans notre soutien, ni tuteurs du mouvement, ni spectateurs du conflit, ni immergés en lui, nous avons joué pleinement notre rôle de parti politique de gauche.* » « *Au côté du mouvement, mais à notre place, nous avons contribué à faire reculer le gouvernement* », a-t-il martelé.

Tout en jugeant prématuré de tirer les leçons du mouvement, M. Jospin estime « *qu'il ne sera pas un échec, mais un succès* », et que, « *quelle que soit l'issue* », M. Juppé « *sortira affaibli de la confrontation* », comme « *un homme incapable de négocier des réformes et de traiter un mouvement social de façon moderne et digne* ». Les élections législatives partielles marquent, a-t-il dit, « *un très net retour en grâce de notre formation politique auprès de l'opinion* ». « *La déception et le trouble politique sont tels qu'on interroge déjà l'opposition pour savoir si elle est prête. Dit-elle qu'elle l'est ? On lui reproche d'avoir peu réfléchi. Dit-elle qu'elle travaille ? On l'accuse de ne rien avoir à dire* », a-t-il ironisé.

M. Jospin n'en démord pas : le PS ne veut pas bousculer le calendrier institutionnel, mais il est prêt à toute éventualité. « *Sur beaucoup de points, nous savons où nous allons* », a-t-il assuré, en se référant à sa campagne pour l'élection présidentielle ou au document sur la protection sociale adopté par le bureau national. « *Sur tous les sujets*, a-t-il dit, *notre parti est en train de relancer ou d'approfondir sa réflexion.* »

Une convention nationale sera organisée, en mars, sur la mondialisation. La commission « défense » sera réactivée, en janvier, avec le concours de Paul Quilès. M. Jospin a constitué, en outre, un conseil des maires avec Bernard Poignant, maire de Quimper, sur la politique de la ville. Alors qu'il ne voit pas dans le mouvement social un message « *contre la construction européenne* », il a lancé des pistes sur la définition d'une nouvelle politique économique de gauche, en liaison avec le débat sur la monnaie unique, au retour d'un sommet des dirigeants socialistes européens, le 14 décembre, à Madrid : « *Comment réaliser l'union monétaire – qui reste l'objectif affiché de chacun – sans risque déflationniste ? Comment faire de la croissance et de l'emploi des exigences, et aussi concrètes que la réalisation d'un marché et d'une monnaie uniques ?* »

Il faut donc, pour M. Jospin, « *utiliser le temps d'opposition non pas seulement pour nous opposer – avec ce brin de systématisme qui rassure –, mais pour tirer des leçons du passé et pour préparer l'avenir* ». Peu de voix discordantes se sont fait entendre. Marie-Noëlle Lienemann, pour la Gauche socialiste, a affirmé que le PS « *n'a pas été assez allant, pas assez courageux* » face à un mouvement social qu'il aurait dû, selon elle, davantage accompagner. Christophe Clergeau, au nom de la motion 2 du congrès de Liévin, a invité les socialistes à se « *remobiliser* » pour « *sauver l'idée européenne* ».

Jean Poperen a distribué des bons points, en soulignant que M. Jospin avait eu « *raison de ne pas mélanger les genres* ». Pour M. Poperen, le mouvement social des trois dernières semaines « *est la première grande révolte contre les effets de la mondialisation* ».

Adoptée à l'unanimité moins les deux abstentions de la motion 2, la résolution reflète ce consensus. Elle affirme que « *le PS a joué son rôle à sa place* ». Au début de l'après-midi, une partie des membres du conseil national ont pu rejoindre la « manif » parisienne.

***Michel Noblecourt***

### *M. Juppé « n'a jamais fait grève »*

**Réunis en congrès national du 15 au 17 décembre, à Orléans, les deux cent dix-huit délégués du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) ont élu un nouveau président en la personne de Régis Juanico, vingt-trois ans, qui succède à Benoît Hamon, vingt-huit ans (*Le Monde* du 16 décembre). Dimanche, devant le congrès, Lionel Jospin s'en est pris au chef du gouvernement. « *On voit à l'évidence*, a-t-il dit, *qu'Alain Juppé n'a jamais été dans un syndicat, qu'il n'a jamais fait grève, et cela manque à un premier ministre dans une société moderne.* »**

**« *A défaut d'avoir été militant, à défaut d'avoir été syndicaliste, à défaut d'avoir été gréviste, au moins pourrait-il essayer de comprendre ce que c'est* », a-t-il souligné. « *Même quand il recule*, a ajouté M. Jospin, *Alain Juppé octroie, il ne négocie pas, il ne sait pas ce que c'est qu'un interlocuteur social, syndical, que l'on respecte, à qui l'on donne quelque chose parce que c'est dans la logique même d'un contrat social et d'un contrat politique.* »**

# Quatre élections cantonales partielles

**PAS-DE-CALAIS**

Canton de Béthune-Nord (2e tour).
*I., 15 985 ; V., 8 863 ; A., 44,55 % ; E., 8 357.*
Marie-France Deleflie, div., m. d'Annezin, 4 583 (54,84 %)... *ÉLUE*
Jacques Mellick, PS, 3 774 (45,15 %).

[Jacques Mellick (PS), fils du député et maire (PS) de Béthune, Jacques Mellick, tentait de conserver à la gauche le canton détenu depuis 1994 par Albert Delahaye (PS), frappé d'un an d'inéligibilité après l'annulation de son élection pour cause de dépassement de frais de campagne. Il est battu par Marie-France Deleflie (div.). M. Mellick obtient moins de voix que n'en avaient recueillies, au premier tour, les candidats PS et PC. Une partie des électeurs communistes ont sans doute suivi la recommandation de Jacques Delelis (PC), qui n'avait pas appelé à voter pour le PS et dénoncé le « *système Mellick* ». Cette lourde défaite socialiste, dans un canton que détenait, avant 1994, M. Mellick père, a valeur de symbole dans le contexte actuel, pour le moins passionné, marqué par la condamnation du maire de Béthune dans l'affaire VA-OM. Lors de la proclamation officielle des résultats, à Béthune, Mme Deleflie s'est vu interdire « *manu militari* » l'accès à la tribune par un jeune conseiller municipal de l'équipe de M. Mellick, et n'a pas été autorisée à s'exprimer.

*10 décembre* 1995 : I., 15 985 ; V., 8 040 ; A., 49,70 % ; E., 7 804 ; Jacques Mellick, 2 518 (32,26 %) ; Marie-France Deleflie, 1 712 (21,93 %) ; Jacques Pomart, RPR, 1 679 (21,51 %) ; Jacques Delelis, PCF, 1 383 (17,72 %) ; Patrick Ratcliffe, FN, 353 (4,52 %) ; Michel Hecquet, MEI, 159 (2,03 %).

27 mars 1994 : I., 15 994 ; V., 10 677 ; A., 33,24 % ; E., 9 896 ; Albert Delahaye, PS, 5 262 (53,17 %) ; Jacques Pomart, RPR, 4 634 (46,82 %) ; Marie-France Deleflie, div.d., 0.]

**HÉRAULT**

Canton de Montpellier-8 (2e tour).
*I., 18 573 ; V., 5 675 ; A., 69,44 % ; E., 5 210.*
Jacques Atlan, PS, m. de Saint-Jean-de-Vedas, 2 881 (55,29 %)... ÉLU.
Jean-Claude *Gaujal*, RPR, 2 329 *(44,70 %)*.

[Avec une abstention toujours forte, Jacques Atlan (PS) enlève le canton au RPR Jean-Claude Gaujal, qui avait fait son entrée au conseil général, en mars 1994, à la faveur d'une triangulaire dans laquelle s'étaient opposés deux candidats de gauche.

10 décembre 1995 : I., 18 573 ; V., 5 669 ; A., 69,47 % ; E., 5 489 ; Jacques Atlan, 1 687 (30,73 %) ; Jean-Claude Gaujal, 1 220 (22,22 %) ; Alain Jamet, FN, 946 (17,23 %) ; Guy Couderc, div. g., 685 (12,47 %) ; Michel Tali, PCF, 656 (11,95 %) ; Loïc Martinez, Verts, 176 (3,20 %) ; Philippe Thines, Radical, 119 (2,16 %).

*27 mars 1994 : I., 17 483 ; V., 9 377 ; A., 46,36 % ; E., 8 784 ; Jean-Claude Gaujal*, RPR, 3 603 (41,01 %) ; Jacques Atlan, PS, 3 376 (38,43 %) ; Guy Couderc, c. s., app. PS, 1 805 (20,54 %). ]

**HAUTE-SAÔNE**

Canton de Fresne-Saint-Mamès (2e tour).
*L, 3 248 ; V., 2 423 ; A., 25,40 % ; E., 2 368.*
André Huguin, app. RPR, m. de Frétigney-et-Velloreille, 1 187 (50,12 %)... *ÉLU.*
Jean-Pierre Chausse, div. g. sout. PS, 1 181 (49,87 %).

[André Huguin (app. RPR) ne conserve à la droite que par six voix d'avance ce canton vacant à la suite du décès de Patrick Ontani. Le Front national, dont le candidat n'avait pu se maintenir au second tour, avait appelé à faire battre, « *au nom du vrai changement* », le candidat de la majorité, présenté comme celui « *du « système Bergelin»* », du nom du président du conseil général, Christian Bergelin.

10 décembre 1995 : I., 3 244 ; V., 2 296 ; A., 29,22 % ; E., 2 225 ; André Huguin, 1 042 *(46,83 %) ; Jean-Pierre Chausse, 1 011 (45,43 %) ; Jean-Marc Brissand, FN, 172 (7,73 %).*

29 mars 1992 : I., 3 274 ; V., 2 527 ; A., 22,81 % ; E., 2 422 ; Patrick Ontani, RPR, 1 369 (56,52 %) ; Jean-Pierre Chausse, GE, 1 053 (43,47 %). ]

**YVELINES**

Canton de Montigny-le-Bretonneux (2e tour).
*I., 31 493 ; V., 9 714 ; A., 69,15 % ; E., 9 380.*
Roland Nadaus, PS, m. de Guyancourt, 4 744 (50,57 %)... ÉLU
*Michel Laugier, UDF-FD, 4 636 (49,42 %).*

[Roland Nadaus (PS) confirme son bon résultat du premier tour et enlève le canton à la droite. Il obtient près de cinq points de plus qu'en mars 1994, et a bénéficié d'un bon report des voix de gauche. Michel Laugier (UDF-FD), devancé de 108 voix, n'a pu conserver le siège détenu jusqu'au 24 septembre dernier, date de son entrée au Sénat, par Nicolas About (UDF-FD), maire de Montigny-le-Bretonneux, dont M. Laugier est le chef de cabinet.

10 décembre 1995 : I., 31 493 ; V., 8 881 ; A., 71,80 % ; E., 8 682 ; Roland Nadaus, 3 574 *(41,16 %) ; Michel Laugier, 3 032 (34,92 %) ; Roger Gilissen, FN, 714 (8,22 %) ; Georges* Champigny, PCF, 643 (7,40 %) ; Emmanuel Videcoq, Verts, 318 (3,66 %) ; Jean-Guy Sayous, GE, 258 (2,97 %) ; Philippe Fourchon, NE, 143 (1,64 %).

27 mars 1994 : I., 28 879 ; V., 16 072 ; A., 44,34 % ; E., 14 956 ; Nicolas About, c. s., UDF-PSD sout. RPR, 8 104 (54,18 %) ; Roland Nadaus, PS, 6 852 (45,81 %). ]

**DÉPÊCHES**

■ **SOLIDAIRE : François Léotard, invité, dimanche 17 décembre, du « Grand Jury RTL-*Le Monde* »**, a déclaré *qu'il ne voyait pas « pourquoi il faudrait changer à nouveau »* de gouvernement après la crise sociale qui a secoué la France pendant plus de trois semaines. Le président du Parti républicain a rappelé que le plan de réforme de la Sécurité sociale n'était pas, à ses yeux, « *le plan Juppé, mais celui de la majorité* ». Il s'est dit persuadé que l'on ne pourra renoncer à la réforme des régimes spéciaux de retraite et reste opposé à l'inscription dans le préambule de la Constitution de la notion de service public.

■ **REDRESSEMENT : selon le baromètre IFOP-*Journal du dimanche***, réalisé du 7 au 15 décembre auprès d'un échantillon de 1 856 personnes et publié le 17 décembre, la cote de popularité de Jacques Chirac et celle d'Alain Juppé ont légèrement remonté en décembre. 30 % des personnes interrogées se disent satisfaites de M. Chirac (contre 27 % en novembre), mais 63 % restent mécontents (contre 64 % en novembre). De même M. Juppé, au plus bas en novembre avec 26 % de satisfaits et 65 % de mécontents, est légèrement remonté avec 28 % de satisfaits, mais 67 % de mécontents.

■ **RÉSERVES : Alain Madelin, ancien ministre de l'économie**, a émis des réserves sur le sommet social du 21 décembre. Un tel « sommet » « *est peut-être de nature à décrisper les choses et le dialogue avec les syndicats* », a-t-il déclaré, dimanche 17 décembre, au Club de la presse d'Europe 1. Mais, « *je ne vois pas pourquoi on demanderait aux entreprises privées de payer, en quelque sorte, la facture de la crise qui est celle du secteur public* », a ajouté M. Madelin.

■ **DISTRICT : Laurent Fabius, député (PS) de Seine-Maritime** et maire du Grand-Quevilly, a été élu, samedi 16 décembre, président du district de l'agglomération rouennaise. Cette nouvelle structure, qui regroupe trente-trois communes, remplace désormais le syndicat intercommunal à vocations multiples (SIVOM) et disposera de compétences beaucoup plus larges.

# Un contre-projet socialiste sur l'avenir du domaine privé de la Ville de Paris

**LE DÉBAT** sur le domaine privé de la Ville de Paris devait être, pour les socialistes, l'occasion d'une sorte de première : au conseil de Paris, lundi 18 décembre, au lieu de voter contre les propositions du maire comme ils en ont l'habitude, ils devaient proposer un contre-projet : « *Le projet de délibération que vous nous proposez est trop restrictif. Nous pensons qu'il faut aller beaucoup plus loin dans les mesures à mettre en œuvre. En particulier pour mettre fin à d'intolérables situations de privilège, qui, si l'on vous suivait, pourraient perdurer pendant huit ans* », affirme Bertrand Delanoë, sénateur et président du groupe PS. Préalablement, le maire, Jean Tiberi (RPR), devait présenter les propositions de la commission nommée en août. Il devait indiquer son intention de se conformer à ces propositions et donc de diviser le domaine privé en deux parties : l'une sera transformée en logements sociaux, l'autre sera vendue (*Le Monde* du 14 décembre).

Face à ces orientations, les socialistes regrettent que « *seul le domaine privé permanent* [directement géré par la ville] [soit] *pris en compte, alors qu'une partie du domaine privé est également géré par l'OPAC* [organisme de HLM] *ou les SEM* [société d'économie mixte] ». Ils regrettent également « *qu'aucun inventaire exhaustif du domaine privé* [n'ait] *été publié* ». Dans leur projet de contre-délibération, les socialistes réclament notamment « *l'inventaire du domaine privé dans sa totalité* » et une modification des seuils envisagés pour le transfert au domaine social. Ils demandent aussi que les locaux vacants soient utilisés « *au profit du relogement d'urgence ou des activités d'utilité sociale* ».

Comme Georges Sarre (Mouvement des citoyens), les socialistes souhaitent la présence d'élus dans le conseil du patrimoine privé. Ils veulent aussi que le produit financier des ventes d'appartements soit affecté à la construction de logements sociaux. Et les socialistes – histoire d'appuyer là où cela fait mal – émettent le vœu que « *dans un souci de transparence et de moralisation de la vie publique à Paris, chacun des élus du conseil de Paris logé au sein du domaine privé de la Ville* [libère], *avant juin 1996, l'appartement dont il bénéficie actuellement* ». Après avoir débuté la mandature par l'offensive sur l'application de la loi PML (Paris-Marseille-Lyon), les socialistes profitent d'une question très publique pour rappeler à Jean Tiberi qu'il doit compter avec eux.

***Françoise Chirot***



# Courte victoire de la droite dans la législative du Calvados

**LES RÉSULTATS** du second tour de l'élection législative partielle de la quatrième circonscription du Calvados ont dû donner un frisson rétrospectif aux anciens ministres d'Alain Juppé. La réélection de Nicole Ameline (UDF-PR) y est, en effet, rien moins que glorieuse *(lire page 22)*. L'ancien secrétaire d'Etat à la décentralisation était le seul des anciens députés écartés du gouvernement d'Alain Juppé, lors du remaniement du 7 novembre, à avoir pris le risque de retourner devant les électeurs. En raison de la mauvaise passe électorale, que traverse la droite depuis le mois de septembre, les huit autres anciens ministres, qui auraient pu tenter de retrouver leur siège à l'Assemblée nationale, avaient prudemment préféré remettre cette épreuve à d'éventuels jours meilleurs. Le résultat décevant de Mme Ameline les a, sans doute, confortés dans leur choix.

Mme Ameline est loin d'obtenir le résultat que pouvait lui laisser espérer cette circonscription solidement ancrée à droite, qui, s'étendant de Honfleur aux portes de Caen et de Lisieux, en passant par Deauville et Trouville, fut le fief de Michel d'Ornano. En mars 1993, elle y avait été élue avec 76,64 % des suffrages au second tour, face au candidat du Front national.

Au premier tour, dimanche 10 décembre, l'ancien secrétaire d'Etat avait déjà enregistré un léger recul par rapport à 1993, tandis que la candidate socialiste, Marie-Rose Koro, avait progressé de plus de quinze points. Avec 47,95 % des voix, Mme Koro recueille au second tour plus de 3 300 voix de plus que n'en totalisaient, au premier tour, le PS, le PC et le candidat des Verts.

Les 1 118 suffrages exprimés supplémentaires ne suffisent pas à expliquer ce surcroît de voix. Mme Koro a, sans doute, bénéficié d'une partie des voix qui s'étaient portées au premier tour sur le candidat du Front national. Christian Guéret du Manoir, le candidat d'extrême droite, avait d'ailleurs implicitement appelé ses électeurs à voter pour la candidate socialiste au second tour afin de « *faire barrage* » à la candidate de la majorité. Il n'a dû être que partiellement écouté par ses électeurs puisque Mme Ameline obtient plus de voix que le total des trois candidats de la droite parlementaire du premier tour.

**CALVADOS**

(4e circonscription, 2e tour).
*I., 70 329 ; V., 29 319 ; A., 58,31 % ; E., 28 047.*
Nicole Ameline, UDF-PR, 14 598 (52,04 %)... RÉÉLUE
Marie-Rose Koro, PS, 13 449 (47,95 %).

[10 décembre 1995 : I., 70 330 ; V., 27 733 ; A., 60,56 % ; E., 26 929 ; *Nicole Ameline, 10 995* (40,82 %) ; Marie-Rose Koro, 6 944 (25,78 %) ; Christian Guéret du Manoir, FN, 3 630 (13,47 %) ; Pierre Mouraret, PC, 2 325 (8,62 %) ; Françoise Gay, div.d., 1 271 (4,71 %) ; Emeric Blasselle, MPF, 888 (3,29 %) ; François Morin, Verts, 878 (3,26 %).

28 mars 1993 : I., 69 225 ; V., 43 417 ; A., 37,28 % ; E., 36 625 ; Nicole Ameline, s., 28 070 (76,64 %) ; Guy Dupin, FN, 8 555 (23,35 %).

7 mai 1995 : I., 70 614 ; V., 57 563 ; A., *18,46 % ; E., 54 625 ; Chirac*, 31 387 (57,45 %) ; Jospin, 23 238 (42,54 %).]



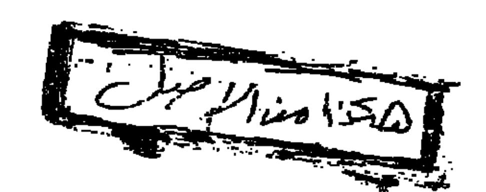
**CORRESPONDANCE**

# Une lettre de Pierre Bourdieu

*A la suite de la publication, dans nos éditions du 16 décembre, d'un article sur les divers appels d'intellectuels suscités par le mouvement social, Pierre Bourdieu, signataire de l'appel de soutien aux grévistes, nous écrit :*

« Je tiens à rectifier ce qui est dit à mon propos dans cet article. Il est écrit que j'aurais « *expurgé le texte* [de l'appel au soutien des grévistes] *de son pathos d'extrême gauche* » et que j'aurais « *rejeté* » *un certain nombre de signatures*, dont celle de Harlem Désir, parce que je ne « *voulais pas voir dépasser de tête politique* ». Absent de Paris pendant toute la semaine, j'ai en effet réécrit certaines formulations d'un texte que j'avais reçu par fax de Catherine Lévy. Je ne suis à aucun moment intervenu ni pour inclure ni pour exclure des signatures ou des signataires. »

**[C'est en effet par erreur que nous avons attribué à Pierre Bourdieu une initiative émanant d'autres signataires.]**





**ÉDUCATION** Les mouvements de grève dans les universités prennent progressivement fin. Les cours ont repris dans la plupart des facultés, à l'exception de l'université Paul Sabatier, à Toulouse. Au terme d'un mois et demi de conflit, les deux principaux syndicats étudiants, l'UNEF et l'UNEF-ID tentent un premier bilan. ● POUR L'UNEF, dont le congrès s'est achevé, dimanche 17 décembre, *« le bras de fer avec François Bayrou s'inscrit dans la durée »*. Cette organisation entend occuper le terrain différemment, et développer des actions pour la défense des *« droits quotidiens »* des étudiants. La proposition de réunification des deux syndicats faite par le président de l'UNEF-ID a été rejetée. ● LES DEUX organisations, cherchent à retrouver une influence auprès d'étudiants rebutés par les querelles d'appareils afin de peser lors des « états généraux » proposés par M. Bayrou.

# Au sortir du conflit, les syndicats étudiants font leurs comptes

## Traditionnellement peu représentatives et déchirées par leurs querelles internes, l'UNEF, dont le congrès s'est achevé le 17 décembre, et l'UNEF-ID se préparent aux « états généraux » proposés par François Bayrou. Et tentent, avant cette négociation, de redéfinir leur rôle

**ALORS** que les grèves prennent fin dans les universités et que le mouvement étudiant cherche de nouvelles formes d'action pour les mois à venir, leurs syndicats commencent à faire le bilan d'un conflit qui a débuté le 9 octobre à Rouen. La question de la nature et du rôle des organisations étudiantes, bien peu représentatives, se pose avec une nouvelle urgence, puisqu'elles entendent jouer un rôle significatif dans les « états généraux » proposés par François Bayrou. Cette question s'est trouvée au centre des débats du congrès de l'UNEF (8 000 à 10 000 militants revendiqués), qui s'est déroulé du 14 au 17 décembre à Montpellier.

Deux conceptions se sont affrontées durant ce congrès, donnant lieu à de vifs débats entre une minorité, qui affirme que faire du syndicalisme étudiant, c'est *« défendre les capacités du système éducatif à une certaine transformation sociale »*, tandis que la majorité des adhérents en tient pour un syndicalisme de lutte pour les droits au quotidien des étudiants. Il aura fallu trois votes successifs avant que soit rejeté l'amendement prônant un syndicalisme étudiant *« moyen de transformation sociale »*.

Pour autant, un grand pas a été franchi depuis le dernier congrès de l'UNEF, tenu à Bobigny en 1993. Alors que les « oppositionnels » avaient refusé de siéger au bureau national parce qu'ils estimaient qu'on ne leur laissait qu'un strapontin, ils ont obtenu lors de ce congrès 6 sièges sur 31. Le pari de l'ouverture a été gagné, même si l'UNEF rejette toujours avec horreur l'idée d'une organisation en tendances. Pour Marie-Pierre Vieu, réélue confortablement présidente (260 voix sur 284 suffrages exprimés), qui a mis tout son poids dans cette bataille de l'ouverture, *« beaucoup de questions ont été posées lors de ce congrès. C'est la première fois que l'on parle autant du projet de résolution »*.

**La prochaine mobilisation, le 16 janvier 1996, est la date anniversaire de la grande manifestation laïque**

Toutefois, l'idée d'une unification de l'UNEF et de l'UNEF-ID, comme l'a proposé le 15 décembre le président de l'UNEF-ID, Pouria Amirshahi, a été rejetée dans le texte final. *« Peut-être qu'à terme, il faudrait une réunification syndicale, mais il serait réducteur d'en faire la seule perspective de ce congrès »*, a lancé l'un des participants. *« Notre véritable ennemi, c'est la politique universitaire qui nous déplaît »* a ajouté un délégué parisien, tandis que Marie-Pierre Vieu s'efforçait de rencentrer le débat lorsque les attaques se faisaient trop vives contre l'UNEF-ID. *« On est en train de parler de deux millions d'étudiants ! »* s'est-elle exclamée, ajoutant : *« Bayrou n'a pas cédé sur le fond. Le bras de fer s'inscrit dans la durée. On n'a jamais été autant sur la corde raide, rien n'est gagné. »* Une ovation particulière a été faite au représentant de Nice, lorsque celui-ci a lancé qu'une réunification ne pouvait en aucun cas *« se faire au niveau des appareils. Ce serait bien trop en décalage avec le mouvement »*.

Concrètement, un des axes d'action de l'UNEF pourrait se traduire, selon Marie-Pierre Vieu, par l'axiome suivant : *« occuper le terrain que les corpos occupent »*. Cela signifie par exemple, favoriser l'élaboration de cahiers de doléances par UFR – un grand nombre ont déjà été rédigés pendant le mouvement –, faire voter par le conseil d'administration des journées pour *« débattre et agir »*. C'est aussi multiplier les gestes d (ouverture au-delà du syndicalisme étudiant. Ainsi, la visite du président de la Fédération de conseils de parents d'élèves (FCPE), abrégée pour des raisons de transport, a-t-elle été très appréciée. La prochaine date de mobilisation, le 16 janvier 1996, n'a pas non plus été laissée au hasard : c'est la date anniversaire de la grande manifestation laïque, dont la conséquence indirecte fut le vote d'une loi de programmation pour l'école.

Pour l'UNEF-ID, qui revendique 10 000 adhérents, la proposition de réunification de la maison UNEF n'est-elle qu'une façon de sortir par le haut d'un mouvement qui lui a en partie échappé ? Depuis le changement de direction intervenu lors du congrès de décembre 1994, l'UNEF-ID cherche à retrouver les bases d'un syndicalisme étudiant *« de contestation et de proposition »* détaché de ses liens avec les courants du parti socialiste. La stratégie adoptée durant le conflit de cet automne prouve que cette *« rupture »* et cette volonté d'indépendance ne sont pas encore totalement entrées dans les faits.

En cherchant à conclure un accord avec la conférence des présidents d'université sur le chiffrage des besoins des universités, en qualifiant de *« premier pas positif »* les mesures du plan d'urgence de François Bayrou, les dirigeants de l'UNEF-ID se sont forgés une image de *« type CFDT »* qui n'a pas été forcément été comprise, notamment dans les universités les plus mobilisées. *« Pour la majorité des étudiants, cette attitude était plus efficace que de céder à la tentation d'une coordination radicalisée »*, considère Pouria Amirshahi, dont l'un des principaux soucis reste de maintenir la cohésion d'une majorité hétéroclite.

En premier lieu, le président de l'UNEF-ID a dû s'affranchir des pressions exercées par *« les amis de Julien Dray »* qui, ces derniers jours encore, n'ont jamais cessé de peser sur les décisions du syndicat. Il lui a fallu également se prémunir de la tentation d'une aile minoritaire mais plus radicale – celle de la Ligue communiste révolutionnaire –, beaucoup plus à l'aise dans un mouvement marqué par *« le renouveau du gauchisme »*. Sur sa *« droite »*, la minorité composée *« des amis de Philippe Campinchi »*, réunis dans le courant de la *« confédération de la jeunesse scolarisée »* a multiplié les initiatives pour tenter de fédérer les *« indépendants et les inorganisés »*.

Ce fractionnement interne de l'UNEF-ID n'est pas sans conséquence sur la structuration d'une force syndicale capable de peser sur les futurs états généraux sur l'enseignement supérieur annoncés par François Bayrou pour le mois de janvier. A cet égard, les élections qui ont lieu actuellement dans certaines universités et se dérouleront en mars dans les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, seront un test déterminant auprès d'étudiants déjà méfiants à l'égard des étiquettes syndicales et rebutés par les querelles d'appareils.

*Michel Delberghe et Béatrice Gurrey*

### *M. Pasqua au secours du pôle Léonard-de-Vinci*

**Charles Pasqua, président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine, a évoqué, vendredi 15 décembre, en séance publique de l'assemblée départementale, la possible coopération entre le pôle Léonard-de-Vinci, appelé « fac Pasqua », et plusieurs universités parisiennes pour la mise en œuvre d'un pôle spécialisé dans les langues étrangères. M. Pasqua, qui avait expliqué, dimanche 10 décembre, qu'il négociait avec François Bayrou la mise à disposition de certains équipements du pôle pour l'Université publique, a rejeté toute intégration de Léonard-de-Vinci dans le service public, comme le réclame l'opposition socialiste et communiste.**

**« *Vous vous mettez le doigt dans l'œil si vous vous figurez que je vais accepter de remettre les locaux du pôle à l'Université publique et réduire à néant quatre années de travail* », a déclaré M. Pasqua, qui entend préserver le pôle Léonard-de-Vinci et l'enseignement qui y est dispensé. « *Cela risque de marcher et c'est ça qui vous énerve* », a-t-il répondu à son opposition qui protestait contre le vote par l'assemblée départementale d'une subvention de fonctionnement de 60 millions de francs.**

## Les résultats définitifs des élections dans la police

**LA FÉDÉRATION AUTONOME DES SYNDICATS DE POLICE (FASP)** a obtenu 42,43 % des voix aux élections professionnelles dans le corps de maîtrise et application – gardiens de la paix, gradés et enquêteurs –, selon les résultats nationaux définitifs du ministère de l'intérieur (*Le Monde* daté 17-18 décembre). Avec 23,4 %, le syndicat Alliance arrive en deuxième position, loin devant la liste Catégoriel police (8,9 %) et les listes de l'extrême droite policière (7,5 % pour le Front national de la police-FNP ; 5,8 % pour la FPIP).

« *Il y a danger que progressent dans la police les suffrages de deux syndicats d'extrême droite, dont l'un est directement lié au Front national* », a commenté Lionel Jospin, dimanche 17 décembre, ajoutant n'avoir « *pas compris comment le ministre de l'intérieur avait pu accepter qu'une liste soit présente sous l'intitulé Front national* ». Déposée en novembre avec des statuts syndicaux que le ministère de l'intérieur avait estimés juridiquement incontestables, la liste FNP n'avait pas caché ses liens avec le parti de Jean-Marie Le Pen.

### DÉPÊCHES

■ **INONDATIONS : de fortes pluies se sont abattues** sur les régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, samedi 16 et dimanche 17 décembre. Deux cents personnes ont été évacuées, notamment à Béziers (Hérault), au sud de Perpignan et dans la zone de Castres-Mazamet, où soixante pensionnaires d'une maison de retraite ont dû être évacués. Dimanche, la décrue s'amorçait dans le Languedoc-Roussillon tandis qu'en Midi-Pyrénées, le Tarn poursuivait sa progression et restait sous surveillance. – *(Corresp.)*

■ **AFFAIRE URBA : le procès de l'affaire Urba-Sagès-BLÉ** s'est achevé, vendredi 15 décembre, devant la cour d'appel de Rennes au terme de cinq journées de débats. Les trois avocats d'Henri Emmanuelli avaient plaidé la relaxe de leur client. La cour rendra son arrêt le 13 mars.

■ **IMMIGRATION : un Marocain, père d'une fillette vivant en France,** a été reconduit à la frontière, jeudi 14 décembre. Abdelkader Bentayeb, âgé de vingt-neuf ans, avait été interpellé alors que, selon lui, il tentait de voir sa fille hospitalisée à Troyes (Aube). Il n'avait obtenu qu'un visa de cinq jours et n'avait pas quitté le territoire ensuite. Le MRAP réclame son retour « *à titre humanitaire* », estimant que le droit de vivre en famille « *a été bafoué* ».

■ **CONDAMNATION : le tribunal correctionnel d'Annecy** a condamné, vendredi 15 décembre, à trois mois de prison avec sursis et 5 000 francs de dommages et intérêts les sept membres d'un commando antiavortement qui avaient occupé, le 27 juin, le centre d'orthogénie de l'hôpital. Le procureur avait requis dix mois de prison avec sursis et 10 000 à 12 000 francs d'amende.

# Les étranges passions du patron du Sivom de La Baule devant la cour d'assises de Nantes

## Seul maître à bord du syndicat intercommunal, Roger Potot avait détourné 20 millions de francs

**L'ancien secrétaire général du Syndicat intercommunal à vocations multiples (Sivom) de La Baule répond, devant la cour d'assises de Nantes, de soixante-dix-huit faux en écritures publiques et de 19,4 millions de francs détournés grâce à la confiance de son président Olivier Guichard. En toile de fond de cette étrange affaire où se mêlent haines et passions, le procès d'une décentralisation et d'une intercommunalité mal maîtrisées.**

NANTES
*de notre correspondant*

« *Il était à la fois le législatif, l'exécutif, l'administratif et l'expert* », a résumé, samedi 16 décembre, devant les jurés de la cour d'assises de Nantes, Mᵉ Jean Danet, avocat de l'ancien Syndicat intercommunal à vocations multiples (Sivom) de La Baule pour caractériser Roger Potot, qui l'a dirigé et incarné pendant vingt ans. Le seul à voir son président, Olivier Guichard, le week-end à la mairie de La Baule, pour lui faire signer des courriers et délibérations que ce dernier avouera n'avoir pas tous lus, le seul à régner en maître sur ce syndicat intercommunal « à la carte » brassant un budget de 300 millions de francs.

Créé en 1966 par cinq communes pour gérer l'eau potable et la repurgation, le Sivom de La Baule n'avait pas changé son mode de fonctionnement malgré son élargissement à quinze communes et des compétences étendues, allant de la protection des marais salants au tourisme. Malgré aussi la décentralisation qui fit de l'élu local l'ordonnateur des dépenses, reléguant le contrôle de l'Etat *a posteriori*.

Le Sivom de La Baule reposait sur une clé de voûte : la confiance totale de son président, Olivier Guichard, ancien ministre, maire RPR de la Baule et président du conseil régional des Pays de la Loire, qui avait accordé à Roger Potot sa délégation de signature. Par malchance pour lui, l'admiration sans borne que Roger Potot lui vouait s'était muée en haine secrète au fil des années.

### MARCHÉS FICTIFS

Pris d'une passion d'un tout autre genre pour Freddy Safer, interdit de gestion et gérant de fait d'une entreprise locale de peinture employant vingt-cinq personnes, la Promaint, Roger Potot s'était mis en tête de sauver cette entreprise exsangue financièrement en créant des marchés fictifs, n'hésitant pas à bricoler des fausses délibérations et à faire des fausses signatures. La Promaint bénéficia ainsi de 19,4 millions de francs en trois ans. Roger Potot ne déléguait rien. Il gérait seul les 300 millions de francs de budget, à la stupeur de l'audit de KPMG commandité par Olivier Guichard après la découverte des faits qui allaient l'amener à porter plainte.

Robert Pannafieu, le trésorier-payeur général de La Baule, qui finit par découvrir le pot aux roses en 1993, a bien résumé l'affaire : « *Je n'étais pas chargé de juger l'opportunité mais d'exécuter les dépenses ordonnées par les élus, vérification des pièces justificatives faite* ».

*Mais comme « citoyen »*, le fonctionnaire d'Etat, impuissant, s'offusquait des sommes englouties en vain dans l'aquaculture par le Sivom, des contrats confiés à un bureau d'études dont le dirigeant était le même que la société appelée à réaliser les travaux et de « *la machine à dépenser qu'était devenu le Sivom, où chaque commune venait pour en retirer plus qu'elle n'y mettait* », obligeant son directeur à des acrobaties financières elles aussi de plus en plus douteuses : recettes surévaluées, dépenses minorées, déficits non reportés et endettement exponentiel, jusqu'à devoir emprunter 15 millions de francs à une banque hollandaise en juillet 1993 faute de trouver des crédits dans les circuits habituels. Impuissant mais pas dupe, Robert Pannafieu avait ainsi mis sur la base de données de son micro-ordinateur neuf ans de marchés publics passés sur la presqu'île guérandaise et constaté les troublantes chasses gardées d'entreprises sur certains territoires.

« *On ne dérange pas un homme d'Etat pour des broutilles* » : Il aura fallu trois ans de « *montages croisés* » pour que le sous-préfet de Saint-Nazaire réagisse, chacun jugeant à son niveau les signaux insuffisants pour déclencher l'alerte.

### SANS REPÈRES

Le créateur de Promaint a bien vécu quand l'entreprise coulait. Il s'accordait 674 000 francs de rémunération en 1990 et plus de 300 000 francs sur six mois en 1991, versait 1,4 million de francs d'honoraires à un conseil financier « *travaillant à 1 000 francs de l'heure* » pour faire patienter les créanciers et obtenir l'ouverture de comptes de dépôt au CCP puis au Crédit du Nord pour cette entreprise dont aucune banque nazairienne ne voulait plus (elle fut déclarée en état de cessation virtuelle de paiement fin 1990, laissant un passif de 20 millions de francs lors de sa liquidation).

Roger Potot ou Freddy Safer ne se sont pas enrichis personnellement, pas plus qu'ils n'ont financé des partis politiques. Mais leur train de vie témoigne d'une perte complète de repères. Appelé à témoigner, un inspecteur de la police judiciaire de Nantes a qualifié cette affaire de banalité « *baulo-nazairienne* », tant il semblait en avoir vu d'autres...

***Adrien Favreau***



## Des personnalités musulmanes créent un Haut Conseil de l'islam de France

**UN HAUT CONSEIL** de l'islam de France a vu le jour, samedi 16 décembre à Paris, à l'issue d'une assemblée constitutive de cent vingt délégués, représentant quatre cent quatre-vingt-trois associations de toutes origines (française, maghrébine, turque, comorienne, africaine, kurde, notamment). Cette initiative est le fruit d'une rupture au sein du conseil représentatif fondé en 1993 par Dalil Boubakeur, recteur de la mosquée de Paris, mis en cause pour insuffisance de vie démocratique (*Le Monde* daté 26-27 novembre).

Dans le bureau exécutif provisoire composé de trente-trois membres, on trouve en particulier les noms de Khadidja Kali, présidente de l'Union des femmes musulmanes, Abderrahmane Dahmane, de Radio-France-Maghreb, Embarek Kari, conseiller régional RPR, Khalil Merroun, créateur de la mosquée d'Evry, Ahmed Baba Miske, ancien ambassadeur de Mauritanie en France, Rachid Kaci, président de *Démocratia*, Mohamed Mebtoul, réalisateur de *Connaître l'islam*, Hassan Ben Ghabrit, Didier Ali-Bourg, un converti, etc. Sur ces personnalités, vingt-six sont de nationalité française, mais dix-sept nationalités d'origine sont représentées.

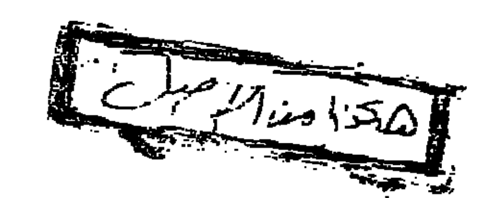
### N'EXCLURE PERSONNE

Dans une communauté divisée par des querelles de clans, de nationalités et de sensibilités, le Haut Conseil s'est fixé comme objectif de n'exclure personne. Le mandat du bureau exécutif provisoire et de sa commission de « *médiation* » est de dialoguer avec la mosquée de Paris (douze membres du bureau exécutif sont aussi membres du conseil représentatif de M. Boubakeur) et avec toutes les associations musulmanes. Des commissions chargées de l'intégration, de la communication, des jeunes de banlieue et du culte vont se réunir. L'une d'elles examinera en particulier la question de la viande *halal*, qui a servi de détonateur à la crise autour de la mosquée de Paris.

Au printemps, des Etats généraux de l'islam de France doivent se réunir afin d'amorcer un processus électoral qui permettrait à la communauté musulmane de désigner ses représentants, futurs interlocuteurs des pouvoirs publics. Ainsi, après la création en 1990, à l'initiative de Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur, du Conseil de réflexion pour l'avenir de l'islam (Corif), aujourd'hui hors course, et les efforts de regroupement autour de la mosquée de Paris favorisés par les gouvernements de droite (notamment Charles Pasqua), le Haut Conseil est la troisième tentative de constitution d'une représentation d'un islam national. Avec quelles chances de succès ? Après avoir joué la carte Boubakeur, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, a reçu par deux fois les initiateurs du Haut Conseil et leur a donné comme consigne de montrer leur capacité à rassembler. Mais ce ne sera pas une mince affaire.

Dès jeudi 14 décembre, le recteur de la mosquée de Paris organisait la contre-offensive, dans un communiqué déplorant les « *querelles byzantines* », mettant en garde contre « *les considérations mesquines contraires aux intérêts des musulmans* » et renouvelant sa confiance dans le Conseil représentatif dont il se prétend toujours le président, alors qu'une direction collégiale a été désignée le 24 novembre.

Quant aux autres puissantes fédérations comme l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) ou la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF) – qui enregistre la défection de la mosquée d'Evry –, elles ont décidé de garder leurs distances. Le Haut Conseil n'est pas au bout de ses peines.







ENQUÊTE

# Maurice Papon la vie masquée

**De Pétain à de Gaulle, l'ancien responsable du Bureau des questions juives à Bordeaux pendant l'Occupation a mené une carrière exceptionnelle servie par une ambition dévorante et un art consommé du maquillage. Jusqu'au moment où...**

UNE longue partie de cache-cache judiciaire vient provisoirement de prendre fin. Maurice Papon, quatre-vingt-cinq ans, sait désormais à quoi s'en tenir. *Le parquet général* de Bordeaux verrait bien répondre cet ancien préfet du *général* de Gaulle de complicité de crimes contre l'humanité devant une cour d'assises. La nouvelle est tombée sur les téléscripteurs la semaine dernière, entre deux dépêches sur le mouvement social. Ce n'est certes qu'une étape dans un gymkhana judiciaire commencé en 1983, mais décisive.

Une étape qui invite à revenir sur le parcours d'un ambitieux, successivement conseiller dans des cabinets ministériels, membre éminent du corps préfectoral et finalement ministre du budget. L'exemple d'une carrière exceptionnelle jusqu'à la publication en 1981, par *Le Canard enchaîné*, de révélations montrant que ce fonctionnaire d'autorité avait été, dans les années 40, dévoué au régime de Vichy au point d'avoir organisé le transfert de juifs de la région de Bordeaux vers le camp de transit de Drancy, dans la région parisienne. C'est peu dire que son *image se brouille alors singulièrement.* Son destin, jusque-là dessiné d'un trait rectiligne, laisse entrevoir plusieurs vies...

*L'une des plus secrètes demeure* à l'évidence celle des années d'Occupation. *Comment* Maurice Papon réussit-il durant des décennies *à gommer son rôle ? Voilà qui* constitue encore une énigme, *d'autant qu'il n'a jamais dissimulé* complètement ses états de service pour *le compte de Vichy :* sa notice dans le *Who's who* a longtemps signalé aux curieux qu'il resta en poste de 1940 à 1944. Il s'avouait alors très benoîtement secrétaire général de la préfecture de la Gironde à partir de juin 1942. Mais sa transparence s'arrêtait là, sans un mot pour ses attributions réelles qui incluaient la responsabilité du Bureau des questions juives.

Peut-être eut-il des états d'âme, mais il finit par accepter les arrestations d'enfants et par faire le tri entre les *« juifs intéressants »* (grands médaillés de la guerre de 14-18, notables, etc.) et les autres. Probablement l'Occupation blessa-t-elle son patriotisme, mais il n'hésita pas à décerner des félicitations aux forces de police pour le succès de leurs rafles... Et il envoya par paquets des familles entières vers un destin tragique. Ainsi expédia-t-il par convoi ferroviaire mille six cent quatre-vingt-dix juifs, dont plus de deux cents enfants, vers Drancy, cette antichambre d'Auschwitz.

Ses interrogatoires, au cours de la longue instruction conduite à Bordeaux, font apparaître un *fonctionnaire avant tout soucieux* d'exécuter les ordres, garant d'une *routine administrative efficace* dans la chasse aux ennemis de Vichy. *Pour sa défense*, il avance essentiellement trois types d'arguments. Tout d'abord, il met en avant les *« injonctions allemandes »* et la *« fébrilité dramatique »* des journées d'Occupation

## Il arrive que le temps use les plus fermes soutiens, les connivences de hasard et les complicités objectives

à Bordeaux, déclarée zone interdite par le III[e] Reich. *« Nous n'acceptions rien et nous subissions tout »*, résume-t-il dans une trop belle formule visant à l'exonérer.

Ensuite, l'ancien secrétaire général *insiste sur la « protection »* que la préfecture et lui-même accordèrent à *certaines familles* juives. A plusieurs reprises, il *évoque dans* le bureau du magistrat instructeur le sort du grand rabbin de Bordeaux : *« Je rappelle à ce sujet que les informations* [...] *quant aux menaces dont ferait l'objet le grand rabbin de la part des Allemands* [ont] *abouti à sa mise en sûreté par les soins de M. Sabatier et moi-même à l'archevêché, où Mgr Feltin l'a hébergé jusqu'à la fin de la guerre. »*

Enfin, Maurice Papon invoque l'obéissance au... général de Gaulle. *« Il y avait sans doute la solution de partir*, admet-il. *J'en ai jugé autrement car, par caractère, je n'avais pas le goût de déserter ; par idéologie, je restais fidèle aux instructions données de Londres aux fonctionnaires et aux magistrats en fonction »* [de rester à leurs postes].

Cette résistance revendiquée – et attestée, notamment durant les derniers mois de l'Occupation – suffit-elle à compenser sa collaboration ? Maurice Papon mentionne à plusieurs reprises la fourniture de faux papiers à des clandestins, l'alerte donnée à des maquis avant des ratissages allemands, l'aide et l'hébergement accordés à Roger Bloch, un résistant *juif du réseau Kléber. Mais il doit* aussi reconnaître entre les lignes, *devant le juge*, avoir été conduit à céder, dans le même temps, toujours plus aux demandes allemandes.

Ses services dressent des listes. Dans la masse des documents saisis, on découvre l'étendue de la traque méthodique des juifs. Maurice Papon constate lui-même que bien des équivoques se dissipent fin août 1942 : *« Ce n'est qu'au retour de la mission Garat* [son subordonné] *au camp de Drancy que les doutes se sont levés et que la vérité de la déportation hors de France s'est faite jour. »* Mais en permettant à quelques notables juifs d'échapper aux rafles, en fournissant des indications à la Résistance à partir de 1943, il assure ses arrières avec un savoir-faire incontestable.

Le voilà simultanément collaborateur et résistant de fortune. Deux semaines avant le débarquement des Alliés sur les côtes normandes, en juin 1944, il renonce opportunément à la direction du Bureau des questions juives. Cette *maestria* dans l'esquive, ce flair hors norme le dégage à temps de toute accusation. Pivot de la préfecture, il réussit le tour de force de se fondre dans le cortège de l'armée des ombres. Il se retrouve promu à la Libération aux côtés du commissaire de la République... Qui dit mieux ?

La France est à reconstruire. Le voilà « reconstructeur ». Elle a besoin d'hommes compétents. Il incarne la compétence. *« Je n'ai pas travaillé dans la Résistance pour perpétuer les privilèges et prolonger les erreurs de 1939 »*, *déclare-t-il* hautement à la presse dès 1944. C'est à peine si certains rescapés des années noires ont la force de protester. La liesse populaire le consacre héros. Dans les premiers jours de l'euphorie, celui qui fut l'un des responsables locaux du régime de Vichy aurait même été acclamé dans les rues, sur l'air des lampions, *« Papon ! Papon ! »*

Le tour de passe-passe a réussi. Comme si une vie pouvait être lavée, blanchie, sans un mot d'excuse, sans remords. L'étrange protection dont il bénéficie alors trouve en partie son explication dans ses vies antérieures. Car il bénéficie paradoxalement d'une image de gauche. Fils d'un ancien notaire fondateur des Verreries mécaniques champenoises, il s'est

## Sa notice dans le « Who's who » a longtemps signalé aux curieux qu'il resta en poste de 1940 à 1944

lancé très tôt dans la vie publique. Il a vingt ans lorsqu'il est nommé chargé de mission au ministère de l'air. Jusqu'en 1939, il rebondit de poste en poste, au ministère des affaires étrangères, où il s'occupe des affaires musulmanes, et au sous-secrétariat d'Etat à la présidence du Conseil. Non seulement il se place dans le sillage d'un ami de son père, François de Tessan, député radical-socialiste, mais il affiche des convictions progressistes. Alors que le parti de l'ordre s'émeut de l'arrivée du Front populaire au pouvoir, il s'engage dans le parti du mouvement, milite à la Ligue d'action républicaine et socialiste.

CE socialisme tempéré deviendra un capital inestimable sous divers gouvernements de la IV[e] République. Et singulièrement à l'heure de la « guerre sans nom » en Algérie, cette période où les familles déplacées s'entassent dans des camps-mouroirs, où aux attentats des uns répondent les crimes des autres. Nommé préfet de Constantine, il peut se permettre de dénoncer en 1956 *« les supplications larmoyantes et les examens de mauvaise conscience que pratiquent les charlatans de la négociation à tout prix »*. Ce discours d'autorité est estampillé « republicain », « patriote ».

Il a plein pouvoir sur les forces de l'ordre. L'opacité bénéficie à une politique de « pacification » dont il est l'un des agents. *« Sous son autorité*, écrit l'historien Jean-Luc Einaudi, *les exécutions sommaires et l'usage de la torture sont pratiquées par des militaires et des policiers. La torture devient un moyen habituel, normal, pour obtenir des renseignements. »* Mais le grand public l'ignore et la grande presse aussi. Les gouvernements qui se succèdent le couvrent. Son sang-froid et son sens de l'organisation plaisent. En somme, son goût de l'ordre n'effarouche personne, tandis que son passé des années 30 rassure.

En 1958, le voilà appelé à la tête de la préfecture de police de Paris. Une guerre sans merci déchire pour le coup la France et l'Algérie. Maurice Papon, qui s'est autopromu *« soldat »*, couvre des crimes sans que, une fois encore, son action apparaisse pleinement sur le champ. C'est *lui* qui maintient l'ordre dans Paris à l'heure où le FLN *clandestin collecte une* large part de son financement auprès de *la communauté algérienne* installée dans la région parisienne. On *le sait discipliné, on le croit* républicain, on l'estime avisé et tolérant. Dans la nuit du 17 octobre 1961, il se trouve aux commandes de la préfecture lorsque la répression fait plus de deux cents morts parmi la population algérienne à l'issue d'une manifestation interdite. Des dizaines de corps seront repêchés dans la Seine.

Ce n'est que récemment que les faits ont été établis par des chercheurs, notamment Jean-Luc Einaudi (*La Bataille de Paris, 17 octobre 1961*, Seuil). A l'époque, un voile dissimule cette tuerie, même si, du 17 au 28 octobre, les témoignages affluent qui démontrent la sauvagerie des « ratonnades ». Dans *L'Express*, l'écrivain-journaliste Jean Cau évoque les *« rafles, coups, tortures, disparitions, assassinats »*. Avec une lucidité et un courage rares à l'époque, Claude Bourdet, membre du conseil municipal de Paris, demande des explications : *« Est-il vrai que, dans la cour d'isolement de la Cité, une cinquantaine de manifestants, arrêtés apparemment dans les alentours du boulevard Saint-Michel, sont morts ? Et que sont devenus leurs corps ? C'est vrai ou ce n'est pas vrai ? »* Présent, Maurice Papon nie les assassinats et défend la police, à l'époque victime de nombreux attentats (*« On distille goutte à goutte le poison qui désagrège »*).

IL surmonte aussi sans encombre l'énorme scandale de l'enlèvement, en plein Paris, de Mehdi Ben Barka, dirigeant de l'opposition marocaine, et de son assassinat. Devant la cour d'assises de la Seine, en 1966, il témoigne en revendiquant la responsabilité de l'enquête et en se désolidarisant des policiers dévoyés qui ont participé à l'arrestation de Ben Barka. *« Il est trop facile aujourd'hui*, lance-t-il à la cantonade, *de réintroduire une sorte d'esprit de logique dans des événements qui sont survenus, il faut bien le dire, d'une façon incohérente. »*

Tel est le roman sombre de sa vie. Tout autant que son talent d'administrateur, Maurice Papon démontre, tout au long de sa carrière, sa capacité à jouer les passe-muraille. Il change de camp avec constance, glisse de l'un à l'autre discrètement. Socialiste avant-guerre, maréchaliste durant l'Occupation, gaulliste à la Libération, multicarte durant la traversée du désert, supporter de la V[e] République, il tient du caméléon.

A sa manière, son parcours judiciaire confirme cette aisance. N'a-t-il pas traversé une instruction de douze années drapé dans le manteau du monsieur qui ne comprend pas ce qu'on lui reproche ? Un exercice de haut vol, commencé dès 1981 et poursuivi avec assurance à partir de 1983, quand un juge d'instruction l'a inculpé de complicité de crimes contre l'humanité. Prompt à poursuivre devant les tribunaux pour diffamation, il n'hésite pas à se présenter comme un double du capitaine Dreyfus...

Il écrit aussi ses mémoires. Un gros volume qui le pose en prosateur noble, en patricien de la fonction publique. Il cite Chateaubriand en exergue : *« Nous tous, qui vécûmes dans les troubles et les agitations, nous n'échapperons pas au regard de l'Histoire. »* Certes. En attendant, pour éviter celui de la *justice, il écrit, au début des années 90*, au président François Mitterrand pour exiger un non-lieu. *« Si ce courage manque*, lance-t-il, *je réclame le droit d'être jugé par une cour d'assises, devant et par le peuple français, et de confondre devant lui à la fois ceux qui ont vraiment adhéré à l'idéologie du régime de Vichy et ceux qui, à travers moi, veulent salir l'Etat et la nation. »* Pour être voilée, la menace n'en est pas moins présente. Maurice Papon fait savoir qu'il possède des munitions sur Vichy.

A défaut d'émouvoir ou de convaincre, il parvient ainsi à reculer les échéances, à bénéficier de lenteurs judiciaires savamment dosées. L'institution semble hésiter devant ce dossier ! Comme si *une solidarité secrète tissait un filet de protection autour de ce notable de la République. « Cela ne dépend ni de la droite ni de la gauche*, commente M[e] Serge Klarsfeld. *C'est une réaction sociologique. »*

Mais il arrive que le temps use les plus fermes soutiens, les connivences de hasard et les complicités objectives. Maurice Papon en est là. Le parquet général de Bordeaux le voit bien devant une cour d'assises. Il reste à la chambre d'accusation, début 1996, à se prononcer.

**_Laurent Greilsamer_**

Dominique Perben, ministre de la fonction publique

# La crise sociale met en question la légitimité de l'Etat

## Pour ce proche collaborateur d'Alain Juppé, la dénonciation actuelle des élites exprime une contestation du pouvoir en tant que tel, rendant difficile toute entreprise de réforme dans un pays où, justement, l'Etat « a pétri la société et assuré une partie de ses succès »

**DANS LE CADRE** du « Rendez-vous des politiques », émission mensuelle de France-Culture organisée en association avec *Le Monde*, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, s'explique sur sa conception de l'Etat et du service public, qui se sont trouvés au cœur de la crise sociale. Il répond également aux questions du *Monde* et à celles de deux historiens, Alain-Gérard Slama et Michel Winock. Nous publions les principaux extraits de cet entretien, diffusé dimanche 17 décembre sur France-Culture.

**« La crise sociale que traverse la France fait apparaître une demande d'Etat en même temps qu'une méfiance à l'égard d'un Etat peuplé de technocrates insensibles, révélant un Etat à la fois « trop aimé » et « mal aimé ». Comment analysez-vous cette ambivalence ?**

**– Dominique Perben.** Pourquoi un besoin d'Etat ? Parce que les Français ont peur. Une peur diffuse, qui s'explique avant tout par le chômage. Car qui dit chômage dit incertitude, difficulté de faire des projets, angoisse. On cherche donc auprès de l'Etat une protection. Mais, en même temps, se pose le problème de la légitimité de cet Etat. L'Etat en France avait trouvé une sorte d'équilibre sous la IIIe République. Aujourd'hui, le monde a changé, nous vivons dans une économie ouverte, nous assistons à des mouvements de population considérables, la relation entre le citoyen et le pouvoir n'est plus ce qu'elle était. On aime le pouvoir et on le déteste en même temps.

» La question est donc de savoir comment on peut rendre des arbitrages dans une société moderne et si l'Etat possède la légitimité pour le faire. C'est la question qu'a soulevée la crise sociale. Les décisions annoncées par le premier ministre ont été approuvées par une majorité parlementaire, elles s'inscrivent dans le cadre d'une politique définie par un président de la République élu il y a à peine six mois : juridiquement, elles sont donc parfaitement légitimes. Il s'agit de savoir si la société d'aujourd'hui accepte l'arbitrage de l'Etat.

**– Jacques Chirac n'a-t-il pas contribué à délégitimer l'Etat en mettant en accusation, au cours de sa campagne, les technocrates qui le servent ?**

– D. P. Ce que Jacques Chirac a voulu dire, et que j'approuve, est que les hommes politiques, c'est-à-dire les élus, doivent assumer les responsabilités qui leur sont confiées. Peu importe leur origine. Qu'ils aient été agriculteurs, sous-préfets, chefs d'entreprise ou avocats, ce qui compte, c'est qu'une fois élus ils restent proches du terrain. Je suis maire de Chalon-sur-Saône depuis douze ans, je sais ce que c'est que de m'occuper du ramassage des ordures ménagères ou du fonctionnement d'une maison de retraite, on ne va pas m'expliquer d'un bureau parisien ce qu'est le contact avec la base.

**– Alain-Gérard Slama.** Ne sommes-nous pas en train de traverser une crise de régime liée au fait que la VIe République ne fonctionne pas comme elle le devrait, notamment en raison du caractère démagogique de la dernière campagne présidentielle ? Le respect du principe de responsabilité suppose que pendant les quelques mois qui suivent l'élection on essaie au moins de mettre en œuvre la politique pour laquelle on a été élu...

– D. P. Vous oubliez la notion de calendrier, qu'il ne faut pas perdre de vue, quelle que soit l'accélération de la vie médiatique. Les orientations présentées aux Français par Jacques Chirac sont celles d'un septennat. Il y a forcément décalage entre une vision à long terme et une action sur six mois, beaucoup plus valorisée par les médias. C'est le problème des effets d'annonce, qu'on a constatés aussi à propos de la Sécurité sociale : à partir du moment où un responsable politique présente une orientation, il provoque une attente immédiate. On croit que ce qu'il a annoncé va se concrétiser le lendemain. Cela génère des frustrations.

**– Michel Winock.** Ce que vous dites ne fait qu'illustrer l'écart qui existe entre l'Etat et la société ou, plus généralement, entre la société politique et la société civile. On a l'impression qu'en France on n'est jamais parvenu à combler cet écart, sauf à quelques rares moments où la société a paru se reconnaître dans son gouvernement ou son chef d'Etat. Comment expliquez-vous cette impossibilité ?

– D. P. Par le fait qu'on attend beaucoup de l'Etat en France et que plus on attend de lui, plus on est déçu. Dans les grandes démocraties occidentales, en particulier anglo-saxonnes, on considère l'Etat comme un mal nécessaire. On cherche donc d'autres intermédiations, par des systèmes de type fédéral ou par le développement de la vie associative pour des missions de service public. Cette spécificité française tient à la façon dont notre société s'est construite autour du système monarchique. L'Etat a pétri la société française et assuré une partie de ses succès, en particulier dans le domaine de la haute technologie. Je suis convaincu qu'il faut que l'Etat se réforme, mais qu'il faut aussi être attentif à ce qu'il a apporté et doit continuer à apporter.

**– Pourquoi faire inscrire dans la Constitution, comme le propose Alain Juppé, la notion de service public à la française ?**

– D. P. Par rapport à d'autres pays de l'Union européenne, nous avons une conception différente du service public, qui fait en quelque sorte partie de notre patrimoine culturel. La question est de savoir ce que nous sommes capables d'accepter en termes de déréglementation et de libéralisation.

**– La question est également de savoir ce que nos partenaires européens sont capables d'accepter en termes de maintien du service public.**

– D. P. Il arrive un moment où l'on doit dire soi-même ce qu'on n'acceptera pas. La démocratie doit aussi jouer au niveau européen. Il y a en Europe plusieurs traditions. C'est vrai que l'Union européenne s'est inspirée du modèle de l'Europe du Nord, plutôt libérale et habituée depuis beaucoup plus longtemps que nous à vivre ouverte sur l'extérieur. Mais aujourd'hui l'Union européenne est équilibrée différemment. L'Espagne, qui y prend une place grandissante, possède une tradition étatique plus proche de la nôtre.

– A.-G. S. Est-il vraiment opportun d'inscrire la notion de service public dans le préambule de la Constitution ? Ne risque-t-on pas de verrouiller d'éventuelles réformes ultérieures ?

– D. P. Qu'y a-t-il derrière la notion de service public ? Il y a d'abord la notion d'égalité, déjà présente dans la Constitution. Or ce qui est en cause, d'une façon diffuse, aujourd'hui, c'est la crainte qu'ont, à tort, beaucoup de Français de perdre un jour ce qui est un des éléments de notre vie collective, c'est-à-dire, par exemple, la possibilité de recevoir des lettres tous les matins, pour le même prix, que vous habitiez à Paris ou dans un petit village de la Creuse, d'avoir accès, dans les mêmes conditions financières, au gaz, à l'électricité, au téléphone.

**– Comment envisagez-vous la réforme de l'Etat, qui fait partie des attributions de votre ministère ?**

– D. P. Je crois que ce qui rend difficiles en France, d'une part, les relations entre l'Etat et le citoyen, d'autre part, la réforme, c'est l'existence de structures extraordinairement centralisatrices. Avec les conséquences que l'on voit aujourd'hui, par exemple, à la SNCF, c'est-à-dire une énorme difficulté à vivre de l'intérieur le dialogue social. Plusieurs grandes entreprises industrielles se sont engagées résolument dans des techniques de management et d'organisation différentes qui permettent de gérer les conflits au plus près des réalités. Il faut que l'Etat fasse aussi cet effort. Il faut aussi, parallèlement, s'interroger sur la répartition des rôles entre l'Etat et les autres collectivités publiques. Tout système excessivement centralisé empêche l'innovation d'apparaître et de se diffuser.

– A.-G. S. N'est-il pas paradoxal que le plan de réforme de la Sécurité sociale soit inspiré par un esprit fortement étatique ?

– D. P. Je ne crois pas du tout que le plan Juppé étatise la Sécurité sociale. La nouvelle CSG, qui va progressivement remplacer les cotisations sur les salaires, sera une cotisation, non un impôt. Le système de gestion avec les partenaires sociaux sera préservé. Le seul élément qui pourrait justifier votre remarque est le rôle donné au Parlement. Mais quand on voit que les dépenses sociales sont d'un poids légèrement supérieur aux dépenses de l'Etat, il est quand même inconvenant qu'il n'y ait pas actuellement de débat parlementaire, une fois par an, pour fixer les grands enjeux.

– A.-G. S. On a rarement vu un Parlement faire des économies...

– D. P. Il ne s'agit pas de faire des économies, mais d'apporter une légitimité à une dépense.

– M. W. Une idée court, bonne ou mauvaise, selon laquelle il y aurait en France deux cultures, deux mentalités : celle des salariés du public qui vivraient encore sur une conception obsolète, une conception étatique qui a connu sa splendeur sous la IVe République et au début de la Ve ; et, en face, celle du secteur privé qui s'adapte, qui se modernise, qui est au courant de la mondialisation de l'économie. Nous assisterions à une sorte de grève crépusculaire, de la part de gens qui ne savent pas ce qui se passe dans le monde et s'accrochent à des statuts dépassés. Que pensez-vous de cette opposition ?

– D. P. Qu'elle est caricaturale. Ma conviction, c'est que la société française est bousculée depuis quarante ans par l'ouverture sur l'extérieur, le changement des mentalités, etc. Dans certains secteurs, en particulier dans le monde des entreprises, les défis ont été relevés ou sont en train de l'être parce qu'ils répondent à une nécessité vitale. Dans l'administration, vous avez les deux. Vous trouvez des gens et des structures qui ont considérablement évolué ; et des parties qui ne bougent pas.

» A la mairie de Chalon-sur-Saône, j'ai introduit des techniques de gestion, de management, de participation qui ont changé les mentalités. Il faut généraliser ces pratiques au sein de l'Etat. Beaucoup de gens entrent dans l'administration non seulement pour la sécurité de l'emploi, mais aussi parce qu'ils ont envie de travailler dans un service qui présente une utilité collective. La réforme du fonctionnement des administrations est donc une nécessité. Dans notre mode de gestion de l'Etat, nous en sommes restés à une conception de l'action publique comme une action de législateurs et de « réglementeurs », alors que l'Etat doit être capable de gérer les transformations en continu. Un bon ministre, ce n'est pas forcément un ministre qui fait des lois, mais un ministre qui met en mouvement son administration.

> « La question est de savoir ce que nous sommes capables d'accepter en termes de déréglementation et de libéralisation »

**– N'y a-t-il pas aussi un problème de formation des agents de l'Etat, qui suppose notamment que l'on s'interroge sur l'enseignement reçu à l'ENA ?**

– D. P. Les gens qui passent par l'ENA ont reçu, avant d'y entrer, des formations assez diverses. Peut-être pas assez diverses : je réfléchis actuellement, avec M. Le Bris, le directeur de l'école, sur la manière dont on pourrait développer la diversité du recrutement. L'enseignement donné par l'ENA est de courte durée. Ce qui compte avant tout, c'est la formation qu'ont reçue les élèves avant d'y entrer et celle qu'ils recevront quand ils en seront sortis.

– A.-G. S. Préparant à Sciences-Po beaucoup de jeunes gens au concours de l'ENA, je suis frappé par leur méconnaissance de la culture et des mentalités de ce pays. Je retrouve souvent cette méconnaissance dans les décisions prises par les gouvernements, où l'économisme conduit à l'oubli du politique. Ne faut-il pas changer profondément les programmes de cette école ?

– D. P. Une des pistes sur lesquelles nous travaillons serait de trouver le moyen de donner davantage de chances à ceux qui ont une formation littéraire. Sans doute a-t-on sous-estimé l'intérêt de ce type de formation, qui donne une forme d'intuition, de compréhension des problèmes, différente de celle qu'apportent les études scientifiques ou économiques.

» Cela dit, les énarques n'ont pas été les seuls concernés par la contestation des élites, qui est tout autant une contestation du pouvoir. Le fond du problème, c'est bien la mise en cause du pouvoir en tant que tel et de sa légitimité. Comment fait-on pour gérer une société complexe et pour la réformer quand, apparemment, plus personne n'a la légitimité pour le faire ?

– M. W. La perte de légitimité n'est-elle pas en partie due à l'infantilisation électorale née du refus des hommes politiques de parler aux Français le langage de la vérité ? Je pense en particulier à la campagne de Jacques Chirac qui avait promis d'augmenter les salaires et dont l'une des premières mesures a été de bloquer celui des fonctionnaires.

– D. P. Je ne crois pas que les électeurs votent en fonction des discours politiques. Ce qui compte, c'est le jugement qu'ils portent sur une personnalité, sur sa manière d'appréhender le monde, de leur parler, de communiquer avec eux.

– M. W. Vous défendez les vertus du pouvoir charismatique contre la « raison raisonnable ». Mais une société politique adulte ne doit-elle pas aborder franchement les problèmes ? N'est-il pas temps d'encourager de nouvelles mœurs politiques ?

– D. P. J'en suis convaincu. Lorsque Alain Juppé a prononcé son discours sur la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale, une bonne partie du Parti socialiste était d'accord. Il a suffi que le patron du PS tape sur les doigts des mauvais élèves pour que tous les socialistes condamnent le plan Juppé. Si nous voulons moderniser la vie politique, il faut que les hommes politiques se prononcent en fonction des sujets, et pas d'autre chose. C'est vrai aussi des corps intermédiaires. On ne peut pas redonner à l'Etat sa capacité d'animation de la société sans un système de relais plus important.

» On nous donne en exemple le dialogue social en Allemagne. Mais là-bas les salariés sont syndiqués à 90 %. Etant forts, les syndicats peuvent être souples alors que, lorsqu'ils sont faibles, ils sont rigides. Comme ministre de la fonction publique, j'ai en face de moi sept fédérations syndicales, qui sont en concurrence et qui ne représentent pas 10 % des fonctionnaires. Dès lors elles ont très peur d'entrer dans un processus de concession. Nous sommes donc dans un système fragile où le dialogue est difficile. »

*Propos recueillis par Thomas Ferenczi*



### L'expérience de la vie locale

● **Formation.** Né le 11 août 1945 à Lyon. Licencié en sciences économiques, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA.

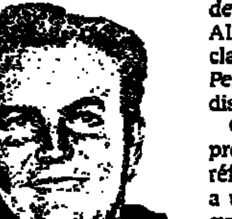
● **Fonctions administratives.** Directeur du cabinet du préfet du Maine-et-Loire, puis secrétaire général du Territoire de Belfort (1972-1976), chargé de mission à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), chef de cabinet puis conseiller technique du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (Norbert Ségard, puis Pierre Ribes), chargé de mission auprès du président du conseil régional Rhône-Alpes (1983-1986).

● **Mandats politiques.** Secrétaire national du Rassemblement pour la République, chargé des élus locaux (1984-1986), des élections (1986-1988) et de la communication (1988-1989), secrétaire général adjoint du RPR (1990-1993), maire de Chalon-sur-Saône (1983, réélu en 1989 et 1995), vice-président du conseil général (1985-1988), député de Saône-et-Loire (1986, réélu en 1988 et 1993).

● **Responsabilités gouvernementales.** Ministre des DOM-TOM (mars 1993-mars 1995), ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation (depuis le 7 novembre 1995).

## Au cœur de la tourmente

*PLACÉ en première ligne par ses responsabilités de ministre de la fonction publique, Dominique Perben a porté inlassablement pendant plusieurs semaines la bonne parole du plan Juppé dans les studios de radio et de télévision.* Ministre des DOM-TOM dans le gouvernement Balladur, ce proche d'Alain Juppé avait été écarté du premier gouvernement formé au lendemain de la victoire présidentielle de Jacques Chirac pour avoir fait le mauvais choix : il avait soutenu Edouard Balladur au premier tour avant de se rallier au second. Alain Juppé lui avait promis d'abréger son purgatoire. Promesse tenue : il fut l'un des quatre « entrants » du deuxième gouvernement Juppé.



Cet énarque tranquille a conquis ses premiers galons politiques en enlevant, en 1983, la mairie de Chalon-sur-Saône, détenue par la gauche depuis plusieurs décennies. Il est élu député trois ans plus tard. Entre-temps, il est entré dans l'appareil du RPR, dont il deviendra secrétaire général adjoint en 1990, aux côtés d'Alain Juppé, auquel il restera fidèle. Les deux hommes, qui se sont connus à l'ENA, ont, à quatre jours près, le même âge : cinquante ans. Ils ont, à peu de choses près, le même profil, mais si Alain Juppé, le « premier de la classe », est plus brillant, Dominique Perben est plus affable – plus lisse, disent ses adversaires.

Chargé par le premier ministre de proposer et de mettre en œuvre une réforme de l'Etat, Dominique Perben a un credo : la décentralisation. Il a, sur ce sujet, quelques titres à faire valoir. Outre ses mandats locaux, il peut, en effet, mettre en avant plusieurs étapes de sa carrière : sous-préfet, il a occupé, à ses débuts, des postes territoriaux avant de travailler successivement à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) au cabinet de deux secrétaires d'Etat aux PTT et à la tête des services du conseil régional Rhône-Alpes ; au secrétariat national du RPR, il fut chargé des élus locaux avant de s'occuper du « projet » de son parti.

Pour Dominique Perben, qui se présente comme un homme « de terrain », c'est en se mettant à l'écoute des citoyens que « les élites » parviendront à résoudre la crise de légitimité qui les touche aujourd'hui.

T. F.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction : Thomas Ferenczi, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhomeau, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Directeur de la gestion : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
*Le Monde* est édité par la SA Le Monde.
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 885 000 F. Principaux actionnaires : *Société civile « Les rédacteurs du Monde »*, Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206 806F
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex 261 311F

# Une autre France

*Suite de la première page*

Prétendre, *à l'inverse, qu'il* s'agissait d'un mai 68 par procuration serait tout autant excessif : le pays n'a pas été paralysé et la crise politique a été évitée. Il n'empêche : il y a bel et bien eu une lame de fond. Ville riche, privilégiée et protégée, Paris n'est pas, de ce point de vue, la bonne jauge. *En province*, les manifestations ont été d'une ampleur inégalée. Tel *qu'il* a *été vécu* « *à la base* », loin des états-majors, ce mouvement ne s'est pas limité aux mots d'ordre contre le « plan Juppé ». Au-delà des revendications, il a exprimé une quête de dignité et de respect.

Ni passéiste ni conservateur, il ne niait pas la nécessité de réformes, mais exprimait le refus que celles-ci soient injustes et que les efforts soient inégalement partagés. Loin d'incarner un monde *de privilégiés, il exprimait aussi* – y compris parmi les catégories *protégées du service public* – la crainte diffuse et dominante des classes *moyennes, celle d'être* atteintes à leur tour par le chômage et l'exclusion, celle de voir leurs enfants régresser, quand l'espoir devrait être de leur permettre de progresser.

Décembre 1995 inscrit ainsi un retour de la question sociale audevant de la scène. Pas plus que l'utopie, l'idéologie n'était au rendez-vous. Le monde du travail a *pris le pas sur une contestation* étudiante qui s'est d'emblée effa*cée mais qui était elle aussi* pragmatique. Les porte-parole de la protestation se sont exprimés dans le concret et le quotidien. De nouveaux cadres syndicaux sont apparus, plus proches de leur base et animant parfois de nouvelles structures – FSU, SUD, « groupe des dix ». Enfin, en province surtout, l'unité syndicale fut souvent de rigueur.

*L'erreur du pouvoir aura été de* ne vouloir manœuvrer qu'en ter*rain connu*, celui des appareils et du social-corporatisme ; de croire que, parce que ce mouvement n'était porteur d'aucune crise idéologique ou politique, il était possible de le diviser – l'appel du RPR aux usagers a fait long feu – ou de l'épuiser – or les grévistes reprennent le travail sur des victoires catégorielles. *Désormais*, le social est donc durablement et *profondément à l'ordre du jour.*

Il le sera avec un syndicalisme *renaissant. C'est un fait positif*, tant sa faiblesse nationale a amplifié la dépression française. Le voici qui semble en mesure de réalimenter une dialectique saine et professionnelle entre, d'une part, un bloc revendicatif, animé par une CGT moins dépendante d'un PCF pris à contre-pied (puisque, au nom de l'« *opposition constructive* », il avait cru pouvoir s'ériger en partenaire privilégié du pouvoir) ; et, d'autre part, un bloc réformiste autour de la CFDT. Ce retour en force a été facilité par l'opposition socialiste : certains verront dans le refus de Lionel Jospin de détourner politiquement le mouvement social à son profit une *insigne prudence* ; on peut y voir tout simplement de la lucidité, une *certaine idée de l'opposition – en* rupture avec celle pratiquée naguère par Jacques Chirac et Alain Juppé, qui avaient fortement contribué à bloquer le projet Teulade de réforme de l'assurance-maladie, dont les grandes lignes sont aujourd'hui à l'ordre du jour – et une bonne façon de permettre à l'opinion de réévaluer, *a contrario*, le bilan de la gauche.

*Ironie du sort : le pouvoir qui* s'était fait élire en dénonçant la *fracture sociale l'a lui-même révé*lée par ses propres fautes. Dans la tourmente, le pays a failli y perdre toute idée de réforme et ses convictions européennes. Le paradoxe – rassurant – est que, alors que tout paraissait pousser le président de la République à regarder du côté des partisans de « *l'autre politique* », voire à tourner le dos aux engagements européens de la *France, la crise l'a conduit* à clarifier ses choix, comme si l'Europe *était devenue pour lui la seule* perspective solide susceptible de donner un sens à son action.

Il reste donc au chef de l'Etat à répondre à l'attente du pays, en réformant par le dialogue et contre les inégalités. Il lui reste aussi à prendre la mesure du fossé qui existe entre les dirigeants et la société. De ce point de vue, le déphasage entre l'Assemblée natio*nale et l'opinion n'est pas sain.* L'écrasante majorité parlemen*taire dont se prévaut M. Juppé,* loin d'aider le pouvoir à se faire entendre, le dessert – en l'incitant à jouer d'arguments d'autorité, comme le recours aux ordonnances – et donc l'affaiblit. Le premier ministre ne gouverne plus seulement sous le regard vigilant des marchés, mais aussi sous celui de la rue. *Lorsque la rue exprime* une si forte préoccupation, la dé*mocratie a tout intérêt à ce qu'elle* puisse s'exprimer à temps dans les *urnes.* L'heure *n'est sans doute* pas à bousculer le calendrier. Mais Jacques Chirac doit s'attacher dès maintenant à trouver le meilleur moyen de réduire cette fracture politique, s'il veut éviter d'être un jour lui-même pris au piège de la fracture sociale.

***J.-M. C.***

## RECTIFICATIF

**SYNODE POUR LE LIBAN**

Le synode pour le Liban a réuni au Vatican 119 évêques, experts et auditeurs, et non « *119 évêques du Liban* », comme nous l'avons écrit par erreur dans *Le Monde* du 16 décembre.



**Le Monde**

EDITORIAL

# Un message à Boris Eltsine

PLUS des deux tiers des Russes ont voté, et dans le calme. Pour la première fois dans l'histoire de la Russie, une Chambre élue au suffrage universel, la Douma actuelle, va donc être renouvelée sans rupture, sans coup d'Etat. Dans un pays qui fait l'appren*tissage de la démocratie, telle est la pre*mière leçon, réconfortante, du scrutin du dimanche 17 décembre. *Si l'élection prési*dentielle, prévue pour juin 1996, se déroule aussi sereinement, si Boris Eltsine accepte de ne pas céder aux tentations autoritaristes de sa garde rapprochée du Kremlin, alors on pourra affirmer qu'un immense pas a été franchi.

Le succès, attendu, des communistes et le maintien, plus surprenant, des ultra-natio*nalistes de Vladimir Jirinovski sont*, en revanche, des nouvelles moins rassurantes. Certes, les millions d'électeurs qui ont voté pour ces partis ont d'abord voulu adresser un message clair : assez de la misère, assez des mafias qui mettent le pays en coupe réglée ! S'ils sont nostalgiques, ce n'est pas d'une Union soviétique impériale et dictatoriale mais d'une société où l'on mangeait, tout juste, à sa faim et où l'on pouvait sortir *de chez soi sans craindre de se faire atta*quer. S'ils ont peur, ce n'est pas de voir l'OTAN élargie aux pays d'Europe orientale, mais d'imaginer leurs enfants aller mourir en Tchétchénie. Et s'ils se sentent humiliés, ce n'est pas par l'absence de leur pays sur la scène internationale, mais par ces « nouveaux Russes », aux poches remplies de dollars, qui dilapident les richessses nationales et étalent un train de vie particulièrement choquant.

*Les communistes russes n'ont pourtant* rien à voir, pour le moment du moins, avec leurs homologues d'Europe centrale, qui sont, aussi, revenus au pouvoir. Quel rapport peut-on établir entre le trop élégant Alexandre Kwasniewski, qui prône l'entrée de la Pologne dans toutes les structures occidentales et ne remet pas en cause les réformes libérales, et le massif Guennadi Ziouganov, qui, une fois fermés les micros des radios étrangères, tient des discours inquiétants sur les vertus de l'ordre ancien et les aspirations hégémoniques d'une Russie « *humiliée* ». Sans parler des foucades racistes de Vladimir Jirinovski.

*Même s'ils n'obtiennent pas une majori*té nette à la Douma, ces « rouge-brun » *vont faire entendre leur voix. Et Boris Elt*sine, qui apparaît comme le principal perdant du scrutin de dimanche puisque le parti du pouvoir, emmené pourtant par le très rassurant Viktor Tchernomyrdine, devrait obtenir au maximum 15 % des voix, aura du mal à s'imposer. Le danger serait de voir le président russe, qui a déjà engagé son pays dans l'horrible guerre tchétchène, utiliser ces voix pour faire monter la pression sur la scène internationale, se *poser en défenseur intransigeant des rus*sophones de l'« étranger proche », s'opposer à toute évolution géographique de l'OTAN. Une fuite en avant sur des thèmes nationalistes qui lui permettrait de ne pas répondre au message angoissé que lui ont adressé les électeurs russes : « Nous voulons vivre décemment. »

## Reprise *par Leiter*



## DANS LA PRESSE

**LIBÉRATION**
*Jean Baudrillard*

■ Marcher, marcher, ç'aura été la grande révélation de ce mouvement. Plus que les manifestations traditionnelles. Car le point crucial de la fracture sociale, c'est justement la circulation. La seule circulation dans cette société, c'est celle des élites et des réseaux, celle de l'argent et de l'information en temps réel. Circulation *abstraite, inaccessible* pour la plupart. C'est contre cela que les gens marchent. Ils marchent *dans le temps différé de l'espace, contre* le temps réel des réseaux – dans le temps physique de parcours, contre la circulation effrénée des flux. C'est une contestation originale et directe de la norme même de *[la]* société.

**LE FIGARO**
*Alain Peyrefitte*

■ On pourrait dire qu'au bout de ces trois semaines de gâchis tout le monde est perdant. Le gouvernement : il a introduit certains doutes *sur sa capacité à réformer le pays* ; il a *révélé* une déficience de communication et un manque d'expérience ; il a donné l'impression de lambiner pendant six mois et de prendre le mors aux dents pendant un mois. La classe politique a perdu : tous les représentants des partis, droite et gauche confondues, baissent dans les sondages. Les syndicats ont perdu, par un achamement que la récession rendait périlleux.

**INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE**
*Joseph Fitchett*

■ Les grèves semblaient avoir pour premiers résultats clairs une victoire des syndicats de cheminots et une perte de crédibilité du premier ministre, Alain Juppé. *[...]* L'attitude du public est, à long terme, la principale question que suscite cette crise sociale de près d'un mois. Les grèves auront-elles pour effet de favoriser des approches plus conciliantes et d'améliorer la façon dont les changements sont conduits ? Ou le conflit a-t-il polarisé le pays et ses élites, faisant obstacle aux initiatives futures ?

**EUROPE 1**
*Alain Duhamel*

■ Alain Juppé a su parler de l'Europe comme on ne le fait pas assez. Au lieu de la présenter comme un objet de marchandage perpétuel, de contrainte supplémentaire, de bureaucratie insupportable, il en a fait l'instrument naturel de la démocratie, de la paix, de la stabilité. *[...]* Ses propos tranchaient agréablement avec le refrain néonationaliste aujourd'hui dominant qui, en caricaturant sans cesse l'Europe, nous *précipite vers l'immense zone de libre-échange* mondialiste, à direction américaine, que privilégie la presse anglo-saxonne.

# Dilemme post-madrilène

*Suite de la première page*

Son *échec ne serait pas* seulement un revers temporaire, mais un recul qui pourrait mettre en danger tout l'édifice patiemment construit depuis quarante ans. Ancien dirigeant du Parti libéral allemand, ancien commissaire européen, Lord Dahrendorf, doyen du Saint Anthony College d'Oxford anobli par la reine, ne saurait passer ni pour un nationaliste alle*mand ni pour un eurosceptique* britannique ; dans un récent entretien au magazine *Der Spiegel*, il a pourtant tracé un parallèle avec la Communauté européenne de défense : « *Si l'UEM ne voit pas le jour*, a-t-il dit, *il y aura en Europe un grand soulagement. Exactement comme en 1954, quand personne ne voulait en réalité de la CED et a mieux respiré le jour où l'Assemblée nationale française l'a repoussée.* » Sa crainte est même que l'UEM ne soit pas définitivement enterrée mais simplement ajournée : « *L'objectif demeurerait malheureusement et, avec lui, la mise en danger de tout ce que nous avons fait en Europe jusqu'à maintenant.* »

Ils sont en effet très nombreux – surtout en Grande-Bretagne – ceux qui pensent que la monnaie unique et son échec, selon eux iné*vitable, sont finalement un mau*vais coup porté à l'Europe. Faux amis ? Pas nécessairement, car leurs arguments ne doivent pas être rejetés sans examen. « *La tâche des pro-européens est de mettre au point une stratégie qui garantisse l'alliance franco-allemande contre l'éventualité que la France ne remplisse pas les conditions de l'UEM pour 1999* », écrit par *exemple le Financial Times.* Lord Dahrendorf se dit également tenté de créer un petit groupe qui réfléchirait à une Europe sans monnaie unique. Il serait réconfortant de penser qu'il n'est pas le seul dans ce cas et qu'autour des gouvernements et de la Commission aussi, on prépare un scénario alternatif, pour le cas où... même s'il est encore tabou d'en parler publiquement.

Outre le précédent de la CED en 1954, l'échec du plan Fouchet au début des années 60 peut donner l'occasion d'intéressantes réflexions ; faute de pouvoir réaliser ce qui était une sorte d'union politique entre six Etats souverains, le général de Gaulle a poussé au resserrement des liens entre la France et l'Allemagne, qui a trouvé son expression dans le traité de l'Elysée *de 1963. Plus de trente ans après,* c'est encore la relation franco-allemande qui devra être au centre des préoccupations. N'oublions pas que François Mitterrand a été, en 1989, au moment de la réunification, à la pointe du combat pour la monnaie unique, parce qu'il voyait dans l'abandon du deutschemark la preuve donnée par *les Alle*mands de leur attachement à l'in*tégration européenne.*

L'objectif d'ancrer l'Allemagne dans l'Europe demeurera dans toutes les hypothèses. Pour que l'ajournement éventuel de l'UEM ne soit pas interprété comme le signe que la Bundesbank peut dicter sa *loi* sur les marchés européens et que Bonn puis Berlin peuvent mettre *leur puissance économique* au service d'une politique étrangère indépendante, il faudra d'abord refuser que les deux gouvernements se rejettent mutuellement la responsabilité de l'échec, l'un à cause de son intransigeance sur des critères arbitraires, l'autre à cause de son incapacité à tenir ses engagements. Il faudra éviter les conséquences en chaîne négatives sur les autres politiques communautaires, *mais protéger les acquis* de l'intégration et relancer la coopération, *autour du noyau franco*-allemand, qui sera plus nécessaire que jamais ; dans le domaine monétaire, il faudra établir des liens plus souples tenant compte des particularités économiques et sociales des partenaires.

Plutôt qu'une fumeuse politique extérieure et de sécurité commune, *ingérable* à quinze et, *a fortiori*, à vingt ou vingt-cinq, il faudra privi*légier des opérations concrètes* entre pays qui ont la volonté et la capacité d'agir, en associant au tandem franco-allemand les Britanniques, qui se méfient des constructions abstraites mais ne sont pas hostiles à des coopérations ponctuelles. Le rapprochement de la France avec l'OTAN de*vrait faciliter la collaboration*, y compris dans le domaine de la dissuasion nucléaire. Si l'Union européenne paraît moins obnubilée par ses propres problèmes, elle pourrait s'ouvrir plus facilement aux nouvelles démocraties d'Europe centrale. D'autres progrès, plus sensibles encore pour les citoyens, pourraient être faits dans les affaires dites intérieures, la circulation des personnes, la citoyenneté européenne, la lutte contre le chômage.

Les pistes sont nombreuses. Elles ne sont pas en contradiction avec les propositions franco-allemandes pour la conférence intergouvernementale de 1996. Conçues aujourd'hui comme un complément à l'UEM, celles-ci pourraient apparaître demain comme un substitut. Le paradoxe, c'est que la Commission va se *lancer dans une vaste* opération de communication pour *faire connaître l'« euro » et* les avantages d'une monnaie unique ; publicité indispensable si l'on veut que les citoyens européens adhèrent à l'« euro », mais à double tranchant si, dans quelques mois, les dirigeants doivent avouer, penauds, qu'ils ne seront pas prêts et que l'avenir de l'Europe, décidé*ment, se forgera mieux autrement* qu'avec la monnaie unique. Ce dilemme devra tôt ou tard être tranché.

***Daniel Vernet***

**DÉVELOPPEMENT** Après avoir avalé, en 1992, la troisième banque de dépôt britannique, la Midland Bank, pour quelque 3,4 milliards de livres (26 milliards de francs), la Hongkong and Shanghai Bank (HSBC) n'a pas terminé son redéploiement. Il ne se passe pas une semaine sans que la rumeur ne lui prête l'intention de réaliser une nouvelle acquisition. La dernière en date désigne la HSBC comme possible acheteur de la Royal Bank of Scotland. ● À LA SEPTIÈME PLACE au palmarès mondial des banques en termes d'actifs derrière les « sumos » japonaises, la HSBC est toujours l'établissement le plus rentable du monde. ● EN FAISANT TRANSFÉRER, en 1992, le siège de sa holding à Londres, anticipant ainsi le retour de Hongkong dans le giron chinois, la banque s'est mise à l'abri. Mais elle réalise encore l'essentiel de ses bénéfices en Asie.

# La Hongkong and Shanghai Bank veut sortir de son berceau asiatique

## Après avoir acquis en 1992 la Midland Bank, le géant de Hongkong poursuit son redéploiement vers l'Europe. Les rumeurs les plus récentes lui prêtent l'intention de s'emparer de la Royal Bank of Scotland

**HONGKONG**
*de notre envoyée spéciale*

Son nom claque comme un défi à l'ensemble des banques du monde entier. Tout la désigne comme le modèle de la réussite : des fonds propres à faire pâlir d'envie, des bénéfices en constante hausse, un redéploiement réussi hors de son territoire d'origine, une présence sur tous les métiers de services financiers. Le groupe HSBC et son plus beau fleuron, la Hongkong and Shanghai Banking Corp., que l'on a coutume, à Hongkong, d'appeler, en toute simplicité, *« the bank »*, sont, au fil des ans, devenus le fantasme des banquiers.

A l'heure des grands chambardements du secteur, aux Etats-Unis ou en Europe, son nom est systématiquement cité parmi les acheteurs potentiels dès qu'une banque est en perdition ou mise en vente. De la banque britannique Barings à la Banque française du commerce extérieur (BFCE). Aujourd'hui, la Royal Bank of Scotland, qui fait l'objet de rumeurs d'OPA sur la place de Londres, est présentée comme une cible possible de la HSBC. *« Il ne se passe pas une journée sans que l'on nous propose des acquisitions mais la plupart ne méritent pas un second coup d'œil »*, dit Paul Selway-Swift, son directeur général, qui devrait, au premier trimestre 1996, prendre en main les activités de banque d'investissement du groupe en Europe.

On ne prête qu'aux riches, et la HSBC l'est, indubitablement. A Hongkong, cela saute doublement aux yeux : quatre billets de banque sur cinq reproduisent l'image de la tour qui abrite le siège de la banque, rappelant son influence dans la colonie britannique. En grandeur nature, le bâtiment, futuriste et tubulaire, signé par le fameux architecte Norman Foster, se dresse, conquérant, dans Queen's Road, à côté de celui de la Bank of China, dessiné par le non moins fameux Pei. Il aurait coûté, en 1985, la bagatelle de 9 milliards de francs !

Les ambitions prêtées à la HSBC, septième au palmarès mondial des banques en termes d'actifs derrière les *« sumos »* japonaises mais établissement le plus rentable du monde, pour la troisième année consécutive, sont bien réelles. N'a-t-elle pas avalé en 1992 la troisième banque de dépôt britannique, la Midland Bank, pour quelque 3,4 milliards de livres ? Cette opération a propulsé ses actifs de 85 à... 145 milliards de livres (1 100 milliards de francs) mais a également contribué à rééquilibrer ses activités entre l'Europe et l'Asie.

Dans le même temps, elle transférait le siège de sa holding à




Londres pour, officiellement, *« rassurer la Banque d'Angleterre »*, mais, plus prosaïquement, pour anticiper le retour de Hongkong dans le giron chinois, dès le 1er juillet 1997, s'offrant ainsi une base de repli en cas de scénario catastrophe. Aujourd'hui, si près des deux tiers des profits du dragon hongkongais viennent toujours de l'Asie (45 % de Hongkong), sa tête est désormais en sécurité sur le sol de Sa Gracieuse Majesté.

Arrivé à un tournant de son histoire, le groupe doit faire sa révolution culturelle. Fondée en 1835 par des négociants européens pour financer le commerce de la soie, de l'opium et du thé entre Londres et la Chine, la Hongkong and Shanghai s'est nourrie des privilèges de l'époque coloniale. Au cours du siècle dernier, omniprésente, elle a financé le commerce dans toute la région et est à l'origine des plus grosses fortunes de Hongkong.

C'est au début des années 80 que son développement est le plus spectaculaire. Profitant de la croissance accélérée des économies asiatiques (entre 8 et 11 % par an), elle s'est servie de ses énormes gains dans la région pour traverser les mers et jeter l'ancre au Moyen-Orient, aux Etats-Unis, en Europe.

Arrivé à la tête de la banque en 1986, Sir William Purves, un Ecossais à poigne, qui a aujourd'hui soixante-trois ans, disposait tout juste d'une décennie pour accentuer la dimension internationale de la HSBC. La banque traversait alors une période de vide stratégique. Elle devait gérer les retombées de son aventure américaine, après le rachat en 1980 de 51 % de Marine Midland (sans rapport avec la banque du même nom) qui lui fera perdre 500 millions de dollars, avant sa reprise en main en 1990. Elle s'était également fourvoyée dans l'immobilier aux côtés du magnat australien Alan Bond et des frères Reichmann.

### DÉFICIT DE CADRES CHINOIS

Le groupe doit aborder une nouvelle étape de son redéploiement. La digestion de la Midland n'est pas encore terminée. Le groupe est aujourd'hui trop fragmenté et son image est brouillée par la multiplicité de ses filiales. Du côté des banques commerciales, outre la Hongkong Bank et la Midland, il possède 61 % de la Hang Seng Bank, seconde banque de détail de Hongkong, la British Bank of the Middle East, la Saudi British Bank ou Marine Midland aux Etats-Unis. La HSBC Investment Bank Asia et Samuel Montagu constituent son pôle banque d'affaires. Les courtiers James Capel, Midland Stockbrokers et Wardley Financial Services complètent la panoplie.

L'état-major, dominé par des Anglais et des Ecossais, n'a pas encore laissé assez de place aux cadres asiatiques. C'est l'un des enjeux majeurs de la banque. Jusqu'à la fin des années 80, le staff de la HSBC s'appuyait sur un corps de quatre cents *« officiers internationaux »* britanniques pur sucre. Recrutés très jeunes, ils quittaient l'Angleterre par bateau pour Hongkong, comme le raconte John Gray, président de la Hongkong Bank et membre du conseil de la HSBC, qui a fait le voyage en 1956. *« Le déficit d'intégration de cadres chinois a été une erreur »*, confesse Paul Selway-Swift, qui assure que, dès le début 1996, *« quatre des six directeurs sous ma responsabilité seront chinois »*.

L'autre enjeu est de réorganiser le groupe en offrant un service global, à l'instar de sa rivale américaine, la Citibank. Cible privilégiée : encore l'Asie. Quelque 48 millions d'Asiatiques – hors Japon – gagnent aujourd'hui plus que 30 000 dollars par an. HSBC estime que ce chiffre atteindra 69 millions dès 1998. La banque espère conquérir 10 % de ce marché en développant des succursales dans la région et en élargissant son offre aux cartes de crédit, aux outils de gestion collective et aux cartes *« hi-tech »* de paiement universel. *« En Europe, la présence de la banque est trop faible,* estime Paul Selway-Swift, *notamment en France, en Espagne et en Italie. »* Son projet est d'avoir une antenne dans chaque partie de l'Europe pour construire un véritable réseau.

De quoi alimenter la paranoïa des banquiers européens. La HSBC, elle, n'a qu'un rêve : supplanter, un jour, la Citibank.

***Babette Stern***

### *L'ombre de la Banque de Chine*

**La volonté de la HSBC d'associer de plus en plus de Chinois à l'état-major de la banque est une politique prudente à l'approche du 1er juillet 1997 et du retour de Hongkong dans le giron chinois. La banque a besoin de rester dans les bonnes grâces de Pékin pour conserver son rôle prédominant dans l'île.**

**Elle veut garder toutes ses chances pour participer à l'ouverture du marché chinois. Déjà, la Banque de Chine – un groupe de treize banques contrôlées par le gouvernement chinois – lui taille quelques croupières auprès des particuliers et dans le milieu local des affaires. Elle a récemment conquis le droit de commencer à battre la monnaie, un privilège que, jusqu'à présent, la HSBC partageait – pour une faible part – avec Standard and Chartered Bank.**

### *Cent mille salariés*

● **Le groupe HSBC**, dont le siège est à Londres, regroupe vingt *établissements bancaires et* financiers dans soixante-neuf pays. Il emploie 100 000 salariés. Au 30 juin 1995, ses actifs s'élevaient à 1 720 milliards de francs. Ses bénéfices pour la même période ont atteint 9,5 milliards de francs, en hausse de 19 % par rapport à la même période de l'année précédente.

● **Le plus beau fleuron** du groupe, la Hongkong and Shanghai Banking Corp. (Hongkong Bank), possède 530 succursales ou filiales dans dix-neuf pays, dont 13 en Chine. Elle emploie 32 500 personnes dont près de 22 000 sont basées à Hongkong. La banque a enregistré 18 907 millions de dollars de Hongkong (12 milliards de francs) de bénéfices en 1994.

# Le retour des pilleurs d'entreprises

## Les actifs d'une vingtaine de PME stéphanoises auraient été détournés

**DES « REPRENEURS** d'entreprise » dont les pillages avaient servi, dans les années 80, à des opérations de financement politique, ont fait récemment leur réapparition dans une affaire de détournements de fonds qui pourrait atteindre 200 millions de francs.

Antoine Loviconi et André Lelouch, deux anciens dirigeants de la Compagnie française de développement des entreprises (CFDE), auxquels leurs liens avec le Parti socialiste avaient valu le surnom de *« pompiers socialistes de l'emploi »*, font partie d'une équipe accusée d'avoir détourné les actifs d'une vingtaine de PME françaises dans la région de Saint-Etienne. Le premier est sous les verrous, le second en fuite.

C'est en novembre qu'une information judiciaire avait été ouverte par le parquet de Saint-Etienne, à la suite de malversations financières constatées dans la comptabilité des Carrières foréziennes, l'une des vingt sociétés françaises rachetées en 1995 par une holding suisse, IBC Trading. Acquise en juillet 1995, la société des Carrières foréziennes, spécialisée dans le BTP, avait déposé son bilan trois mois plus tard. Entre-temps, elle avait été dépossédée d'au moins 15 millions de francs d'actifs.

En novembre, la brigade financière du SRPJ de Lyon a interpellé trois représentants d'IBC Trading en France. Il est alors apparu que les autres sociétés, dont certaines se trouvent aujourd'hui dans une situation critique, avaient elles aussi été victimes de détournements similaires. Selon des sources proches de l'enquête, le total cumulé des sommes détournées approcherait 200 millions de francs, dont la moitié de crédits bancaires. L'avocat de l'un des accusés, Me Pascal Dewynter, juge cette estimation *« très exagérée »*. La suite de l'instruction, confiée au juge Denis Breuil, dira ce qu'il en est. Trois protagonistes de cette affaire, Antoine Loviconi (soixante ans), Jean-Pierre Caruso (cinquante-six ans), et Alain Serrieyssol (quarante-huit ans), ont été mis en examen, fin novembre, pour *« abus de biens sociaux »* et écroués. D'autres responsables d'IBC Trading travaillant en France (où la holding suisse est représentée par deux sociétés en redressement judiciaire) sont en fuite. Parmi eux André Lelouch – qui a derrière lui une quinzaine d'années d'escroqueries au détriment de sociétés de HLM et d'entreprises en difficulté – semble avoir, une fois de plus, joué un rôle-clé (*Le Monde* du 30 juin 1993).

### FIEFS SOCIALISTES

C'est sous couvert de sauvetage d'entreprises que le tandem Lelouch-Loviconi s'était systématiquement livré, dans les années 80, à des détournements d'actifs (officiellement 160 millions de francs) semblables à ceux dont IBC Trading est aujourd'hui accusé. Une HLM parisienne (Demeure familiale) et une douzaine de PME en avaient fait les frais. L'affaire était d'autant plus scandaleuse que, dès ses débuts, la CFDE avait bénéficié du soutien du comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI). Cette administration toute-puissante, alors dirigée par un proche collaborateur de Jacques Delors, Pascal Lamy – aujourd'hui numéro deux du Crédit lyonnais –, guidait les choix de MM. Lelouch et Loviconi et leur octroyait subventions et aides publiques par dizaines de millions de francs. Coïncidences ? Antoine Loviconi était un ancien secrétaire fédéral du PS et les sociétés reprises par la CFDE se trouvaient dans des fiefs socialistes.

Après bien des péripéties, et une longue impunité judiciaire, un volet du dossier de la CFDE avait fini par être jugé, en 1992, dix ans après les faits. André Lelouch s'était vu infliger une peine de prison avec sursis que le substitut – qui l'avait pourtant réclamée – avait jugée *« extrêmement bienveillante par rapport aux faits »*. Aujourd'hui, la situation ne manque pas de piquant : certains magistrats, que les « exploits » de MM. Lelouch et Loviconi dans la région de Saint-Etienne (au détriment des sociétés Ad Hoc et Lama par exemple) n'avaient guère mobilisés dans les années 80, les retrouvent aujourd'hui dans un nouveau dossier.

***Roland-Pierre Paringaux***



# Les dix commandements du management

*A LONDRES vient de paraître* une saga nostalgique, *Company Man* (Harper Collins), racontée par le grand journaliste britannique Anthony Sampson. *Company Man* s'ouvre sur une apostrophe de Tom Peters, le gourou de la *Passion de l'excellence*, à l'adresse des hommes d'entreprise : *« Lisez plus de romans et moins de livres de gestion. »*



BIBLIOGRAPHIE

Certes, la provocation est devenue le nouveau fonds de commerce de Tom Peters. Ses excès d'écriture et son ironie déversée « à gogo » dans son dernier séminaire (*The Tom Peters Seminar*, PAN Books, 1994) exaspèrent. Son ambition n'en demeure pas moins sympathique : débarrasser le management contemporain de ses gangues pour mettre à nu son caractère d'art. Reconnaissons-le : les écrits sur le management s'essoufflent, prisonniers de langues de bois et de démarches pédagogiques surannées.

Les éditions Dunod répondent à Tom Peters par un projet ambitieux. A l'approche des fêtes de fin d'année et des cadeaux d'entreprise, Robert Papin propose un beau livre, *L'Art de diriger*, en deux tomes. Le premier volume, consacré au management et à la stratégie, déçoit. L'auteur tente un tour de force : codifier dans des principes, dans des formules ou dans des commandements, l'art de la gestion. Les références universitaires se mêlent au parler populaire : *« Pour que votre charme puisse s'exercer sur votre banquier, appliquez les dix commandements suivants : "Ta banque soigneusement tu choisiras ; – Sur le bridge ou le tennis tu ne compteras pas trop pour établir des liens durables avec ton banquier ; – De tricher te garderas et correctement l'informeras" »...*

Fort heureusement, ces dérives prud'hommesques – qui, du reste, fleurissent dans les syllabaires du management – disparaissent dans le second volume. *L'Art de diriger* s'aventure en terrain solide. Voici d'excellentes leçons pratiques de comptabilité, de finance et d'audit. Le professeur Papin corrige l'artiste Peters. L'entrepreneur ne marche pas uniquement à coups d'inspirations célestes, il doit aussi savoir jongler avec les fonds de roulement et les provisions.

***Jean-Gustave Padioleau***

**★ Robert Papin : *L'Art de diriger, management stratégie* (tome 1), 450 p. ; *L'Art de diriger, gestion, finance* (tome 2), 400 p. ; 350 F chaque volume. Prix de lancement jusqu'au 31/12/1995 : 298 F. Ed. Dunod.**

■ **COMMERCER AVEC DES BAGUETTES.** Les responsables de la collection « Les livres de l'entreprise » viennent de sortir deux petits ouvrages destinés à aider les hommes d'affaires à commercer en Asie : l'un de François Boucher, *Travailler avec les Chinois*, l'autre de Michel Laissus, *Travailler avec les Vietnamiens*. Les auteurs sont des hommes de terrain, vivant sur place, aidant, comme consultants, les entreprises à travailler avec les Asiatiques.

Sans que le moule adopté soit rigide, on retrouve dans chaque vade-mecum les outils essentiels pour aborder le marché avec le plus d'efficacité. Partant des données de base sur la géographie, la politique, l'économie générale du pays, le projecteur balaie ensuite secteurs et zones, avant que l'on réponde aux questions juridiques, bancaires, fiscales ou sociales. En fin d'ouvrage, des fiches pratiques donnent des adresses utiles, des règles traditionnelles à respecter, les écueils à éviter.

***P. D.***

**★ *Travailler avec les Chinois*, de François Boucher, Ed. Nathan, 128 p., 74 F. *Travailler avec les Vietnamiens*, de Michel Laissus, Ed. Nathan, 144 p., 74 F.**

# Le sommet de Madrid pourrait redonner vie aux emprunts libellés en écus

## La parité de l'actuel « panier » avec le futur « euro » devrait amener les marchés à l'utiliser de nouveau

**Au début de la décennie, l'écu était devenu la devise à la mode sur les marchés de capitaux. Mais les incertitudes liées la construction de l'Union monétaire européenne ont provoqué un krach des emprunts libellés dans la monnaie européenne. Les *précisions* apportées par le sommet de Madrid sur les modalités de remboursement des obligations en écus sont de nature à *rassurer les investisseurs.***

**LE SOMMET** de Madrid, qui vient de voir les quinze pays européens définir les modalités techniques de passage à la monnaie unique, va-t-il permettre de sortir le marché des obligations libellées en écus de son marasme ? Depuis trois ans et demi, l'écu est en crise. Les investisseurs l'ont déserté et les emprunteurs s'abstiennent de recourir à la monnaie européenne pour lever des fonds.

La chute du volume des titres émis en écus reflète cette désaffection. Après s'être établi à 17,1 milliards d'écus en 1992, il a reculé à 6,1 milliards en 1993, 6,5 milliards en 1994. Il s'inscrira à un niveau encore inférieur cette année. Parallèlement, la part de l'écu dans l'ensemble des émissions internationales est tombée à environ 2 % (6,8 % en 1992). Enfin, la devise européenne n'occupe plus désormais que le onzième rang des monnaies d'emprunts (le 5e en 1992), devancée par le franc luxembourgeois, le dollar canadien ou encore le florin néerlandais.

Au début des années 90, l'écu avait pourtant connu un véritable engouement sur les marchés de capitaux, qui résultait de la dynamique liée à la ratification du traité de Maastricht. Dans le sillage des Etats membres de l'Union européenne, les émetteurs privés utilisaient massivement l'écu pour se procurer des fonds à moyen et à long terme. Parallèlement, les investisseurs achetaient sans hésiter les titres libellés en monnaie européenne, afin de bénéficier de rendements élevés et de diversifier leurs portefeuilles. Au mois de juin 1992, la victoire du « non », lors du référendum sur le traité de Maastricht organisé au Danemark, a mis brutalement un terme à cette euphorie.

A la suite de ce raté imprévu dans la construction de l'Union monétaire européenne, le marché de l'écu a connu un véritable krach, provoquant au passage de lourdes pertes dans les établissements financiers qui en étaient les spécialistes. *« Il ne s'est jamais remis de ce choc »*, note un banquier. Aujourd'hui, seule une petite poignée d'Etats européens et quelques émetteurs, désignés sous le nom de supranationaux, comme la Banque européenne d'investissement (BEI), continuent à animer le marché des émissions obligataires en écus.

L'Italie a lancé cet été un emprunt de 1 milliard d'écus, tandis que le Royaume-Uni émet régulièrement des titres à court et à moyen terme libellés dans la monnaie européenne. Le Trésor français reste toutefois, et de loin, l'emprunteur le plus actif. Dans des conditions de marché parfois très difficiles, il a poursuivi au cours des dernières années son programme d'émissions par voie d'ajudication. Il a levé en 1995 4,5 milliards d'écus (28 milliards de francs). L'Etat français est aussi celui qui offre aux investisseurs la gamme de titres la plus étendue, les échéances émises allant du court terme (un an) au très long terme (trente ans). Un tel engagement a une origine politique, les autorités françaises ayant toujours voulu démontrer, de façon concrète, leur attachement à la construction monétaire européenne. L'Allemagne, en revanche, pour des raisons financières, s'est jusqu'à présent toujours refusée à émettre des emprunts en écus. Le gouvernement de Bonn ne souhaite pas emprunter dans une monnaie qu'il juge moins bonne que la sienne.

**Les emprunts en écus représenteraient d'importants profits, notamment dans le cas d'une union monétaire réduite à un petit nombre de pays**

Les investisseurs, pour leur part, si l'on excepte quelques banques centrales, ont préféré se tenir à l'écart de ce marché. La complexité du produit, liée au fait que l'écu actuel n'est pas une monnaie à part entière mais représente un panier de devises, a constitué un premier obstacle.

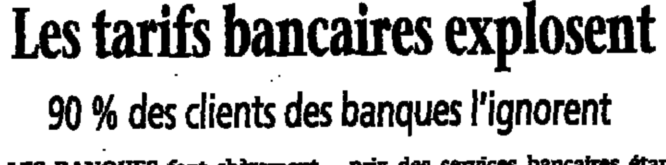
La réticence des investisseurs à acquérir des emprunts en écus a été accrue par des incertitudes d'ordre juridique liées à la nature même de la future monnaie unique, incertitudes que le sommet de Madrid a permis de lever. Les quinze Etats membres ont en effet réaffirmé que *« dans le cas des contrats libellés par référence au panier officiel de l'écu de la Communauté européenne, conformément au traité, le remplacement par l'« euro » se fera à raison de 1 pour 1, sauf si ces contrats en disposent autrement »*. Cette précision n'était pas superflue lorsqu'on sait que le gouvernement britannique avait récemment émis des réserves sur une conversion éventuelle de la future monnaie unique européenne à parité avec l'écu. Londres, qui a massivement emprunté en écus – essentiellement pour conserver la prééminence de la City comme place financière – redoute d'avoir à rembourser ses emprunts dans une monnaie unique qui risque de s'apprécier fortement par rapport à la livre sterling après le 1er janvier 1999.

Mais aux yeux des spécialistes, la position de Londres – à l'opposé de celle de Paris – était difficile à défendre. Elle apparaissait en totale contradiction avec le traité de Maastricht. Celui-ci stipule que le passage à la troisième phase de l'union monétaire ne modifiera pas la valeur externe de l'écu. *« Autrement dit*, observent les économistes de la BNP, *le taux de change de l'écu contre toutes les monnaies – celles composant le panier ou les monnaies tierces comme le dollar, par exemple –, immédiatement après le passage à la phase III, sera le même que celui qui prévaudra le 31 décembre 1998. Ainsi, la continuité légale de l'écu est assurée et 1 écu panier vaudra 1 « euro », monnaie unique le 1er janvier 1999. »*

L'ambiguïté du « 1 pour 1 » étant désormais dissipée, les banquiers espèrent un renouveau du marché des emprunts libellés en écu. Ils soulignent que celui-ci présente pour les investisseurs d'importantes sources de profits potentiels, notamment dans le cas d'union monétaire réduite à un petit *nombre de pays européens*. Joanne Perez, économiste de marché à la banque Indosuez, note que *« la monnaie dans laquelle seront remboursés les titres libellés en écus et dont l'échéance se situe au-delà de la mise en œuvre de la phase III a toutes les chances d'être elle-même plus forte que ne l'est le panier actuel »*. Celui-ci contient en effet des devises faibles, comme la lire italienne, la peseta espagnole ou la drachme grecque, ce qui a pour effet de tirer vers le haut les rendements de marché des titres en écus.

Dans le cas d'une union monétaire réduite excluant les pays d'Europe du Sud, les rendements des titres libellés en monnaie unique, débarrassée de ces monnaies « parasites », baisseraient fortement par rapport à leur niveau actuel. *« Le marché de l'écu pourrait être au cours des deux prochaines années le plus performant, mais il est aussi un des plus risqués »*, estime un banquier.

*Pierre-Antoine Delhommais*



# Les tarifs bancaires explosent

## 90 % des clients des banques l'ignorent

**LES BANQUES** font chèrement payer l'érosion de leurs marges à leur clientèle et la réorientation de leurs activités vers des services générant des commissions. Selon une récente étude du centre régional de la consommation (CRC) de Lille, le tarif de la carte bancaire nationale à débit immédiat a augmenté en huit ans (de 1986 à 1994) de 59 %. Celui de la mise en place d'un virement permanent s'est accru de 103 % ; la carte internationale à débit différé a vu son prix progresser de 160 %, le coût d'une opposition sur carte bancaire a augmenté de 318 % et les frais pour rejet de chèque se sont envolés de 369 % !

Illustration pour un rejet de chèque sans provision : à la BNP, son prix est passé de 71,16 francs en 1986 à 610 francs en 1994 ; à la Société générale, il est passé de 148,25 francs à 539,63 francs, de 47,44 à 464,41 francs au Crédit agricole de l'Ile-de-France et de 28,80 à 252,50 à La Poste. Le CRC de Lille note que *« les services les plus taxés ne sont pas forcément les plus courants »*. Le relèvement des prix des services bancaires étant commercialement difficile à mettre en œuvre, les établissements augmentent essentiellement les tarifs d'opérations liées à des situations de crise. Le coût des *« frais d'incident de fonctionnement »*, autrement dit le rejet de chèque ou l'opposition, a très fortement progressé.

En dépit de cette inflation spectaculaire de leur tarification, les banques échappent pour l'instant à la « vindicte » de leurs clients. Selon l'étude, plus de 90 % d'entre eux ignorent le tarif des principales opérations bancaires courantes. Pour deux raisons : la tarification d'une opération, d'invention relativement récente, n'est pas perçue comme telle car elle est souvent intégrée dans un service plus vaste et les clients ne semblent pas très regardants sur la question. Près de 70 % des clients d'une banque *« survolent rapidement »* ou *« jettent systématiquement sans ouvrir »* le courrier que leur envoie leur banque.

*Ba. S.*

# BP devrait exploiter un gisement de gaz algérien

*BRITISH PÉTROLEUM (BP) devait signer le 18 décembre, après deux* ans de négociations avec l'Algérie, un accord de joint venture de 3,5 milliards de dollars (17,5 milliards de francs) pour l'exploitation d'un gisement de gaz destiné à l'exportation vers l'Europe. La compagnie britannique, associée à l'entreprise nationale Sonatrach, devrait prendre en charge plus de 60 % de l'investissement total et obtenir 30 % des profits. Le gisement, situé à In Salah, à 1 200 km au sud d'Alger, devrait produire 10 milliards de mètres cubes par an. Un pipeline de 520 km devrait être construit pour un milliard de dollars jusqu'à Hassi R'Mel d'où le gaz empruntera un autre pipeline actuellement en construction à travers le Maroc. Les premières exportations de gaz de ce gisement ne devraient pas avoir lieu avant l'an 2002.

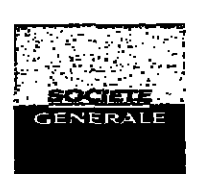
■ **KIMBERLY-CLARK : le groupe papetier américain** se propose de vendre 25 % de ses unités en Grande-Bretagne, selon le *Financial Times* du 18 décembre. Cela afin d'obtenir l'accord de Bruxelles qui s'inquiète de la position dominante acquise par Kimberly-Clark, à la suite de l'acquisition de Scott. Ensemble, les deux groupes détiendraient – au travers de leurs marques Kleenex et Scotties – près de 78 % du marché des papiers domestiques et sanitaires en Grande-Bretagne.

■ **BELL ATLANTIC : la compagnie régionale américaine de téléphone** a engagé des discussions avec son homologue Nynex afin d'examiner les possibilités d'une fusion, selon le *Wall Street Journal* du 18 décembre. Cette alliance viserait à attaquer le marché américain du téléphone longue distance, dominé par AT&T.

■ **TÉLÉCOMMUNICATIONS : François Fillon**, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, assure, dans une interview aux *Echos* publiée lundi 18 décembre, qu'à compter de 1998, date de la libéralisation du téléphone, la *« péréquation tarifaire, géographique et sociale, sera maintenue. Une même communication sur une même distance coûtera le même prix, quelle que soit sa localisation géographique »*. Le ministre affirme indispensable *« de clarifier les rôles entre un régulateur indépendant qui veille à la compétition et un Etat actionnaire et défenseur à ce titre des intérêts de France Télécom »*.

■ **DEUTSCHE BAHN : les chemins de fer allemands** et la société Vebacom (filiale du conglomérat allemand Veba et du britannique Cable and Wireless) vont coopérer pour construire un réseau de télécommunications le long des voies ferrées, selon le quotidien allemand *Handelsblatt* du 18 décembre. 3 900 km de fibres optiques seraient installées d'ici à 1998 ; l'investissement atteindrait 400 millions de DM (1,37 milliard de francs) en l'an 2 000.





■ **TOKYO a terminé en repli lundi, attendant les conclusions du gouvernement sur le problème des créances douteuses. L'indice Nikkei a perdu 35,47 points (0,18 %).**

■ **LE DOLLAR, globalement stable lundi à Tokyo, s'y échangeait en fin de séance à 101,86 yens, contre 102 yens à New York et 101,62 yens à Tokyo vendredi soir.**

■ **LE PREMIER MINISTRE britannique a exclu samedi tout retour de la livre dans le SME, même si cela empêchait le Royaume-Uni de prendre le premier train pour la monnaie unique.**

■ **LE PRÉSIDENT de la Caisse nationale de crédit agricole, M. Douroux, estime, dans un entretien à *La Tribune*, qu'il est *« urgent de baisser »* la rémunération du Livret A *« de l'ordre de 0,50 point »*.**

■ **LE VOLUME D'ÉCHANGES a atteint 639,54 millions d'actions vendredi à Wall Street, dépassant le record historique du 20 octobre 1987, au lendemain du « lundi noir ».**

## LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↘ Clôture | CAC 40 ↘ 1 mois | CAC 40 ↘ 1 an | MIDCAC ↘ 1 mois

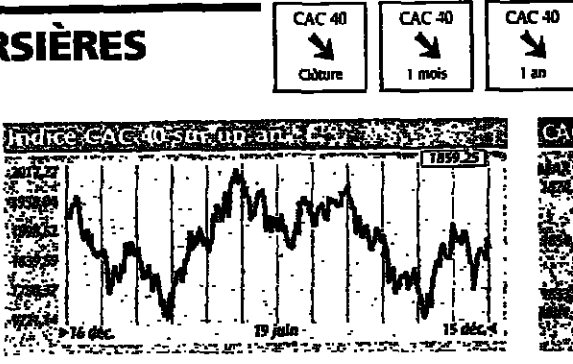
NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES ↘ FT 100 | MILAN ↘ MIB 30 | FRANCFORT ↘ DAX 30

### Nouvel accès de faiblesse à Paris

**LA BOURSE DE PARIS** connaissait un nouvel accès de faiblesse lundi 18 décembre dans un marché calme en attendant le sommet social de jeudi. En hausse de 0,04 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure trois quarts plus tard un repli de 0,27 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises abandonnaient 0,53 % à 1 849,33 points. Le montant des échanges atteignait, à la même heure, 990 millions de francs sur le marché à règlement mensuel.

*Les investisseurs restaient* très prudents en attendant la reprise totale des transports en commun et le sommet social de jeudi. « *Les grèves ne sont pas finies et rien n'est réglé, ni la question des déficits, ni celle des retraites, ni celle de l'équilibre de la Sécurité sociale. Alors pourquoi prendre des risques avant la liquidation* », commentait un opérateur.

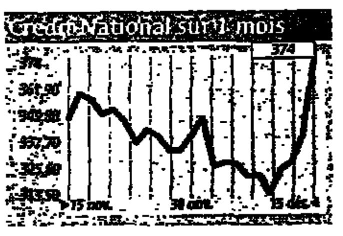
Du côté des valeurs, les opérateurs attendaient le premier cours du titre Pechiney issu de la privatisation du groupe d'emballage et d'aluminium. L'action A Pechiney, qui devait ouvrir à 10 h 30, n'était pas cotée à la mi-journée. Le titre n'est pas réservé à la baisse mais il y a beaucoup d'ordres, c'est la raison *pour laquelle il n'y a pas encore de* cours, *expliquait-on à la SBF*. De source de marché, il semblerait que le cours d'équilibre se situe aux alentours de 180 francs soit 7 francs *sous le cours d'OPV*.



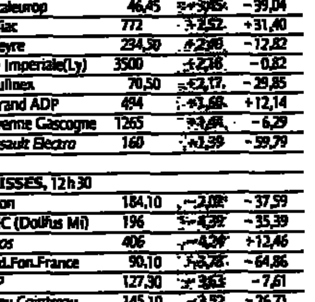

CAC 40 5 jours

### Crédit national, valeur du jour

Le Crédit national a tiré son épingle du jeu, vendredi 15 décembre, à la Bourse de Paris. Alors que les valeurs taux ont globalement fait l'objet de ventes bénéficiaires après la vive progression de jeudi, le Crédit national a affiché un gain de 10 % à 374 francs avec 198 000 titres échangés. L'action, qui a terminé en tête des plus fortes progressions des valeurs du règlement mensuel, aurait bénéficié de la réunion des analystes sur le rachat de la BFCE : plusieurs sociétés ou bureaux d'analyse – Cholet Dupont, Leven, Détroyat, Transbourse – en ont recommandé l'achat.



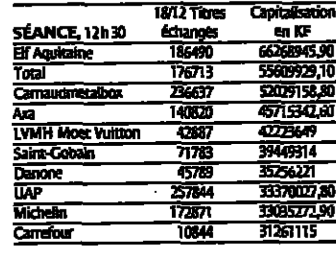

#### PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL



| HAUSSES, 12 h 30 | Cours au 18/12 | Var. % 15/12 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| Dev.R.N-P.Cal #Li | 39 | +10,01 | −45,07 |
| Comptoir Entrep.1 | 13 | [illegible] | −94,06 |
| Metaleurop | 46,45 | +5,65 | −39,04 |
| Zodiac | 772 | +2,52 | +31,40 |
| Lapeyre | 234,50 | +2,40 | −12,82 |
| Rue Imperiale(Ly) | 3500 | +2,38 | −0,82 |
| Moulinex | 70,50 | +2,17 | −29,85 |
| Legrand ADP | 494 | +1,68 | +12,14 |
| Guyenne Gascogne | 1265 | +1,64 | −6,29 |
| Dassault Electro | 160 | +1,39 | −59,79 |
| **BAISSES, 12 h 30** | | | |
| Lebon | 184,10 | −2,08 | −37,59 |
| DMC (Dollfus Mi) | 196 | −4,39 | −35,39 |
| Sligos | 406 | −4,24 | +12,46 |
| Cred.Fon.France | 90,10 | −3,78 | −64,86 |
| UAP | 127,30 | −3,63 | −7,61 |
| Remy Cointreau | 145,10 | −3,52 | −26,71 |
| Vallourec | 164 | −3,18 | −36,43 |
| UIC | 63 | −3,35 | −77,93 |
| UFB Locabail | 380 | −3,08 | −10,58 |
| Selectibanque | 100,50 | −2,82 | −34,78 |

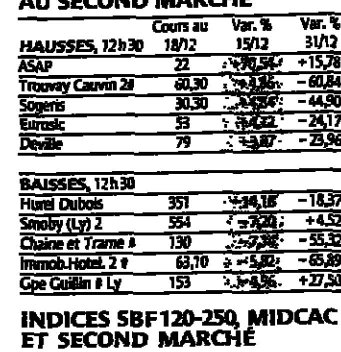


#### VALEURS LES PLUS ACTIVES

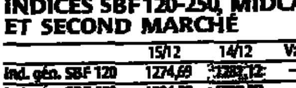


| SÉANCE, 12 h 30 | 18/12 Titres échangés | Capitalisation en KF |
|---|---|---|
| Elf Aquitaine | 186490 | 66268945,90 |
| Total | 176713 | 55609929,10 |
| Carnaudmetalbox | 236637 | 52029158,80 |
| Axa | 140820 | 45715342,60 |
| LVMH Moet Vuitton | 42887 | 42223649 |
| Saint-Gobain | 71783 | 39449314 |
| Danone | 45789 | 35256221 |
| UAP | 257844 | 33370027,80 |
| Michelin | 172871 | 33085272,90 |
| Carrefour | 10844 | 31261115 |

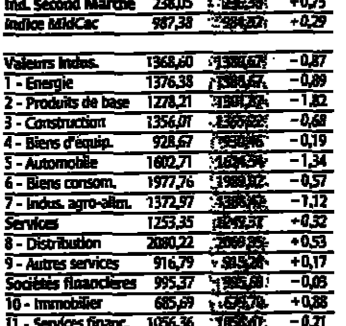
#### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ



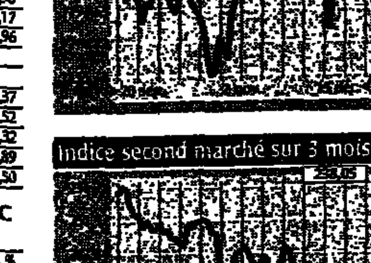
| HAUSSES, 12 h 30 | Cours au 18/12 | Var. % 15/12 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| ASAP | 22 | [illegible] | +15,78 |
| Trouvay Cauvin 2# | 60,30 | +4,36 | −60,84 |
| Sogeris | 30,30 | +4,54 | −44,90 |
| Eurosic | 53 | +4,22 | −24,17 |
| Deville | 79 | +3,87 | −23,96 |
| **BAISSES, 12 h 30** | | | |
| Hurel Dubois | 351 | −14,18 | −18,37 |
| Smoby (Ly) 2 | 554 | −7,20 | +4,52 |
| Chaine et Trame # | 130 | −7,38 | −55,32 |
| Immob.Hotel. 2 # | 63,10 | −5,82 | −65,89 |
| Gpe Guillin # Ly | 153 | −5,56 | +27,50 |

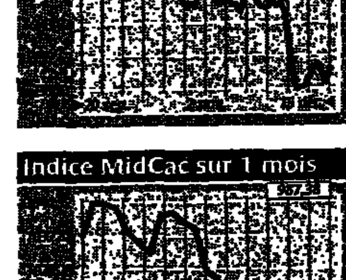


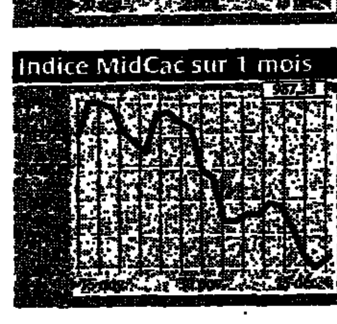
#### INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ



| | 15/12 | 14/12 | Var. % |
|---|---|---|---|
| Ind. gén. SBF 120 | 1274,69 | 1281,12 | −0,50 |
| Ind. gén. SBF 250 | 1224,28 | 1229,38 | −0,41 |
| Ind. Second Marché | 238,05 | 236,39 | +0,73 |
| Indice MidCac | 987,38 | 984,52 | +0,29 |
| Valeurs Indus. | 1368,60 | 1380,67 | −0,87 |
| 1 - Energie | 1376,38 | 1388,67 | −0,89 |
| 2 - Produits de base | 1278,21 | 1301,28 | −1,82 |
| 3 - Construction | 1356,01 | 1365,32 | −0,68 |
| 4 - Biens d'équip. | 928,67 | 930,46 | −0,19 |
| 5 - Automobile | 1602,71 | 1624,54 | −1,34 |
| 6 - Biens consom. | 1977,76 | 1989,02 | −0,57 |
| 7 - Indus. agro-alim. | 1372,97 | 1388,52 | −1,12 |
| Services | 1253,35 | 1249,31 | +0,32 |
| 8 - Distribution | 2080,22 | 2069,35 | +0,53 |
| 9 - Autres services | 916,79 | 915,28 | +0,17 |
| Sociétés financières | 995,37 | 995,68 | −0,03 |
| 10 - Immobilier | 685,69 | 679,70 | +0,88 |
| 11 - Services financ. | 1056,36 | 1058,07 | −0,21 |
| 12 - Sociétés invest. | 1072,62 | 1071,84 | +0,07 |




### Repli dans le calme à Tokyo

**LA BOURSE DE TOKYO** a terminé en baisse lundi 18 décembre. Au terme des transactions, l'indice *Nikkei a cédé 35,47 points* à 19 311,08 points à la suite d'un recul tardif du marché à terme. L'indice Topix a gagné 0,57 points à 1 531,66 points. Le volume d'échanges s'est contracté à 330 millions d'actions contre 465 millions vendredi : « *Un repli de moins de 100 points dans ces conditions n'a pas de conséquences importantes* », a déclaré un courtier.

De nombreux investisseurs se sont tenus à l'écart du marché avant la publication dans quelques jours du plan du gouvernement japonais destiné à aider les sociétés de crédit immobilier (*jusens*) à régler leur problème de créances douteuses. La réunion du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale, mardi, n'a guère incité les opérateurs à se placer sur le marché.

Du côté des valeurs, les immobilières ont fait face à des prises de *bénéfices après leurs gains* provoqués vendredi par l'annonce d'une baisse de la taxe foncière. Les banques ont gagné du terrain, les *investisseurs restant optimistes sur* la future orientation des taux d'intérêt.

#### INDICES MONDIAUX

| | Cours au 15/12 | Cours au 14/12 | Var. en % |
|---|---|---|---|
| Paris CAC 40 | 1859,25 | 1874,98 | −0,85 |
| New-York/DJ indus. | 5183,96 | 5182,15 | +0,03 |
| Tokyo/Nikkei | 19346,60 | 19499,30 | −0,79 |
| Londres/FT100 | 3642,60 | 3671,60 | −0,80 |
| Francfort/Dax 30 | 2284,77 | 2285,35 | −0,05 |
| Frankfort/Commer. | 815,98 | 819,52 | −0,45 |
| Bruxelles/Bel 20 | 1805,92 | 1806,27 | −0,02 |
| Bruxelles/Général | 1556,57 | 1557,14 | −0,04 |
| Milan/MIB 30 | 967 | 969 | −0,21 |
| Amsterdam/Gé. Cbs | 317,20 | 318,80 | −0,50 |
| Madrid/Ibex 35 | 315,56 | 313,77 | +0,57 |
| Stockholm/Affarsal | 1315,57 | 1328,86 | −1,01 |
| Londres FT30 | 2633,50 | 2656,60 | −0,88 |
| Hong Kong/Hang S. | 9858,65 | 9912,84 | −0,55 |
| Singapour/Strait t | 2203,11 | 2204,66 | −0,07 |

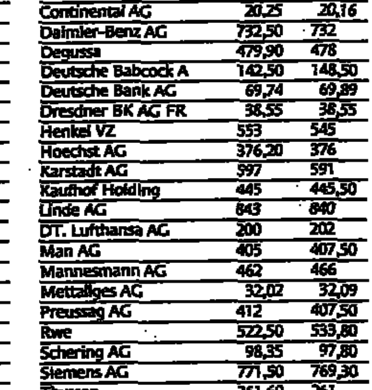
#### NEW YORK
**Les valeurs du Dow-Jones**

| | 15/12 | 14/12 |
|---|---|---|
| Alcoa | 55,12 | 54,62 |
| American Express | 42,62 | 42,50 |
| Allied Signal | 48,75 | 48,37 |
| AT & T | 67,50 | 66,87 |
| Bethlehem | 14,62 | 14,50 |
| Boeing Co | 75 | 73,50 |
| Caterpillar Inc. | 62 | 62 |
| Chevron Corp. | 51,75 | 51,87 |
| Coca-Cola Co | 79 | 79 |
| Disney Corp. | 61,12 | 60,75 |
| Du Pont Nemours&Co | 69,25 | 69,62 |
| Eastman Kodak Co | 68,62 | 67,87 |
| Exxon Corp. | 82 | 83 |
| Gén. Motors Corp.H | 50,25 | 50,62 |
| Gén. Electric Co | 72,12 | 71,37 |
| Goodyear T & Rubbe | 44,75 | 44,75 |
| IBM | 91,50 | 92,50 |
| Intl Paper | 35,62 | 35,62 |
| J.P. Morgan Co | 80 | 79,87 |
| Mc Don Dougl | 90,12 | 90,25 |
| Merck & Co.Inc. | 66,25 | 66,75 |
| Minnesota Mng.&Mfg | 67,25 | 68,75 |
| Philip Moris | 93,12 | 93,12 |
| Procter & Gamble C | 86,12 | 86,12 |
| Sears Roebuck & Co | 40 | 40,50 |
| Texaco | 79 | 79,37 |
| Union Carb. | 38,62 | 38,75 |
| Utd Technol | 94,37 | 93,87 |
| Westingh. Electric | 16 | 15,50 |
| Woolworth | 14,12 | 14,12 |

#### LONDRES
**Sélection de valeurs du FT 100**

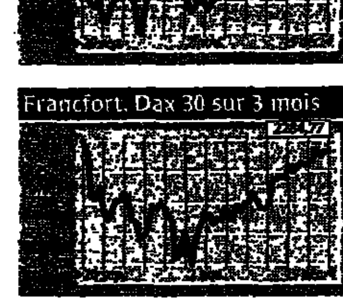
| | 15/12 | 14/12 |
|---|---|---|
| Allied Lyons | 5,16 | 5,12 |
| Barclays Bank | 7,70 | 7,81 |
| B.A.T. industries | 5,50 | 5,69 |
| British Aerospace | 7,82 | 7,87 |
| British Airways | 4,70 | 4,76 |
| British Gas | 2,29 | 2,25 |
| British Petroleum | 5,33 | 5,42 |
| British Telecom | 3,44 | 3,48 |
| B.T.R. | 3,20 | 3,21 |
| Cadbury Schweppes | 5,46 | 5,50 |
| Eurotunnel | 0,89 | 0,91 |
| Glaxo | 8,99 | 8,98 |
| Grand Metropolitan | 4,52 | 4,54 |
| Guinness | 4,60 | 4,66 |
| Hanson Plc | 1,87 | 1,87 |
| Great Ic | 6,69 | 6,77 |
| H.S.B.C. | 9,77 | 9,79 |
| Impérial Chemical | 7,31 | 7,35 |
| Lloyds Bank | 8,64 | 8,78 |
| Marks and Spencer | 4,39 | 4,48 |
| National Westminst | 6,53 | 6,67 |
| Peninsular Orienta | 4,65 | 4,64 |
| Reuters | 5,95 | 6,08 |
| Saatchi and Saatch | 0,94 | 0,90 |
| Shell Transport | 8,43 | 8,59 |
| Smithkline Beecham | 6,89 | 6,98 |
| Tate and Lyle | 4,52 | 4,53 |
| Univeler Ltd | 13,21 | 13,24 |
| Wellcome | 10,88 | 10,60 |
| Zeneca | 12,55 | 12,72 |

#### FRANCFORT
**Les valeurs du Dax 30**



| | 15/12 | 14/12 |
|---|---|---|
| Allianz Holding N | 2870 | 2880 |
| Basf AG | 320,80 | 321,70 |
| Bayer AG | 379,30 | 380 |
| Bay hyp&Wechselbk | 36,84 | 36,84 |
| Bayer Vereinsbank | 42,80 | 42,65 |
| BMW | 757 | 761 |
| Commerzbank | 339,70 | 340,20 |
| Continental AG | 20,25 | 20,16 |
| Daimler-Benz AG | 732,50 | 732 |
| Degussa | 479,90 | 478 |
| Deutsche Babcock A | 142,50 | 148,50 |
| Deutsche Bank AG | 69,74 | 69,89 |
| Dresdner BK AG FR | 38,55 | 38,55 |
| Henkel VZ | 553 | 545 |
| Hoechst AG | 376,20 | 376 |
| Karstadt AG | 597 | 591 |
| Kaufhof Holding | 445 | 445,50 |
| Linde AG | 843 | 840 |
| DT. Lufthansa AG | 200 | 202 |
| Man AG | 405 | 407,50 |
| Mannesmann AG | 462 | 466 |
| Mettallges AG | 32,02 | 32,09 |
| Preussag AG | 412 | 407,50 |
| Rwe | 522,50 | 533,80 |
| Schering AG | 98,35 | 97,80 |
| Siemens AG | 771,50 | 769,30 |
| Thyssen | 261,60 | 261 |
| Veba AG | 60,90 | 60,70 |
| Vlag | 587,50 | 586 |
| Wellag AG | 732 | 725 |

New York, Dow Jones sur 3 mois




## LES TAUX

PARIS → Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK → Jour le jour | NEW YORK ↗ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↘ Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

### Légère hausse du Matif

**LE CONTRAT** *notionnel* du Matif – le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises – a ouvert lundi en légère hausse. Après quelques minutes, l'échéance mars gagnait quatre centièmes à 120,14 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,69 %, soit un écart de 0,66 % par rapport à celui de l'emprunt d'Etat allemand de même échéance. Vendredi, le marché obligataire américain avait fini la séance en baisse, le rendement de l'emprunt de référence à trente ans remontant à 6,10 %.

Lundi matin, la Banque de France a laissé inchangé le taux de l'argent au jour le jour à 4,94 %. Les taux d'intérêt à trois mois s'inscrivaient à 5,20 %. Le contrat Pibor 3 mois du Matif était en hausse de sept centièmes à 94,76 points.

120,76
15 déc.
19 juin
15 déc.

#### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

| TAUX 15/12 | Taux jour le jour | Taux 10 ans | Taux 30 ans | Indice des prix |
|---|---|---|---|---|
| France | 5,12 | 6,78 | 7,52 | 1,80 |
| Allemagne | 3,94 | 6,05 | 6,86 | 1,50 |
| Grande-Bretagne | 6,38 | 7,40 | 7,69 | 3,90 |
| Italie | 10,43 | 11,16 | 11,63 | 5,80 |
| Japon | 0,38 | 2,84 | 4,75 | −0,20 |
| Etats-Unis | 5,63 | 5,75 | 6,08 | 2,80 |

#### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

| TAUX DE RENDEMENT | Taux au 15/12 | Taux au 14/12 | Indice (base 100 fin 94) |
|---|---|---|---|
| Fonds d'Etat 3 à 5 ans | 5,80 | 5,91 | 106,73 |
| Fonds d'Etat 5 à 7 ans | 6,24 | 6,34 | 108,79 |
| Fonds d'Etat 7 à 10 ans | 6,63 | 6,70 | 111,10 |
| Fonds d'Etat 10 à 15 ans | 6,95 | 7,02 | 111,70 |
| Fonds d'Etat 20 à 30 ans | 7,41 | 7,48 | 113,67 |
| Obligations françaises | 7,02 | 7,09 | 110,70 |
| Fonds d'Etat à TME | −1,33 | −1,20 | 102,07 |
| Fonds d'Etat à TRE | −0,94 | −0,94 | 101,89 |
| Obligat. franc. à TME | −0,84 | −0,75 | 100,34 |
| Obligat. franc. à TRE | +0,94 | +0,14 | 100,19 |

#### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,20 %)

| | Achat 15/12 | Vente 15/12 | Achat 14/12 | Vente 14/12 |
|---|---|---|---|---|
| Jour le jour | 5,1250 | — | 5,1875 | — |
| 1 mois | 5,25 | 5,43 | 5,57 | 5,82 |
| 3 mois | 5,31 | 5,43 | 5,62 | 6,87 |
| 6 mois | 5,18 | 5,37 | 5,47 | 5,72 |
| 1 an | 5,12 | 5,31 | 5,34 | 5,59 |
| **PIBOR FRANCS** | | | | |
| Pibor Francs 1 mois | 5,2305 | — | 5,6719 | — |
| Pibor Francs 3 mois | 5,3086 | — | 5,6797 | — |
| Pibor Francs 6 mois | 5,2344 | — | 5,5625 | — |
| Pibor Francs 9 mois | 5,2109 | — | 5,4609 | — |
| Pibor Francs 12 mois | 5,2188 | — | 5,4297 | — |
| **PIBOR ÉCU** | | | | |
| Pibor Ecu 3 mois | 5,2500 | — | 5,3750 | — |
| Pibor Ecu 6 mois | 5,1875 | — | 5,3125 | — |
| Pibor Ecu 12 mois | 5,1771 | — | 5,2813 | — |

#### MATIF

| Échéances 15/12 | volume | dernier prix | plus haut | plus bas | premier prix |
|---|---|---|---|---|---|
| **NOTIONNEL 10 %** | | | | | |
| Déc. 95 | 93421 | 120,76 | 121,36 | 120,70 | 121,06 |
| Mars 96 | 151256 | 119,86 | 120,42 | 119,78 | 120,10 |
| Juin 96 | 507 | 120,50 | 120,70 | 120,30 | 120,52 |
| Sept. 96 | 128 | 119,44 | 119,80 | 119,44 | 119,66 |
| **PIBOR 3 MOIS** | | | | | |
| Déc. 95 | 45234 | 94,62 | 94,70 | 94,57 | 94,69 |
| Mars 96 | 22650 | 95 | 95 | 94,86 | 94,95 |
| Juin 96 | 7620 | 95,07 | 95,13 | 95,05 | 95,11 |
| Sept. 96 | 4218 | 95,10 | 95,12 | 95,05 | 95,11 |
| **ÉCU LONG TERME** | | | | | |
| Déc. 95 | 3654 | 91,36 | 91,66 | 91,14 | 91,44 |
| Mars 96 | 3463 | 90 | 90,46 | 89,96 | 90,24 |

#### CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

| Échéances 15/12 | volume | dernier prix | plus haut | plus bas | premier prix |
|---|---|---|---|---|---|
| Déc. 95 | 23750 | 1897 | 1901 | 1862 | 1870 |
| Janvier 96 | 2194 | 1906 | 1907,50 | 1874 | 1877,50 |
| Février 96 | 218 | 1906,50 | 1906,50 | 1890 | 1885 |
| Mars 96 | 3817 | 1925 | 1925 | 1888 | 1893 |

## LES MONNAIES

US/F ↘ 4,9760 | US/DM ↗ 1,4415 | US/¥ ↗ 102,0200 | DM/F ↗ 3,4477 | £/F ↘ 7,6605

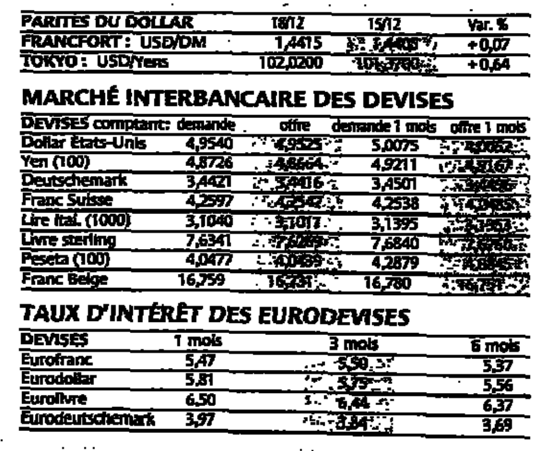
### Stabilité du dollar et du franc

**LUNDI MATIN** 18 décembre, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes, le dollar, stable, s'échangeait à 1,4415 deutschemark, 101,86 yens et 4,9585 francs. Les opérateurs se montrent prudents à la veille de la réunion du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine. Une baisse du taux des fonds fédéraux amputerait le billet vert d'une partie de sa rémunération.

Dans le même temps, le franc s'inscrivait à 3,4405 francs pour 1 deutschemark, son cours de clôture de vendredi. Les investisseurs, rassurés par la reprise progressive du travail à la SNCF et à la RATP, restent vigilants avant le sommet social organisé jeudi. Un échec de celui-ci – ou des concessions majeures de la part du gouvernement – pourrait faire entrer le franc dans une nouvelle zone de turbulences.

#### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

| DEVISES | cours BDF 15/12 | % 14/12 | Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| Allemagne (100 dm) | 344,7700 | +0,12 | 333 | 357 |
| Ecu | 6,3355 | +0,34 | — | — |
| Etats-Unis (1 usd) | 4,9760 | −0,27 | 4,7000 | 5,3000 |
| Belgique (100 F) | 16,7725 | +0,12 | 16,3000 | 17,4000 |
| Pays-Bas (100 fl) | 307,9600 | +0,12 | — | — |
| Italie (1000 lir.) | 3,1085 | −0,43 | 2,8200 | 3,3200 |
| Danemark (100 krd) | 88,9100 | +0,07 | 84 | 94 |
| Irlande (1 iep) | 7,9170 | +0,12 | 7,5000 | 8,2900 |
| Gde-Bretagne (1 L) | 7,6605 | −0,05 | 7,2500 | 8,1000 |
| Grèce (100 drach.) | 2,0850 | +0,19 | 1,7500 | 2,2500 |
| Suède (100 krs) | 74,9000 | +0,01 | 70 | 80 |
| Suisse (100 F) | 427,5300 | +0,62 | 410 | 434 |
| Norvège (100 k) | 78,1000 | +0,10 | 73 | 82 |
| Autriche (100 sch) | 48,9960 | +0,12 | 47,4000 | 50,5000 |
| Espagne (100 pes.) | 4,0485 | −0,12 | 3,6800 | 4,2800 |
| Portugal (100 esc. | 3,2850 | — | 2,8500 | 3,5500 |
| Canada 1 dollar ca | 3,6184 | −0,36 | 3,3200 | 3,9200 |
| Japon (100 yens) | 4,8808 | −0,52 | 4,6900 | 5,0400 |
| Finlande (mark) | 114,5200 | −0,25 | 110 | 121 |



| PARITES DU DOLLAR | 18/12 | 15/12 | Var. % |
|---|---|---|---|
| FRANCFORT : USD/DM | 1,4415 | 1,4405 | +0,07 |
| TOKYO : USD/Yens | 102,0200 | 101,3700 | +0,64 |

#### MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| DEVISES comptant: | demande | offre | demande 1 mois | offre 1 mois |
|---|---|---|---|---|
| Dollar États-Unis | 4,9540 | 4,9525 | 5,0075 | [illegible] |
| Yen (100) | 4,8726 | 4,8664 | 4,9211 | [illegible] |
| Deutschemark | 3,4421 | 3,4416 | 3,4501 | [illegible] |
| Franc Suisse | 4,2597 | 4,2542 | 4,2538 | [illegible] |
| Lire ital. (1000) | 3,1040 | 3,1017 | 3,1395 | [illegible] |
| Livre sterling | 7,6341 | 7,6089 | 7,6840 | [illegible] |
| Peseta (100) | 4,0477 | 4,0489 | 4,2879 | [illegible] |
| Franc Belge | 16,759 | 16,231 | 16,780 | [illegible] |

#### TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

| DEVISES | 1 mois | 3 mois | 6 mois |
|---|---|---|---|
| Eurofranc | 5,47 | 5,50 | 5,37 |
| Eurodollar | 5,81 | 5,75 | 5,56 |
| Eurolivre | 6,50 | 6,44 | 6,37 |
| Eurodeutschemark | 3,97 | 3,84 | 3,69 |

## L'OR

| | cours 15/12 | cours 14/12 |
|---|---|---|
| Or fin (k. barre) | 61800 | 61400 |
| Or fin (en lingot) | 62200 | 61800 |
| Once d'Or Londres | 385,70 | 386,20 |
| Pièce française(20f) | 358 | 364 |
| Pièce suisse (20f) | 357 | 357 |
| Pièce Union lat(20f) | 357 | 357 |
| Pièce 20 dollars us | 2460 | 2520 |
| Pièce 10 dollars us | 1430 | 1450 |
| Pièce 50 pesos mex. | 2290 | 2290 |

## LE PÉTROLE

| En dollars | cours 15/12 | cours 14/12 |
|---|---|---|
| Brent (Londres) | 16,10 | 16,10 |
| WTI (New York) | — | — |
| *Crude Oil (New York)* | *16,16* | *16,16* |

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

| INDICES | 15/12 | 14/12 |
|---|---|---|
| Dow-Jones comptant | 221,49 | 221,07 |
| Dow-Jones à terme | 328,72 | 329,10 |
| CRB | — | [illegible] |

| MÉTAUX (Londres) | dollars/tonne | |
|---|---|---|
| Cuivre comptant | 2964 | 3007 |
| Cuivre à 3 mois | 2744 | 2732 |
| Aluminium comptant | 1685,50 | 1685,50 |
| Aluminium à 3 mois | 1710 | 1720 |
| Plomb comptant | 715 | 731,50 |
| Plomb à 3 mois | 714 | 728 |
| Etain comptant | 6375 | 6390 |
| Etain à 3 mois | 6370 | 6375 |
| Zinc comptant | 1024 | 1032 |
| Zinc à 3 mois | 1047 | 1056,50 |
| Nickel comptant | 8225 | 8220 |
| *Nickel à 3 mois* | 8345 | 8390 |

| MÉTAUX (New-York) | $/once | |
|---|---|---|
| Argent à terme | 5,23 | [illegible] |
| Platine à terme | 424 | 408,50 |
| Palladium | 155,25 | [illegible] |
| **GRAINES, DENREES (Chicago)** | **$/boisseau** | |
| Blé (Chicago) | 5,08 | 5,07 |
| Maïs (Chicago) | 3,47 | 3,46 |
| Grain. soja (Chicago) | — | [illegible] |
| Tourt. soja (Chicago) | 228,80 | 228,70 |
| **GRAINES, DENREES (Londres)** | **£/tonne** | |
| P. de terre (Londres) | 107,50 | 270 |
| Orge (Londres) | 112,25 | [illegible] |
| **SOFTS** | **$/tonne** | |
| Cacao (New-York) | 1329 | 1330 |
| Café (Londres) | 2545 | 2290 |
| Sucre blanc (Paris) | 1740,45 | [illegible] |
| **OLEAGINEUX, AGRUMES** | **cents/tonne** | |
| Coton (New-York) | 0,73 | [illegible] |
| Jus d'orange (New-York) | 1,04 | [illegible] |

# RÈGLEMENT MENSUEL

**LUNDI 18 DÉCEMBRE**

Liquidation : 21 décembre
Taux de report : 5,25
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS
−0,67 %
CAC 40 : 1846,83

| VALEURS FRANÇAISES | Cours précéd. | Derniers cours | % + − | % variation 31/12 (1) |
|---|---|---|---|---|
| EDF-GDF 3% | 7520 | [illegible] | + 0,26 | [illegible] |
| B.N.P. (T.P) | 992 | [illegible] | − 1,82 | [illegible] |
| Cr.Lyonnais(T.P.) | 815 | [illegible] | − 0,24 | [illegible] |
| Renault (T.P.) | 1902 | [illegible] | + 0,05 | [illegible] |
| Rhone Poulenc(T.P) | 2030 | [illegible] | — | [illegible] |
| Saint Gobain(T.P.) | 1110 | [illegible] | — | [illegible] |
| Thomson S.A (T.P) | 1086 | [illegible] | − 0,55 | [illegible] |
| Accor | 651 | [illegible] | − 1,84 | [illegible] |
| Air Liquide | 812 | [illegible] | − 0,61 | [illegible] |
| Chargeurs | 1017 | [illegible] | + 0,19 | [illegible] |
| Christian Dior | 511 | [illegible] | − 1,36 | [illegible] |
| Ciments Fr.Priv.B | 196,50 | [illegible] | − 1,78 | [illegible] |
| Clarins | 457 | [illegible] | + 0,43 | [illegible] |
| Club Mediterranee | 398,50 | [illegible] | − 0,85 | [illegible] |
| Coflexip | 176 | [illegible] | + 0,45 | [illegible] |
| Colas | 771 | [illegible] | + 0,51 | [illegible] |
| Comptoir Entrep.1 | 12,50 | [illegible] | + 4 | [illegible] |
| Comptoir Moder. | 1526 | [illegible] | + 0,06 | [illegible] |
| CPR | 415 | 410 | − 1,20 | + 14,94 |
| Cred.Fon.France | 93,60 | 90,10 | − 3,73 | − 64,86 |
| Credit Local Fce | 400,50 | 396,50 | − 0,99 | + 3,79 |
| Credit Lyonnais CI | 295 | 292,10 | − 0,98 | − 53,91 |
| Credit National | 374 | 372,30 | − 0,45 | − 7,84 |
| CS Signaux(CSEE) | 199 | 199,50 | + 0,25 | − 45,19 |
| Damart | 3890 | 3882 | − 0,20 | − 31,87 |
| Danone | 774 | 767 | − 0,90 | + 2,40 |
| Dassault-Aviation | 346 | 347 | + 0,28 | − 19,30 |
| Dassault Electro | 157,80 | 160 | + 1,39 | − 59,79 |
| De Dietrich | 229 | 227 | − 0,87 | − 30,62 |
| Degremont | 391 | 388 | − 0,76 | − 4,19 |
| Dev.R.N-P.Cal Li | 35,45 | 39 | + 10,01 | − 45,07 |
| DMC (Dollfus Mi) | 205 | 196 | − 4,39 | − 35,39 |
| Docks France | 724 | 726 | + 0,27 | + 11,17 |
| Dynaction | 88 | 89 | + 1,13 | − 34,60 |
| Eaux (Cie des) | 499,10 | 493 | − 1,22 | − 5 |
| Ecco | 756 | 754 | − 0,26 | − 18,92 |
| Eiffage | 706 | 706 | — | − 3,99 |
| Elf Aquitaine | 355,20 | 355,50 | + 0,08 | − 5,42 |
| ERAMET | 298 | 293 | − 1,67 | — |
| Eridania Beghin | 825 | 830 | + 0,60 | + 18,23 |
| Essilor Intl | 956 | 964 | + 0,83 | + 31,15 |
| Essilor Intl ADP | 690 | 690 | — | + 39,39 |
| Esso | 490 | 490,10 | + 0,02 | − 37,45 |
| Eurafrance | 1610 | 1610 | — | + 3,18 |
| Lafarge | 307,70 | 303,30 | − 1,42 | [illegible] |
| Lagardere (MMB) | 92 | 91,90 | − 0,10 | [illegible] |
| Lapeyre | 229 | 234,50 | + 2,40 | [illegible] |
| Lebon | 198 | 184,10 | − 7,02 | [illegible] |
| Legrand | 743 | 745 | + 0,26 | [illegible] |
| Legrand ADP | 486,20 | 494 | + 1,60 | [illegible] |
| Legris indust. | 168 | 168 | — | [illegible] |
| Locindus | 840 | 840 | — | [illegible] |
| L'Oreal | 1297 | 1293 | − 0,30 | [illegible] |

| VALEURS ÉTRANGÈRES | Cours précéd. | Derniers cours | % + − | % variation 31/12 (1) |
|---|---|---|---|---|
| Vaal Reefs | 324,10 | 328 | − 1,20 | − 34,13 |
| Volkswagen A.G | 1641 | 1641 | — | + 15,48 |
| Volvo (act.B) | 97,80 | 96 | + 1,22 | − 4,80 |
| Western Deep | 168,60 | 170,60 | − 1,18 | − 22,45 |
| Yamanouchi | 109 | 109,10 | − 0,09 | + 0,09 |
| Zambia Copper | 1,76 | 1,75 | − 0,56 | − 56,68 |

**ABRÉVIATIONS**
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

**DERNIÈRE COLONNE (1) :**
Lundi daté mardi : % variation 31/12
*Mardi daté mercredi : montant du coupon*
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

# COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
**LUNDI 18 DÉCEMBRE**

| OBLIGATIONS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| BFCE 9% 91-02 | 113,10 | [illegible] |
| CEPME 8,5% 88-97CA | 104 | [illegible] |
| CEPME 9% 89-99 CA# | 109,99 | [illegible] |
| CEPME 9% 92-06 TSR | 112,16 | [illegible] |
| CFD 9,7% 90-03 CB | 117 | [illegible] |
| CFD 8,6% 92-05 CB | 112,60 | [illegible] |
| CFF 10% 88-98 CA# | 109,36 | [illegible] |
| CFF 9% 88-97 CA# | 105,30 | [illegible] |
| CFF 10,25%90-01CB# | 115,09 | [illegible] |
| CLF 8,9% 88-00 CA# | 110,83 | [illegible] |
| CLF 9% 88-93/98 CA# | 106,72 | [illegible] |
| CNA 9% 4/92-07 | 114,73 | [illegible] |
| CRH 8,6% 92/94-03 | 110,39 | [illegible] |
| CRH 8,5% 10/87-88# | 107,98 | [illegible] |
| EDF 8,6% 88-89 CA# | 109,46 | [illegible] |
| EDF 8,6% 92-04 # | 112,40 | [illegible] |
| Em.Etat10,26%86-96 | 101 | [illegible] |
| Emp.Etat 6%7/93-97 | 101,12 | [illegible] |
| Finansder 9%91-06# | 115,17 | [illegible] |
| Finansd.8,6%92-02# | 111 | [illegible] |
| Floral9,75% 90-99# | 112,20 | 3,996 ↑ |
| OAT 9,8%1/86-96CA# | 100,50 | 8,726 ↑ |
| OAT 8,5% 87-97CA# | 104,65 | 4,157 |
| OAT 9,90%85-97 CA# | 108,48 | 8,216 ↑ |
| OAT 88-98 TME CA | 101,60 | 6,289 |
| OAT 9/85-98 TRA | — | 1,927 |
| OAT 9,50%88-98 CA# | 109,33 | 3,646 ↑ |
| OAT TMB 87/99 CA | 99,60 | 6,087 |
| OAT 8,125% 89-99 # | 107,57 | 4,662 d |
| OAT 8,50%90/00 CA# | — | 6,224 |
| OAT 85/00 TRA CA | 104,30 | 2,827 |
| OAT 10%5/85-00 CA# | 115,71 | 5,683 o |
| OAT 89-01 TME CA | 101,90 | 6,209 |
| OAT 8,5% 87-02 CA# | 111,96 | 8,608 |
| OAT 8,50% 89-19# | 113 | 1,324 |
| OAT 8,50%92-23 CA# | — | 5,574 |
| SNCF 8,8% 87-94CA | 107 | 7,763 o |
| Lyon.Eaux 6,5%90CV | 922 | [illegible] |

| ACTIONS FRANÇAISES | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Arbel | [illegible] | [illegible] |
| Bains C.Monaco | [illegible] | [illegible] |
| B.N.P.Intercont. | [illegible] | [illegible] |
| Bidermann Intl | [illegible] | [illegible] |
| B T P (la cie) | [illegible] | [illegible] |
| Cambodge | [illegible] | [illegible] |
| Carbone Lorraine | [illegible] | [illegible] |
| CBC | [illegible] | [illegible] |
| Centenaire Blanzy | [illegible] | [illegible] |
| Ceragen Holding | [illegible] | [illegible] |
| Champex (Ny) | [illegible] | [illegible] |
| CIC Un.Euro.CIP | [illegible] | [illegible] |
| C.I.T.R.A.M. (B) | [illegible] | [illegible] |
| Cpt Lyon Alem. | [illegible] | [illegible] |
| Concorde-Ass Risq | [illegible] | [illegible] |
| Gpe Valfond ex.CW | [illegible] | [illegible] |
| Credit Gen.Ind. | [illegible] | [illegible] |
| Darblay | [illegible] | [illegible] |
| Didot Bottin | [illegible] | [illegible] |
| Eaux Bassin Vichy | [illegible] | [illegible] |
| Ecia | [illegible] | [illegible] |
| Ent.Mag. Paris | [illegible] | [illegible] |
| Eridania Beghin CI | [illegible] | [illegible] |
| Fidei | [illegible] | [illegible] |
| Finalens | [illegible] | [illegible] |
| F.I.P.P. | [illegible] | [illegible] |
| Fonciere (Cie) | [illegible] | [illegible] |

| ACTIONS ÉTRANGÈRES | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Bayer.Vereins Bank | 155 | 155 |
| Commerzbank AG | 1135 | 1131 |
| Fiat Ord | 16,50 | 16,50 |
| Gevaert | 280 | 280 |
| Gold Fields South | 130 | 130 |
| Kubota Corp. | 30,05 | 30,05 |
| Montedison act.ep. | 4,54 | 7,282 d |
| Olympus Optical | 46 | 48 |
| Ottomane(Cie Fin.) | 172 | 172 |
| Robeco | 350,70 | 349,20 |
| Rodamco N.V. | 136,10 | 137,20 |
| Rolinco | 370,50 | 368 |
| Solvay SA | 2480 | 2599 |
| Wagons Lit | 1730 | 1730 |

**ABRÉVIATIONS**
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ *demande réduite; # contrat d'animation.*

# SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
**LUNDI 18 DÉCEMBRE**

| VALEURS | | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|---|
| Acial (Ns) # | ◆ | 60 | [illegible] |
| AFE # | | 329 | [illegible] |
| Aigle # | | 216 | [illegible] |
| Albert S.A (Ns) | ◆ | 140 | [illegible] |
| Altran Techno. # | | 685 | [illegible] |
| Montaignes P.Gest. | ◆ | 478 | [illegible] |
| B.A.C. | ◆ | 23,70 | [illegible] |
| Bque Picardie (Li) | | 529 | [illegible] |
| Bque Sofirec (M) | ◆ | 570 | [illegible] |
| Bque Tarneaud(B)# | | 202,10 | [illegible] |
| Bque Vernes | | 630 | [illegible] |
| Beneteau # | | 340 | [illegible] |
| B I M P | ◆ | 55 | [illegible] |
| Boiron (Ly) # | | 478 | [illegible] |
| Boisset (Ly)# | | 228,90 | [illegible] |
| But S.A. | | 241,20 | [illegible] |
| Candif SA ! | | 555 | [illegible] |
| CDA-Cie des Alpes | | 136,40 | [illegible] |
| C.E.E # | | 254 | 254,10 |
| CEGEP # | | 156,10 | 156,10 |
| Cermex # (Ly) | ◆ | 270,10 | 270,10 |
| CFPI # | ◆ | 245,50 | 245,50 |
| Change Bourse (M) | | 226,30 | 226,30 |
| Christ.Dalloz # | | 1025 | 1025 |
| Cipe France Ly # | | 270 | 270 |
| CNIM CA# | | 151 | [illegible] |
| Codetour | | 269 | 269 |
| Comp.Euro.Tele-CET | | 245 | [illegible] |
| Confiandey S.A. | | 271 | 270 |
| C.A. de la Brie | | 349,50 | [illegible] |
| C.A.Gironde (B) | | 440 | [illegible] |
| C.A.Haute Normand. | | 336,90 | [illegible] |
| C.A.Ille & Vilaine | | 339,30 | 339,40 |
| C.A. Paris IDF | | 710 | 712 |
| C.A.de l'Isere Ly# | | 366 | 352 |
| C.A.Loire Atl.Ns # | | 329,60 | 325 |
| C.A.Loire/H.Loire# | | 199,80 | 199,80 |
| C.A.Morbihan (Ns) | | 357 | [illegible] |
| C.A.du Nord (Li) | | 425 | 422 |
| C.A. Oise CCI | ◆ | 236,50 | 236,50 |
| C.A.Pas de Calais | | 420 | [illegible] |
| C.A. Somme CCI | | 237 | 239 |
| C.A.Toulouse (B) | | 366 | 368 |
| CFJPE(exGAN part# | ◆ | 115,50 | 115,50 |
| Chaine et Trame # | | 140 | 130 |
| C.A. Midi CCI#(Ly) | | 248 | 250 |
| Creeks | | 42,30 | 42,60 |
| Delta Prot.# Ly | ◆ | 301 | 301 |

| VALEURS | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Devanlay | [illegible] | [illegible] |
| Deveaux(Ly)# | [illegible] | [illegible] |
| Devernois (Ly) | [illegible] | [illegible] |
| Ducros Serv.Rapide | [illegible] | [illegible] |
| Ecco Trav.Tempo | [illegible] | [illegible] |
| Emin-Leydier# (Ly) | [illegible] | [illegible] |
| Europ.Extinc.(Ly)# | [illegible] | [illegible] |
| Europ Propulsion | [illegible] | [illegible] |
| Expand s.a | [illegible] | [illegible] |
| Factorem | [illegible] | [illegible] |
| Faiveley # | [illegible] | [illegible] |
| Finabail | [illegible] | [illegible] |
| Finacor | [illegible] | [illegible] |
| Fininfo | [illegible] | [illegible] |
| Fructivie 1 | [illegible] | [illegible] |
| Gautier France 28 | [illegible] | [illegible] |
| Gel 2000 2 | [illegible] | [illegible] |
| GFI Industries # | [illegible] | [illegible] |
| Girodet # (Ly) | [illegible] | [illegible] |
| GLM S.A. | [illegible] | [illegible] |
| Grandoptic.Photo # | [illegible] | [illegible] |
| Gpe Guillin # Ly | [illegible] | [illegible] |
| Kindy # | [illegible] | [illegible] |
| Guerbet 2 | [illegible] | [illegible] |
| Hermes internat.1 | [illegible] | [illegible] |
| Hurel Dubois | [illegible] | [illegible] |
| ICBT Groupe # 2 | [illegible] | [illegible] |
| I.C.C. 2 | [illegible] | [illegible] |
| Idianova | [illegible] | [illegible] |
| Immob.Hotel. 2 # | [illegible] | [illegible] |

# HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
**LUNDI 18 DÉCEMBRE**

| VALEURS | | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|---|
| Sté lecteurs du Monde | ◆ | 159 | 159 |
| Nobel | ◆ | 138 | 138 |
| Mumm | ◆ | 843 | 843 |
| Générale Occidentale | ◆ | 41,60 | 41,60 |

**ABRÉVIATIONS**
*B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;* Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon *détaché; ● droit détaché; o = offert;* d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

# SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 15 décembre

| VALEURS | | Émission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|---|
| Actimonetaire C | | 36265,67 | 36265,67 |
| Actimonetaire D | | 30866,41 | 30866,41 |
| Agipi Ambition (Axa) | ◆ | 113,56 | 108,15 |
| Amplia | ◇ | 113780,07 | 113780,07 |
| Amplitude Monde D | | 705,26 | 688,06 |
| Antigone Trésorerie | | 837886 | 837886 |
| Arbitr. Court Terme | ◇ | 9260,71 | [illegible] |
| Arbitr. Première | ◇ | 8668,96 | 8583,13 |
| Arbitr. Sécurité | ◆ | 16930,68 | [illegible] |
| Asie 2000 | | 653,06 | 614,62 |
| Coexis | | 1742,27 | [illegible] |
| Comptavalor | | 2240,86 | 2237,50 |
| Converti CIC | | 328,47 | 323,62 |
| Crédit Mutuel Capital | | 1657,80 | 1625,29 |
| Crédit Mutuel MID AF | | 102,06 | 99,33 |
| Créd.Mut.Ep.Cour.T. | | 839,08 | 839,08 |
| Créd.Mut.Ep.Ind.Cap | | 92,35 | [illegible] |
| Créd.Mut.Ep.Ind. Dis | | 89,40 | 87,01 |
| Créd.Mut.Ep.J | | 22001,47 | 22001,47 |
| Créd.Mut.Ep.long.T. | | 219,56 | 213,68 |
| Créd.Mut.Ep.Monde | | 1127,43 | 1097,26 |
| Créd.Mut.Ep.Quatre | ◆ | 1118,41 | [illegible] |
| Dieze | | 1699,42 | [illegible] |
| Ecocic | | 1220,31 | 1184,77 |
| Ecupar | | 127,95 | 124,22 |
| Ecur. Actions futur | ◆ | 190,36 | 184,82 |
| Ecur. Distrimonétaire | | 10640,26 | 10640,26 |
| Ecur. Expansion (*) | | 78193,86 | 77882,33 |
| Ecur. Géovaleurs | | 2714,14 | 2635,09 |
| Ecur. Investissement | ◆ | 159,19 | 154,55 |
| Elanciel D | ◆ | 116,24 | 113,48 |

| VALEURS | | Émission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|---|
| Uni-Associations | | 125,21 | 125,21 |
| Uni-Foncier | | 1194,52 | 1165,39 |
| Unifrance | | 592,26 | 577,61 |
| Uni-Garantie C | | 1621,73 | 1591,49 |
| Uni-Garantie D | | 1407,72 | 1381,47 |
| Uni Regions | | 1334,56 | 1302,01 |
| Univar | | 294,86 | 294,86 |
| Univers Actions | | 1686,02 | 1644,90 |
| Univers Obligations | | 2151,46 | 2111,34 |
| Valorg | ● | 2474,21 | 2437,65 |
| Valreal | | 33904,66 | 33887,72 |
| Winterthur St-Honoré | | 257,37 | 245,70 |

* Division par 4 de la V.L. le 3 novembre 1995.

**SYMBOLES**
✧ cours du jour; ◆ cours précédent.

**DISPARITIONS**

# Manuel Gutiérrez Mellado

## « Général démocrate » et symbole de la résistance au coup d'Etat manqué de 1981 en Espagne

**LE NOM** du général Manuel Gutiérrez Mellado, décédé vendredi 15 décembre à quatre-vingt-trois ans des suites d'un accident de la route, restera à jamais associé à une scène : celle du coup d'Etat manqué du 23 février 1981. Ce militaire, mince et de petite taille, tenta de s'opposer aux gardes civils sous les ordres du colonel Antonio Tejero alors que la fusillade avait fait se coucher sous les bancs tous les députés du Congrès. A plusieurs reprises, les putschistes qui l'avaient agrippé tentèrent de le mettre à terre en lui donnant des coups dans les jambes. Gutiérrez Mellado resta debout, tandis que le président du gouvernement Adolfo Suarez venait à sa rescousse.

De cette bravoure, le numéro deux du pouvoir gagna le surnom de *« général démocrate »*. Pas seulement en raison de son attitude courageuse, mais aussi parce que ce militaire de carrière restera célèbre dans l'Histoire pour avoir joué un rôle-clé pendant la période de la transition démocratique comme pacificateur de l'armée. Il résista aux ultras et aux revanchards afin de faire rentrer les généraux dans le rang en s'appuyant sur une loyauté sans défaut envers le roi et la Constitution. Discret, cordial et efficace, il sut utiliser ses talents de stratège pour convaincre la frange réactionnaire de l'armée de la nécessité de légaliser le Parti communiste afin que l'Espagne s'achemine sur les chemins d'une réelle démocratie. Homme de confiance du président Suarez, il fut l'homme-tampon indispensable avec les militaires rebelles, le fameux « bunker ».

Né à Madrid, le 12 avril 1912, *dans la bien choisie calle Libertad*, Gutiérrez Mellado intègre l'Académie militaire dès l'âge de dix-sept ans. Ce professionnel du métier des armes participe à la guerre civile dans les services d'information du quartier général de Franco à Burgos et est à l'origine de la création des services secrets. L'artilleur devient général à cinquante-huit ans, en 1970, et fait partie de l'état-major de l'armée lorsque le Caudillo meurt, en novembre 1975. Alors commence pour cet homme austère, qui se disait *« plus proche de Don Quichotte que de Sancho Pança »*, une nouvelle trajectoire.

Après avoir refusé le portefeuille de ministre de l'intérieur, il accepte la responsabilité de vice-président du gouvernement, le 22 septembre 1976, avec pour charge les affaires de défense. Célèbre pour son sens du pardon et sa volonté de réconciliation, il œuvra jusqu'à la démission d'Adolfo Suarez pour cicatriser les plaies ouvertes par le franquisme au nom de l'Espagne et de l'armée, qu'il plaçait au-dessus de tout. Sa mission terminée, il se retira de la politique et entra dans les cadres de réserve.

Devenu en 1984 conseiller permanent du Conseil d'Etat, il employa son temps libre à la lutte contre la drogue à travers une institution qu'il créa en 1986.

Toute la classe politique a rendu un hommage unanime à ce militaire qui fut *« un politique au sens le plus élevé du terme »*, selon l'expression utilisée par Adolfo Suarez. *« Je pense,* a-t-il ajouté, *que l'Espagne et la démocratie, ainsi que tous ceux qui la servent, ont une dette de gratitude et de reconnaissance perpétuelles »* envers celui qui s'était vu concéder, en octobre 1994, le titre de marquis.

*Michel Bole-Richard*

# Ahmed Reda Guédira

## Un serviteur du trône marocain

**CONSEILLER** très proche et très écouté de Hassan II, Ahmed Reda Guédira, âgé de soixante-treize ans, est mort des suites d'une longue maladie, jeudi 14 décembre, à Paris, où il était en traitement depuis plusieurs semaines. Qualifié de *« grand serviteur du trône »* et de *« fin conseiller politique »* du souverain chérifien, il avait été de ceux qui ont dominé la vie politique du pays, et ce depuis le 7 décembre 1955.

Reda Guédira avait alors fait partie du premier gouvernement marocain, dirigé par Ahmed Bekkaï, comme ministre d'Etat chargé des négociations entre le Maroc et la France, ancienne puissance coloniale. Dès 1947, alors qu'il venait d'achever des études de droit à Paris, il avait été chargé de prendre contact avec les hommes politiques qui s'intéressaient à la question marocaine et au problème du colonialisme en général.

Dès son accession au trône, en 1961, Hassan II avait nommé Reda Guédira, devenu avocat, au poste de directeur général du cabinet royal. Tout en le conservant à ce poste, il l'avait désigné, la même année, successivement ministre de l'intérieur, de l'agriculture, et des affaires étrangères. De 1964 à 1968, Guédira avait quitté la vie politique. De 1969 à 1977, il avait occupé plusieurs postes ministériels avant de devenir le principal conseiller politique du roi.

A ce poste-clé, cet homme de bon contact et de grande courtoisie entreprit toutes sortes de missions et de médiations pour « son » roi, avec discrétion et habileté. On le vit ainsi s'efforcer de renouer le dialogue entre le palais et les principaux partis d'opposition sans toutefois réussir à mettre sur pied l'alternance au pouvoir que le souverain chérifien appelait de ses vœux. Lorsqu'au début des années 90 les relations avec la France se crispèrent pour tourner à une brouille passagère, ce francophile avéré s'employa patiemment à dissiper, de part et d'autre, malentendus et rancœurs.

*J. de B.*

# David Marshall

## Un Singapourien à l'esprit libre

*DAVID SAUL MARSHALL,* disparu, mardi 12 décembre, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, des suites d'un cancer, aura été l'une des personnalités les plus marquantes de l'histoire de Singapour.

Originaire d'une famille juive irakienne ayant émigré dans la colonie britannique, où il naquit en 1908, il fit des études de droit en Angleterre avant d'entamer une longue carrière d'avocat : il sera, notamment, l'avocat du consulat général puis de l'ambassade de France. Prisonnier des Japonais pendant la guerre du Pacifique, il se lança ensuite dans la politique. Vainqueur des premières élections parlementaires à la tête du Labour Front en 1955, il devint le premier ministre en chef du territoire sous administration de la couronne. C'est à cette époque qu'il se rendit en Chine populaire négocier le départ des juifs vers Israël et l'Australie. Il conservera ses fonctions – qui lui laissaient en fait peu de pouvoir – pendant quatorze mois, avant de démissionner, exaspéré par le refus de Londres d'accorder l'autonomie à Singapour. Il reprit alors sa carrière au barreau tandis que le Parti d'action populaire (PAP) de Lee Kuan Yew prenait le pouvoir, en 1959, pour ne plus le quitter.

Souvent critique de l'autoritarisme du régime, connu pour son franc-parler et son humanisme, David Marshall restait un des esprits libres de l'île-Etat. Il y gagna le respect de ses compatriotes, mais aussi de M. Lee, qui le choisit en juillet 1978 comme premier ambassadeur à Paris ; il y resta quinze ans, jusqu'en 1993, représentant également son pays en Espagne, au Portugal et en Suisse. Dans ce pays du monde anglophone, David Marshall fut l'un des premiers francophones : il avait appris le français au cours d'un séjour involontaire en Suisse, où il était allé se soigner pendant sa jeunesse. *« J'ai découvert la langue française comme un canard trouve son lac »*, aimait-il à dire. Il fit beaucoup pour développer des relations franco-singapouriennes longtemps distantes. Bon vivant, une orchidée toujours fraîche à la boutonnière, il déborda d'activité tout au long de la crise du Cambodge, s'efforçant également de convaincre ses interlocuteurs que l'Asie du Sud-Est ne s'arrêtait pas à l'ex-Indochine et que les pays de l'Asean (Association des nations d'Asie du Sud-Est) étaient également des partenaires valables, et solvables.

*Patrice de Beer*

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

A la suite des élections législatives partielles des dimanche 10 et 17 décembre, huit nouveaux députés font leur entrée ou leur retour à l'Assemblée nationale. Il s'agit de :

**Nicole Ameline** (UDF-PR, 4e circonscription du Calvados). Née le 4 juillet 1952 à Saint-Vaast-en-Auge (Calvados), diplômée d'études supérieures de droit public, Nicole Ameline a été secrétaire générale de la mairie de Honfleur de 1980 à 1987, puis chargée de la communication du conseil général du Calvados de 1987 à 1991. Elle était devenue député du Calvados en mars 1991, à la suite du décès de Michel d'Ornano dont elle était la suppléante. Réélue en 1993, elle avait démissionné de l'Assemblée en mai pour entrer dans le premier gouvernement Juppé avec le titre de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la réforme de l'Etat, chargée de la décentralisation.

**Pierre Forgues** (PS, 1re circonscription des Hautes-Pyrénées). Né le 17 juin 1938 à Tarbes (Hautes-Pyrénées), licencié en mathématiques, enseignant, Pierre Forgues est adjoint au maire de Tarbes. Il fut député de cette circonscription de 1978 à 1993.

**Maurice Depaix** (app. PS, 8e circonscription du Rhône). Né le 13 août 1939 à Chamalieu (Loire), conseiller de tribunal administratif, Maurice Depaix est conseiller général du canton d'Amplepuis depuis 1988, et maire d'Amplepluis depuis 1989. Il a été membre du PS jusqu'en 1991.

**Frédérique Bredin** (PS, 9e circonscription de Seine-Maritime). Née le 2 novembre 1956 à Paris, ancienne élève de l'ENA, inspecteur des finances, Frédérique Bredin fut chargée de mission auprès de Jack Lang au ministère de la culture (1984-1986), puis chargée de mission auprès du président de la République de 1986 à 1988. Ministre de la jeunesse et des sports de 1991 à 1993, elle avait été élue député de cette circonscription en 1988. Elle est maire de Fécamp depuis 1989.

**Pierre Carassus** (MDC, 3e circonscription de Seine-et-Marne). Né le 8 mai 1943 à Adé (Hautes-Pyrénées), agent de tri aux PTT, Pierre Carassus est maire de Vaux-le-Pénil depuis 1989. Il fut conseiller général de Melun-Nord de 1982 à 1994.

**Christian Jacob** (RPR, 4e circonscription de Seine-et-Marne). Né le 4 décembre 1959 à Rozay-en-Brie (Seine-et-Marne), titulaire d'un brevet d'éducation professionnelle agricole, exploitant agricole, Christian Jacob fut président du centre départemental des jeunes agriculteurs de Seine-et-Marne de 1986 à 1989, président du centre régional des jeunes agriculteurs du Nord de 1987 à 1989, puis président du Centre national des jeunes agriculteurs de 1992 à 1996. Il est député européen depuis juin 1994.

**Franck Marlin** (RPR diss., 2e circonscription de l'Essonne). Né le 30 septembre 1964 à Orléans (Loiret), Franck Marlin est conseiller régional depuis 1992, et maire d'Etampes depuis mars 1995. Il a été exclu du RPR pour avoir décidé d'être candidat dans cette circonscription contre le candidat officiel du RPR.

**Jean-Marc Salinier** (PS, 5e circonscription de l'Essonne). Né le 30 mai 1944 à Libourne (Gironde), cadre supérieur des télécommunications, Jean-Marc Salinier est, depuis 1983, conseiller municipal des Ulis et adjoint au maire de cette commune. Il est également conseiller général des Ulis depuis 1988.

D'autre part **Jean-Luc Warsmann** est devenu député de la 3e circonscription des Ardennes à la suite du décès de Claude Vissac (app. RPR), dont il était le suppléant (*Le Monde* du 14 décembre). Né le 22 octobre 1965, à Villers-Semeuse (Ardennes), Jean-Luc Warsmann est maire de Douzy.

**NOMINATIONS**

### CONSEIL D'ETAT

**Dominique Le Vert**, conseiller d'Etat, qui présidait la commission de réforme sur les régimes spéciaux de retraite suspendue le 10 décembre par M. Juppé, a été nommé président de la section des travaux publics du Conseil d'Etat, par le conseil des ministres du 13 décembre. Il remplace Nicole Questiaux, qui a été admise à faire valoir ses droits à la retraite.

[Né le 10 décembre 1936, à Rabat (Maroc), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Dominique Le Vert a intégré le Conseil d'Etat à sa sortie de l'ENA, en 1962. Il a été notamment conseiller au cabinet de René Pleven, ministre de la justice (1970-1973), directeur du cabinet de Maurice Druon, ministre des affaires culturelles (1973-1974), directeur du cabinet de Simone Veil, ministre de la santé (1974-1979), préfet de l'Indre (1979-1981), préfet de la Vendée (1981-1983), directeur général de l'administration et de la fonction publique au ministère délégué chargé de la fonction publique et du Plan (1986-1989), puis à nouveau directeur du cabinet de Mme Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville de 1993 à 1995.]

### DÉFENSE

**Bérengère Quincy** a été nommée directeur des affaires internationales et stratégiques au secrétariat général de la défense nationale par le conseil des ministres du mercredi 13 décembre.

[Née le 5 juin 1951, Bérengère Quincy est diplômée de l'Institut d'études politiques et ancienne élève de l'ENA. Elle a été notamment membre des cabinets de Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures chargé des affaires européennes (1985-1986), et de Michel Rocard, premier ministre (1990-1993). Depuis mars 1993, elle était chef du service des affaires internationales au ministère de l'environnement.]

### MAGISTRATURE

**Christian Raysseguier**, procureur général à la cour d'appel de Bastia, a été nommé procureur général à la cour d'appel de Rouen, en conseil des ministres, le 13 décembre. Il remplace Gabriel Bestard récemment nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Paris.

Le conseil des ministres a aussi nommé **Jean-Pierre Couturier**, ancien président de la chambre d'accusation à la cour d'appel de Bourges, procureur général à la cour d'appel de Bastia, en remplacement de Christian Raysseguier.

[Né en juin 1947, nommé auditeur de justice en janvier 1973, Christian Raysseguier a été substitut au procureur de la République aux tribunaux de grande instance de Privas (1974), Béziers (1975) et Bobigny (1977). Il fut successivement premier juge d'instruction (1982), puis premier substitut au tribunal de grande instance de Marseille (1983-1986), substitut général à la cour d'appel d'Aix-en-Provence (1986-1989) et procureur de la République au tribunal de grande instance de Melun (1989-1992). Christian Raysseguier était procureur général à la cour d'appel de Bastia depuis 1992.]

[Né en février 1935, Jean-Pierre Couturier fut avocat avant d'entrer dans la magistrature, en 1983. Conseiller à la cour d'appel de Basse-Terre (1983-1986), puis substitut général à la cour d'appel de Pau (1986-1988), il fut ensuite premier substitut du procureur de la République au tribunal de grande instance de Paris (1988-1991) avant d'être nommé président de chambre à la cour d'appel de Bourges en 1991. Il présida la chambre d'accusation de cette cour de juin 1993 à septembre 1994, date à laquelle il fut détaché comme professeur à l'université de Pau.]

**AU CARNET DU « MONDE »**

## Décès

– Mme Lucilla Bombieri
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur très cher époux et père,

**M. Carlo BOMBIERI,**

survenu à Monaco, le 14 décembre 1995, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 20 décembre, à 14 h 30, en l'église Sainte-Marie, à Morcote (Ticino), Suisse.

– Guy Carré,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et ses frères,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

**Jacqueline CARRÉ,**
née Filippi,

leur épouse, mère, grand-mère et sœur,

survenu le lundi 11 décembre 1995, en son domicile.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

– Le docteur Florence Toutlemonde,
Fabien, Frédéric et Elsa,
Michèle et Bernard Bonnet,
Et Hélène,
ses enfants et petits-enfants,
ont le profond chagrin d'annoncer le décès de

**M. Eugène SARTHOU,**

le jeudi 14 décembre 1995, dans sa quatre-vingt-unième année.

2, impasse d'Aygues-Blanque,
64800 Nay.

– Nathalie Hrayssi,
sa fille,
Walid Hrayssi et les siens,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

**Nabil HRAYSSI,**

survenu dans sa cinquante-sixième année, à la suite d'une longue maladie, qu'il a vécue avec courage et dignité.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité le vendredi 15 décembre 1995, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14e.

44, rue de Longchamp,
75116 Paris.
12, rue Raynouard,
75016 Paris.

– Le conseil d'administration
Et le conseil de surveillance de la caisse du Crédit mutuel de Levallois-Perret
ont la tristesse de faire part du décès de

**Marcel LORIN,**
président d'honneur
du conseil d'administration,
ancien déporté résistant
à Schönebeck-Buchenwald,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 13 décembre 1995, à Neuilly-sur-Seine, à l'âge de soixante-quinze ans.

Le service protestant sera célébré le mercredi 20 décembre, à 15 h 45, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.



– Mme Catherine Reffo,
son épouse,
Romain Benoit,
son fils,
Les familles :
Reffo,
Michel,
Grange,
Rolland,
Adam,
Grandclément,
Invernizzi,
Frobert,
Souvignon,
Delahaye,
Ses associés :
MR Formation,
RCDB,
Et tous les autres,
ont la grande tristesse de faire part du départ accidentel de

**Marco REFFO,**

survenu le 14 décembre 1995.

L'incinération aura lieu le mardi 19 décembre, à 15 h 30, au crématorium de Beauvais.

L'inhumation aura lieu le mercredi 20 décembre, à 11 h 30, au vieux cimetière d'Asnières.

– Chaïm Zlotowicz,
son époux,
Liliane,
sa belle-fille,
Catherine,
sa petite-fille,
René,
son gendre,
ont la douleur de faire part du décès de

**Golda ZLOTOWICZ-MENDELSOHN,**

survenu à Paris, le 13 décembre 1995.

L'inhumation aura lieu le mercredi 20 décembre, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse.

Réunion à l'entrée principale, boulevard Edgar-Quinet.

– Mme Lydia Stallaert,
Et ses amis,
ont la grande douleur de faire part du décès du compositeur néerlandais

**Alphonse STALLAERT,**

survenu à Fréjus (Var), le 15 décembre 1995, dans sa soixante-seizième année.

Inhumation le 19 décembre, à 10 h 30, au cimetière d'Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise).

« Rodnoï »,
Boulevard de Saint-Aygulf,
83370 Saint-Aygulf.

## Remerciements

– Noémie Goust-Saldaña,
Et Gabriel Figuera,
Mme Marie-France Boudre,
et ses filles,
M. François Goust,
ses enfants et ses petits-enfants,
M. et Mme Edgar Laparra,
remercient tous ceux qui leur ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de

**Bruno GOUST,**

survenu le 4 décembre 1995, à Barcelone.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 9 décembre, à Cardaillac (Lot).

## Anniversaires

– Rappelez-vous

**le professeur Henri CHOUSSAT,**

disparu il y a un an,
et joignez à son souvenir celui de son épouse,

**le docteur**
**Juliette CHOUSSAT-CLAUSSE,**

décédée en 1977.

## Conférences

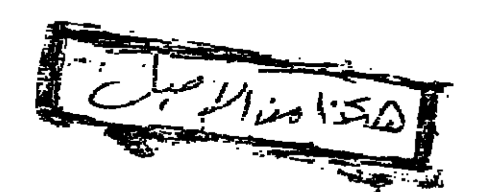
– La conférence organisée par l'ACIP sur « Judaïsme et fanatisme » n'ayant pu avoir lieu en raison de la grève des transports, elle est reportée au jeudi 21 décembre 1995, à 19 h 30, au Centre Edmond-Fleg (8 *bis*, rue de l'Eperon, 75006 Paris) avec le président du Consistoire de Paris, M. Moïse Cohen, le professeur Maurice-Ruben Hayoun, le grand rabbin de Paris, M. David Messas, et le rabbin Gilles Bernheim. On procédera aussi à l'allumage de la quatrième bougie de la fête de Hanoukka.

## Soutenances de thèse

– **Gilles Candar** soutiendra sa thèse de doctorat, intitulée « Jean Longuet (1876-1938), SFIO et IIe Internationale », lundi 18 décembre à 14 heures, à l'université Paris-VIII-Saint-Denis. Le jury sera composé de Madeleine Rebérioux, Maurice Agulhon, Jean-Claude Becker, Gilles Le Béguec et Jean-Marie Vincent.

– **Emmanuel LOZERAND** soutiendra sa thèse de doctorat en études japonaises, Récits et chroniques historiques d'Ôgai Mori Rintarô (1912-1921), le mardi 19 décembre 1995, à 10 heures, dans les salons de l'Institut des langues et civilisations orientales, 2, rue de Lille, Paris-7e. Le jury sera composé de M. Fujimori, Mme Hérail, MM. Macé, Ninomiya, Origas et Rocher.

– **Olivier Marchand** soutient, ce mardi 19 décembre, à 16 heures, sa thèse de doctorat en économie : « Le contrat de bail » à l'U. Panthéon-Sorbonne (Paris-I, 90, rue de Tolbiac, salle C2204 *bis*). Jury : R. Arnott (Boston College), D. Cornuel (CNRS), L. Lévy-Garboua (dir., U. Paris-I), C. Montmarquette (U. Montréal), A. Perrot (U. Paris-I), M. Sollogoub (U. Paris-I).





# AUJOURD'HUI

MODES DE VIE

**CONSOMMATION A la veille des fêtes de fin d'année, les clients ne semblent pas se transformer en acheteurs dans les magasins. Les commerçants s'inquiètent d'une situation qui pourrait se traduire par une baisse de fréquentation moyenne de 15 à 20 %. ● LES ACHETEURS sont moins nombreux et, en outre, *ils changent de comportement*. Ils sont devenus des habitués des promotions et n'hésitent pas à « négocier » les prix des marchandises. ● POUR HONORER leurs amis *ou leurs enfants, les consommateurs* de 1995 ont mis les mini-cadeaux à l'honneur. De petits présents, à prix serrés, seront échangés au pied du sapin ou sous la guirlande de gui de l'An neuf. ● POUR LE DIRECTEUR du Credoc, la consommation *« change radicalement de logique »*. Dans un ouvrage qui vient de paraître, il explique comment se dessinent de vraies mutations.**

## Inquiets, les clients freinent leurs achats dans les magasins

### La menace d'attentats terroristes et la crise sociale persistante ont créé un climat défavorable aux ventes. Les commerçants multiplient les promotions pour attirer des acheteurs devenus exigeants et infidèles

*« DANS LES DEUX prochaines semaines, nous allons vendre encore plus de champagne, plus de saumon et plus de foie gras que l'an passé. Mais nous n'attendons globalement rien de bon pour novembre et décembre. »* Le point de vue de Jacques Beauchet, porte-parole du groupe Promodès (hypermarchés Champion et Continent, notamment), n'est paradoxal qu'en apparence. Il résume parfaitement le malaise, voire le trouble, qui étreint actuellement l'ensemble du monde du commerce à l'approche d'une période de fêtes que, désormais, il redoute après avoir espéré qu'elle marque un rebond.

Les difficultés induites par le conflit social de ces dernières semaines se sont ajoutées à une conjoncture déjà très défavorable, en raison des attentats terroristes de l'été et de la reprise du chômage depuis l'automne. Pour tout dire, le climat est détestable, comme le souligne la dégringolade de 4 % en octobre de l'indice de la consommation. *« A la fin du premier semestre, le montant du panier moyen (total des ventes rapporté au nombre de clients) était en hausse de 1 % alors qu'il baissait régulièrement depuis 1993. Hélas, le vent a tourné et les courses de Noël sont particulièrement tardives. Ce qui augmente ? Ce sont les achats de précaution sur les produits de base »*, s'inquiète M. Bauchet.

Le client n'est pas seulement rare, il est imprévisible. *« La dernière période a confirmé l'apparition d'un phénomène de sablier : les consommateurs privilégient de plus en plus les premiers prix et, à intervalle plus ou moins régulier, craquent pour des produits de luxe. Résultat : le milieu de gamme est étranglé »*, souligne Bernard Boutboul, directeur de la société de conseil Gira-Sic. *« Voyez le secteur de la restauration*, reprend-il. *Depuis l'automne, la baisse de fréquentation moyenne est de 15 % à 25 %, mais ce sont surtout les établissements moyens, ordinaires qui souffrent. Pas la restauration rapide ou le haut de gamme. Cette façon de raisonner est cohérente pour le consommateur, pas pour les restaurateurs, qui n'ont pas encore changé d'époque. »* Publiée jeudi 14 décembre, une enquête de la société Coach-Omnium pour la Fédération nationale de l'industrie hôtelière évalue la perte de recettes imputable aux événements de ces trois dernières semaines à 44,5 % en région parisienne et à 39 % en province.

#### SOIF DE CHANGEMENT

Maurice de Talansier, directeur de l'observatoire du Cetelem, voit lui aussi évoluer *« des gens qui veulent du glacé ou du brûlant, picorent davantage qu'ils ne dévorent »*. *« Le public*, dit-il, *est écartelé entre un pouvoir d'achat qui stagne et un désir croissant de réalisation de soi grâce à des produits porteurs de sens. »*

Pour cet organisme spécialisé dans le crédit à la consommation, il faut surtout retenir la vogue des produits de « terroir » et la très forte croissance des produits culturels au sens large (livres mais aussi CD-ROM et cassettes vidéo), déjà en progression de 7,4 % l'an passé. *« On sent poindre une soif de fête, de personnalisation et de changement : les commerces qui marchent sont ceux qui savent créer une ambiance sur un thème et tisser des liens de complicité. Les hôtels sont concurrencés par les chambres d'hôtes, plus conviviales. Et, dans le prêt-à-porter, le succès de Zara, Loft ou Celio repose sur les prix mais aussi sur un renouvellement rapide des collections et un accueil particulièrement soigné. Bref, les gens veulent acheter et non plus se faire vendre quelque chose. Avouez que, pour les commerçants, cela complique singulièrement les choses... »*

Non content d'exiger un supplément d'âme et un service amélioré, le consommateur réclame aussi, plus prosaïquement, des prix bas. *« Dans presque tous les secteurs, on marchande »*, constate Robert Rochefort, directeur du Credoc. *« Cette pratique, qui déprécie un peu plus le milieu de gamme et risque d'encourager la baisse de qualité, concerne les biens d'équipement comme les meubles et, de façon croissante, les hôtels et les séjours touristiques. Dans l'habillement, le client négocie un prix sur plusieurs articles »*, poursuit M. Rochefort.

Le directeur du Credoc constate que *« les gens, à leur grande surprise, découvrent que discuter les prix est entré dans les mœurs »*. *« Hier, on se sentait valorisé lorsqu'on achetait un produit cher d'une marque prestigieuse. Aujourd'hui, on est fier d'être infidèle et d'avoir marchandé*, renchérit Bernard Boutboul. *C'est un raisonnement de prédateur. Mais un prédateur qui a de la mémoire : un commerçant qui propose des soldes de 40 % risque de perdre, par la suite, tout crédit lorsqu'il révise ses tarifs. »*

#### REVANCHE DU CONSOMMATEUR

Souvent qualifiée de *« déflationniste »*, cette pression exercée sur le vendeur se traduit également par la multiplication des promotions qui peuvent devenir permanentes – c'est le cas de l'automobile – et découvrent de nouveaux horizons. Des parfums haut de gamme proposent de gagner des voyages, des banques promettent de supprimer les frais de gestion des comptes en actions, des promoteurs offrent la moquette, le parquet ou l'aménagement de la cuisine, sans oublier les sociétés de télécommunications, qui font miroiter des appels gratuits aux acheteurs de téléphones portables.

*« Dans une certaine mesure, le consommateur prend sa revanche sur le commerçant – dont l'image, en France, n'a jamais été bonne – qui, estime-t-il, l'a mené par le petit bout du nez pendant les décennies précédentes »*, commente Robert Rochefort. *« Si les transports redémarrent rapidement, une partie du terrain pourra être reconquise. On peut d'ores et déjà penser que le secteur des jouets et celui des petits cadeaux s'en sortiront. En revanche*, conclut le directeur du Credoc, *les services – restauration, spectacles et voyages – et l'équipement ménager risquent de ne pas pouvoir rattraper le terrain perdu lors de ce Noël 1995. »*

***Jean-Michel Normand***

DESSINS DE F. ROUSSET

## Petits cadeaux à prix serré

**Des cadeaux *« juste pour marquer le coup »*, *« plus symboliques qu'autre chose »*, des cadeaux *« c'est l'intention qui compte »* : à l'occasion de ce Noël 1995, l'on prévoit déjà dans les familles de s'échanger de petits présents à prix serré. Selon une enquête menée par l'association Familles de France auprès de 110 foyers, un tiers des familles dépenseront moins pour les fêtes du fait de la ponction (en frais de transport essentiellement) exercée par les grèves sur des budgets de Noël que la crise économique avait déjà tendance à compresser.**

**Rois de la fête, les enfants seront épargnés, 84 % des familles souhaitant surtout éviter que la crise sociale ne les prive. Ce sont les étrennes entre adultes qui feront les frais de la conjoncture et, dans les magasins, cette tendance aux mini-cadeaux se dessine déjà nettement. Le prix moyen d'un présent acheté dans la boutique Etoiles des Galeries Lafayette oscille entre 40 et 110 francs contre 100 à 200 francs il y a cinq ans.**

**Chez Nature et découverte, on s'arrache les boîtes en peau d'orange à 39,50 francs et les photophores à 69,50 francs. Best-seller de Noël chez Geneviève Lethu : un petit coffret comprenant pelle et fil à couper le foie gras, pour moins de 50 francs. A la Body Shop, le cadeau tourne aux alentours de 40 francs, contre 100 francs les Noëls passés. Les responsables de la FNAC ont eux aussi prévu de vendre *« davantage de produits bon marché, avec une baisse de 5 à 10 % du panier moyen »*.**

***« La logique du cadeau, qui est un lien social, est loin d'être dépassée dans une société où l'on observe un retour à la famille, mais ce seront des présents à prix symbolique »*, expliquent des responsables du Credoc. Bon nombre de familles commencent par ailleurs à inventer des stratégies susceptibles de limiter la casse financière.**

**Qui peut encore se permettre d'offrir à chacune des douze personnes réunies en moyenne pour le réveillon de Noël un présent à 200 ou 300 francs ? *« Pour dépenser moins, 40 % des familles fabriquent leurs cadeaux à la maison (petits objets décoratifs, truffes...), et 20 % groupent les achats, achetant un même produit en grande quantité pour le payer moins cher »*, indique-t-on chez Familles de France. Dans l'entourage de Sandrine, vingt-sept ans, qui a sept sœurs et sept beaux-frères, on a imaginé une autre astuce : le tirage au sort *« effectué avant Noël pour savoir à qui on offrira un vrai cadeau aux alentours de 300 francs, et non plus une multitude de choses sans valeur »*.**

**Au-delà des motivations financières, Sandrine et sa famille ont voulu en finir avec *« un certain écœurement, à chaque Noël, devant cet amas de cadeaux presque choquant en période de crise. Nous en avions assez de dépenser exagérément parce que c'était Noël, et qu'il fallait dépenser »*. Ara, jeune cadre supérieur, a, lui, décidé tout seul de restreindre la valeur des cadeaux qu'il ferait, sans vraiment se concerter avec ses proches. *« Vu les circonstances, cela m'est apparu évident. Mais s'ils n'ont pas eu la même idée que moi, je n'aurai plus qu'à changer de famille... »***

***Pascale Krémer***

## A la recherche de la bonne affaire

*LES CONSOMMATEURS* le disent eux-mêmes : ils n'ont plus la même vision des promotions. Il n'y a aujourd'hui plus rien de « déshonorant » à acheter tel produit parce qu'il est moins cher, loin de là. La preuve : un acheteur sur trois cherche en permanence la bonne affaire, stocke lorsqu'il a l'impression d'y gagner, même s'il est conscient d'être entraîné dans un phénomène de surconsommation. Tel est l'un des principaux enseignements d'une étude approfondie, réalisée au cours de l'été par BVA et Axis Conseil pour l'Institut français du merchandising.

La promotion est partout et le public compte sur elle. Seule une petite minorité, y reste réfractaire : célibataires, personnes âgées, agriculteurs..., qui ne représentent que 6 % de la consommation globale. Les autres sont, pour 61 %, des *« réguliers-occasionnels »* et, pour 33 %, des *« accros »*. *« De plus en plus de consommateurs regardent d'abord quelles sont les promotions »*, affirme Hervé Grémont, de l'institut BVA. Les fabricants ne s'y trompent pas, qui intègrent ce nouveau phénomène dans leur stratégie, la promotion étant *« considérée comme un véritable média, au même titre que la publicité »*.

> « Si le rabais est inférieur à 10 %, ça ne vaut pas le coup »

Règle de base pour les industriels : il faut faire plaisir au chaland et lui montrer qu'il est intelligent. Car s'il achète un produit en promotion, c'est d'abord pour des raisons d'ordre économique, même si peuvent intervenir aussi des motivations hédonistes. En achetant moins cher, le client éprouve le plaisir de faire une bonne affaire, d'être gratifié pour son achat, de se sentir malin. *« Le consommateur fait un calcul mental pour savoir si c'est vraiment intéressant, il sait qu'il existe de fausses promotions*, raconte Hervé Grémont, *il y a un développement de la culture du consommateur. »*

S'il doit veiller à préserver l'image de son produit à travers les opérations de promotion, l'industriel, *lui*, ne peut plus ignorer le phénomène. Car la promotion d'un produit multiplie par 2,5 le taux d'achat. Tout dépend, bien sûr, de la méthode employée. *« Si le rabais est inférieur à 10 %, ça ne vaut pas le coup »*, estime Joseph Proïa, délégué général de l'Institut français du merchandising.

Les promotions les plus efficaces sont celles qui allient deux méthodes (réduction de prix et offre de produit, par exemple). Les bons de réduction immédiate sont également très « vendeurs » : un tiers des achats de produits en promotion sont des achats d'impulsion, non prévus par le client ; 38 % de ces achats sont destinés à être stockés ; 11 % portent sur des *marques que le client n'avait jamais achetées auparavant*. L'acheteur est parfois dupé : 40 % de ces achats concernent des offres ne présentant aucune réduction de prix, mais un autre type de promotion, comme le jeu-concours.

L'idée selon laquelle *« il y a dix ans, ça faisait ouvrier d'acheter en promotion »* – sous-entendu : la qualité laissait à désirer –, a été spontanément émise par certains des consommateurs interrogés par BVA. Le changement d'image est tel qu'aujourd'hui 76 % des consommateurs estiment que les produits vendus en promotion sont de bonne qualité. Reste que le développement du phénomène entretient un doute, chez 56 % des consommateurs, sur le prix *« normal »* des produits.

***Marie-Pierre Subtil***

## L'immatériel comme refuge

**POUR PEU** que l'on ne s'en tienne pas à l'écume des choses, l'analyse des modes de consommation offre un reflet très fidèle de la société française. Passé de la pénurie à l'abondance rayonnante, puis à l'abondance contestée, le consommateur a quitté l'ère de l'individualisme à tout crin pour des rivages plus sages où il cherche à se rassurer. Comment interpréter ces évolutions ?



BIBLIOGRAPHIE

Trop longtemps, on s'est contenté du brillant discours des publicitaires. Mais celui-ci restait à la surface des choses. En croisant leurs analyses, sociologues, économistes et chercheurs sont de nouveau parvenus à faire entendre leur voix. Robert Rochefort, directeur du Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), un organisme public qui a fait la preuve de son indépendance, est l'un de ceux qui est le mieux parvenu à réaliser cette synthèse, à montrer comment, derrière des mouvements d'apparence futile, se dessinent de vraies mutations.

*La Société des consommateurs* est un exercice de pédagogie fort utile, notamment en brossant, dans sa *première partie*, un *historique* des grandes tendances de ces cinquante dernières années. *« En comparaison avec les années 50, la consommation change radicalement de logique. Cela touche en premier lieu sa dimension immatérielle »*, observe le directeur du Credoc. Dans un monde incertain, l'acheteur cherche avant tout à être rassuré.

La consommation médicale et écologique, en pleine croissance, reflète de manière particulièrement nette cette tendance à privilégier la composante immatérielle de l'acte d'achat. A l'identique, le repli sur la cellule familiale et les solidarités de proximité – dont l'auteur souligne qu'elles risquent aussi de déboucher sur une société *« clanique »* – épouse parfaitement cette angoisse collective qui, insiste-t-il, doit beaucoup à l'internationalisation des sociétés occidentales.

*« La prise de conscience de la mondialisation est à l'origine de la montée de l'écologie. Mais cette dernière n'est pas, à elle seule, suffisante pour calmer les inquiétudes qui en découlent. Comment faire en sorte de garder un ancrage, de ne pas être absorbé par ce prodigieux changement d'échelle ? Le retour au terroir est l'un des éléments de réponse »*, souligne Robert Rochefort. *« Ambigu et contestable »*, la montée de *« l'immatériel humanitaire »* est aussi l'un des avatars de cette demande de *« rassurance »* qui se satisfait parfois d'une bonne conscience à petit prix.

Evitant le piège de l'ethnocentrisme, Robert Rochefort prend du recul, mettant en évidence cette partie de la population que la pauvreté et l'exclusion éloignent de la consommation, et s'interrogeant sur *« l'organisation marchande des modes de vie »*. *« Aujourd'hui*, explique-t-il, *la consommation devient le théâtre de la recherche du sens collectif de la société contemporaine, mais elle le fait par défaut, parce que la nature a horreur du vide et parce que la force – et la faiblesse – du rapport marchand est de pouvoir s'investir dans n'importe quoi, de ne pas savoir de lui-même délimiter son champ d'action. S'il y a une urgence, c'est bien de rebâtir une philosophie politique capable de faire face aux défis du moment. Accuser d'hégémonie la sphère de la consommation, c'est se tromper de cible. »* Le mérite de cet ouvrage est de multiplier les modes d'approche de la consommation, d'en analyser les diverses facettes. On regrettera tout de même que son auteur ait un peu trop réduit son champ de réflexion aux derniers travaux du Credoc.

***J.-M. N.***

**★ *La Société des consommateurs*, de Robert Rochefort. Ed. Odile Jacob, 263 p., 120 F.**

# Le football français veut s'acheter une conduite

## Deux challenges, en championnat et en Coupe de France, cherchent cette saison à faire reculer la violence sur les terrains

**La vingt-deuxième journée du championnat de France de football était, samedi 17 décembre, la dernière avant une vingtaine de jours de trêve hivernale. Le Paris SG a confirmé sa bonne première moitié de parcours, qui le place 6 points devant Lens, en allant faire match nul à Saint-Etienne (1-1), malgré deux expulsions dans ses rangs. Pour arrêter l'inflation de cartons jaunes et rouges, deux initiatives ont été lancées cette saison. En championnat, l'Union des clubs professionnels a mis en place le Challenge du fair-play et la Fédération a créé, en Coupe de France, le système des cartons bleus qui récompensent le bon comportement des équipes et de leur public.**

**L'IDÉE** remonte à l'hiver 1994-1995, lors d'une réunion sur la sécurité dans les stades. Michèle Alliot-Marie, alors ministre de la jeunesse et des sports, reproche aux présidents de clubs de ne rien faire pour endiguer une violence qui gangrène les terrains et peut avoir une incidence sur les tribunes. A la fin de la saison, les statistiques parlent d'elles-mêmes : avec 1 470 cartons jaunes et 120 expulsions, le championnat de France de première division 1994-1995 a connu sa plus lourde addition de mauvais gestes. Un arbitrage plus sévère y est pour beaucoup, avec l'application des règles introduites par la Fédération internationale de football (FIFA) à l'occasion de la Coupe du monde américaine : des sanctions immédiates pour les tacles par derrière et les contestations notamment.

**DISCUSSIONS INTEMPESTIVES**

L'Union des clubs professionnels de France (UCPF) a décidé de réagir face à l'inflation d'avertissements sur ses aires de jeu. En accord avec la ligue nationale, le syndicat des clubs a concocté cette saison un « challenge officiel du fair-play » pour recompenser le beau geste. A chaque journée de championnat de D1 et de D2, il attribue un point par carton jaune et trois par exclusion. Le classement est réévalué chaque semaine. « *Pour que notre challenge soit respecté, il fallait qu'il y ait une sanction financière* », dit Gervais Martel, le président de l'UCPF. Les tarifs sont fixés de 500 francs pour un jaune, 1 500 francs pour un rouge et 3 000 francs pour l'exclusion d'un dirigeant ou d'un remplaçant trop vindicatifs sur leur banc de touche. En fin de saison, les trois clubs les moins sanctionnés se partageront 50 % de la somme réunie. L'autre moitié sera versée à des associations humanitaires ou favorisera la reconversion d'anciens joueurs en difficulté. Au final, amendes et récompenses peuvent paraître peu élevées, en particulier au regard du prix d'un transfert... Les saisons précédentes, un tel challenge aurait à peine permis d'amasser 2 millions de francs. Mais pour ces promoteurs l'image compte tout autant.

Le FC Metz, qui a vu son match de la 22e journée reporté pour cause de mauvais temps à Montpellier, est le solide leader de ce classement, mais il n'en tire pas une gloire particulière. « *Je préférerais franchement être champion de France*, explique Joël Muller, l'entraîneur messin. *Mais notre position au challenge est tout à fait conforme à nos valeurs et à l'image que nous souhaitons donner : le respect de l'arbitre et de l'adversaire. Par notre comportement irréprochable sur le terrain, nous avons un rôle social à jouer.* » A Metz, on n'a pas attendu l'UCPF pour sensibiliser joueurs et public au jeu propre. Ces dernières saisons, l'équipe de Joël Muller figure régulièrement parmi les moins « cartonnées » de première division. Les dirigeants veillent chaque année à recruter des footballeurs conformes à l'esprit maison. Si les amendes pour les fautes commises dans le jeu sont réglées par le club, les joueurs paient eux-mêmes leurs avertissements pour des propos déplacés à l'arbitre. Metz possède surtout la défense la plus avare du championnat (13 buts encaissés), preuve que cela n'est pas incompatible avec un jeu sans faute.

A l'autre extrémité du classement, avec également la moins bonne défense (36 buts), l'AS Cannes n'en finit pas de payer son catastrophique début de saison : 55 cartons jaunes, 8 rouges, un entraîneur et un président expulsés de leur banc au stade de la Bocca. « *On a touché le fond*, résume Patrice Recroix, le vice-président du club azuréen. *L'équipe était à la dérive, en proie au doute. Avec des joueurs limités techniquement à qui on demande d'être agressifs, on n'échappe pas au carton.* » Depuis un mois, les Cannois ont retrouvé un soupçon de confiance et ont engrangé quelques points pour quitter la dernière place du championnat. Comme le souhaitait Guy Lacombe, le nouvel entraîneur, ils se sont aussi racheté une discipline. « *J'insiste sur leur comportement en dehors du jeu*, explique-t-il. *Il est impensable que des joueurs pénalisent tout le groupe par des discussions intempestives avec l'arbitre.* »

Est-ce la peur du gendarme ? La tendance est à la diminution sensible du nombre d'actions répréhensibles dans le championnat professionnel, que ce soit les avertissements (– 27) et les expulsions (– 18). « *On n'en tire pas de conclusion hâtive* », dit-on à l'UCPF. Selon Guy Roux, le président du syndicat des entraîneurs français, la bataille de la correction est aujourd'hui gagnée en France « à 98 % ». « *Pour le reste, on peut toujours inventer des gadgets...* » Le gadget, selon lui, c'est le carton bleu mis en place par la Fédération française et l'Association internationale contre la violence dans le sport (AICVS) pour favoriser le fair-play, instauré dès cette année en Coupe de France et dans les compétitions de jeunes.

**UNE INVENTION « ANTISPORTIVE »**

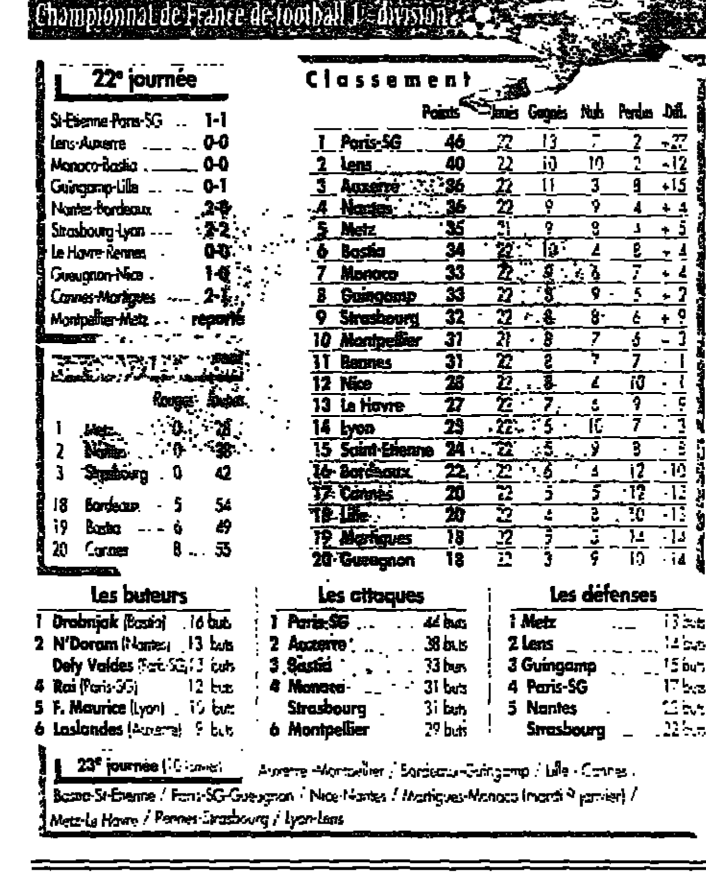
A chaque match, les arbitres accordent des points pour le comportement des joueurs, du banc de touche et du public, les fautes sanctionnées pendant la rencontre diminuant ce score. A chaque tour, un classement est établi qui permet à son leader de jouer à domicile si le tirage au sort lui est défavorable. Une invention que l'entraîneur auxerrois juge « antisportive ». « *D'une part, c'est contraire à l'éthique de la Coupe qui exige le tirage au sort intégral. D'autre part, que vaut ce classement puisque tous les arbitres n'officient pas de la même manière ? Certains sont plus sévères que d'autres. Le Challenge du fair-play a au moins le mérite, lui, de faire tourner tous les arbitres sur les trente-huit journées du championnat.* »

La Fédération nourrit son projet depuis un an. Elle veut montrer par un exemple symbolique que la sportivité de ses footballeurs ne souffre pas la contestation, à deux ans de la Coupe du monde. Les critiques de Guy Roux lui semblent finalement bien injustes et peu fair-play.

**Stéphane Joby**

### Poissy réalise l'exploit

**Poissy, un club de National 2 des Yvelines, a créé la surprise du 5e tour de la Coupe de France, samedi 16 décembre, en éliminant (1-0) l'équipe de Charleville, qui participe au championnat de deuxième division. Trois autres clubs de D2 ont été éliminés par des équipes évoluant en National 1 : Toulouse par Toulon (1-0), Louhans-Cuiseaux par Istres (2-1), et Epinal par Créteil (0-0, 3 tirs au but à 1). L'équipe de Caen, qui domine pourtant la 2e division, a connu les pires difficultés sur son terrain pour battre (2-1) Saint-Brieuc, l'un des leaders de National 1. Dans les petites formations, c'est Marienau, une équipe de division d'honneur d'un quartier populaire de Forbach (Moselle), qui a réalisé, dimanche 18 décembre, la bonne opération en éliminant (2-0) l'équipe de Noisy-le-Sec (National 1).**



**Championnat de France de football 1re division**

**22e journée**

| | |
|---|---|
| St-Etienne-Paris-SG | 1-1 |
| Lens-Auxerre | 0-0 |
| Monaco-Bastia | 0-0 |
| Guingamp-Lille | 0-1 |
| Nantes-Bordeaux | 2-0 |
| Strasbourg-Lyon | 2-2 |
| Le Havre-Rennes | 0-0 |
| Gueugnon-Nice | 1-0 |
| Cannes-Martigues | 2-1 |
| Montpellier-Metz | reporté |

| | | Rouges | Jaunes |
|---|---|---|---|
| 1 | Metz | 0 | 28 |
| 2 | Nantes | 0 | 38 |
| 3 | Strasbourg | 0 | 42 |
| 18 | Bordeaux | 5 | 54 |
| 19 | Bastia | 6 | 49 |
| 20 | Cannes | 8 | 55 |

**Classement**

| | | Points | Joués | Gagnés | Nuls | Perdus | Diff. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Paris-SG | 46 | 22 | 13 | 7 | 2 | +27 |
| 2 | Lens | 40 | 22 | 10 | 10 | 2 | +12 |
| 3 | Auxerre | 36 | 22 | 11 | 3 | 8 | +15 |
| 4 | Nantes | 36 | 22 | 9 | 9 | 4 | + 4 |
| 5 | Metz | 35 | 21 | 9 | 8 | 4 | + 5 |
| 6 | Bastia | 34 | 22 | 10 | 4 | 8 | + 4 |
| 7 | Monaco | 33 | 22 | 9 | 6 | 7 | + 4 |
| 8 | Guingamp | 33 | 22 | 8 | 9 | 5 | + 2 |
| 9 | Strasbourg | 32 | 22 | 8 | 8 | 6 | + 9 |
| 10 | Montpellier | 31 | 21 | 8 | 7 | 6 | – 3 |
| 11 | Rennes | 31 | 22 | 8 | 7 | 7 | – 1 |
| 12 | Nice | 28 | 22 | 8 | 4 | 10 | – 1 |
| 13 | Le Havre | 27 | 22 | 7 | 6 | 9 | – 5 |
| 14 | Lyon | 25 | 22 | 5 | 10 | 7 | – 3 |
| 15 | Saint-Etienne | 24 | 22 | 5 | 9 | 8 | – 8 |
| 16 | Bordeaux | 22 | 22 | 6 | 4 | 12 | –10 |
| 17 | Cannes | 20 | 22 | 5 | 5 | 12 | –12 |
| 18 | Lille | 20 | 22 | 4 | 8 | 10 | –13 |
| 19 | Martigues | 18 | 22 | 5 | 3 | 14 | –14 |
| 20 | Gueugnon | 18 | 22 | 3 | 9 | 10 | –14 |

**Les buteurs**

1 Drobnjak (Bastia) 16 buts
2 N'Doram (Nantes) 13 buts
Dely Valdes (Paris-SG) 13 buts
4 Rai (Paris-SG) 12 buts
5 F. Maurice (Lyon) 10 buts
6 Laslandes (Auxerre) 9 buts

**Les attaques**

1 Paris-SG 44 buts
2 Auxerre 38 buts
3 Bastia 33 buts
4 Monaco 31 buts
Strasbourg 31 buts
6 Montpellier 29 buts

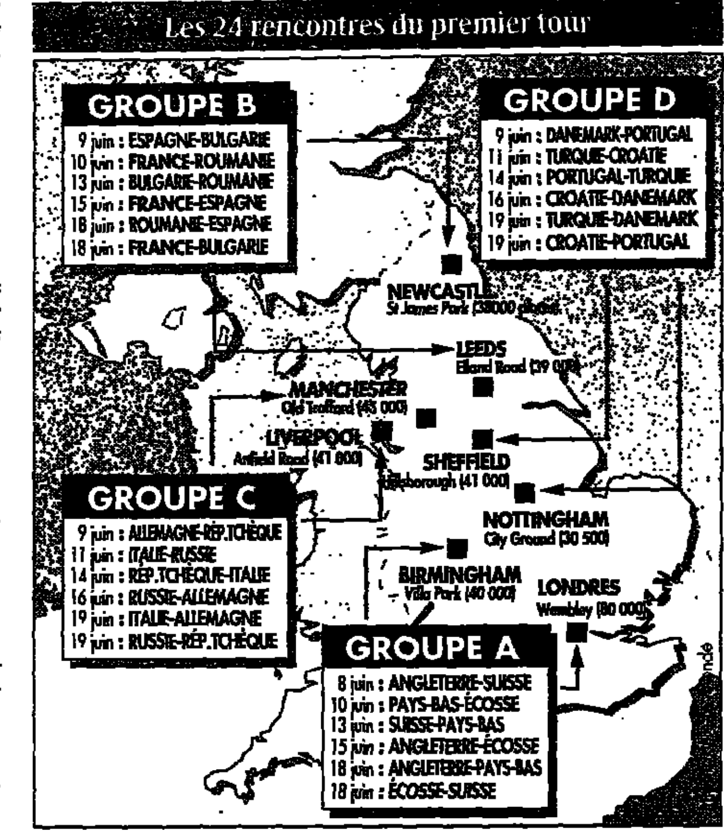
**Les défenses**

1 Metz 13 buts
2 Lens 14 buts
3 Guingamp 15 buts
4 Paris-SG 17 buts
5 Nantes 22 buts
Strasbourg 22 buts

**23e journée** : Auxerre-Montpellier / Bordeaux-Guingamp / Lille-Cannes / Bastia-St-Etienne / Paris-SG-Gueugnon / Nice-Nantes / Martigues-Monaco (mardi 9 janvier) / Metz-Le Havre / Rennes-Strasbourg / Lyon-Lens

# La France va rencontrer l'Espagne, la Roumanie et la Bulgarie lors de l'Euro 96

## Les Bleus joueront deux matches à Newcastle




**LE TIRAGE AU SORT** de la phase finale du championnat d'Europe des nations, effectué dimanche 17 décembre à Birmingham, a offert des retrouvailles à l'équipe de France de football. Elle retrouvera, au mois de juin en Angleterre, l'Espagne, la Roumanie et la Bulgarie, dans le groupe B.

Les Français commenceront le lundi 10 juin, au Saint-James Park de Newcastle, le club de David Ginola, face à la Roumanie. Les Bleus connaissent bien cet adversaire puisqu'ils viennent d'affronter les Roumains à deux reprises en éliminatoires du groupe 1 de cet Euro 96 (0-0 à Saint-Etienne et 3-1 à Bucarest).

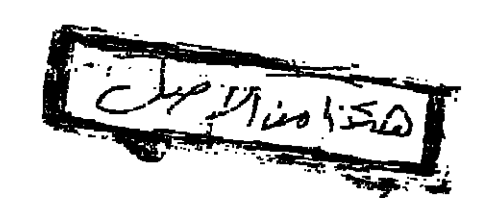
Le deuxième match du onze tricolore aura lieu au stade d'Elland Road, à Leeds, le samedi 15 juin, où il affrontera l'Espagne. Les joueurs de la Péninsule étaient les finalistes malheureux du championnat d'Europe 1984, remporté au Parc des Princes par Michel Platini et ses coéquipiers. La France reste, depuis 1981, sur cinq matchs sans défaite devant la sélection ibérique. Mais les Espagnols, avec une équipe rajeunie, ont réussi un excellent parcours de qualification qui leur vaut de faire partie des quatre têtes de série de cet Euro.

La France reviendra ensuite à Newcastle, le mardi 18 juin, pour la dernière rencontre du premier tour contre la Bulgarie. Une autre vieille connaissance, qui l'avait privée du Mondial américain de 1994, par une soirée d'automne 1993 où elle s'était imposée au Parc des Princes (2-1).

« *Nous avons en face de nous de vieux amis*, a commenté le sélectionneur national, Aimé Jacquet. *Ce n'est vraiment pas un groupe facile, et j'aurais préféré autre chose.* » La Roumanie, la Bulgarie et l'Espagne étaient qualifiées lors de la Coupe du monde 1994, où elles avaient toutes atteint les quarts de finale. La France disputera d'ici à juin six matchs amicaux de préparation. Le premier l'opposera au Portugal, le 24 janvier, au Parc des Princes.

Dans le groupe A, l'Angleterre, qualifiée d'office en tant que pays organisateur, sera opposée aux Pays-Bas, à l'Ecosse et à la Suisse. Le groupe C s'annonce particulièrement relevé avec l'Allemagne, l'Italie, la République tchèque et la Russie. Enfin, le Danemark, tenant du titre, est dans le groupe D avec le Portugal, la Turquie et la Croatie.

Les deux premiers de chacun des quatre groupes seront qualifiés pour les quarts de finale qui auront lieu, les 22 et 23 juin, à Wembley, Manchester, Birmingham et Liverpool. Les demi-finales se dérouleront le 26 juin, à Wembley et Manchester. La finale aura lieu le 30 juin, à Wembley.





# L'entraîneur des sauteurs à ski français a mis son équipe au régime pour améliorer ses performances

## Les Français ont obtenu des résultats honorables lors des épreuves de Coupe du monde

**Le saut à ski français a donné des signes de bonne santé lors des épreuves de Coupe du monde organisée à Chamonix, les 17 et 18 décembre, sur petit tremplin (K 90). Samedi, le Jurassien Nicolas Jean-Prost a terminé deuxième de la première manche, avant de se classer 22e derrière Didier Mollard (19e). Dimanche, Yannick Revuz était 4e ex-aequo à l'issue de la première manche avant, finalement, de se classer 20e. Pour leur entraîneur, le régime alimentaire, commencé il y a quelques semaines, porte enfin ses fruits.**

CHAMONIX
*de notre envoyée spéciale*

Trois athlètes en finale samedi, quatre dimanche, mais Franck Salvi bougonne tout de même : *« Dommage qu'on n'ait pas fait péter les résultats ! »* Déçu, l'entraîneur de l'équipe de France de saut à ski déboule de la tour d'observation qui surplombe le nez du tremplin. Le jour de ses trente-quatre ans, il espérait sans doute secrètement un miracle pour récompenser les sacrifices consentis depuis tant d'années.

Le bonnet scandinave à pompon qui asphyxie à longueur d'hivers sa chevelure désordonnée donne au petit homme taillé à coups de serpe des allures de lutin égaré chez les mortels. Son enthousiasme et sa créativité épuisent. Franck Salvi, dit « Pitch », ne se plaint jamais, même s'il ne dispose pas de la moitié des moyens consentis aux grandes nations du saut, comme l'Autriche ou la Finlande. Sa richesse, c'est convaincre ses sauteurs de leur valeur en les guidant. Ex-skieur de combiné nordique, il élude les questions sur sa propre carrière d'athlète : *« J'étais trop mauvais. »* Il gagne ses galons à force d'obstination. Depuis 1991, l'investissement sans limite qu'il fournit avec ses *« gars »* lui a construit une vie personnelle en pointillé. Ni une forte fièvre ni un plâtre ne l'empêcheraient de grimper dans les alpages pour conseiller ses sauteurs : *« On ne disparaît de ce genre de boulot que lorsqu'on est viré. Le faire, quoi qu'il arrive, ne constitue pas une obligation, c'est un plaisir, une passion. On doit même se forcer à partir en vacances au printemps. »*

**« OUVRIR DES PORTES »**

Salvi a connu l'époque où les galères soudaient son groupe. Les plus anciens ont raccroché, des jeunes sont arrivés et « Pitch » continue de composer avec les personnalités et les différences d'âge. Il connaissait les accessits, mais la victoire, en janvier dernier, de Nicolas Dessum, dix-sept ans, en Coupe du monde à Sapporo (Japon), a assis son autorité. Il entraînait déjà le gamin surdoué au niveau régional, il y a plusieurs années. Pour nombre de ses athlètes, « Pitch » est le père, la mère, le confident ou l'ami intime avec lequel ils se heurtent souvent. Sa décision de leur faire suivre un *« jeûne protégé »* en début de saison a été accueillie avec tiédeur. Après les cours de danse cet été pour les sensibiliser aux placements et au travail du regard vers des endroits précis, ou l'introduction aux disciplines du cirque, il y a deux ans, pour acquérir coordination, équilibre et sens du spectacle, certains ont tiqué.

*« Quand les éléphants voleront, on laissera les gars bouffer n'importe quoi »*, plaisante Salvi, qui a concocté pour ses sauteurs, avec l'aide du docteur Eric Chouela – ostéopathe, homéopathe et nutritionniste attaché à l'équipe – un régime de deux semaines à base de poudre excluant les glucides, mais autorisant tout de même un repas par jour et l'absorption de légumes cuits à la vapeur pour respecter les exigences du haut niveau. *« Certains ont bien dû reconnaître qu'ils avaient fait du lard cet automne. »*

L'entraîneur s'ingénie à distraire son petit monde de la routine. Sa philosophie consiste à *« ouvrir des portes dans leur vie d'homme et de sauteur à ski, à les aider à mieux voler »*. Mais la question du poids a mal été digérée : *« Moi, j'aime voir des choses dans mon assiette*, grommelle Didier Mollard, *et j'avais le choix entre accepter le jeûne ou faire moniteur de ski cet hiver aux Contamines. »* Pour Nicolas Dessum, plus accommodant, *« l'expérience était intéressante, sauf qu'au début* [il a] *eu des vertiges le matin »*. *« On se réjouissait parce qu'on nous avait vendu l'idée en nous prédisant qu'elle aurait un effet euphorisant*, affirme Nicolas Jean-Prost, *mais j'attends toujours. »*

**« SE SERRER LA CEINTURE »**

*« Pour son anniversaire, on offrira une balance à Pitch »*, plaisantait Yannick Revuz, la veille de son classement à la 4e place à l'issue de la première manche de l'épreuve de dimanche. Entre les deux manches, il avouait : *« Je suis heureux que le régime paie. J'en ai bavé, j'avais vraiment faim. Je me suis retrouvé rétrogradé en Coupe d'Europe à cause de mon niveau et je me suis engueulé deux fois avec Pitch parce que je n'adhérais pas complètement au projet. Maintenant je comprends qu'il faut continuer à se serrer la ceinture. »*

Arnaud Bousset, l'ex-biathlète au physique de bûcheron jurassien qui assiste Salvi, apprécie également l'allègement des troupes françaises. Caméra au poing, il capture les « vols » des hommes-oiseaux afin qu'ils puissent observer leurs erreurs. Chargé de la logistique, il se transforme à volonté en masseur ou en « porteur » pour les simulations de sauts. Ces temps-ci, il brandit avec davantage d'aisance les carcasses fagotées dans des combinaisons aux reflets psychédéliques. Franck Salvi, lui, sent qu'il a gagné une bataille supplémentaire : *« La légèreté est une arme en saut à ski. Cela oblige à une certaine hygiène alimentaire qui constitue un choix mental. En l'effectuant, les gars progressent. S'ils ne le font pas, ils s'autosanctionnent dans les concours. »*

Le régime a resserré les rangs du saut à ski français. « Pitch » en oublie, l'espace d'un instant, ses rêves de podium : *« Commment reprocher à Yannick de ne pas avoir gardé sa quatrième place alors qu'il retombait si près du tremplin depuis quinze jours ? Le travail est fait, mais il n'a pas encore été bien digéré. L'épreuve de Chamonix est arrivée trop tôt, mais c'est idéal d'avoir pu effectuer le régime sans la pression d'un championnat du monde ou de Jeux olympiques. Il n'y a plus qu'à prendre patience et à ne pas les lâcher. »*

*Patricia Jolly*

# Olivier Panis s'apprête à redémarrer en formule 1 avec Ligier

***LES LUMIÈRES*** bariolées de Bercy ont à peine eu le temps de s'éteindre. Olivier Panis était déjà loin du Masters de karting. Le Palais omnisport et son assourdissant tintamarre, mélange de show clinquant et d'intermèdes furieux où s'affrontent des pilotes avides de montrer leur talent, avait rempli son office.

Le Grenoblois était venu passer un bon moment, dans les virages sinueux du circuit de 600 mètres, rebâti pour la troisième année consécutive sur la scène du POPB. Il s'était amusé. Dans l'avion qui le conduisait vers Barcelone, en ce dimanche soir 17 décembre, il n'avait plus qu'à penser aux choses sérieuses, à son année 1996, à la formule 1.

En Espagne, Olivier Panis va retrouver la piste, et la Ligier qu'il a pilotée en 1995. Il s'attaque, lundi 18 décembre, à deux journées d'essais. Le séjour sur le circuit de Barcelone a pour objectif de tester des pièces susceptibles d'être montées sur la voiture de la saison prochaine. Celle-ci ne fera ses premiers tours de roue qu'à la fin du mois de janvier. Pour Olivier Panis, le programme catalan n'a pourtant rien de fastidieux. Il y trouve même une forme de soulagement.

Le pilote français s'est longuement interrogé sur son avenir depuis la fin de saison et sa deuxième place au Grand Prix d'Australie. En 1996, serait-il encore un membre à part entière de l'écurie Ligier ? Flavio Briatore, son propriétaire, n'a toujours pas annoncé officiellement l'identité des deux pilotes qui conduiront ses voitures. Panis s'attend à signer un contrat d'ici à la fin de cette semaine, et l'escapade barcelonaise ne peut que raffermir ses espoirs.

**OTAGE**

Malgré une bonne fin d'année sportive, il s'est retrouvé l'otage de la stratégie d'une équipe condamnée à la chasse aux sponsors. Ligier a perdu le partenariat du Loto qui était l'un de ses principaux soutiens financiers. L'écurie a donc exigé de Elf, qui appuie Olivier Panis, une aide financière renforcée. Le pétrolier a longuement hésité. Comme l'explique l'un de ses représentants, il envisageait de recentrer son activité autour de Renault et des deux principales écuries Williams et Benetton, tout en réduisant globalement son budget formule 1.

Le pilote grenoblois se dit cependant persuadé qu'Elf va consentir à un effort particulier en sa faveur. Cela pourrait être décisif d'autant que Ligier s'apprête à accueillir dans ses rangs le Brésilien Pedro Diniz, capable d'amener avec lui une somme de près de 40 millions de francs. Aujourd'hui encore, la France ne sera représentée, à coup sûr en 1996, que par Jean Alesi, assuré du volant de la Benetton-Renault, championne du monde en 1995.

*P. Ce.*

# L'aérobic sportive tente de s'imposer en discipline officielle

**DE PRIME ABORD**, les premiers championnats du monde d'aérobic sportive semblent anachroniques. On peut se croire transporté devant son écran de télévision un dimanche matin des années 80, quand Véronique et Davina faisaient suer la France en musique. On est pourtant bien au cœur des années 90, dans un stade Coubertin qui s'offrait, samedi 16 et dimanche 17 décembre, un week-end de fièvre gestuelle, sans une pensée pour les précurseurs du genre.

Cette mémoire-là n'est pas celle des athlètes de l'aérobic français. Ils désamorcent les regards sous-entendus, et ils ont vite fait de trouver des mots bien sentis pour « *celles-là* ». Eux, ils viennent d'endroits où l'on travaille, où l'on s'échine depuis des années à défendre un sport, un vrai. Imaginé en 1968 aux Etats-Unis par un médecin, l'aérobic s'impose comme une activité ludique pour des citadins fatigués. En Amérique, les compétitions se développent et séduisent publics, et donc partenaires.

Les épreuves reposent sur la rapidité, l'esthétique et le spectacle. Sur un tapis de sept mètres sur sept, devant douze juges, les concurrents s'alignent en solo, en duo mixte ou en trio masculin, pendant deux minutes, *« sur une musique très rythmée et gaie*, précise le règlement : *style pop, disco, techno, rock »*. Trois notes sanctionnent le passage : gymnastique, technique et exécution.

*« L'aérobic prend des choses à la gymnastique et à la danse*, explique un entraîneur de l'équipe de France. *C'est un mélange de puissance, de rythmique, de souplesse, de force statique, d'équilibre et de mouvement. Comme en cuisine, il faut les ajouter un à un, très délicatement, pour réussir. Le meilleur résultat doit donner une énorme impression d'énergie »*. La gestuelle est basée sur la symétrie : exercices sur une main, équilibre sur une jambe, portée d'acrobate et construction pseudo-hétéroclite, le tout avec un indécrochable sourire.

Au début, la Fédération internationale de gymnastique (FIG) a regardé d'un mauvais œil ce rejeton, jugé vulgaire, par rapport à sa noble gymnastique. Les Américains s'en sont fichus. L'International Competitive Aerobic Federation (ICAF) a organisé ses propres championnats du monde avec un succès énorme. Le monde entier y participe, du Vietnam à l'Argentine et à la Russie. Les Brésiliens et les Chiliens comptent parmi les meilleurs.

**PROLONGATION DE CARRIÈRE**

En 1994, le Comité international olympique, déjà submergé par la kyrielle de nouveaux sports dits *« funs »*, s'intéresse à l'aérobic. La FIG, qui se rend compte de sa bévue, est chargée d'étudier la discipline et de lui trouver une place. A Paris, une délégation du CIO, conduite par le président Juan-Antonio Samaranch, est venue étudier la crédibilité de l'aérobic, pour envisager son entrée au sein du gotha des sports olympiques, à l'exemple du triathlon ou du beach-volley. La FIG a déjà commencé l'organisation des championnats du monde de 1996. Ils auront lieu a La Haye, avant de faire escale en Australie en 1997.

L'anarchie et les tensions devraient être inévitables avec l'ICAF. *« Nous ne voulons tuer personne*, rassure Youri Titov, président de la FIG, *nous pensons donner plus d'espace et de légitimité à l'aérobic. »* La Fédération française de gymnastique est en train de créer des structures pour les athlètes et promet un programme complet proposé aux jeunes licenciés. Elle voit aussi une façon pour les gymnastes plus expérimentés de prolonger leur carrière.

Ainsi Chloé Maigre, seule femme alignée en individuel, et tête de proue de l'équipe, faisait partie de l'équipe de France de gymnastique artistique aux Jeux olympiques de Barcelone en 1992. Avec l'aérobic sportive qu'elle a commencée en mai, elle peut encore connaître le frisson de la compétition. Chloé Maigre a abandonné la gracilité pour une ligne plus robuste. A vingt ans, elle voudrait devenir championne de France d'aérobic. A ce nouveau rêve, elle consacre trois heures d'entraînement par jour, cinq fois par semaine, et certains dimanches sont réservés aux compétitions...

*Bénédicte Mathieu*

# RÉSULTATS

## ATHLÉTISME

CROSS-COUNTRY DU « FIGARO »

Messieurs
1. D. Komen (Ken.) 29 min 52 s ; 2. D. Chelule (Ken.) 29 min 54 s ; 3. S. Rono (Ken.) 30 min 15 s.

Dames
1. L. Cheromei (Ken.) 12 min 58 s ; 2. M. Marousova (Rus.) 13 min 05 s ; 3. S. Barsosio (Ken.) 13 min 06 s.

## BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Pro A)
14e journée

| | |
|---|---|
| Strasbourg-Evreux | 80-87 |
| Dijon-PSG Racing | 86-96 |
| Antibes-Montpellier | 86-78 |
| Villeurbanne-Besançon | 88-81 |
| Levallois-Gravelines | 87-72 |
| Pau Orthez-Lyon | 87-85 |
| Nancy-Le Mans | 82-78 a. p. |
| Cholet-Limoges | 77-79 |

Classement : 1. Limoges et Pau-Orthez, 27 pts ; 3. Villeurbanne, 26 ; 4. PSG-Racing, Antibes, Nancy et Dijon, 22 ; 8. Evreux et Montpellier, 21 ; 10. Levallois, 20 ; 11. Cholet, 19 ; 12. Besançon, Gravelines et Strasbourg, 18 ; 15. Le Mans, 17 ; 16. Lyon, 16.

## FOOTBALL

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE
18e journée

| | |
|---|---|
| Newcastle-Everton | 1-0 |
| Arsenal-Chelsea | 1-1 |
| Aston Villa-Coventry | 4-1 |
| Blackburn-Middlesbrough | 1-0 |
| Queen's Park Rangers-Bolton | 2-1 |
| Sheffield Wednesday-Leeds | 6-2 |
| West Ham-Southampton | 2-1 |
| Wimbledon-Tottenham | 0-1 |
| Liverpool-Manchester United | 2-0 |
| Manchester City-Nottingham Forest (lundi) | |

Classement : 1. Newcastle, 42 pts ; 2. Manchester United, 35 ; 3. Tottenham, 33 ; 4. Aston Villa, 32 ; 5. Liverpool, 31 ; 6. Arsenal, 31 ; 7. Middlesbrough, 30 ; 8. Nottingham Forest, 27 ; 9. Leeds, 25 ; 10. Chelsea, 25 ; 11. Blackburn, 24 ; 12. Everton, 23 ; 13. West Ham, 23 ; 14. Sheffield Wednesday, 21 ; 15. Southampton, 17 ; 16. Queen's Park Rangers, 15 ; 17. Manchester City, 15 ; 18. Wimbledon, 14 ; 19. Coventry, 12 ; 20. Bolton, 9.

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE
17e journée

| | |
|---|---|
| Real Betis-FC Séville | 1-1 |
| FC Barcelone-Sporting Gijon | 1-0 |
| Salamanque-Real Sociedad | 3-3 |
| Saint Jacques Compostelle-Racing Santander | 2-0 |
| Oviedo-Espagnol Barcelone | 1-2 |
| Real Madrid-Celta Vigo | 1-0 |
| Rayo Vallecano-Deportivo La Corogne | 0-6 |
| Real Saragosse-Valladolid | 5-3 |
| Athletic Bilbao-Merida | 1-1 |
| Tenerife-Albacete | 1-3 |
| Valence-Atletico Madrid | 0-1 |

Classement : 1. Atletico Madrid, 39 pts ; 2. Espagnol Barcelone, 37 ; 3. FC Barcelone, 35 ; 4. St-Jacques Compostelle, 33 ; 5. Betis Séville, 29 ; 6. Real Madrid, 28 ; 7. Valence, 27 ; 8. Deportivo La Corogne, 24 ; 9. Athletic Bilbao, 23 ; 10. Tenerife, 23 ; 11. Real Saragosse, 22 ; 12. Sporting Gijon, 20 ; 13. Oviedo, 20 ; 14. Real Sociedad, 19 ; 15. Séville, 19 ; 16. Salamanque, 18 ; 17. Celta Vigo, 18 ; 18. Racing Santander, 17 ; 19. Merida, 16 ; 20. Albacete, 16 ; 21. Rayo Vallecano, 14 ; 22. Valladolid, 12.

CHAMPIONNAT D'ITALIE
14e journée

| | |
|---|---|
| Atalanta-Fiorentina | 1-3 |
| Bari-Parme | 1-1 |
| Lazio-Sampdoria | 6-3 |
| Milan AC-Torino | 1-1 |
| Naples-AS Rome | 0-2 |
| Piacenza-Crémonèse | 2-1 |
| Udinese-Padoue | 3-1 |
| Vicence-Cagliari | 0-1 |
| Juventus-Inter Milan | 1-0 |

Classement : 1. Milan AC, 29 pts ; 2. Fiorentina, 28 ; 3. Parme, 27 ; 4. Juventus, 24 ; 5. Atalanta et Lazio, 22 ; 7. AS Rome, 21 ; 8. Sampdoria et Cagliari, 20 ; 10. Naples et Udinese, 19 ; 12. Inter Milan, 18 ; 13. Vicence, 17 ; 14. Piacenza, 15 ; 15. Torino, 14 ; 16. Crémonèse et Bari, 9 ; 18. Padoue, 8.

## HANDBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE N° 1
1er tour retour

| | |
|---|---|
| PSG Asnières-Chambéry | 28-21 |
| OM Vitrolles-Toulouse | 29-23 |
| Villeneuve d'Ascq-Ivry | 26-30 |
| Pontault-Combault-Gagny | 37-33 |
| Sélestat-Créteil | 18-22 |
| Bordeaux-Dunkerque | 29-24 |
| Montpellier-Istres | 19-18 |

Classement : 1. OM-Vitrolles, 27 pts ; 2. PSG-Asnières, 22 ; 3. Créteil, 21 ; 4. Montpellier, 20 ; 5. Ivry, 15 ; 6. Istres, 13 ; 7. Bordeaux, 13 ; 8. Villeneuve-d'Ascq, 12 ; 9. Chambéry, 12 ; 10. Pontault-Combault, 12 ; 11. Dunkerque, 11 ; 12. Toulouse, 8 ; 13. Sélestat, 6 ; 14. Gagny, 0.

## RUGBY

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Groupe A1
10e journée

POULE 1

| | |
|---|---|
| Toulouse-Nîmes | 41-16 |
| Grenoble-Bayonne | 38-10 |
| Narbonne-Nice | 40-5 |
| Racing CF-Toulon | 15-9 |
| Agen-Perpignan | 40-15 |

Classement : 1. Toulouse, 23 pts ; 2. Narbonne, 23 ; 3. Grenoble, 23 ; 4. Toulon, 22 ; 5. Perpignan, 21 ; 6. Racing CF, 19 ; 7. Nîmes, 19 ; 8. Nice, 17 ; 9. Bayonne, 17 ; 10. Agen, 16.

POULE 2

| | |
|---|---|
| Brive-Montferrand | 13-9 |
| Dax-Castres | 29-18 |
| Montpellier-Bègles Bordeaux | 7-18 |
| Rumilly-Bourgoin | 19-10 |
| Pau-Colomiers | 13-9 |

Classement : 1. Bègles-Bordeaux, 24 pts ; 2. Bourgoin, 22 ; 3. Brive, 22 ; 4. Montferrand, 20 ; 5. Pau, 20 ; 6. Castres, 19 ; 7. Rumilly, 19 ; 8. Dax, 18 ; 9. Colomiers, 18 ; 10. Montpellier, 14.

## SKI ALPIN

COUPE DU MONDE

Dames

2e descente de Saint-Anton
1. M. Dorfmeister (Aut.) 1 min 36 s 34 ; 2. A. Meissnitzer (Aut.) à 13 ; 3. R. Goetschl (Aut.) et P. Street (E-U) à 18 ; 5. H. Zurbriggen (Sui.) à 44.

Slalom de Saint-Anton
1. E. Eder (Aut.) 1 min 40 s 95 ; 2. U. Hrovat (Slo.) 1 min 41 s 80 ; 3. K. Koren (Slo.) 1 min 42 s 39 ; 4. M. Accola (Sui.) 1 min 42 s 79 ; 5. K. Koellerer (Aut.) 1 min 43 s 68.

Combiné de Saint-Anton
1. A. Wachter (Aut.) 3 min 23 s 33 ; 2. I. Helen Marken (Nor.) à 0 s 83 ; 3. H. Gerg (All.) à 1 s 10 ; 4. M. Vogt (All.) à 1 s 50 ; 5. P. Street (E-U) à 1 s 72.

Classement de la Coupe du monde : 1. K. Seizinger (All.), 360 pts ; 2. A. Meissnitzer (Aut.), 348 ; 3. A. Wachter (Aut.), 329 ; 4. P. Street (E-U), 292 ; 5. M. Dorfmeister (Aut.), 289.

Messieurs

Descente de Val Gardena
1. P. Ortlieb (Aut.) 2 min 00 s 36 ; 2. X. Gigandet (Sui.) 2 min 00 s 80 ; 3. L. Alphand (Fra.) 2 min 0 s 84 ; 4. M. Foser (Lie.) 2 min 0 s 95 ; 5. M. Hermann (Sui.) et L. Kjus (Nor.) 2 min 01 s 26.

Géant d'Alta Badia
1. H. Knauss (Aut.) 2 min 35 s 34 ; 2. M. von Grueningen (Sui.) 2 min 36 s 03 ; 3. A. Tomba (Ita.) 2 min 36 s 71 ; 4. L. Kjus (Nor.) 2 min 36 s 84 ; 5. S. Locher (Sui.) 2 min 37 s 09.

*Classement général de la Coupe du monde* : 1. L. Kjus (Nor.), 640 pts ; 2. M. von Grueningen (Sui.), 380 ; 3. H. Knauss (Aut.), 359 ; 4. L. Alphand (Fra.), 296 ; 5. F. Nyberg (Suè.), 281.

## VOLLEY-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
11e journée

| | |
|---|---|
| Tours-Poitiers | 2-3 |
| Cannes-Paris UC | 3-1 |
| Strasbourg-Nice | 2-3 |
| PSG Racing-Tourcoing | 3-0 |
| Montpellier-Avignon | 3-0 |
| Rennes-Sète | 2-3 |

Classement : 1. Cannes, 22 pts ; 2. Montpellier, 19 ; 3. Paris UC, 18 ; 4. Poitiers, 18 ; 5. Avignon, 18 ; 6. Sète, 17 ; 7. Tourcoing, 16 ; 8. PSG-Racing, 14 ; 9. Rennes, 14 ; 10. Strasbourg, 13 ; 11. Nice, 13 ; 12. Tours, 13.

■ **BOXE : Mike Tyson a gagné le deuxième combat** de son retour sur le ring, samedi 16 décembre, à Philadelphie (Etats-Unis). L'ancien champion du monde des poids lourds a battu son compatriote, l'Américain Buster Mathis Jr., *compté KO à la fin de la troisième* reprise. Sorti de prison au mois de mars, Mike Tyson avait battu en 89 secondes son compatriote Peter McNeeley, lors du premier match disputé après sa libération. – *(AFP.)*

■ **Un jeune Bordelais est mort après un match de boxe thaïlandaise,** samedi 16 décembre, à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Le décès de Ludovic Bournazeau, 22 ans, est intervenu à l'issue d'une rencontre qu'il venait de gagner. Il discutait avec ses camarades dans le vestiaire lorsqu'il a été victime d'un malaise. Une autopsie devait être pratiquée, lundi 18 décembre, pour déterminer la cause de la mort.

■ **ATHLÉTISME : Emma George a établi un nouveau record du monde de saut à la perche,** dimanche 17 décembre, à Perth (Australie), avec un bond de 4,28 m. L'Australienne améliore son précédent record de 3 cm établi le 30 novembre à Melbourne. – *(Reuter).*

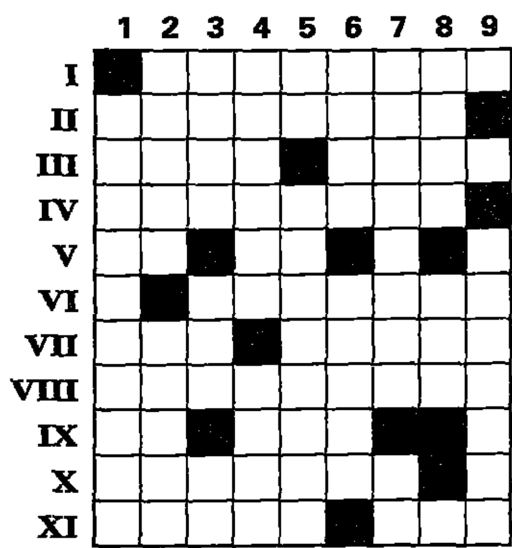
■ **Le Kényan Daniel Komen a gagné le cross du *Figaro*,** dimanche 17 décembre, au bois de Boulogne à Paris, en couvrant les 10 kilomètres en 29 min 52 s. Le vainqueur, âgé de 18 ans, a précédé *six de ses compatriotes.* L'épreuve féminine a également été enlevée par une athlète kényane, Lydia Cheromei, âgée de 18 ans.

■ ***VOILE :* Maud Herbert est devenue championne du monde** de planche à voile olympique, dimanche 17 décembre, à Port Elizabeth (Afrique du Sud). Déjà titrée en 1991, 1992 et 1994, Maud Herbert a devancé une autre Française, Anne François. L'épreuve masculine, remportée par le Portugais Joao Rodrigues, a vu la déroute des coureurs français avec *Michel Quintin à la 5e place et* Claude Muzelec à la 7e. Franck David, médaillé d'or à Barcelone, ne prend que la 17e place. – (*AFP.*)

■ ***FOOTBALL : les Orlando Pirates ont emporté la Coupe d'Afrique*** des clubs champions. L'équipe sud-africaine, tenue en échec par les Ivoiriens de l'ASEC Abidjan (2-2), il y a deux semaines à Johannesburg, lors de la finale aller, s'est imposée (1-0), samedi 16 décembre à Abidjan. – *(AFP).*

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6715



**HORIZONTALEMENT**

I. Avant de devenir un grand chef, doit apprendre à faire son entrée. – II. Certains ne sont que des ignorants. – III. Caractère. On peut s'y perdre quand il est mauvais. – IV. Comme des vents en été. – V. En France. Point de départ. – VI. Arrêts de rigueur. – VII. Peut servir pour une injection. Peut être fouillé du regard. – VIII. Utile pour le verrier. – IX. En France. N'est pas toujours héroïque. – X. Qu'on ne laisse pas dormir. – XI. Dame de France. On peut y faire des exercices.

**VERTICALEMENT**

1. Est maître chez les autres. – 2. Peut faire des poursuites. Qui a profité du soleil. – 3. Fait rougir des fronts. Eventuellement mis à la diète. Préfixe. – 4. Un macaque au nom de facteur. Souvent très petit quand il est muet. – 5. Pronom. Un événement qui s'arrose. – 6. Est plus avantagé que le quadrupède. Pas nées d'hier. – 7. Un homme dans les transports. En Espagne. – 8. Qui peuvent faire rougir. D'un auxiliaire. – 9. Massif, en Provence.

**SOLUTION DU N° 6714**

**HORIZONTALEMENT**

I. Atterrissage. – II. Amoureuse. Sacre. – III. Légèrement. Ires. – IV. Ale. Ariens. Luit. – V. Ri. Euglène. – VI. Motivées. Grasse. – VII. Erato. Pair. – VIII. Al. Io. Hérédité. – IX. Abeille. Tuf. Son. – X. Plénières. Sport. – XI. Pesée. Aléa. – XII. Draisienne. – XIII. Tari. Stellaires. – XIV. Initiée. Lure. Té. – XV. Têtes. Sue. Drues.

**VERTICALEMENT**

1. Alarme. Appétit. – 2. Améliorable. Ane. – 3. Toge. Talées. Rit. – 4. Tue. Lit. Inédite. – 5. Erra. Voilier. Is. – 6. Réer. Olé ! Ase. – 7. Ruminer. Ermites. – 8. Isée. Se. – 9. Senne. Pets. Ille. – 10. Tsugaru. Velu. – 11. As. Griefs. Nard. – 12. Gaillard. Panier. – 13. Ecrues. Isoler. – 14. Reins. Tore. Eté. – 15. Lestée. Entassés.

*Guy Brouty*




## LES SERVICES DU Monde

| | |
|---|---|
| Le Monde | 40-65-25-25 |
| Télématique | 3615 code LE MONDE 3617 LMPLUS |
| Documentation | 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56 |
| CD-ROM : | (1) 43-37-66-11 |
| Index et microfilms : | (1) 40-65-29-33 |
| Cours de la Bourse : | 3615 LE MONDE |
| Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min) | |

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Le Monde PUBLICITÉ

Président-directeur général Jean-Marie Colombani

Directeur général Gérard Morax

Membres du comité de direction Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30




## MÉTÉOROLOGIE

**La grève à Météo-France nous met dans l'impossibilité de publier les prévisions météorologiques habituelles. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.**

# Nuageux à l'ouest, ensoleillé à l'est

**MARDI MATIN**, le ciel sera couvert sur la Bretagne et les Pays de Loire avec un peu de pluie. Le vent de sud-est sera modéré près des côtes. De la Normandie au Centre, jusqu'à l'Aquitaine, les nuages seront nombreux avec quelques brouillards sur le Sud-Ouest. Sur le pourtour méditerranéen, le soleil brillera largement avec un vent de nord-ouest modéré dans le golfe du Lion. Sur la Côte d'Azur et la Corse, les nuages et les éclaircies alterneront avec quelques averses. Le vent d'ouest soufflera à 60 km/h en rafales dans les bouches de Bonifacio. Sur le reste des régions de l'Est, les nuages bas et les brouillards seront nombreux avec plus de soleil en fin de matinée.

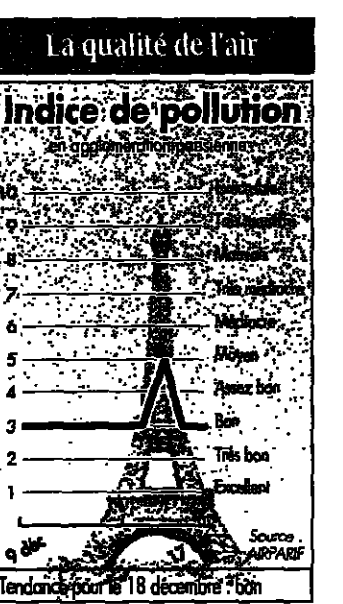
Mardi après-midi, de la Bretagne à la Normandie, le temps sera maussade avec de la pluie faible. Des Pays de Loire à l'Aquitaine jusqu'au Languedoc-Roussillon, le ciel sera voilé, avec par moments un peu de soleil. Des Ardennes à l'Alsace-Lorraine, les nuages bas et les brouillards auront du mal à se dissiper. A l'est d'une ligne Lille-Marseille, le beau temps sera prédominant.

Les températures minimales iront de 0 à 3 degrés en général, 4 à 8 degrés sur les côtes atlantiques et méditerranéennes, avec encore quelques faibles gelées sur le Nord-Est et le Centre-Est. L'après-midi, les températures seront plus douces avec 7 à 11 degrés à l'Ouest, 6 à 8 degrés du Nord au Centre, 10 à 13 degrés sur les régions sud. Il fera plus frais au Nord-Est, avec seulement 2 à 5 degrés.

*Mercredi matin*, il pleuvra faiblement de la Bretagne à la Normandie jusqu'à l'Aquitaine. Du Nord à l'Ile-de-France jusqu'au Massif Central, le ciel sera couvert avec quelques gouttes de pluies éparses. Sur les régions est, le ciel sera nuageux avec des brouillards locaux. Il fera beau près de la Méditerranée. Mercredi après-midi, du sud de l'Aquitaine aux régions méditerranéennes, jusqu'aux Alpes du Sud, le beau temps prédominera. Sur le reste du pays, le temps sera gris avec quelques pluies faibles éparses. Les températures seront douces l'après-midi avec 7 à 11 degrés au Nord et 12 à 16 degrés au Sud.

*(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)*

La qualité de l'air




Tendance pour le 18 décembre : bon

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

# Retour aux songes

**VOICI** la saison où Paris se maquillait en ville surréaliste. Purs miracles, les apparitions lumineuses au ciel des grands magasins ! Voix d'en haut, les harmonies des haut-parleurs ; images des temps évangéliques, les crèches et les églises ! La foule retrouvait les étonnements de l'enfance.

Après tant de drames qui bannirent les songes, l'année 1945 essaie de s'achever en féerie. Les décorateurs « animistes » nous rouvrent les portes de l'empire imaginaire : rois, seigneurs et princesses en robes de pierreries, personnages de la mère l'Oie ressuscitent le petit monde ancien. Les scènes mouvantes, dans les vitrines, cherchent aussi l'ébauche d'une mythologie moderne : aux hommes qui veulent des symboles en harmonie avec le siècle, elles proposent des allégories toutes neuves, mais conformes à la règle traditionnelle puisque le comique et la satire s'y mêlent à la poésie.

Le seuil franchi, quelle déception ! Vous espériez un dépaysement et vous ne trouvez, au paradis des jouets, qu'une imitation de la réalité quotidienne. Ne saurait-on répondre aux voeux des enfants qu'en leur offrant une Jeep en miniature, un char d'assaut, une mitraillette, une panoplie de casseroles ? Si jeunes et déjà réalistes !

Mais suivez le cornac juché entre les oreilles de l'éléphant ; les ânes redeviennent des demi-dieux égrillards et drôles comme leur ami Silène, le lion superbe et généreux restaure la monarchie de droit divin, l'ours à musique danse comme dans les petites villes d'autrefois, le mouton à roulettes frôle les falbalas de l'Astrée. Le charmant bestiaire nous a ramenés au point de départ de l'imagination enfantine.

***Raymond Millet***

*(19 décembre 1945.)*

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **BANDE DE GAZA.** Israël et l'OLP ont décidé de construire une ligne ferroviaire qui reliera la bande autonome de Gaza au port israélien d'Ashdod et à l'Egypte. – *(Reuter.)*

■ **TUNISIE.** Air Liberté Tunisie, compagnie charter qui effectue des liaisons avec la plupart des grandes villes d'Europe de l'Ouest et du Nord, vient de changer de nom. Elle s'appelle désormais Nouvel Air Tunisie. – *(AFP.)*

■ **LIBAN.** La compagnie aérienne libanaise Middle East Airlines a conclu un accord avec Malaisian Airways pour qu'une liaison bihebdomadaire soit assurée entre Beyrouth et Kuala Lumpur à partir du mois de janvier. – *(AFP.)*

■ **SCANDINAVIE.** La coopération entre la compagnie aérienne scandinave SAS et l'américaine United Airlines, qui devait entrer en vigueur le 1er janvier, est reportée au printemps prochain. – *(AFP.)*

■ **ITALIE.** Le gouvernement italien a décidé d'interdire de fumer dans tous les services publics, écoles, universités ou administrations. La directive ne concerne pas les lieux privés fréquentés par le public tels que restaurants ou bars. – *(AFP.)*

■ **CHINE.** Au cours des neuf premiers mois de l'année, les compagnies aériennes chinoises ont transporté 37,39 millions de passagers. L'aviation civile chinoise prévoit que dans cinq ans elles en transporteront 80 millions. – *(AFP.)*

■ **SOUDAN.** Le Soudan va lever des fonds auprès de sa population pour construire une autoroute vers l'Afrique de l'Ouest. Longue de 1 205 kilomètres, cette autoroute, qui devrait être construite en un an, ira d'El-Obeid, capitale de l'Etat du Kordofan, à Al-Gineina, à la frontière avec le Tchad. – *(AFP.)*

■ **TRAFIC AÉRIEN.** Le trafic passager aérien mondial a enregistré une hausse de 4,9 % pour les neuf premiers mois de l'année. 1,706 milliard de voyageurs ont été transportés depuis les 1 100 aéroports des 140 pays affiliés au Conseil international des aéroports. *(AFP.)*

## PARIS EN VISITE

***Mercredi 20 décembre***

■ ***L'OPÉRA-GARNIER :*** exposition sur les costumes (37 F + prix d'entrée), 11 h 30, dans le vestibule au pied de la statue de Lully (Monuments historiques).

■ **L'ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT** (50 F), 14 heures, parvis de l'église (Institut culturel de Paris).

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Ville de Paris).

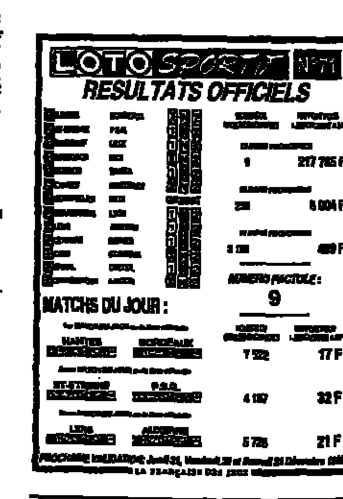
■ **MARAIS :** le quartier juif (37 F), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Monuments historiques).

■ **MARAIS :** hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

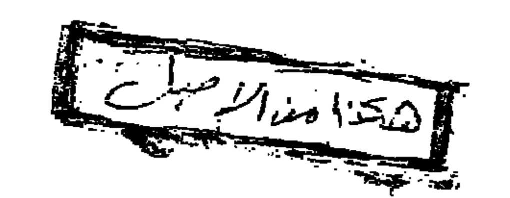
■ **MUSÉE DE LA MONNAIE** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 11, quai de Conti (Monuments historiques).

■ **NOTRE-DAME-DE-PARIS** (37 F), 15 heures, sur le parvis devant la statue de Charlemagne (Monuments historiques).

## JEUX







**INTERACTIF** Insensiblement, le multimédia a fait son entrée dans le domaine des arts grâce principalement aux CD-ROM culturels, dont le succès auprès du public se confirme. Les disques interactifs consacrés aux grands musées, aux grandes expositions, aux grands artistes trouvent leur place au côté des catalogues et des livres d'art sur papier, dont ils sont souvent, quand ils sont bien faits, d'utiles compléments. ● UNE NOUVELLE FORME D'ÉCRITURE, encore balbutiante, est en train de s'inventer, qui doit prendre en compte toutes les novations techniques du multimédia, encore largement inexplorées. ● AUX ÉTATS-UNIS, Bill Gates, le patron de Microsoft, après avoir tenté d'obtenir les droits de commercialisation des œuvres des musées français, a créé sa propre compagnie pour préparer le basculement des beaux-arts dans l'ère numérique.

# Les arts et le multimédia confirment leurs fiançailles

## Complément des livres d'art et de la visite des musées, les CD-ROM culturels s'installent solidement sur le marché. Les recherches menées sur un nouveau langage adapté aux techniques interactives améliore la qualité d'une production parfois encore décevante

L'ACCÈS à la culture est devenu l'une des principales motivations des acheteurs de CD-ROM en France. 260 000 disques interactifs consacrés aux musées, aux artistes et aux versions multimédias des dictionnaires et encyclopédies ont été vendus d'octobre 1994 à septembre 1995. Un chiffre qui se situe certes loin derrière celui atteint par les jeux, qui dominent le marché, mais supérieur aux productions éducatives ou érotiques *(voir le tableau)*.

Le succès du *Louvre, peintures et palais*, en 1994 (près de 100 000 exemplaires vendus dans le monde), a été un premier révélateur. La bousculade qui a présidé à l'ouverture de l'exposition Cézanne au Grand Palais – trois CD-ROM consacrés au peintre – a confirmé la tendance : 20 000 ventes en France, 45 000 à l'étranger, annoncées pour *Moi, Paul Cézanne* (coproduit avec *Télérama*), autant pour le *Cézanne* de la société Arborescence. Scores records quand on sait qu'un « bon » CD-ROM culturel se vend entre deux et cinq mille exemplaires dans l'Hexagone, dans un marché qui comptera, selon les estimations, environ 800 000 lecteurs de CD-ROM à la fin de cette année, dont la moitié environ à usage familial.

Musées, ministères, institutions publiques ou privées sont tous désormais dotés de services destinés à expérimenter l'exploitation multimédia de leurs fonds, sur CD-ROM ou directement sur les réseaux. *« Il y a deux ans seulement, le niveau de sensibilisation était très faible*, constate Daniel Soutif, directeur du développement culturel du Centre Georges-Pompidou. *J'ai prêché dans le désert pendant une année. Les esprits ont commencé à évoluer après le premier Marché international du livre illustré et des nouveaux médias (Milia) en janvier 94, quand sont sortis les premiers CD-ROM et que la presse s'en est fait l'écho. Le ministère de la culture aussi a joué son rôle. »*

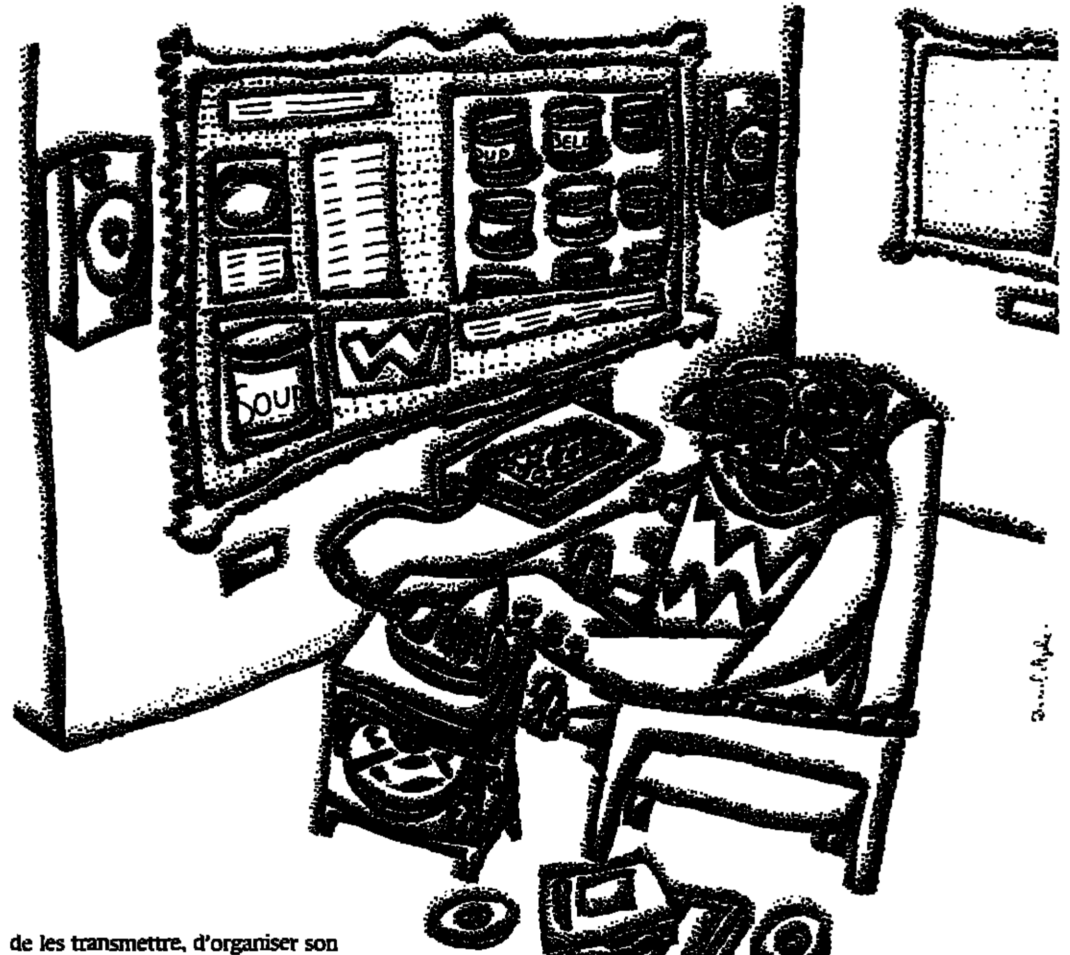
La Rue de Valois, il est vrai, a pris très tôt le virage multimédia, encourageant ses propres départements, mais aussi les créateurs privés, à se lancer dans l'aventure : l'ombre de Bill Gates, patron de Microsoft, planait déjà sur les musées français, dont il proposait de numériser et exploiter les richesses. Le message a été entendu, le danger écarté et les réticences balayées. *« Le multimédia, on n'y échappera pas*, constate Daniel Soutif, *tentons donc de faire le mieux possible. »*

### L'ÉCHANGE ET L'OUVERTURE

Certes, la vision d'un tableau sur écran ne peut remplacer celle de l'oeuvre originale, seule et à jamais capable de provoquer cette émotion irremplaçable qui est l'essence même de l'art. *« Le CD-ROM*, explique Jean-Pierre Mohen, directeur du Laboratoire de recherche des musées de France, auteur du passionnant *Nicolas Poussin*, sorti en 1994, *c'est autre chose : la mise à la disposition de tous des bases de données jusque-là réservées à certains, c'est la normalisation, l'échange, l'ouverture internationale. Un instrument plus souple que le livre d'art, dont il est un complément. C'est aussi une recherche passionnante sur la normalisation du discours, du mode de sélection, du type de vocabulaire. Bref de l'intelligence humaine. »*

L'interactivité, l'hypertexte, permettent, d'un simple clic, de comparer des œuvres en plaçant leurs images côte à côte, d'élargir la recherche, d'ouvrir d'autres horizons, d'être libre de circuler dans les arcanes de l'oeuvre d'un artiste, dans son environnement et dans son temps, d'imprimer des textes, de les transmettre, d'organiser son petit musée personnel. Toutes ces possibilités ouvrent évidemment, pour le public, une étape nouvelle de la connaissance des arts.

*« Il s'agit d'inventer une nouvelle écriture »*, remarque Daniel Soutif. A l'aube de ce que certains définissent comme une nouvelle ère de l'humanité – celle de la communication, chacun convient qu'on est encore à la recherche d'un langage adapté à ces nouvelles techniques.



*« Malheureusement, les meilleurs développeurs multimédia sont actuellement plus attirés par les jeux. Or c'est dans le domaine culturel qu'on a le plus besoin d'auteurs »*, affirme Gilles Fouchard, rédacteur en chef du journal spécialisé *Home PC*. D'autant que la surmédiatisation qui a présidé à l'émergence du multimédia grand public a fait naître des espoirs prématurés. *« Les ordinateurs ne sont pas toujours assez puissants pour accueillir un lecteur de CD*, explique Max Dhéry, directeur de la société de production Arborescence. *Il en résulte une lenteur dans les manœuvres, souvent exaspérante pour celui à qui on avait promis quelque chose de merveilleux. Comme en plus le contenu n'était pas toujours à la hauteur, le CD-ROM culturel, à ses débuts, a fait beaucoup de déçus. »*

La qualité cependant s'améliore de CD en CD, autant dire de mois en mois, vu le rythme de production. Les images et les couleurs sont mieux définies, le rythme plus rapide, les zooms plus performants, le son plus pur, les images animées plus grandes et plus fluides, le sens du récit plus cohérent. *« Les Français ont été les premiers à engager une vraie recherche pour chercher à domestiquer intelligemment cette nouvelle forme d'expression*, dit Victor Jachimowicz, directeur des études marketing et de la prospective à la FNAC. *Aux Etats-Unis, les CD-ROM ne sont souvent que des bases de données. En France, des créateurs sont à la recherche d'une qualité graphique, d'une écriture plus intéressante. »*

Des cinéastes, des journalistes, des diplômés des beaux-arts passionnés par le multimédia sont à la pointe de la recherche, comme André Atala, responsable chez ODA, filiale d'Havas, de la marque Laser Edition, qui sort une superbe collection consacrée à la peinture flamande et hollandaise. *« Le CD-ROM offre*, affirme-t-il, *un degré d'intimité avec l'art plus profond que n'importe quel autre média. »* Mais comment obtenir de ces technologies froides ce surplus d'âme que nécessite l'étude de l'œuvre d'un artiste ? *« Le CD*, dit Pierre Coural, responsable des productions audiovisuelles et multimédia du Musée du Louvre, *changera la façon dont on parle des œuvres, à une condition : éviter un traitement trop généraliste, souvent inutile, qui apporte une affectivité nettement moindre que la visite des musées. En revanche, le public s'intéresse au "comment c'est fait", et, là, le CD-ROM trouve toute son utilité. Il faut, pour un musée comme le nôtre, qui investit l'argent public, assurer la durée. Comme dit Godard : le cinéma, c'est la lutte contre le temps. Pour le CD-ROM, c'est pareil. »* Dans les années à venir, le Louvre produira une collection « civilisations » qui coïncidera avec l'ouverture des nouvelles salles consacrées à l'Egypte, l'Islam et l'Orient, et une autre série sur l'étude monographique de sculptures célèbres : la *Vénus* de Milo, les *Esclaves* de Michel Ange, les *Chevaux* de Marly...

### L'ÉQUIVALENT DE « LA PLÉIADE »

Petit à petit, le CD-ROM trouve sa place dans la muséographie. *« L'avenir du CD-ROM au centre Pompidou est d'abord d'accompagner nos grandes expositions »*, estime Daniel Soutif. Le succès enregistré par le CD-ROM consacré au sculpteur Brancusi – on en a vendu cinquante par semaine à Beaubourg pendant l'exposition – l'encourage à poursuivre. *« Il faut monter des collections comme une initiation à l'art du siècle, avec un CD-ROM par décennie (1910, 1920, etc.). Une autre piste est une collection haut de gamme, l'équivalent de « La Pléiade » sur CD-ROM. J'aimerais éditer un Marcel Duchamp qui comprendrait, outre ses œuvres commentées, l'ensemble de ses écrits. »*

Certains promettent au CD-ROM un avenir brillant, mais court. Le succès grandissant et les possibilités encore inexplorées d'Internet permettront aisément de les consulter, à la demande, directement sur les réseaux. C'est une autre histoire, mais c'est déjà demain.

*Jacques Buob*

## La culture « on line »

***Le CD-ROM est-il déjà dépassé ? « Son espérance de vie est brève*, prophétise Daniel Soutif. *L'avenir, c'est le on-line »*, la présence directe sur les réseaux, Internet en particulier. Le Centre Pompidou, le Musée d'Orsay, le Louvre, le ministère de la culture occupent le terrain sur Internet, où ils présentent leurs programmes de manière encore peu élaborée. Mais bientôt les CD-ROM seront directement consultables sur les réseaux. Des vidéoplasticiens comme le Catalan Antoni Miuntanas se servent déjà de ce support. Un premier festival de création sur Internet s'est tenu en septembre à Evry. Un peu de modestie s'impose toutefois : quand Gérard Théry, président de la Cité des sciences et de l'industrie, a posé sur Internet la question: *« Récitez-moi le début d'*A la recherche du temps perdu, *de Proust »*, pas de réponse. Avec Shakespeare, pas plus de succès. La culture ne souffle pas encore sur le réseau...**

## Le PDG de Microsoft veut numériser les beaux-arts

**WASHINGTON**
*de notre correspondante*

Lorsque les beaux-arts auront totalement basculé dans l'ère numérique, Bill Gates sera aux premières loges. Dès 1989, le PDG de Microsoft, réputé l'homme le plus riche des Etats-Unis, a fondé une petite société, Corbis, qui lui appartient personnellement et grâce à laquelle il s'est assuré une place de choix dans un secteur encore coûteux mais prometteur.

Basée à Bellevue près de Seattle (Etat de Washington), Corbis possède déjà la collection numérique la plus importante au monde d'images de haute qualité, dont elle a méthodiquement acheté les droits électroniques : un demi-million d'images environ, qui se sont enrichies le 10 octobre des archives Bettmann. L'achat de ces archives, qui regroupent plusieurs millions de photos couvrant toute l'histoire du XXe siècle, est révélateur des ambitions de Bill Gates pour Corbis : en faire, à terme, une immense bibliothèque numérique d'images susceptibles d'être vendues sous forme de disques (CD-ROM) ou par l'intermédiaire de serveurs électroniques, tant aux utilisateurs professionnels – maisons d'édition, agences de publicité, etc. – qu'au grand public. Pour Scott Sedlik, porte-parole de Corbis, « Corbis a la technologie qui permet de transporter les archives Bettmann dans le futur, et Bettmann a une énorme clientèle, une profonde connaissance du *consommateur* dont nous pouvons bénéficier ».

La production de CD-ROM se veut la vitrine de Corbis. Le premier est un disque d'art, alors que seulement 10 % des archives de la société sont des images d'art : *A Passion for Art, Renoir, Cézanne, Matisse and Dr Barnes*, sorti en février (sa version française – Macintosh et Windows – sera disponible sous peu) est une visite guidée de la collection de la Fondation Barnes, jalousement gardée près de Philadelphie.

Quatre visites guidées, en réalité, extrêmement actives, plus proches du film documentaire que du livre d'art, commentées par des historiens d'art et couvrant aussi la vie de ce collectionneur original que fut le Dr Barnes. L'utilisateur peut, d'un simple clic de souris, s'approcher à loisir de tel ou tel tableau, l'agrandir, choisir de faire sa propre exposition, par époque ou par peintre. C'est, affirme-t-on chez Corbis, la grande différence avec le CD-ROM, plus ancien, de Microsoft, *Microsoft Art Gallery* : celui-ci tient davantage du « produit de référence », tandis que *A Passion for Art* est plus proche de ce que peut expérimenter un visiteur de musée.

### POURPARLERS

Les deux prochains CD-ROM de Corbis, prévus pour le début de 1996, porteront sur l'histoire et la science, mais de nouveaux projets intégrant les beaux-arts sont en préparation. Par l'intermédiaire de son bureau londonien, avant-poste européen qui emploie une vingtaine de personnes, la société de Bill Gates est en pourparlers avec plusieurs musées européens, qu'elle refuse de nommer mais dont certains se trouvent en France, pour en obtenir les droits électroniques.

C'est ce qu'elle vient de réussir en signant un accord avec le Musée de l'Ermitage, à Saint-Pétersbourg, dont Corbis a désormais les droits de reproduction électronique aux Etats-Unis.

*Sylvie Kauffmann*

**Evolution des ventes de CD-ROM et CD-I grand public**

| | Octobre 1993 à sept. 1994 | Octobre 1994 à sept. 1995 | ÉVOLUTION |
|---|---|---|---|
| JEUX | 245 000 | 665 000 | x 2,5 |
| ART ET CULTURE* | 110 000 | 260 000 | x 2,5 |
| ÉDUCATIF | 60 000 | 185 000 | x 3 |
| EROTIQUE - CHARME | 35 000 | 60 000 | x 1,5 |
| TOTAL | [illegible] | [illegible] | x 2,5 |

* [illegible] encyclopédies, tourisme et guides culturels. Source : Electre-Multimédia

*Le CD-ROM (Compact Disc Read Only Memory, en français disque optique compact), se lit sur un micro-ordinateur. Le CD-I (Compact Disc interactif) se branche sur un poste de télévision.*

## Un musée sur CD-ROM et CD-I

Voici un choix des principaux CD-ROM et CD-I disponibles consacrés aux arts plastiques (les prix sont indicatifs).

● **La Fondation Barnes, a Passion for Arts** (PC/Mac, Corbis, 400 F). **Art Gallery, la National Gallery de Londres** (PC/Mac, Microsoft, 490 F). **La Fondation Maeght** (PC/Mac, Matra Hachette Multimédia, 400 F).
● **Cézanne** (PC/Mac, Arborescence, 300 F). **Moi, Paul Cézanne** (PC/Mac, Index +RMN/Télérama, 295 F). **Paul Cézanne, les chefs-d'œuvre du Musée d'Orsay** (PC/Mac, Emme, 200 F).
● **Impressionnisme : les origines (1859-1869)** (PC/Mac ou CD-I, RMN/Seuil, 150 F). **Impressionnist Collection** (PC, Microsoft, 200 F). **Les Impressionnistes français** (CD-I, Philips Média, 230 F).
● **Le Louvre, peintures et palais** (PC/Mac, Montparnasse Multimédia/RMN, 380 F). **Le Louvre, 100 peintures** (PC/Mac, RMN/Seuil, 140 F). **Les Stars du Louvre** (PC/Mac, Arborescence, 250 F). **La Peinture française au Louvre** (PC/Mac, ODA Laser édition, 300 F). **Orsay, 100 peintures** (PC/Mac et CD-I, Montparnasse Multimédia/RMN, 150 F).
● **Delacroix, le voyage au Maroc** (PC/Mac, Arborescence, 200 F).
● **Léonard de Vinci et la Renaissance** (PC ou Mac, Artea Hypermédia/Le Point, 350 F).
● **Nicolas Poussin** (PC, Euritis/ministère de la culture, 430 F).
● **Rembrandt** (PC/Mac, ODA Laser édition, 390 F.)
● **Vélasquez** (PC/Mac, CDR Informatique, 350 F.)
● **Van Gogh** (PC/Mac, Emme, 200 F).
● **Les Grands Artistes : Michel-Ange** (PC/Mac, Montparnasse Multimédia, 390 F). **Les Grands Génies : Michel-Ange** (PC/Mac, Emme, 349 F).
● **Brancusi** (PC/Mac, Arborescence/Centre Pompidou, 350 F).
● **Les Maîtres de la peinture hollandaise** (CD-I, Philips Média, 230 F). **Collection « La Peinture hollandaise » : Le Temps de Bruegel ; Le Temps de Rembrandt ; Le Temps de Rubens ; Le Temps de Van Eyck ; Le Temps de Vermeer** (PC/Mac, ODA, 300 F chacun).
● **La Renaissance à Florence** (Emme, PC/Mac, 349 F ; CD-I, 230 F.)
● **Collection « Triptyques » : Monet-Verlaine-Debussy** (PC/Mac, Arborescence, PC/Mac, 225 F). **Gauguin-Baudelaire-Tchaïkovski et Matisse-Aragon-Prokofiev** (PC/Mac, Arborescence, 250 F).

# La parole d'Artaud, la voix de Masson, à écouter et à méditer

## Six CD et deux livres pour mieux lire, mieux entendre, mieux comprendre

**En puisant dans les archives de l'INA, l'éditeur André Dimanche a rendu accessibles, sur disques compacts, des enregistrements historiques d'Antonin Artaud et André Masson. Ce sont plus que des documents, de ces « raretés » pour collectionneurs plus ou moins enclins au fétichisme. Ce sont de vraies merveilles, non pas « compléments » de l'œuvre de Masson ou de celle d'Artaud, mais moments intenses de ces œuvres.**

**SI PEU ENCLIN** à la commémoration, si peu fétichiste soit-on, il est cependant des voix mortes qui ne s'entendent pas sans émoi, des œuvres qu'il faut entendre après les avoir lues. Quand d'une voix éraillée, nasillarde dans l'aigu, stridente à force d'exaspération, Antonin Artaud lit *Aliénation et magie noire*, la phrase de l'écrivain et le souffle du lecteur sont irrésistibles. Le texte entier condamne la psychiatrie, méthode habile pour tenir à l'écart ceux dont la lucidité et les propos mettraient en péril la société. « *Et qu'est-ce qu'un aliéné authentique ?* », interroge Artaud en introduction à *Van Gogh le suicidé de la société*. « *C'est un homme qui a préféré devenir fou, dans le sens où socialement on l'entend, que de forfaire à une certaine idée supérieure de l'honneur humain.* (...) *Car un aliéné est aussi un homme que la société n'a pas voulu entendre et qu'elle a voulu empêcher d'émettre d'insupportables vérités.* »

Les textes que réunit ce qu'il faut se résoudre à appeler un « coffret Artaud », en dépit de ce qu'a de gênant l'association des deux mots, sont autant de manifestes fondés sur ce soupçon terrible, dont le poète vérifie la justesse en citant Gérard de Nerval, Nietzsche et Van Gogh. Ils ont été écrits en 1946 et 1947, après l'internement à Rodez. Voici pour l'idée centrale réduite à son thème. Mais l'énoncer, c'est ne pas dire le principal. Dans les archives de l'INA, ont été retrouvés trois enregistrements. Dans deux d'entre eux, Artaud lit seul. Il faut entendre sa prose scandée par le souffle, le rythme heurté et si puissant qu'il semble néanmoins sauter par-dessus les ruptures. Il faut entendre le vocabulaire, les énumérations construites sur des mouvements ascendants et décroissants, eux-mêmes interrompus par des incongruités. Il faut écouter une langue qui mêle des violences triviales et des figures de style savantes, insultes et ellipses, cris et échos. Pour peu qu'on la compare à la langue qui se jargonne aujourd'hui, anémique et renforcée de mots faussement techniques comme on renforce de plaques métalliques un membre cassé, la comparaison est accablante.

Le troisième enregistrement a valeur plus historique encore. Il est à vrai dire simplement stupéfiant. Le 28 novembre, Maria Casarès, Paule Thévenin, Roger Blin et Antonin Artaud enregistrèrent dans un studio de la Radiodiffusion française *Pour en finir avec le jugement de Dieu*, cinq pièces, cinq poèmes, cinq imprécations où l'extrême de la douleur et l'extrême de la colère cherchent les moyens de s'exprimer, tentent de se frayer un passage hors du corps qui veut les expulser en une sorte d'exorcisme sauvage. La syntaxe se brise, les répétitions deviennent entêtantes, la voix tantôt ralentit et murmure, tantôt s'emballe et hurle. Casarès, Thévenin et Blin sont les récitants parfaits de ces psalmodies. Entre les chants se placent des intermèdes, mixte de bruitages et de cris animaux, suraigus, inhumains, terrifiants, poussés par Artaud lui-même.

Après avoir autorisé l'enregistrement, le directeur général de la Radiodiffusion, qui se nommait William Porché, interdit son passage à l'antenne, à 22 h 45 le 2 février 1948. Sa décision lui valut l'approbation du *Figaro* et de *La Croix*. C'est cette composition sonore censurée qui paraît aujourd'hui, accompagnée d'une revue de presse de l'hiver 1948 très fournie. En ce temps-là, pour un poète, pour ses œuvres et ses idées, des journaux se mobilisaient et s'affrontaient.

A ces bandes, l'éditeur a ajouté la lecture de *Van Gogh suicidé de la société* par Alain Cuny. Il lui arrive d'abuser de l'effet caverneux et de gonfler de grandiloquence un texte qui n'en a pas besoin, étant d'une force et d'une limpidité parfaite. Il n'importe : ces excès n'ôtent rien de son ampleur à la pensée et – il faut le redire – à la langue d'Artaud. « *En face d'une humanité de singe lâche et de chien mouillé, la peinture de Van Gogh aura été celle d'un temps où il n'y eut pas d'âme, pas d'esprit, pas de conscience, pas de pensée, rien que des éléments premiers tour à tour enchaînés et déchaînés.* »

### INTROSPECTION

Dans la même série où avaient paru l'an dernier des entretiens avec Marcel Duchamp, sont republiés, là encore sous forme de disques, les dialogues qu'André Masson accorda à Georges Charbonnier durant l'été 1957 en Provence. Ils commencent à la manière d'une autobiographie parlée, avec ce que ce genre suppose de complaisances et d'oublis volontaires. Par chance, le récit tourne bientôt court et Masson se libère de l'ordre chronologique pour se livrer à une introspection qui gagne en profondeur et en netteté. Cette cassure intervient dès qu'il lui faut évoquer la guerre, qu'il fit dans les tranchées et où il fut blessé. Sur ce qu'il vit alors, sur ce qu'il lui fallut faire, sur les « *émotions esthétiques* » et les moments de « *bonheur véritable* » qu'il éprouva en première ligne, il ose parler avec une honnêteté simple.

Pour peu que son interlocuteur n'improvise pas ses propres Mémoires, lui coupant la parole, il s'analyse sans s'épargner et sans être dupe des poses et des grands mots ronflants. De son engagement surréaliste, il admet qu'il s'expliqua en partie par la séduction de Breton et par le plaisir de se découvrir d'un coup un admirateur si éloquent. Quant au groupe lui-même, écrire qu'il n'en fait pas l'éloge relève de l'euphémisme. Il y a dans tout cela des réflexions et des observations fort instructives. Pour surprendre les plus vives, il faut écouter attentivement l'enregistrement et ne pas se contenter du livret de transcriptions qui accompagne les disques. Composé par Charbonnier et revu par Masson à des fins de publication, il avait été poli et épuré – un peu trop épuré même.

*Philippe Dagen*

★ **Antonin Artaud, *Pour en finir avec le jugement de Dieu ; Van Gogh, le suicidé de la société ; Aliénation et magie noire ; Les Malades et les Médecins*, 4 CD et un livre, André Dimanche éditeur, 490 F.**
**André Masson, *Entretiens avec Georges Charbonnier*, 2 CD et un livre, André Dimanche éditeur, 450 F.**

# Le chef William Christie embaume « L'Enlèvement au sérail »

## Un manque d'humour fatal à l'opéra de Mozart

**L'ENLÈVEMENT AU SÉRAIL, de Mozart. Avec Rosa Mannion (Konstanze), Patricia Petibon (Blonde), Yann Beuron (Belmonte), Iain Paton (Pedrillo), Alan Ewing (Osmin), Jürg Löw (Selim), Chœurs de l'Opéra du Rhin, Les Arts florissants, William Christie (direction). Benoît Digardyn (décors), Sue Willmington (costumes), Andrew George (chorégraphie), Stephen Lawless (mise en scène). Opéra de Strasbourg, le 13 décembre. Prochaines représentations : à Strasbourg, les 19, 21 et 23 décembre ; à Colmar, le 27 décembre ; à Mulhouse, les 29 et 30 décembre.**

STRASBOURG
*de notre envoyé spécial*

William Christie était un homme du sérail bien avant d'aborder cet Enlèvement. Sa renommée, sa position forte – dominante, diront certains – en font un musicien recherché. Sa réputation mozartienne commence aussi à s'établir, depuis sa *Flûte enchantée* aixoise (reprise l'été dernier) et son récent enregistrement du *Requiem*, diversement apprécié, mais très largement commenté (1 CD Erato). Fallait-il pour autant lui confier *L'Enlèvement au sérail ?* L'opéra du jeune Mozart – composé en 1781, dans l'exaltation de la liberté retrouvée et du mariage avec Constanze Weber – est œuvre de légèreté et d'euphorie, comme le chef français ne manque pas de le souligner lui-même dans la plaquette du programme. Christie a des qualités, mais l'humour du *Singspiel* lui échappe un peu. L'impression que laisse cet *Enlèvement* à l'Opéra de Strasbourg est pour le moins mitigée, la lecture roide, souvent empesée du chef peinant à insuffler à l'ouvrage l'élan spirituel qu'on espérait. Les Arts florissants – sans doute trop riches en cordes – dosent mal les couleurs et, à quelques exceptions près (le duo Pedrillo-Osmin, « *Vivat Bacchus* »), l'accompagnement qu'ils fournissent aux solistes se révèle désespèrement plat.

A plusieurs reprises, on se demande même comment les chanteurs – jeunes pour la plupart – parviennent à rester motivés avec une direction si terne, si avare de cantabile et de vrai lyrisme. Notamment Rosa Mannion (Konstanze), qui doit attaquer son air du deuxième acte sur un fond instrumental des plus imprécis. Malgré un timbre plaisant, cette jeune Britannique n'a pas tout à fait l'agilité requise dans les redoutables vocalises que Mozart a destinées à son héroïne. De même Yann Beuron possède une voix intéressante, mais il a toujours l'air de sortir de sa sieste – embêtant lorsque l'on doit délivrer sa belle des griffes d'un terrible pacha. Heureusement, le Pedrillo roué et plébéien de Iain Paton est remarquable ainsi que la Blonde de la Française Patricia Petibon – tout simplement délicieuse. Mais celui qui se tire le mieux d'affaire est encore Jürg Löw, dans le rôle parlé du Pacha Selim, en qui s'incarne toute la bonté et la clémence paternelle propres à l'univers mozartien.

Il faut dire que l'Opéra du Rhin a joué de malchance pour cette nouvelle production. Edouard Lock, pressenti pour signer la mise en scène, a dû quitter les répétitions pour raisons personnelles. C'est ainsi que toute une équipe, tout un projet sont partis en fumée, tout un enjeu artistique qui s'est trouvé affecté et qu'il a fallu reconstituer à la hâte. Cela transparaît, et la mise en scène de Stephen Lawless est un peu de celles sur lesquelles on a envie d'accrocher, à l'instar de certaines voitures, « en rodage ».

Le travail de Lawless (assisté de toute une théorie de collaborateurs) souffre d'un défaut de rythme et d'une constante ambiguïté entre les registres comiques et sérieux, que viennent renforcer quelques gags lourdauds : l'idée de faire surgir un hippopotame en latex d'une loge n'est pas des plus heureuses et ne suffit pas, en tout cas, à mettre la gaieté dans les cœurs. C'est dommage, car la production est visuellement ravissante – costumes tendres et cendrés de Sue Willmington, décors vaporeux, ingénieux de Benoît Digardyn, qui replacent l'ouvrage dans toute une tradition de tulles et de transparences. Après tout, à moins de le vouloir vraiment, il est difficile de faire un *Enlèvement* totalement sinistre – du moins scéniquement.

*Jacques-Emmanuel Fousnaquer*











# Un fonds international est créé pour sauver les monuments de Rome

ROME
*de notre correspondante*

Le Colisée s'effrite et un bloc a même été volé il y a quelques semaines ; la roche Tarpéienne qui vit se briser tant de carrières ambitieuses du haut de ses pentes abruptes, si elle reste toujours « près du Capitole » selon la formule antique, n'inspire plus la terreur mais la pitié, envahie qu'elle est par les seringues et les papiers gras ; et que dire des vestiges de la via Appia antica, dont les tombeaux, refuge occasionnel des prostituées, sont souvent jonchés de préservatifs usagés ? S'il est vrai que Rome détient à elle seule le tiers du patrimoine national des monuments antiques et des œuvres d'art, dans un pays qui en a accumulé deux fois plus que quiconque, on peut comprendre qu'avec des budgets limités la capitale romaine, engagée déjà dans un ambitieux programme de restauration et d'aménagement de la ville pour le Jubilé de l'an 2000, ne puisse faire face à l'entretien de ses propres richesses.

D'où l'idée, utilisée naguère – avec plus ou moins de bonheur – pour sauver Venise, de faire de Rome un cas exemplaire, une démonstration de solidarité mondiale. Comment ? En lançant une campagne auprès des simples particuliers et des entreprises pour qu'ils participent à la création d'un fonds spécial, le fonds mondial Roma caput mundi. Les capitaux recueillis – un minimum de 500 000 lires de participation, soit 1 600 francs environ – seront investis et serviront à restaurer un certain nombre d'œuvres d'art. L'initiative, approuvée par le maire de Rome, Francesco Rutelli, a germé il y a un an et a été présentée au début du mois par l'avocat Vittorio Ripa di Meana, président de l'association Roma caput mundi, qui compte dans son comité d'honneur diverses personnalités, comme l'actuel ministre des affaires étrangères italien Susanna Agnelli, Liliane de Rothschild ou encore Henry Kissinger.

### LA LOUVE D'ABORD

Il s'agit, devait préciser M. Ripa di Meana, d'un fonds d'investissement « *éthico-social dédié à l'art* » dans lequel, par souci de « transparence », les sommes confiées ne devront pas être placées « *dans des valeurs émises par des entreprises ou des Etats qui ne respecteraient pas les droits de l'homme et auraient des intérêts dans la production d'armements ou de produits polluants* ». L'objectif, une fois obtenu le feu vert de la Banque d'Italie et de la Commission des opérations de Bourse, étant de recueillir 100 milliards de lires (320 millions de francs) en cinq ans. Sur le plan financier, en l'état actuel des projets, l'opération pourrait être pilotée en Italie par une des plus grandes sociétés de gestion de caisses d'épargne, et à l'étranger par les experts financiers du groupe Rothschild ; l'aspect scientifique étant confié au professeur Eugenio La Rocca, superintendant de la ville de Rome.

Parmi les monuments qui seront pris en charge en priorité par le futur fonds Caput mundi, la Louve du Capitole, une des plus vieilles statues en bronze, devenue symbole de la ville, le mur d'Aurélien, le théatre de Marcellus, le mausolée de l'empereur Auguste ou encore le pont Sisto, construit par Pontelli en 1474, et le palais Braschi de la fin du XVIII[e] siècle. Les entreprises qui participeront – on parle éventuellement d'American Express – pourront espérer un retour publicitaire, notamment grâce au logo de la Louve du Capitole qui leur sera concédé. Mais les simples particuliers ? Ils se verront décerner le titre de « Socius Urbis », version moderne de l'ancienne « citoyenneté de l'Empire » qui donnait droit à de nombreux avantages. A cela près qu'il ne s'agira cette fois, outre l'inestimable sensation d'être un mécène en période de crise, que de bénéficier d'entrées gratuites dans les musées communaux, de transports à prix avantageux et de diverses réductions pour les spectacles romains.

*Marie-Claude Decamps*

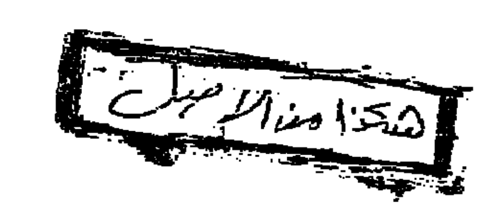
■ **CINÉMA : le cinéma mexicain a été le grand vainqueur du Festival du cinéma latino-américain qui s'est achevé le 15 décembre, à La Havane (Cuba).** Jorge Fons a remporté le Corail du meilleur film et celui de la meilleure mise en scène pour *Allée des miracles*, tiré d'un roman du Prix Nobel égyptien de littérature Naguib Mahfouz. Vicente Lenero a obtenu le prix du meilleur scénario pour le même film. Les Cubains Tomas Gutierrez Alea et Juan Carlos Tablo ont obtenu le deuxième prix avec *Guantanamera*, une comédie noire qui raconte les tribulations d'un cercueil d'un bout à l'autre de Cuba – les deux hommes avaient triomphé il y a deux ans avec *Fraise et Chocolat*. Tomas Gutierrez Alea, auteur de *Mémoires du sous-développement* en 1967, a obtenu cette année une récompense spéciale pour l'ensemble de son œuvre. Le prix du meilleur acteur a été décerné à l'Argentin Ulises Dumont, pour son rôle dans *Le Censeur*, d'Eduardo Calcagno, et le prix d'interprétation féminine est allé à la Brésilienne Gloria Pires, pour son rôle dans *O Cuatrilho*.

■ **THÉÂTRE : le Théâtre du Renard risque de fermer en janvier 1996**, faute de subventions de l'Etat et de la mairie de Paris. Cette salle classée d'une centaine de places date du XIX[e] siècle. Elle a été prise en main, il y a deux ans, par la Compagnie de la Croche. Gérard Roubert, son directeur, affirme qu'une aide annuelle de 250 000 francs lui permettrait de payer le loyer et de la maintenir en activité.









(Publicité)

# LA FRANCE AUX ANGES !




Photo T. Markow

**Merci**
**aux 5,5 millions de visiteurs.**
**Venez faire la fête... Le rire continue.**

UN FILM DE JEAN-MARIE
DEPARDIEU CLAVIER POIRÉ
LES ANGES GARDIENS



# CLASSIQUE

**Le marché du disque classique a chuté cette année : les belles années apportées par le CD s'éloignent lentement. Trop de disques inutiles, de énièmes versions des mêmes chefs-d'œuvre auraient-elles fini par lasser le mélomane ? Depuis longtemps, il les a achetés dans des versions excellement interprétées et enregistrées... que le CD met à l'abri de l'usure. Jamais, cependant, la vitalité des producteurs n'a été aussi grande dans des domaines esthétiques hier encore seulement connus des musicologues. A côté de celles de quelques auteurs connus, l'amateur découvrira dans cette page des œuvres qu'un formidable mouvement de curiosité des interprètes met à la disposition du plus grand nombre. Ces musiques d'aujourd'hui et d'avant-hier ont un point commun : elles sont neuves et ont trouvé des hérauts pour défendre leurs couleurs.**

## GIYA KANCHELI

**ABIL NE VIDEREM**
*Kim Kashkashian (alto), The Hilliard Ensemble, Stuttgarter Kammerorchester, Dennis Russel Davies (direction)*
■ Voici une excellente introduction à l'œuvre de ce compositeur géorgien, qui compte parmi ses plus ardents défenseurs Gidon Kremer, Mstislav Rostropovitch et Kim Kashkashian. Ses œuvres sont des cathédrales bâties avec trois bouts de ficelle, mais ce sont des cathédrales quand même.
*1 CD ECM New Series 1510 445 941-2.*

## PIERRE BOULEZ

**LES TROIS SONATES POUR PIANO**
*Idil Biret (piano)*
■ Il n'en coûtera que 55 francs pour découvrir, si on ne les connaît pas, les trois sonates de Boulez par une pianiste aussi forte en thème que sensible et, qui plus est, magnifiquement enregistrée.
*1 CD Naxos*

## MORTON FELDMAN

**CLARINET AND STRING QUARTET**
*Ib Hausmann (clarinette), Pellegrini Quartet.*
■ Les œuvres de cet Américain sont comme de grands mobiles sonores tournoyant dans l'espace, qu'un souffle invisible semble déplacer imperceptiblement. Influencée par Webern, le raga indien et les tapis persans, cette musique ne ressemble à aucune autre. Il faut parfois s'armer de patience pour écouter Feldman, mais ce *Clarinet and String Quartet* joint à des proportions raisonnables (40 mn) une beauté sobre et poignante.
*1 CD Hat Hut Harmonia Mundi 6166.*

## ERNST KRENEK

**LAMENTATIO JEREMIAE PROPHETAE**
*RIAS Kammerchor, Marcus Creed (direction).*
■ La musique de Krenek est-elle modale, atonale, archaïque, abstraite, sensuelle, intellectuelle ? Peu importe, elle est tout cela à la fois, splendide « chemin de croix » composé en 1941 par un homme qui venait de découvrir Ockeghem et vivait reclus en exil. Un chef-d'œuvre choral du XXe siècle, saisissant dans cette interprétation.
*1 CD Harmonia Mundi HMC 901 551.*

## HENRYK GORECKI

**KLEINES REQUIEM FÜR EINE POLKA**
**CONCERTO POUR CLAVECIN**
**GOOD NIGHT**
*Elisabeth Chojnacka (clavecin), Dawn Upshaw (soprano), London Sinfonietta, David Zinman et Markus Stenz (direction).*
■ Au lieu d'aller puiser dans les œuvres les plus doloristes du musicien polonais, David Zinman et ses comparses prouvent que Gorecki est aussi un homme de contrastes et de paradoxes, capable de passer du frénétique (*Concerto pour clavecin*) à l'éthéré (*Good Night*), ou de faire débouler une polka au beau milieu d'un *Requiem*.
*1 CD Nonesuch 7559-79362-2.*

## OLIVIER MESSIAEN

**CONCERT À QUATRE**
*Catherine Cantin (flûte), Heinz Holliger (hautbois), Yvonne Loriod (piano), Mstislav Rostropovitch (violoncelle), Orchestre de l'Opéra-Bastille, Myung-Whun Chung (direction)*
■ Un lien mystérieux unit les partitions de jeunesse (*Les Offrandes oubliées, Le Tombeau resplendissant*) au Messiaen des dernières années (*Concert à quatre, Un sourire*) où, par un curieux revirement, le musicien était revenu à son style d'antan. Ce petit quelque chose – qu'on l'appelle poésie, grâce ou inspiration – fait tout le prix de ce disque.
*1 CD Deutsche Grammophon 445 947-2*

## LEOS JANACEK

**ŒUVRES CHORALES**
*Netherlands Chamber Choir Schönberg Ensemble, Reinbert de Leeuw (direction).*
■ Ces pièces chorales de Janacek sont rarement données, et pourtant leur charme, leur jaillissement, leurs sourires voilés et leurs fêlures secrètes sont difficilement résistibles. C'est bien l'auteur de *La Petite Renarde rusée* qui parle ici – un musicien capable d'explorer l'âme humaine avec des histoires de paysans cocus, d'oursons facétieux et de betteraves qui se marient (*sic*).
*1 CD Philips 442 534-2.*

## RALPH VAUGHAN WILLIAMS

**RIDERS TO THE SEA**
**HOUSEHOLD MUSIC**
**FLOS CAMPI**
*Linda Finnie, Lynne Dawson, Ingrid Attrot, Northern Sinfonia, Richard Hickox (direction).*
■ S'il ne faut écouter qu'une œuvre de Ralph Vaughan Williams, c'est sûrement celle-là : *Riders to the Sea* (1937). Cet opéra à huis clos, qui décrit les affres de trois femmes de marins dont les hommes disparaissent mystérieusement en mer, est l'un des opéras les plus singuliers du XXe siècle. Pas un cri, pas un épanchement, mais un langage lapidaire, pudique et ensorcelant.
*1 CD Chandos/Média 7 CHAN 9392.*

## JOHANNES BRAHMS

**SÉRÉNADES Nos 1 ET 2**
**VARIATIONS SUR UN THÈME DE HAYDN**
**RHAPSODIE POUR CONTRALTO**
**OUVERTURE POUR UNE FÊTE ACADÉMIQUE**
**OUVERTURE TRAGIQUE**
*Janet Baker (mezzo-soprano), Orchestre philharmonique de Londres, Orchestre symphonique de Londres, Sir Adrian Boult (direction)*
■ Sir Adrian Boult était presque centenaire quand il enregistra à Londres ces œuvres de Brahms. Il n'en paraît rien : son élégance, son sens de la couleur sont ceux d'un jeune homme. Loin du Brahms « officiel », les pages rassemblées sont parmi les plus buissonnières du compositeur allemand.
*2 CD EMI forte 7243-5 68655 2-5.*

## JUAN CRISOSTOMO DE ARRIAGA

**L'ŒUVRE ORCHESTRALE**
*Le Concert des Nations, Jordi Savall (direction).*
■ Arriaga (1806-1826), musicien espagnol disparu à vingt ans, dont on connaît surtout les quatuors à cordes, conjugue l'indolence naturelle de Mendelssohn à la vigueur expressive du premier Beethoven. Ce disque enchanteur est pourtant l'une des bonnes nouvelles de l'année.
*1 CD Astrée Auvidis E 8532.*

## STRIGGIO & BANCHIERI

**LA CACCIA**
**Il FESTINO DEL GIOVEDI GRASSO**
*Concerto Italiano*
■ Une année faste pour l'ensemble de Rinaldo Alessandrini : après un mémorable programme Lassus, coquin et savoureux (*Opus 111 OPS 30-94*), la redécouverte de la comédie madrigalesque dans sa version idéale.
*1 CD Opus 111 OPS 30-137.*

## JOHN BULL

**DOCTOR BULL'S GOOD NIGHT**
*Pierre Hantaï (clavecin).*
■ Pierre Hantaï livre là le disque de clavecin le plus débridé, le plus coloré, le plus imaginatif de l'année.
*1 CD Astrée-Auvidis E 8543.*

## ÉCOLE NOTRE-DAME DE PARIS

**PERMANENCE ET RAYONNEMENT**
*Ensemble Gilles-Binchois.*
■ Alors que Virgin publie enfin son passionnant programme Jehan de Lescurel enregistré en 1991 (545 066-2), l'Ensemble Gilles-Binchois de Dominique Vellard offre un parcours idéal à travers trois siècles d'aventure polyphonique autour de la cathédrale parisienne.
*1 CD Harmonic Records h/CD 9349.*



# Hector Berlioz habillé de neuf

**PHILIPPE HERREWEGHE** est souvent là où on ne l'attend pas. Nul doute que cette nouvelle version des archi-enregistrées *Nuits d'été* surprendra plus d'un sectateur d'Hector Berlioz. La voix de Brigitte Baleys n'est en rien « lyrique », l'orchestre joue sur instruments d'époque, et le chef respecte l'instrumentation originelle : tout cela est propre à déranger les habitudes. Mais n'est-ce pas ce que l'on demande aussi à une énième version discographique d'un chef-d'oeuvre bien trop peu fréquenté au concert ?

Depuis l'enregistrement de Régine Crespin, l'Orchestre de la Suisse romande et Ernest Ansermet publié par Decca au milieu des années 60, on n'avait pas entendu un tel frémissement érotique dans ce cycle. Brigitte Balleys y ajoute une touche de névrose visionnaire assez renversante. Ce ne sont plus des mélodies par une chanteuse accompagnée par un orchestre, mais une polyphonie où les timbres vocaux et instrumentaux se confondent, jouent en miroir un conte fantastique et glaçant. Retour aux réalités du Concours de Rome avec la cantate *Herminie*, mais on y découvrira, derrière la façade en stuc, la vraie nature chaleureuse – et très douée vocalement – de la jeune Mireille Delunsch.

★ *Hector Berlioz, « Les Nuits d'été » et « Herminie », par Brigitte Balleys (mezzo-soprano), Mireille Delunsch (soprano), l'Orchestre des Champs-Elysées, Philippe Herreweghe (direction) : 1 CD Harmonia Mundi HMC 901 522.*

**La parution quotidienne de la page « Guide culturel » est suspendue pour permettre la publication de la sélection « Des meilleurs disques de l'année » – à l'exception de la sélection cinéma du 20 décembre. Elle reprendra normalement dans nos éditions du lundi 24 datées 25 décembre. Nos lecteurs peuvent prendre connaissance des programmes de spectacles, concerts, expositions et cinéma ainsi que des renseignements pratiques par Minitel en composant le 3615 code LEMONDE rubrique LOISIRS.**



## NELSON FREIRE À TORONTO

***RÉCITAL DE PIANO***
■ La *Fantaisie* de Schumann, la *Quatrième Sonate* de Scriabine, une avalanche de Debussy, Villa-Lobos et Albeniz d'anthologie, une *Sonate en fa majeur* de Mozart, qui circulaient jusque-là sous le manteau en cassettes pirates, enfin mises sur disque officiel. Son loyal, expression musicale sublime : un disque de piano comme il y en a trop peu.
*1 CD Alphée-Media 7.*

## ROBERT SCHUMANN

**QUINTETTE ET PIÈCES DE MUSIQUE DE CHAMBRE**
*Martha Argerich et ses amis*
■ Un Schumann intérieur et tendre, lumineux et grave, dépris des mystiques brumeuses dont on le pare souvent. Martha Argerich a choisi ses complices pour célébrer cette fête intime enregistrée en public à l'automne 1993.
*Un coffret de 2 CD EMI 7243 5 55484 2-9.*

## JOHANN SEBASTIAN BACH

**CHORALS SCHÜBLER**
**CHORALS DE LEIPZIG**
*Ton Koopman (orgue)*
■ Deuxième palier de l'intégrale que le claveciniste-organiste et chef d'orchestre gravit pour Teldec. Sa manière articulée, vive et ornementée, mais n'excluant pas la gravité, en fait l'une des meilleures interprétations de la musique d'orgue du Cantor.
*2 CD Teldec-Warner 4509-94459-2.*

## DIETRICH BUXTEHUDE

**SIX CANTATES**
*Solistes vocaux, Collegium Vocale de Gand, orchestre Anima Eterna et The Royal Consort, Jos Van Imerseel (direction).*
■ Le son, presque « archaïque » (dulciane basse, violes et trombones), est magnifique. Le Collegium Vocale de Gand – en dissidence herreweghienne – et les solistes itou.
*1 CD Channel classics-Média 7 CCS 7895-1.*

## FRANÇOIS COUPERIN

**PREMIER LIVRE DE PIÈCES DE CLAVECIN**
*Christophe Rousset (clavecin).*
■ Christophe Rousset joue d'une façon grave et sereine, avec une nonchalance qui n'exclut jamais la (re) tenue. Une seule pièce suffit à en convaincre, *La Garnier*, qui profite des graves somptueux du Ruckers du musée d'Unterlinden, à Colmar.
*3 CD Harmonia Mundi HMC 901 450-52.*

## LES INTROUVABLES DE DIETRICH FISCHER-DIESKAU

■ Ce coffret complète opportunément la superbe édition Deutsche Grammophon des Lieder de Schubert, Schumann, Liszt, Strauss, etc. Ici, on trouvera davantage de curiosités, voire d'excentricités. Mais, jusque dans une *Leçon de ténèbres* de Couperin, sa majesté DFD est impeccable.
*6 CD économiques EMI classics 7243-5-68509-2-7.*

## CLAUDIO MONTEVERDI

**MADRIGAUX GUERRIERS ET AMOUREUX**
*La Capella Reial de Catalunya, Jordi Savall (direction).*
■ Le plus beau *Lamento della ninfa* de la discographie et un *Hor ch'el ciel et la terra* d'anthologie.
*1 CD Astrée-Auvidis E 8546.*

## HENRY PURCELL

**FANTAISIES POUR VIOLES**
*Ensemble Hesperion XX, Jordi Savall (direction)*
■ Ces fantaisies sont peut-être ce que Purcell a écrit de plus désespéré, de plus cruellement mélancolique. La version que l'on attendait depuis longtemps.
*1 CD Astrée-Auvidis E 8536.*

## HENRY PURCELL

**ANTHOLOGIE : FANTAISIES POUR VIOLES, ANTHEMS, MUSIQUE DE CLAVIER, DIDON ET ENÉE, ODE À SAINTE CÉCILE**
■ Cadeau de fin d'année utile, raisonné et passionnant : Archiv a sélectionné ses... archives purcelliennes. Deux versions formidables des *Fantaisies* (dont celle d'Harnoncourt, en 1963), d'excellentes interprétations des *Anthems*, complétées par des pièces de clavecin et la *Didon* de Mackerras.
*8 CD économiques Archiv 447147-2. Disponibles séparément.*

## D'AMOR RAGIONANDO

**BALLADES DU NEO-STILNOVO EN ITALIE, 1380-1415**
*Jill Feldmann (soprano), Ensemble Mala Punica, Pedro Memelsdorf (direction).*
■ Ces musiques « subtiles » ont de quoi tourner la tête. Avant-gardistes, élitistes, elles sonnent avec étrangeté et magnétisme. Une interprétation d'une beauté surnaturelle.
*1 CD Arcana A 22.*

## UTOPIA TRIOMPHANS

*Ensemble Huelgas, Paul Van Nevel (direction).*
■ Musiques spectaculaires aux ensembles vocaux démultipliés, polyphonies insensées, utopiques et profuses. Jusque dans le rabâché *Spem in alium* de Tallis, Paul Van Nevel prouve une fois encore qu'il est l'un des rares grands musiciens dévoués à la polyphonie ancienne.
*1 CD Sony Classical SK 66261.*

## MUSIQUE BAROQUE ESPAGNOLE

**VILLANCICOS ET CANTATES BAROQUES ESPAGNOLES**
*Ensemble « Al Ayre espanol », Eduardo Lopez Banzo (clavecin et direction).*
■ Ce disque est la preuve que Jordi Savall et Hesperion XX n'ont pas défriché toutes les splendeurs du répertoire baroque espagnol. Ce nouvel et talentueux ensemble est plus que prometteur.
*1 CD Deutsche Harmonia Mundi-BMG 05472-77325-2.*

## PHILIP GLASS

**QUATUORS À CORDES Nº 2, 3, 4, 5**
*Kronos Quartet*
■ A force d'écouter la production – souvent répétitive, à tous les sens du terme – de Philip Glass, on avait oublié qu'il pouvait être un musicien réellement inspiré. Ces quatre quatuors à cordes nous réconcilient avec l'auteur d'*Einstein on The Beach*. Sobres, olympiens, d'une poésie suave et digne (le *4e Quatuor* est dédié à une victime du sida, Brian Buczak), ils comptent parmi les meilleures réussites de l'Américain, enfin révélés – et avec quel talent ! – par le Kronos Quartet.
*Un CD Nonesuch-Warner 7559-79356-2.*

## CANZONI VILLANESCHE ALLA NAPOLITANA

*Ensemble Daedalus.*
■ La Naples du XVIe siècle revisitée côté ruelles par l'ensemble Daedalus. Un parcours buissonnier délectable, d'une finesse et d'une couleur inimitables. Une fête radieuse des voix, du rythme et des timbres
*1 CD Accent 94 107.*

## HILDEGARD VON BINGEN

**CHANTS DE L'EXTASE**
*Ensemble Sequentia*
■ L'ensemble Sequentia a travaillé ce répertoire depuis des années sans rencontrer davantage que l'estime et l'admiration des spécialistes. Jusqu'au printemps 1995, où l'abbesse du XIIe siècle a rivalisé avec les stars du box office. Ce n'est pas une raison pour méconnaître la nouvelle réussite de l'incomparable duo formé par Barbara Thornton et Benjamin Bagby. Tout un univers spirituel et esthétique restitué à la perfection
*1 CD Deustche Harmonia Mundi DHM 05472 77555-2.*

## LAUDE DI SANCTA MARIA

*Ensemble La Reverdie.*
■ Ces veillées de chants de dévotion laïque à la Vierge dans la Florence de la fin de l'âge médiéval confirment les qualités des premières gravures de l'ensemble La Reverdie. Une expérience de « philologie de l'émotion » qui livre des moments de grâce retenue.
*1 CD Arcana A34.*

## ANTONIO VIVALDI

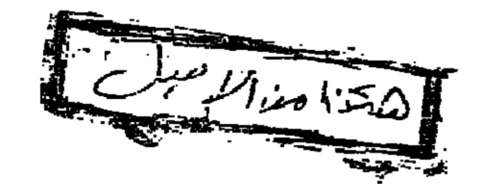
**CONCERTOS POUR VIOLONS ET VIOLONCELLES**
*Il Giardino Armonico*
■ Le cru 1995 d'Il Giardino Armonico ne décevra pas les fervents supporters de cette vision pyrotechnique du prêtre roux. Une respiration plus ample sans doute due à l'instrument mis en avant – le violoncelle –, ne compromet pas la fièvre festive de ces pages. Ce disque est un régal.
*1 CD Teldec 4509 94552-2.*

*Sélection établie par Philippe-Jean Catinchi, Jacques-Emmanuel Fousnaquer, Alain Lompech et Renaud Machart*

**★ Le 19 décembre « Jazz », le 21 « Rock », le 22 « Chansons et enfants », le 23 « Musiques du monde ».**









## LUNDI 18 DÉCEMBRE

### TF 1

**20.50 Cinéma : Légitime violence.** ■
Film français de Serge Leroy (1982). Avec Claude Brasseur, Véronique Genest, Thierry Lhermitte.

**22.30 Magazine : Comme un lundi.**
Présenté par Christophe Dechavanne. Peut-on rire de tout ?

**0.15 Sport : Karting Indoor à Bercy.**
*Pour la troisième année, les meilleurs pilotes de formule 1 – entre autres le champion du monde Michaël Schumacher – se sont donnés rendez-vous avec les spécialistes du karting pour une confrontation sur des machines absolument identiques.*

**1.15 Journal, Météo.**

**1.30 Magazine : 7 sur 7.**
Présenté par Anne Sinclair. Invités : Jacques Barrot, Laurent Voulzy, Alain Danan (rediff.).

**2.20 Programmes de nuit.**
Histoires naturelles (et 3.35, 5.05) ; 2.50, Les Aventures du jeune Patrick Pacard [4/6] ; 4.30, Série : Mésaventures ; 4.55, Musique.

### FRANCE 2

**20.50 Téléfilm : Contre vents et passions.**
De Rod Hardy, avec Josephine Byrnes.

**23.05 Documentaire : Contre l'oubli.**
De Philippe Alfonsi, Jean-Charles Deniau et William Karel.



**0.28 Les films Lumière.**

**0.30 Journal, Météo.**

**0.50 Le Cercle de minuit.**
Présenté par Laure Adler. Les intellectuels et la crise Avec : Jean-François Kahn, Alain-Gérard Slama, Guy Sorman, Alain Touraine, Jacques Julliard.

### FRANCE 3

**20.50 Cinéma : Lawrence d'Arabie.** ■ ■
Film américain de David Lean (1962), avec Peter O'Toole, Omar Sharif, Alec Guinness.

**0.25 Météo, Journal.**

**0.50 Court métrage : Libre court.**
Valse nocturne, de Christopher Barry, avec Jean-Pierre Cassel, Axel Greiet et Vincent Cassel.

**1.05 Feuilleton : Dynastie.**

**1.55 Musique Graffiti.**
Jazz *Fables of Fabus*, de Patrice Caratini, Gustavo Bethelman, Juan Jose Mosalini (20 min).

### M 6

**20.45 Cinéma : Le Soleil des voyous.** □
Film français de Jean Delannoy (1967). Avec Jean Gabin, Robert Stack.

**22.40 Téléfilm : Nuits de fièvre.**
De Larry Elikann, avec Armand Assante, Sam Neill.
*Après avoir purgé trois ans de prison pour vol à main armée, un homme décide de s'amender. Il tente de reconquérir son ancienne fiancée qui a refait sa vie avec un brillant avocat.*

**0.20 Magazine : Culture pub.**

**0.45 Jazz 6** (et 3.50)
Présenté par Philippe Adler. Wallace Davenport. Hommage à Louis Armstrong

**3.00 Rediffusions.**
Fréquenstar (Les Inconnus) ; 4.45, E = M 6

### CANAL +

**20.35 Cinéma : Radio Flyer.** ■
Film américain de Richard Donner (1992). Avec Lorraine Bracco, John Heard, Adam Baldwin

**22.35 Cinéma : French Cancan.** ■ ■
Film français de Jean Renoir (1954). Avec Françoise Arnoul, Jean Gabin, Maria Felix.

**0.20 Cinéma : Madame Doubtfire.** □
Film américain de Chris Columbus (1993, ♦). Avec Robin Williams, Sally Field, Pierce Brosnan.

**2.20 Documentaire : L'Histoire d'une orang-outang orpheline.**
De Dave Dickie (45 min)
*Après avoir vécu six ans dans une famille taïwanaise, Didi retourne à la forêt . une production de la BBC*

### LA CINQUIÈME

**12.00 Feuilleton : Sam et Sally** [1/12].

**12.57 Agenda de Noël.**

**13.00 Destination. Le Japon.**

**13.28 Le Journal du temps.** (et 18.57).

**13.30 Attention santé.**
Faire du ski sans bobo.

**13.40 Cinéma : Un tramway nommé Désir.** ■ ■
Film américain d'Elia Kazan (1951, v.o.).

**15.40 ▶ Qui vive !** [1/4]
La place des personnes âgées dans la société.

**15.55 Allô ! la Terre.** [1/5]
Le Père Noël.

**16.10 Cellulo.**

**17.00 Les Enfants de John.**

**17.30 Documentaire : Les Tigres.**

**18.25 Toi, mon bébé** [1/5].

### ARTE

**20.40 Cinéma : Le Guépard.** ■ ■ ■
Film italien de Luchino Visconti (1962). Avec Burt Lancaster, Claudia Cardinale, Alain Delon.

**23.40 Cinéma : Xica Da Silva.** ■ ■
Film brésilien de Carlos Diegues (1976, v.o.) Avec Zeze Motta, Walmor Chagas, Altair Lima.

**1.35 Courts métrages : Court-circuit.**
Au bord de la mer, de Vincent Bal (1994) ; Bonbons à la menthe, de Michelle Warner (1994) ; La Steppe, d'Emmanuel Parraud (1987).

**2.10 Documentaire : Souvenirs du temps passé.**
De Poul Malmkjaer (rediff.)

**2.35 Court métrage : Le Luxe du passé au présent.**
De Francine Meunier (rediff., 15 min).

### CÂBLE

**TV 5** 20.00 Thalassa. 21.00 Enjeux-Le Point. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.35 Spécial fa si la chanter. Invités : Adamo, Antoine, Véronique Sanson, Kassav, etc. 23.50 Sous la couverture. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Journal de la RTBF. En direct (30 min).
**PLANÈTE** 20.35 La Route de Shanghaï. [1/2] De Pierre Fauque. 21.30 Les Enfants du voyage. [2/3] Les Chiffonniers du rire. De Dominique Mauclair et Laurent Chevallier. 22.20 La Pin-up, un siècle de fantasmes. De Jérôme Camuzat. 23.20 Des animaux et des hommes. [9/12] Les Outardes. De Richard Brock. 23.50 ▶ Rêve d'un « Jour ». De Jean-Louis Comolli, avec le collectif Arcobaleno (90 min).
***PARIS PREMIÈRE** 21.00 Sidewalk Stories.* ■ ■ Film muet américain de Charles Lane (1989, N.). 22.40 Paris déco. 23.10 Concert : An Evening With Lena Horne. Enregistré au Supper Club de New York en 1994. 0.10 Paris dernière. 1.00 Top-Flop (30 min).
**CANAL J** 17.25 Comte Mordicus. 18.00 Soirée Cajou. Spécial dix ans de Canal J. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, BD lire ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Tip top clip ; 19.00, Regarde le monde ; 19.15, Jeux ; 19.20, E comme énergie ; 19.30, Série : Alana ou le futur imparfait ; 19.55, Résultat des jeux et au revoir.
**CANAL JIMMY** 20.00 Série : M.A.S.H. Confusion d'identité. 20.30 Souvenir. Top à Jacques Dutronc. 21.35 Série : New York Police Blues. Episode nº 27. 22.25 Chronique de la combine. 22.30 Une équipe hors du commun. ■ Film américain de Penny Marshall (1992). 0.40 Concert : The Grateful Dead. Enregistré en 1972 (50 min).
**SÉRIE CLUB** 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.20). George et Fred. 19.55 Série : Cher oncle Bill. Mardi gras. 20.20 Série : Mon amie Flicka. L'Explosion. 20.45 Série : Sam Cade (et 0.10). Témoin. 21.40 Série : *Agence Acapulco (et 1.00) Poker de dames.* 22.20 Le Club. 22.30 Série : Mon ami le fantôme. Avec Mike Pratt (50 min).
**MCM** 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 MCM Classic. 21.30 MCM Rock Legends. Marvin Gaye (2e partie). 22.25 MCM Home Vidéo. 22.30 Rebel TV. 23.00 MCM Mag.
**MTV** 20.00 REM : The Hits. 21.00 Concert : Foo Fighters. 22.00 Feuilleton : The Real World London. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Reggae Soundsystem. 0.00 The End ? (90 min)
**EUROSPORT** 20.00 Equitation. En direct Coupe du monde de sauts d'obstacles : Grand Prix de Grande-Bretagne. 22.00 Boxe. En direct. Championnat britannique : poids plume. John Jo Irwin-Elvis Parsley. 0.00 Eurogolf (60 min).
**CINÉ CINÉFIL** 20.30 La Fausse Maîtresse. ■ Film français d'André Cayatte (1942, N.). Avec Danielle Darrieux. 21.55 L'Invraisemblable Vérité. ■ ■ Film américain de Fritz Lang (1956, N., v.o.). Avec Dana Andrews. 23.15 Le Château de verre. ■ ■ Film franco-italien de René Clément (1950, N.). Avec Michèle Morgan.
**CINÉ CINÉMAS** 18.45 La P'tite Arnaqueuse. □ Film américain de John Hughes (1991, v.o.). *Avec James Belushi. 20.30 Suivez cet avion.* □ Film français de Patrice Ambard (1989). Avec Lambert Wilson. 21.55 Elle et lui. ■ ■ Film américain de Leo McCarey (1957, v.o.) Avec Deborah Kerr. 23.45 Un refrain dans mon cœur. ■ Film américain de Walter Lang (1952, v.o., 115 min).

### RADIO

**FRANCE-CULTURE** 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Au royaume du conte musical. 1. Il était une fois l'enfant. Œuvres de Ravel, Prokofiev, Landowski. 20.30 Le Grand Débat. L'Eglise est-elle moderne ? (1). Avec Danièle Hervieu-Leger, René Luneau, André Mandouze, Michel Dubost. 21.30 Fiction (rediff.). Les Trois Femmes de Balzac. 3. Madame Hanska, l'étrangère. 22.40 Accès direct.
**FRANCE-MUSIQUE** 20.00 Concert. Donné le 4 juin lors des Bundesländler, à Vienne, en Autriche, par Hopkinson Smith, guitare baroque : Passacaglia (Tablature de luth, 1639), de Piccinini ; Saltarello (1er Livre de tablature de luth), de Galilei ; Œuvres *de Kapsberger . Livre 1 de tablature de luth* (Toccata 7 ; Gaillarde 12 ; Toccata 6 ; Gaillarde 9 ; Courante 6) ; Œuvres de Sanz : Instruccion de Musica sobre la guitarra espanola (Pavana con partida al Aire Espanol ; Maricapalos ; Folia ; Zarabanda) ; Poema Harmonico (Canarios), de Guerau ; Œuvres de Sanz : Passacalles ; Canarios. 22.00 Soliste. Elisabeth Schwarzkopf, soprano, chez George Sand : Mélodies, de Chopin et de Liszt ; Lieder, de R. Schumann et de Schubert (juin 1969).
**RADIO-CLASSIQUE** 20.00 Les Soirées de Radio-Classique. Friedrich Nietzsche : A l'infini, de Nietzsche. John Bell Young, piano ; Le Paradis et la Peri, extraits, de R. Schumann, par les Solistes, le Chœur de l'association Chorale et l'Orchestre symphonique de Düsseldorf, dir. Henryk Czyz ; Siegfried-Idyll, de Wagner, par les membres de l'Orchestre symphonique de Toronto, dir. Glenn Gould : Echos d'une nuit de la St-Sylvestre, de Nietzsche. John Bell Young, piano ; Une vie de héros, extraits, de R. Strauss, par la Staatskapelle de Dresde, dir. Giuseppe Sinopoli ; Les Noces de Figaro, extraits, de Mozart, par *l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir.* Herbert von Karajan, Anna Tomowa-Sintow (La comtesse), José van Dam (Figaro), Frederica von Stade (Chérubin), Feuillets d'album, de Nietzsche. Walid Akl, piano ; Carmen, suite nº 2, de Bizet, par les Concerts Lamoureux, dir. Antal Dorati

## MARDI 19 DÉCEMBRE

### TF 1

**12.50 Magazine : A vrai dire.**

**13.00 Journal, Météo.**

**13.35 Magazine : Femmes.**

**13.40 Feuilleton : *Les Feux de l'amour.***

**14.30 Feuilleton : Dallas.**

**15.30 Série : Cannon.**
Où est passée Jennifer ?

**16.20 Jeu : Une famille en or.**

**16.55 Club Dorothée.**
Salut les Musclés ; Clip ; Jeux.

**17.25 Série : La Philo selon Philippe.**
En douce.

**18.00 Série : Les Années fac.**
Les Amours malheureuses.

**18.30 Série : Le Miracle de l'amour.**
Dépression.

**19.05 Série : Agence tous risques.**

**20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.**

**20.50 Cinéma : La Cité de la joie.** ■
Film franco-britannique de Roland Joffé (1991). Avec Patrick Swayze, Pauline Collins, Om Puri.

**23.15 LMI, le magazine info.**
*Présenté par Guillaume Durand.*

**0.35 Magazine : Les Rendez-vous de l'entreprise.**
Jean-Louis Dumas (Hermès).

**0.55 Journal, Météo.**

**1.10 Programmes de nuit.**
Reportages (rediff.) ; 1.35, Histoires naturelles (et 3.20, 5.10) ; 2.25, Les Aventures du jeune Patrick Pacard [5/6] ; 4.15, Série : Intrigues ; 4.40, Mésaventures ; 5.05, Musique.

### FRANCE 2

**12.15 Jeu : Les Z'amours** (et 4.40).

**12.55 Météo** (et 13.35).

**12.59 Journal.**

**13.45 Série : Derrick.**

**14.45 Série : L'Enquêteur.**

**15.40 Tiercé.** En direct de Vincennes.

**15.55 Variétés : La Chance aux chansons** (et 5.15).
Tino, Piaf, Chevalier.

**16.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.**

**17.15 Série : Quoi de neuf, docteur ?**

**17.45 Série : Cooper et nous.**

**18.15 Série : Le Prince de Bel-Air.**

**18.40 Jeu : Que le meilleur gagne** (et 3.25).

**19.15 Bonne nuit les petits.**
Il n'y a plus d'enfants.

**19.20 Studio Gabriel** (et 1.40).

**19.59 Journal, Météo.**

**20.50 Cinéma : Les Super-flics de Miami.** □
Film italo-américain de Bruno Corbucci (1985).

**22.35 Magazine : Ça se discute.**
Présenté par Jean-Luc Delarue. *L'opérette peut-elle revenir à la mode ?*

**0.05 Les films Lumière.**

**0.10 Journal, Météo.**

**0.25 Le Cercle de minuit.**
Présenté par Laure Adler. L'amour des revues. Avec Alfredo Arias, Jérôme Deschamps, Catherine Ringer, Frédéric Mitterrand.

**2.15 Programmes de nuit.**
Taratata (rediff.) ; 3.50, 24 heures d'infos ; 4.05, La Voie normale ; 4.15, Jeu : Pyramide ; 5.55, Dessin animé.

### FRANCE 3

**12.35 Journal.**

**13.05 Jeu : Tout en musique.**

**13.40 Magazine : Si vous parliez.**

**14.48 Le Magazine de l'Assemblée.**

**15.00 Questions au gouvernement.**
En direct de l'Assemblée nationale.

**16.05 Série : Brigade criminelle.**

**16.35 Les Minikeums.**

**17.45 Divertissement : Je passe à la télé.**

**18.20 Questions pour un champion.**

**18.50 Un livre, un jour.**
*Le Fou de Hemingway*, de Gerhard Köpf.

**18.55 Le 19-20 de l'information.**
19.08, Journal régional.

**20.05 Jeu : Fa si la chanter.**

**20.35 Tout le sport.**

**20.45 Keno.**

**20.50 Jeu : Questions pour un champion.**
Animé par Julien Lepers. Spécial finale des masters.

**22.30 Météo, Journal.**

**23.00 Décrochage régional : Couleur pays.**
Programme des treize télévisions régionales.

**0.30 Sagacités** (rediff.).

**0.55 Sidamag** (rediff.).

**1.15 Feuilleton : Dynastie.**

**2.00 Musique Graffiti.**
*Rapsodie norvégienne nº 1*, de Halvorsen, par l'Orchestre philharmonique d'Oslo, dir Marc Soustrot (20 min).

### M 6

**12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.**

**13.25 Téléfilm : Méthode antigang.**
De Sam Weisman, avec George Clooney, Michael Deluise

**15.05 Boulevard des clips.** (et 5.10.)

**16.30 Variétés : Hit Machine.**

**17.05 Série : Les McKenna.**

**18.00 Série : Robocop.**

**19.00 Série : Flash.**

**19.54 Six minutes d'informations, Météo.**

**20.00 Jeu : Le Grand Zap.**

**20.35 Magazine : E = M 6 junior.**

**20.50 Téléfilm : Le Club des aventuriers.**
De Howard Rubie, avec Beth Buchanan, Brian Rooney.

**22.50 Téléfilm : La Fêlure.**
De Tom McLoughlin, avec Jean Smart, Robert Pastorelli.
*Une femme, simple d'esprit et mère de six enfants, est obligée de prendre en main les affaires familiales lorsque son mari, vétéran du Vietnam, tombe gravement malade.*

**0.30 Magazine : Capital** (rediff.).

**2.10 Rediffusions.**
Culture pub ; 2.55, D'ouest en ouest ; 3.20, Jazz 6 ; 4.15, Fréquenstar (Les Inconnus).

### CANAL +

*EN CLAIR JUSQU'À 13.45*

**12.30 La Grande Famille.**

**13.40 Le Journal de l'emploi.**

**13.45 Cinéma : French Cancan.** ■ ■
Film français de Jean Renoir (1954). Avec Françoise Arnoul, Jean Gabin.

**15.30 Documentaire : Les Grands Crimes du XXe siècle.**
Les Etrangleurs d'Hollywood, de Philip Nugus.

**16.00 Cinéma : Les Faussaires.** □
Film français de Frédéric Blum (1994). Avec Gérard Jugnot.

**17.30 Documentaire : Sur les traces de l'ours argenté.**

**17.55 Dessin animé : Les Multoches.**
La Fièvre.

**18.00 Le Dessin animé.**
Santo Bugito.

*EN CLAIR JUSQU'À 20.35*

**18.28 Série : Les Zinzins.**

**18.30 Cyberflash.**

**18.40 Nulle part ailleurs.**

**19.30 Flash d'informations** (et 23.10.)

**19.40 Zérorama, le contre-journal.**

**19.55 Les Guignols.**

**20.30 Le Journal du cinéma.**

**20.35 Cinéma : La Reine Margot.** ■ ■
Film français de Patrice Chéreau (1993).

**23.15 Cinéma : Il était une fois le Bronx.** ■
Film américain de Robert De Niro (1993, v.o.).

**1.15 Cinéma : Toxic.** ■
Film américain de Michael Herz et Samuel Weil (1984).

**2.30 Cinéma : Le Tueur du futur.** ■
Film américain de Rachel Talalay (1994, 92 min)

### LA CINQUIÈME

**12.00 Feuilleton : Sam et Sally** [2/12].

**12.55 Agenda de Noël.**
Saint Urbain, pape du XIVe siècle

**13.00 Destination.**

**13.27 Le journal du temps** (et 18.57.)

**13.30 Attention santé.**
L'Hiver . gelures et gerçures.

**13.35 L'Histoire du cinéma français.**
Vers le réalisme poétique.

**14.35 Documentaire : D'un pied sur l'Everest.**

**15.35 Qui vive !** [2/4].
La place des personnes âgées dans la société.
▶ *Lire notre article p. 15.*

**15.50 Allô ! la Terre** [2/5].

**16.10 Cellulo.**

**17.00 Les Enfants de John.**

**17.30 Documentaire : Les Dauphins.**

**18.25 Toi, mon bébé** [2/5].

### ARTE

**19.00 Dessin animé : Lucky Luke**
[2/26] Le Juge, de Philippe Landrot, d'après Morris

**19.35 ▶ Documentaire : Cézanne et Zola.**
De Françoise Castro et Antoine Gallien.

**20.00 Documentaire : Palettes.**
Rodtchenko, de Leo Lorez.
*Parcours du peintre et photographe russe Alexandre Rodtchenko (1891-1956), auteur du Manifeste constructiviste.*

**20.30 8 1/2 Journal.**

**20.40 Magazine : Transit.**
*L'Espagne au bord de la crise de nerfs.* Avec Pasqual Maragall, Rita Barbera, Gorka Landaburu.
*Pour le dernier numéro de son magazine, Pierre Thivollet dresse un tableau de l'Espagne, vingt ans après la mort de Franco*

**21.45 Théâtre : Les Trois Sœurs.**
Pièce d'Anton Tchekhov, mise en scène de Thomas Langhoff, avec Monika Lennartz, Ursula Werner, Swetlana Schönfeld.

**0.20 Documentaire : Wolfgang Engel à Leipzig.**
L'heure où nous ne savions rien l'un de l'autre, de Michael Kluth.

**1.15 Magazine : Velvet Jungle.**
Suede : Live in Concert, Introducing the Band ; Top Live : Beverly Jo Scott ; Les Eurockeennes de Belfort : Best of 1995 ; Close up : Rachid Taha ; Louise , Sene . Les Zombies de la stratosphère, de Fred C. Brannon, [11/12] Man VS Monster (v.o.), avec Leonard Nimoy (rediff., 100 min).

### CÂBLE

**TV 5** 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR (et 1.00). En direct. 20.00 Envoyé spécial. 21.30 Perfecto. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Bouillon de culture. 23.50 Viva. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3 (30 min).
**PLANÈTE** 19.05 Roumanie, les enfants sacrifiés. De Jean-Paul Billault. 20.00 Tant que le monde sera. [3/6] Du mont Erciyes à la Suleymaniye. De Suha Arin. 20.35 Vol au-dessus des mers. [1/11] Panther, un félin sur la Corée. De Steven Hoggard. 21.25 Robert Houdin, une vie de magicien. De Jean-Luc Müller. 22.20 La Mort en cette jungle. [1/3] Chasseurs solitaires. De James Money-Kyrle. 23.10 La Route de Shanghaï. [1/2] De Pierre Fauque. 0.05 Les Enfants du voyage. [2/3] Les Chiffonniers du rire. De Dominique Mauclair et Laurent Chevallier. 0.55 La Pin-up, un siècle de fantasmes.
**PARIS PREMIÈRE** 19.00 Paris déco. 19.30 Stars en stock. Fred Astaire. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Jean-Edern's Club. 21.55 Premières loges. 22.25 Tu me troubles. ■ Film italien de Roberto Benigni (1983, v.o.). 23.55 Totalement cinéma. 0.25 Les Grandes Voix noires américaines. [2/2] De Claude Fléouter (45 min).
**CANAL J** 17.25 Comte Mordicus. 18.00 Soirée Cajou. Spécial dix ans de Canal J. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, Cinéma : C'est la vie ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Tip top clip ; 19.00, Des souris et des Rom ; 19.15, C'est la vie ; 19.30, Série : Alana ou le futur imparfait ; 19.55, Bricolage et au revoir ; 20.00, Tarmac ; 20.30, Cajou l'invité : les Inconnus.
**CANAL JIMMY** 21.00 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 21.25 Série : Palace. 22.20 Chronique bakélite. 22.25 Série : Angela, quinze ans. 23.15 Automobiles : Austin Healey. 0.15 Série : Bottom. Hole. 0.45 Country Box (60 min).
**SÉRIE CLUB** 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.20). Faux témoins. 19.55 Série : Cher oncle Bill. Cache-cache. 20.20 Série : Mon amie Flicka. Première idylle. 20.45 Série : University Hospital (et 0.10). Une étrange maladie. 21.30 Le Club. 21.40 Série : Agence Acapulco (et 1.00). Opération dragon. 22.30 Série : Mon ami le fantôme. (50 min).
**MCM** 19.00 Passion cinéma (et 0.00). 19.30 Zoom zoom (et 0.30). 19.55 Mangazone (et 23.25, 0.55). 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 MCM Classic. 21.30 MCM Rock Legends. *22.25 MCM Home Vidéo.* 22.30 NBA Action. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove (30 min).
**MTV** 19.30 MTV Sports. 20.00 Bruce Springsteen : The *Hits*. 21.00 Concert : Bruce Springsteen. Enregistré à Los Angeles, en septembre 1992. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Feuilleton : The Real World London. 0.00 The End ? (90 min)
**EUROSPORT** 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Motors. 21.00 Offroad. 22.00 Boxe. Championnat du monde junior WBU : poids super mi-moyens. Emmett Linton (E-U)-Steve Martinez (E-U). 23.00 Catch. 0.00 Snooker. Résumé. Ligue européenne 1995 : Play-offs (finale), à Northampton (60 min).
**CINÉ CINÉFIL** 18.00 L'Invraisemblable Vérité. ■ ■ Film américain de Fritz Lang (1956, N., v.o.). Avec Dana Andrews. 19.20 Mon passé défendu. ■ Film américain de Robert Stevenson (1951, N., v.o.). 20.30 Un revenant. ■ ■ Film français de Christian-Jaque (1946, N.). Avec Louis Jouvet. 22.20 Drôle de noce ! ■ Film français de Léo Joannon (1951, N.). 23.35 L'Homme aux cent visages. ■ Film franco-italien de Dino Risi (1959, N., v.o., 100 min).
**CINÉ CINÉMAS** 18.45 La Guerre de Troie. ■ Film franco-italien de Giorgio Ferroni (1961). 20.30 Trois sœurs. ■ Film italo-franco-allemand de Margarethe von Trotta *(1987). 22.20 Runaway, l'évadé du futur.* ■ Film américain de Michael Crichton (1984, v.o.). 0.05 Conan le Barbare. ■ ■ Film américain de John Milius (1981, 125 min).

### RADIO

**FRANCE-CULTURE** 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Au royaume du conte musical. 2. Il était une fois Shéhérazade. Œuvres de Ravel, Rimski-Korsakov, Szymanovsky. 20.30 Archipel science. 21.28 Poésie sur parole. Nelly Sacks (2). 21.32 Le Grand Débat. Enregistré le 11 décembre au studio Charles Trenet de la Maison de Radio-France. L'Eglise est-elle moderne ? (2). Avec Danièle Hervieu-Leger, René Luneau, André Mandouze, Michel Dubost, Frédéric Mounier. 22.40 Nuits magnétiques. Filles ou fils de.. 1. Votre père va vous mettre comme un sucre dans son thé, il vous boira et vous serez bu. 0.05 Du jour au lendemain. Jean-Pierre Lefebvre (Cours d'esthétique, d'Hegel) 0.50 Musique . Coda. Les 25 ans du GMEB (7). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
**FRANCE-MUSIQUE** 20.00 Concert. Donné le 24 novembre à Metz, par l'Orchestre symphonique de la BBC (Ecosse), dir. Jerzy Maksymiuk : Introduction et allegro, d'Elgar ; Veni, veni Emmanuel, de MacMillan , Symphonie nº 2, de Sibelius. 22.00 Soliste. Elisabeth Schwarzkopf, *soprano, au Festival d'Aix-en-Provence (en* juillet 1954) : Mélodies de Haendel, Pergolesi, von Gluck, Bach, Mozart. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Ferrari, Krejci. 23.07 Ainsi la nuit. Quatuor à cordes nº 57, de Haydn, par le Quatuor Amadeus ; Quatuor à cordes nº 2, de Britten, par le Quatuor Auryn. 0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Arcas (Espagne) , Gentils, Maitra (France) ; *De Lucia (Andalousie) ; Guastavino (Argentine).* 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.
**RADIO-CLASSIQUE** 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 29 mai à la Grange au Lac, à Evian, par l'Ensemble de percussions Les Pléiades, dir. Sylvio Gualda. Jean-Bernard Pommier, piano, Guy Commentale et Jacques Ghestem, violons, Bruno Pasquier, alto, Jean-Luc Bourré, violoncelle, Maurice Bourgues, hautbois, André Cazalet, cor : Temporal variations pour hautbois et piano, de Britten ; Trois romances pour hautbois et piano op 94, de R. Schumann ; Trio avec cor op. 40, de Brahms ; Pleiades pour percussions, de Xenakis ; Quatuor avec piano nº 1, de Fauré. 22.40 Archives. Le chef d'orchestre Karl Münchinger. Airs antiques et danses, suite nº 3, de Respighi, par l'Orchestre de chambre de Stuttgart ; Concerto pour alto, de Telemann, par l'Orchestre de chambre de Stuttgart, Heinz Kirchner, alto , Symphonie nº 45 Les Adieux, de Haydn, par l'Orchestre de *chambre de Stuttgart ; Music for the Royal* Fireworks, de Haendel, par l'Orchestre de chambre de Stuttgart. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Le Monde
MARDI 19 DÉCEMBRE 1995

# Euro, morne monnaie

*par Pierre Georges*

**ET AU PRIX** de mille tortures mentales, d'un intense et définitif remue-méninges, le mot tomba du sommet, d'un Sommet. Ce serait, ce sera l'euro. Simple comme bonjour, raide comme balle. Les Européens vivront d'euros. Le siècle aura deux ans, 2002, et nous voguerons, heureux, les poches pleines de nos pères, ces euros. Et de menue monnaie dont le nom reste d'ailleurs à déterminer. Car il va bien falloir trouver une appellation commune aussi pour les subdivisions, ces centimes, ces pfennigs, ces pennies, ces sous-euros, ces sous tout court.

*Est-ce une impression ?* L'humeur du temps ? Mais on a comme le sentiment déjà que les euros sont fatigués ! Drôle de nom pour un rêve européen. Le préfixe a déjà tant servi. Euro ceci, euro cela. En majuscules Eurostar, Eurodisney, Eurotunnel, Eurocorps, Eurovision, Euronews, Euro 96. Comme en minuscules eurosceptiques, eurocrates.

*Euro qui comme Ulysse* trouva une belle monnaie ! Allons, ils auraient pu forcer un peu, mettre l'*imagination au pouvoir et à la* frappe, trouver à ce projet herculéen un nom moins commun, plus poétique. Lorsque l'on bat monnaie, c'est pour un moment tout de même et avec la vague idée de frapper et de flatter les imaginations. Il faut à une monnaie des vertus linguistiques, une tenue en bouche, un cours au moins aussi gouleyant que stable. Euro ! Imaginons, même si l'avenir s'annonce radieux, forcément radieux, une grève de cheminots et des manifestations en 2002. Imaginons pour reprendre les titres de la presse anglaise de la *préhistoire, ce matin-même,* que ce ne soit pas *« l'europhorie »* mais plutôt *« l'eurorévolte »*. Cela s'est vu déjà. Les cohortes s'en iraient par les rues et les villes guerroyer contre le sixième contrat de plan aux cris bizarres de *« Juppé, des euros, Juppé des euros »*. Dur à scander. Donc dur à *prendre au sérieux.*

D'évidence une monnaie se doit, pour être bien née, de porter un nom joliment troussé. Déjà, la nostalgie saisit. Le franc, le mark, le florin, la livre, la lire, l'escudo, la peseta, voilà qui roulait en bouche et tenait au corps, une sorte de richesse verbale avant même la possession financière. Déjà la jalousie rôde. Le dollar, le rouble, le yen, le yuan, règneront en maîtres-mots, en mots dorés, en mots de tous les jours, de tous les cours.

Enfin, c'est dit, c'est fait. Nous aurons l'euro, rude et forte devise, pas de la monnaie de singe ou de l'argent de poète, de l'euro de la *vieille* et neuve Europe, de l'euro sans frontières. Le nom lui est une obligation, un programme et un continent. Sur cet euro en somme, l'Europe bâtira son église. Et il faudra bien, malgré cette ap*pellation vaguement cubique*, que cela roule. Comme trains, métros ou bus. A propos, revient cette *ancienne expression argotique*, le fameux *« ça roule »*, ancêtre du contemporain *« ça baigne »*. Ça roule ou reroule effectivement. Avec plus ou moins de bonne grâce et de grincements. Mais ça roule. Les grévistes arrêtent le mouvement, ce qui est façon de parler pour signifier l'arrêt de l'arrêt. Ça roule et va faire tout drôle à plein de gens qui avaient pris de *coupables habitudes, marcher*, rouler en bicyclette. Les pieds serviront encore, à l'occasion. Mais *les vélos ? Que faire de tous ces* vélos de décembre 1995, neufs et désespérés ?

■ **ESPAGNE : la Garde civile espagnole a désamorcé** dans la nuit du dimanche 17 décembre au lundi 18 deux engins explosifs, l'un sur la voie ferrée Madrid-Irun dans la province de Burgos et l'autre dans une station-service à Valladolid. Les engins, composés d'un kilo d'un puissant explosif, étaient dissimulés dans une boite en plastique. Le *journal Egin* (proche des indépendantistes basques) avait reçu préalablement un appel téléphonique annonçant au nom de l'ETA la pose des deux bombes.

■ ***SIDA : un vétérinaire de Sarcelles a été condamné à cinq mois* de prison** avec sursis et 20 000 F de dommages et intérêts jeudi 14 décembre par le tribunal correctionnel de Pontoise (Val-d'Oise) pour le *« licenciement discriminatoire »* d'un employé séropositif. Ce dernier avait révélé sa séropositivité lors d'une visite à la médecine du travail.

■ **TÉLÉVISION : Irish Publisher Independent Newspapers Plc.**, le groupe de communication de l'homme d'affaires irlandais Tony O'Reilly, est en négociation avec le financier australien Reg Grundy, en vue d'une offre conjointe pour obtenir la licence d'une télévision privée en Afrique du Sud. Ce pays, qui compte trois télévisions publiques, veut lancer sa première télévision commerciale en 1996. M. *O'Reilly, patron du groupe alimentaire Heinz et qui a des activités* médias en Irlande, en Grande-Bretagne et en Australie, possède déjà le groupe de presse sud-africain Argus Holdings Limited.

# Société des lecteurs du « Monde »

■ ***LE CONSEIL D'ADMINISTRATION*** de la Société des lecteurs du *Monde* est amené à renouveler un poste d'administrateur à l'occasion de la prochaine assemblée générale. Les lectrices et les lecteurs actionnaires *de la Société qui souhaitent présenter leur candidature sont priés* d'adresser une lettre motivée ainsi qu'un curriculum vitae avant le 8 janvier 1996 à Bernadette Santiano, Société des lecteurs du *Monde*, 15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15.

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 18 décembre, à 10 h 15 (Paris)

***FERMETURE* DES PLACES ASIATIQUES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Tokyo Nikkei | 19346,60 | −0,78 | −1,90 |
| Honk Kong index | 9858,65 | −0,55 | +20,35 |

19499,30
18958,78
18418,25
17877,73
17337,20
21 sep.
3 nov.
19346,60
18 déc.

***OUVERTURE* DES PLACES EUROPÉENNES**

| | Cours au 15/12 | Var. en % 14/12 | Var. en % fin 94 |
|---|---|---|---|
| Paris CAC 40 | 1859,25 | −0,54 | −1,16 |
| Londres FT 100 | 3664,40 | −0,20 | +19,55 |
| Zurich | 1511,11 | — | +21,83 |
| Milan MIB 30 | 967 | +6,96 | −5,65 |
| Francfort Dax 30 | 2277,96 | −0,35 | +8,13 |
| Bruxelles | 1547,07 | −0,65 | +11,32 |
| Suisse SBS | 1474,72 | — | +42,05 |
| Madrid Ibex 35 | 315,56 | +0,57 | +10,71 |
| Amsterdam CBS | 317,20 | −0,50 | +14,10 |



Tirage du Monde daté dimanche 17-lundi 18 décembre : 565 810 exemplaires 3

# L'état des conflits sociaux au 25e jour

## La reprise du travail se confirme à la SNCF et à la RATP

● **SNCF :** la tendance au retour à la normale se confirme. Lundi matin, le trafic, gratuit pour la ré*gion parisienne, était assuré* à 50 % en moyenne en banlieue parisienne et entre 50 et 60 % sur les grandes lignes. En banlieue parisienne, un train sur quatre circulait. A Saint-Lazare, la situation s'est améliorée avec deux trains sur trois. A Paris-Nord, on compte trois trains sur quatre sur la ligne D (qui va jusqu'à Châtelet) et un train toutes les demi-heures sur Pontoise et Roissy. En revanche il n'y a aucun train sur Mitry. Sur la ligne C, il y a un train toutes les heures mais pas de circulation entre Brétigny et Dourdan. Entre Brétigny et le Champ de Mars et entre Juvisy et Saint-Quentin en Yvelines, il y a un train toutes les demi-heures.

Sur les grandes lignes et le trafic régional, le trafic est assuré à 50-60 % mais il subsiste des problèmes à Toulouse, Marseille, Montpellier, Limoges et Clermont-Ferrand, a précisé la SNCF. Le trafic Paris-Londres et Paris-Bruxelles est normal. En revanche, il n'y a toujours aucune circulation sur l'axe Aquitaine-Espagne.

● **RATP :** le transport reste gratuit jusqu'au retour à la normale et toutes les lignes de métro ainsi que la ligne A du RER étaient ouvertes lundi matin vers 9 h 15, avec un trafic inégal. Seule la ligne 1 (La Défense-Vincennes) fonctionnait à 100 %. La ligne 8 ne fonctionnait pas entre Balard et Invalides et la ligne 7 n'était exploitée qu'entre La Courneuve et Place d'Italie. La ligne A du RER fonctionne normalement, mais il n'y a aucune circulation sur la ligne B. En revanche, le trafic des bus reste limité à 20 % de la normale. Les assemblées générales des machinistes de bus se tenaient lundi matin, alors que celles des conducteurs et employés du métro avaient pu se réunir le week-end.

● **EDF-GDF :** en raison des grèves, la diminution de la capacité de production était de l'ordre de 8 000 mégawatts lundi pour une puissance appelée de 63 000 mégawatts, ce qui selon la direction ne posait pas de problèmes d'équilibre entre production et consommation.

● **LA POSTE :** si, lundi matin, la direction était encore incapable de donner un pourcentage précis de centres de tris en grève, la tendance à la reprise était manifeste. Ainsi le centre de Rennes-Airlande a décidé dimanche soir de reprendre le travail.

● **TRANSPORTS URBAINS :** le trafic semblait reprendre lentement dans la plupart des villes. Toutefois, à Marseille les transports urbains restaient totalement paralysés lundi matin, aucun bus, métro ou tramway de la Régie des transports marseillais (RTM) ne circulant. A Bordeaux, une AG devait déterminer lundi la suite du mouvement.

● **PORTS :** une grève nationale de 24 heures a été lancée à l'appel de Fédération nationale des Ports et Docks de la CGT. Le port autonome de Marseille (PAM) était quasiment paralysé lundi.

● **PMU :** les personnels du Pari Mutuel Urbain (PMU) ont occupé dimanche matin les plates-formes d'enregistrement et de traitement des paris, en raison d'une grève générale entamée jeudi matin, paralysant, pour la deuxième journée consécutive, la réunion hippique programmée sur l'hippodrome de Paris-Vincennes.

# Recrudescence de référés contre les grévistes chez EDF

**DEPUIS** le commencement du conflit voilà plus de trois semaines, la direction d'EDF a engagé une soixantaine de référés contre les grévistes. Ces actions sont menées dans toute la France à l'initiative des directions locales. Dernière en date, à la demande d'EDF-GDF services Alsace, le tribunal de grande instance de Mulhouse a interdit, dimanche 17 décembre, aux agents en grève de procéder à des coupures d'électricité et a infligé une astreinte de 50 000 francs *« par fait commis au mépris de l'interdiction »*. Cette décision judiciaire est intervenue après une requête déposée *« en urgence »* par la direction, pour laquelle les coupures ont *« mis en danger la sécurité des personnes et des biens des clients dits prioritaires »*.

*« Les procédures sont engagées essentiellement pour répondre aux exactions, pour permettre la libération des locaux et lorsqu'il y a des pressions sur des personnes »*, explique Pierre Carlier, directeur d'EDF production-transport rappelant que l'entreprise a *« une longue pratique des référés »*.

**SOIXANTE ACTIONS EN COURS**

Le rythme annuel, qui était de cinq ou six procédures, a décuplé avec les grèves. Sur les soixante référés en cours, un tiers le sont pour des blocage d'accès sur un site et les deux tiers pour une occupation anormale des locaux de production ou de distribution. Aujourd'hui, sur trente-huit actions achevées, vingt-neuf l'ont été en faveur de l'entreprise.

Pour Jacqueline Maucourant, secrétaire générale de la fédération nationale de l'énergie CGT, par ces procédures *« EDF veut radicaliser le conflit et porter atteinte au droit de grève »*. La plupart des autres syndicats condamnent les exactions lorsqu'elles existent et approuvent les sanctions prises à l'encontre de sept salariés dans le nucléaire (*Le Monde* du 15 décembre). Mais pour l'ensemble des organisations, *« le manque de dialogue social dans l'entreprise laissera des traces »*.

*D. G.*

# Le président algérien Liamine Zeroual aurait échappé à un attentat

**SELON** plusieurs sources algériennes, le président Liamine Zeroual aurait échappé, au milieu de la semaine dernière, à un attentat par balles. La rumeur, qui s'est répandue à Alger jeudi 14 décembre, ne précise pas à quel endroit aurait eu lieu cette tentative d'assassinat. Soucieuses de mettre un terme à ces rumeurs, les autorités auraient indiqué que le chef de l'Etat assurait normalement ses activités.

De fait, Liamine Zeroual a présidé, *dimanche 17 décembre*, avec une semaine de retard, l'ouverture de l'année judiciaire 1995-1996. Dans un discours dont des extraits ont été retransmis par la radio et la télévision, le chef de l'Etat, apparemment protégé par un gilet pare-balles, a demandé aux magistrats d'être fermes dans le traitement des affaires de terrorisme. Mais il a aussi appelé la justice à mettre en oeuvre les *« mesures de clémence »* décidées par les autorités au bénéfice des membres des groupes armés islamistes *« repentis »*.

La campagne actuelle de rumeurs survient moins de trois semaines avant la fin de l'année, date de probables remaniements ministériels. Le gouvernement de Mokdad Sifi, officiellement reconduit jusqu'à la fin du mois de décembre après l'élection présidentielle du 16 novembre, pourrait connaître d'importants changements, notamment à la tête du ministère de la défense.

De leur côté, les groupes islamistes armés ne semblent pas devoir relâcher la pression, multipliant les attentats d'une manière spectaculaire. Jeudi 14 décembre, un ancien colonel – désigné sous le seul nom de Zerdani – a été tué en plein centre d'Alger. Cet assassinat survient après ceux, à la fin de novembre, de deux officiers supérieurs de l'armée.

# Compromis sur les suppressions de postes à « Libération »

**LE CONSEIL** de surveillance de *la société civile des personnels de Libération* – qui détient 45,2 % du capital – est parvenu à un accord de compromis avec la direction de quotidien au sujet du plan de redressement du journal dirigé par Serge July. Cet accord, obtenu vendredi 15 décembre après une journée de discussions, a suscité de vifs débats au sein du conseil de surveillance. Il a été adopté par sept voix *contre cinq*.

Il prévoit une réduction de 31 millions de francs sur la masse salariale, soit la suppression de 65 postes en 1996 et d'une douzaine après mars 1997. Une économie supplémentaire de 4 millions de francs (équivalente à la suppression *de 10 postes) interviendra éventuellement* en mars 1997 au vu des résultats 1996. Le projet de plan de la *direction prévoyait une réduction* de la masse salariale de 37 millions de francs, soit une suppression de 95 postes.

Cette diminution de la masse salariale doit avoir lieu prioritairement au moyen de départs volontaires et de recours au temps partiel. Le comité d'entreprise maintient toutefois sa procédure de référé pour obtenir la suspension du plan : la CFDT, principal syndicat de l'entreprise, estime que les dernières propositions de la direction s'inscrivent toujours dans le plan de suppression de 95 postes. *« Ce plan répond*, selon un membre de la CFDT, *a la logique financière imposée par le groupe Chargeurs de Jérôme Seydoux »*, actionnaire qui souscrira à l'essentiel de l'augmentation de capital de 70 millions de francs, et *« n'est pas justifié par la situation économique de l'entreprise »*. (*Le Monde* du 15 décembre.)

# L'homme, le babouin et le sida

**WASHINGTON**
*de notre correspondant*

L'opération, qui n'a duré qu'une trentaine de minutes, s'est déroulée, jeudi 14 décembre, à l'hôpital général de San Francisco. Depuis, Jeff Getty se nourrit, dort et marche normalement. Avec ses médecins, il attend des nouvelles de la maladie, de sa vie. Souriant, il affiche un moral d'acier : *« C'est une guerre, je me considère comme un soldat, je me bats. »* Cela fait bientôt quinze ans qu'il se sait atteint par le virus du sida, et quelques mois seulement que l'« ennemi » s'est déclaré, minant inéluctablement son système immunitaire.

De son point de vue, il n'y avait pas grand danger à devenir une sorte de cobaye, en acceptant cette greffe de cellules de moelle osseuse dont le donneur est un babouin. *« Je sais que ce traitement peut me tuer mais, de toute façon, si je ne fais rien, je suis un homme mort »*, déclare-t-il tranquillement. Pendant deux ans, ce militant de longue date de l'association Act-up, le groupe radical de défense des malades du sida, a plaidé auprès des sommités médicales et éthiques américaines, lesquelles ont fini par donner leur aval. La ténacité de cet homme de 38 ans n'a eu d'égal que la persévérance d'une équipe de médecins des universités de Californie et de Pittsburg.

Bien que personne ne l'explique, le fait n'est pas contesté : les cellules des babouins sont naturellement immunisées contre le virus VIH-1, responsable de la grande majorité des cas de sida. Jeudi, Jeff Getty a donc subi une transplantation à haut risque dont les effets bénéfiques potentiels pourraient être considérables. Si tout se déroule comme prévu, les millions de cellules du babouin vont se mélanger à celle du patient, proliférer et aider à reconstruire un nouveau potentiel immunitaire, celui-là résistant aux effets du virus du sida. Il n'est donc pas question d'agir sur le VIH, mais de renforcer les défenses de l'organisme contre ses manifestations. Les chances de succès ? Faibles, selon la plupart des spécialistes, qui craignent que ce traitement de choc ne tue le malade. Reste que l'espoir – la stabilisation de la maladie – est immense. *« Cette expérience pourrait ne pas sauver ma vie, tout en guidant vers un traitement pour épargner celle de milliers d'autres personnes »*, a insisté Jeff Getty. Mais les xénotransplantations, ces greffes de tissu animal sur l'homme, provoquent de vives controverses. Deux précédentes tentatives basées sur un tissu de babouin, en 1992 et 1993, se sont soldées par des échecs.

**« ROULETTE RUSSE »**

*Les détracteurs des xénogreffes*, qui constituent un puissant groupe de pression au sein de la Food and Drug Administration (FDA), poussent des cris d'alarme : les babouins sont porteurs de nombreux virus, expliquent-ils, dont les effets, bénins pour eux, peuvent être extrêmement dangereux pour l'homme. Des microbes inconnus, ajoutent-ils, présents dans l'organisme du singe-donneur, sont susceptibles d'être transmis au receveur, voire à d'autres êtres humains. *« On joue à la roulette russe avec la santé publique »*, a estimé Jonathan Allen, membre de la FDA et virologue de renom. Les Cassandre ont reçu de nombreux soutiens : aux experts inquiets des implications philosophiques des xénotransplantations, s'est joint le puissant *lobby* des défenseurs des animaux.

Aux uns et aux autres, Jeff Getty oppose un humour décapant et une patience qui va être mise à rude épreuve. Si chaque jour qui passe sans rejet des cellules étrangères est un petit pas vers l'espoir, le chemin est long : plusieurs mois pourraient s'écouler avant que l'on sache si le babouin peut venir à l'aide de l'homme atteint du sida.

*Laurent Zecchini*